

M. Geremek  
déclare forfait

COMME prévu, quinze jours après les élections polonaises à la proportionnelle qui ont amené au Parlement vingt-neuf partis, dont aucun n'a obtenu plus de 13 % des voix, le pays est toujours sans gouvernement, une coalition devant unir au moins cinq formations pour s'assurer une majorité.

Le président Walesa était sans doute tenu de proposer à celle arrivée en tête, l'Union démocratique - la gauche de Solidarité, qui avait fait campagne contre lui lors de l'élection présidentielle, - de tenter de former un cabinet. Mais son choix s'était porté, la semaine dernière, sur celui des trois candidats de l'UD qui avait le plus de chances de cristalliser les oppositions, le professeur Bronisław Geremek.

SUSCITANT des réactions de méfiance dans la Pologne profonde pour son intelligence brillante, son passé communiste, fût-il ancien, et ses origines juives, ce dernier a annoncé mercredi qu'il renonçait à la tâche. « J'ai proposé un pacte pour former un gouvernement, mais l'Alliance du centre (la droite de Solidarité) l'a rejeté et le Congrès démocratique libéral (du premier ministre sortant, Jan Krzysztof Bielecki) a présenté une position floue », a-t-il expliqué. Certains avaient vu dans le choix de M. Walesa un cadeau complaisant aux intellectuels de la gauche de Solidarité contraints de démontrer leur impuissance. Selon d'autres, M. Walesa était réellement prêt à travailler avec quelqu'un qui ne lui a certes pas ménagé les critiques, mais qui aurait rassuré l'Occident.

Toujours est-il que l'ex-premier ministre, M. Bielecki, a été, dès mercredi, déclaré prêt à assumer un second mandat et que les consultations en cours au Belvédère rendent probable que M. Walesa le lui propose. Le président a en effet déjà refusé l'autre candidature, celle de Jan Olszewski, proposé laborieusement par les quatre partis de centre droit initialement chargés de former une coalition.

CET avocat avait déjà échoué à former un gouvernement lors de l'accession, en janvier, de M. Walesa à la présidence, en raison de son hostilité au programme économique de M. Leszek Balcerowicz. Et M. Walesa est conscient de la nécessité de poursuivre ce programme, même si M. Balcerowicz - cible de la majorité des partis polonais lors de la campagne électorale - paraît écarté.

Reprendre M. Bielecki, dont la popularité s'est affirmée chez beaucoup de Polonais sensibles à son pragmatisme et à sa souplesse non dépourvue de caractère - qu'il a notamment affirmé face à l'apocalypse - serait la solution la plus logique. Il sera certes obligé, pour recevoir l'investiture du Parlement convoqué le 25 novembre, de donner des garanties à certains partis, notamment aux agriculteurs. Mais même les créanciers occidentaux et le FMI semblent désormais reconnaître que le plan de rigueur de M. Balcerowicz nécessite des aménagements et que la Pologne exploiterait sans des mesures de relance économique.

M0147 - 1115 0 - 6.00 F

Tandis que lord Carrington tente d'obtenir un nouveau cessez-le-feu  
La Croatie met en garde contre l'extension  
de la guerre à la Bosnie-Herzégovine

A l'issue de ses entretiens, jeudi 14 novembre à Belgrade, avec le ministre yougoslave de la défense pour tenter d'obtenir un nouvel accord de cessez-le-feu, le médiateur européen, lord Carrington, a déclaré que les dirigeants serbes, croates et fédéraux étaient d'accord pour tenter d'instaurer un cessez-le-feu. A ses yeux, un « véritable » arrêt des hostilités est une condition préalable à l'envoi

éventuel de casques bleus en Yougoslavie, idée à laquelle les belligérants adhèrent.

Dans une interview au « Monde », le ministre croate de la défense, M. Gojko Susak, souligne que cette force devrait être stationnée sur les frontières séparant la Croatie de la Serbie. En cas de nouvel échec des efforts diplomatiques, il n'exclut pas une extension rapide du conflit à la Bosnie-Herzégovine.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

M. Gojko Susak est formel : « S'il était décidé de faire venir des forces de paix en Croatie, elles ne pourraient être stationnées que sur les frontières existantes, les frontières légitimes entre Républiques ; c'est la seule possibilité ». Et, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté quant à la position de Zagreb, au moment où le président croate Franjo Tudjman est engagé dans des pourparlers, notamment avec lord Carrington, pour faire avancer l'idée d'une présence de l'ONU en Yougoslavie, le ministre de la défense tient à souligner que « c'est une chose que la Croatie a demandée bien avant la Serbie ».

La récente demande serbe de casques bleus, assure M. Susak, qui détiend le portefeuille de la défense croate depuis septembre dernier, « ne nous a pas surpris, car l'armée a envahi beaucoup de territoires et, maintenant, elle estime que c'est le moment de demander une aide extérieure, car la crise ne fait que s'aggraver en Serbie, et il est évident que celle-ci finira par perdre cette guerre. Donc, ils (les militaires de Belgrade) demandent maintenant l'aide de l'ONU pour ne pas avoir à se retirer de ces territoires ».

Quant à la composition d'une force des Nations unies susceptible de rétablir la paix, M. Susak ne veut pas se faire d'illusion : « Nous ne pouvons pas espérer de

l'ONU qu'elle envoie une véritable armée, capable d'affronter l'armée fédérale. Ce serait irréaliste. Mais s'ils (les casques bleus) venaient, ce serait, en soi, un message bien clair pour la Serbie : que la communauté internationale ne tolérera pas la force ». En aucun cas la Croatie ne compte réclamer de gros effectifs, et le ministre se déclare « persuadé que, si un seul navire de la sixième flotte (américaine) était venu à Dubrovnik, l'armée n'aurait jamais fait ce qu'elle a fait ». Or, jusqu'à présent, « ni l'ONU ni l'Europe n'ont pris de position très précise, n'ont été très claires (...) ».

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

## Le retour de Sihanouk

Après treize années d'exil, le prince est rentré jeudi 14 novembre à Phnom-Penh



PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Je suis très content », a simplement déclaré l'ancien monarque, visiblement ému, revenu directement de Pékin en compagnie de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Le prince avait, en effet, tout lieu d'être satisfait de la façon dont le régime avait fait les choses. Comités de quartier, écoles,

ministères, entreprises publiques avaient depuis la veille distribué des dizaines de milliers de petits drapeaux du Conseil national suprême du Cambodge (une carte blanche du pays sur fond bleu ciel) et du régime en place, l'Etat du Cambodge (les cinq tours en or d'Angkor sur fond rouge et bleu nuit).

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 6

## Une sinistreuse économique contagieuse

Les « locomotives » allemande et japonaise s'essouffent, l'OCDE confirme la lenteur de la reprise américaine

par Eric Le Boucher

La sinistreuse n'est pas réservée à la France. La reprise mondiale tardant, elle touche tous les pays développés ou presque. M. François Mitterrand n'est pas le seul dirigeant à se plaindre du peu d'appétit des consommateurs et du ralentissement des investissements des entreprises. M. George

Bush comme M. John Major, qui sont aussi en campagne électorale, lâchent quotidiennement de redonner confiance en l'avenir : « La reprise arrive, la reprise est là... », ne cessent-ils de dire à leurs citoyens électeurs, qui regardent les statistiques et en doutent. Pour les gouvernements, qui soulignent la bonne santé structurelle de leurs économies,

la conjoncture mondiale tarde à repartir parce que la morosité se nourrit, en partie, d'elle-même. La méfiance d'achat provoque celle de son voisin... et personne ne consomme plus si n'investit. Les économistes cherchent quelles peuvent bien être les explications du malaise : l'épargne insuffisante ? La crise

bancaire mondiale ? La fin de la spéculation immobilière, elle aussi mondiale ? Le déficit budgétaire américain qui menace de se creuser à nouveau ?

Certains, à l'OCDE par exemple, désignent même la médiatisation mondiale et la vitesse infinie de transport des mauvaises nouvelles.

Lire la suite page 26

## DAN FRANCK



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,26 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,50 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,76 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRN ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; UGA (other), 2,50 \$

## Délinquances urbaines

I. - Barcelone contre le retour des milices

A la veille de l'ouverture à Paris de la semaine internationale de prévention de la délinquance, du 18 au 23 novembre, nous commençons la publication d'une série de reportages sur les politiques suivies à Barcelone, Birmingham et Montréal.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Au terminus de la ligne d'autobus 605, une milice populaire attend les usagers venus de Barcelone. Coups de matraque sur le crâne, pour les uns. Arrestation brutale et conduite au poste de police, pour les autres. La chasse aux usagers hétérodoxes de la ligne 605 s'est ouverte cet été.

Les chasseurs sont des habitants du quartier de Sant Cosme, commune d'El Prat, dans la banlieue de Barcelone. Des commerçants et des adolescents, pour la plupart, qui se prennent pour des justiciers. Excédés par le trafic de drogue et les petits délits commis par des drogués en mal d'argent, ils se sont organisés en patrouilles et milices contre les obédés de la seringue qui viennent acheter leur dose dans un no man's land d'immeubles à l'abandon.

Sant Cosme hante Barcelone comme un mauvais rêve. Dix ans après la dictature franquiste, la capitale de la Catalogne ne s'attendait pas au retour des milices sur le terrain de l'insécurité. Au pouvoir depuis 1979, la municipalité socialiste a trop investi dans la prévention de la délinquance pour ne pas s'inquiéter de résurgences sécuritaires qui se sont traduites par des manifestations au cœur même de Barcelone.

Cet été, les habitants de la Vieille Ville, Chatoi Vella, ont orchestré des concerts de casseroles, tandis que les commerçants baissaient leur rideau de fer pour protester contre le trafic de rue, et les vols d'autoradios ou de sacs à main qui les accompagnent. Ils ont démodé, et obtenu, davantage de policiers.

ERICH INCIVAN

Lire la suite page 13

## La politique nucléaire de la Corée du Nord

Une grave crise régionale menace.

page 6

## Les affrontements à Djibouti

Paris préconise le « dialogue avec l'opposition ».

page 8

## Robert Maxwell : la piste soviétique

Le Foreign Office s'intéresse aux liens du magnat de la presse avec le Parti communiste d'URSS.

page 28

## Le budget de la défense

L'opposition critique la réduction des dépenses militaires.

pages 2 et 10

## Les juifs fichés

L'INSEE utilisait jusqu'en 1987 un répertoire national d'identification intégrant la mention de « juif indigène ».

page 12

## AFFAIRES

■ Les paradis reconquis de la banque Warburg  
■ Automne brumeux pour le Printemps  
■ A quoi servent les plans textiles.

pages 29 à 31

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

هنا من الصور



## DÉBATS

## BIBLIOGRAPHIE

## Conservatisme militaire

UNE FRANCE SANS DÉFENSE  
de Jean d'Albion.  
Éditions Calmann-Lévy.  
344 p., 130 francs.

Cinq ans plus tard, presque jour pour jour, le même titre ou quasiment. A la fin de septembre 1986, le général André Dubroca publie un pamphlet au titre interrogatif : *La France sans défense ?* Voilà qu'à la mi-novembre 1991 paraît un livre polémique, signé d'un pseudonyme, Jean d'Albion, qui cache l'identité d'un responsable ancien dans l'administration militaire, et intitulé de façon plus affirmative : *Une France sans défense*. Entre-temps, le point d'interrogation a disparu, mais ce sont, à quelques exceptions près, les mêmes interrogations qui sont énoncées et, donc, qui sont restées sans réponse, durant cinq ans, des gouvernements.

Sur le mode moins pamphlétaire que le précédent ouvrage, le livre de Jean d'Albion se veut, lui aussi, un diagnostic — on dirait maintenant un audit — de l'état où se trouve, après la guerre du Golfe, qui en a montré les limites, l'organisation et le fonctionnement quotidien de la défense de la France. L'état des lieux n'est ni réjouissant ni même enthousiasmant, tant, à cinq ans d'intervalle, les problèmes demeurent comme avant.

A croire que, de constat en inventaire, la défense française apparaît comme immuable, figée, y compris dans ses maux, depuis, comme le relève justement Jean d'Albion, le passage au ministère de la défense de M. Michel Debré et à l'état-major de l'armée de terre du général Jean Lagarde, qui furent, en leur temps, de vrais réformateurs de l'institution militaire. L'auteur d'*Une France sans défense* e raison de leur rendre un hommage appuyé.

## Plus critique que prospectif

Mais, de cette manière, Jean d'Albion souligne aussi combien, de son point de vue, tous les événements qui se sont succédés depuis, et singulièrement depuis la parution du livre du général Dubroca, marquent la fin d'une doctrine gaulliste pure et dure en matière de dissuasion, du moins telle que ceux qui se veulent ses disciples orthodoxes continuent d'en interpréter l'esprit.

Dans cet ouvrage, tout est

passé en revue avec, de ci, de là, quelques réminiscences de crises antérieures dont l'auteur n'a pas le sentiment de la découverte : par exemple, l'incapacité des armées à vaincre de l'intérieur leur propre immobilité, le (faux) consensus qui est censé rapprocher les Français autour de leur sécurité, la faillite constante des lois pluri-annuelles de programmation militaire jamais appliquées par ceux-là mêmes qui les promulguent, le caractère quasi congénital des états-majors, les ambitions démesurées et souveraines — faute d'un contrôle par le législatif et l'exécutif — du lobby militaro-industriel sous l'œil bienveillant d'une délégation générale pour l'armement accusée de mêler ses casquettes étatiques et ses casquettes industrielles.

Bref, le « melange » défense est désaffecté sans complaisance, en dépit de quelques erreurs de fait, de nombreuses redites, voire de lieux communs ou de contradictions dans un même chapitre qui peuvent enlever du crédit à la thèse développée.

Car c'est aux suggestions de Jean d'Albion, dans l'intention que le système marche enfin, que son lecteur attend *Une France sans défense*. Celui-ci restera un peu sur sa faim. Sauf s'il se contente de se voir l'essentiel, à savoir, au vrac, la désignation par le pouvoir politique — qui n'en veut pas réellement — d'un chef d'état-major des armées qui soit la véritable « autorité de synthèse », la continuation de la nécessaire coopération franco-allemande, un meilleur emploi des fonds publics qui n'aurait tort de trop chercher à diminuer, ou encore la possession par la France d'un missile de croisière à bord duquel serait, entre autres, embarquée une arme nucléaire.

Le livre de Jean d'Albion, même s'il relève de cette catégorie d'ouvrages plus critiques que prospectifs, vient à point nommé. Pendant combien de temps encore la France évitera-t-elle de faire les arbitres qu'il y a tant, Charles de Gaulle les avait rendus pour elle. A contre-courant d'une opinion qui les a admis progressivement. Cette époque est aujourd'hui révolue. A quand les nouveaux choix qui s'imposent ?

JACQUES ISNARD

## L'armée rouge passera-t-elle l'année 92 ?

par Bertrand Gallet

« L'URSS n'a plus d'alliés ni à l'ouest ni à l'est. Elle se trouve dans la situation de 1939 », déclarait l'amiral Khvalov au 18<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1990, résumant l'amertume d'une armée rouge qui ne cesse de prendre des coups et qui risque d'en prendre beaucoup plus encore dans les mois qui viennent.

Cette institution, chargée, tout comme le PCUS, de façonner l'« homme soviétique » internationaliste, s'écroule plus à la tourmente générale. Déjà meurtrie par son retrait sans gloire d'Afghanistan, elle se fait attaquer quotidiennement par la presse qui dénonce les conditions de vie épouvantables faites aux appelés. On nous apprend ainsi qu'au cours des cinq dernières années 15 000 soldats sont morts des suites de viol, de meurtres ou de suicides ! Les conscripts non slaves font l'objet de brimades racistes qui atteignent l'insupportable.

Par ailleurs, le transfert de 1,2 million de soldats des ex-pays de l'Est et de la Mongolie pose d'insolubles problèmes de logement.

Enfin, une opinion publique toute neuve s'enflamme devant les catastrophes écologiques et sanitaires du centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk et de la centrale de Tchernobyl pour dénoncer et bloquer le nucléaire militaire et civil.

Bien qu'elle se soit plutôt tenue à l'écart du putsch d'août, l'armée fédérale ne finit pas d'en subir les conséquences.

## Atteinte dans dans son intégrité

Elle est maintenant, en effet, atteinte dans son intégrité même. Beaucoup de Républiques réclament aujourd'hui leur défense propre. La Biélorussie, sans vouloir se mêler des questions stratégiques, veut une garde nationale de 40 000 hommes. Le Kazakhstan souhaiterait pour sa part participer aux décisions concernant les mouvements de troupes et d'armes sur son territoire. Il demande que les appelés kazakhs, particulièrement brimés, « cessent de construire des datchas pour les patrons russes » et fassent leur service au Kazakhstan. En attendant, le président Nazarbaev a interdit, malgré les demandes de M. Gorbatchev, venu tout exprès à Alma-Ata, les essais nucléaires sur son territoire. Un mouvement, suscitons le, mondial, de lutte contre le nucléaire militaire est né au Kazakhstan. Il est dirigé par un jeune député, M. Souleimanov, qui compte bien,

après avoir obtenu un moratoire en URSS, faire cesser les essais nucléaires dans le Nevada et à Mururoa.

Le cas le plus net est celui de l'Ukraine. Cette République, qui s'est déclarée souveraine et qui soumettra son indépendance à référendum en décembre, a décidé de créer sa propre armée et voudrait saisir les armements, nucléaires et conventionnels, déployés sur son territoire. L'armée de citoyens ukrainiens devrait avoir, selon le Parlement, environ 430 000 hommes et disposerait de son aviation et de sa marine. Mais, M. Antokov, ministre de l'économie d'Ukraine, estime ce pas pouvoir financer une armée supérieure à 200 000 hommes.

Lorsque l'on s'interroge du devenir des armes atomiques, les Ukrainiens répondent qu'ils sont prêts à prendre pas aux négociations internationales aux côtés de M. Bush et Gorbatchev comme le dit le président Kravtchouk. En attendant une Ukraine dénucléarisée, la jeune République prendra sa part des destructions prévues par l'accord START — 130 missiles stratégiques sur 176 (?) — et demande un système de « double clef » qui permettrait aux Ukrainiens de bloquer un feu nucléaire partant de leur République et destiné par Moscou. Elle se dit prête à supprimer les armes tactiques dont elle avoue ignorer le nombre exact, mais elle en refuse le rapatriement en Russie. Considérés comme de l'artillerie conventionnelle, ces missiles dépendent des commandants de zones et peuvent fort bien échapper à l'autorité fédérale. La précipitation des Américains et de Moscou à proposer leur destruction n'est pas due au hasard.

Ces exigences multiples des Républiques ne rejoignent pas outre mesure le Kremlin, qui y a déjà répondu par une lettre du ministre de la défense, le général Chapochnikov, aux commandants de zone, leur demandant d'ignorer les desiderata des Républiques. Cette lettre soulève un contrecoup, les appels du putsch, par la déclaration de Boris Eltsine, menaçant l'Ukraine de revenir sur ses frontières communales. Le texte de Soljéitsyne demandant, en octobre, que le référendum sur l'indépendance ukrainienne se fasse région par région a encore aggravé la situation. A Kiev comme à Lvov, on y a vu une volonté impérialiste de Moscou, toute une partie de l'Ukraine étant peuplée de Russes. La peur du grand frère russe n'est pas étrangère aux désirs ukrainiens de créer une armée forte.

## Passage à haut risque

Mais les problèmes de l'armée rouge ne s'arrêtent pas là. Après avoir péniblement établi un budget officiel de 96,5 milliards de roubles, l'état-major avoue ne pas tenir son compte et il sera financé, puisque certaines Républiques refusent de faire remonter les impôts vers Moscou tant qu'elles n'y verront pas plus clair dans les dépenses. Pressé de questions, le conseiller budgétaire auprès de l'état russe finit par avouer que, en 1992, seule la planche à billets de la banque d'Etat permettra de payer les militaires. Pourtant, ce budget se veut réaliste, réduisant de 40 % les commandes de matériels et augmentant sensiblement les dépenses destinées à améliorer le sort des hommes. En réalité, personne ne semble connaître le coût réel de la défense. Il pourrait être estimé à 300 milliards voire 500 milliards de roubles, au dire du jeune député, le major Lopatov. Pris de ces ministères participent en effet à la défense au travers du complexe militaro-industriel, véritable monstre qui semble dévorer l'économie soviétique.

L'industrie de guerre ferait travailler entre 3 millions et 5 millions de personnes : l'activité de villes entières, non mentionnées sur les cartes, y serait consacrée. Des programmes de fabrication d'armes, pléthoriques et redondants, auraient contribué, selon des parlementaires, à suréquiper l'armée rouge depuis des décennies, le choix des armes revenant, semble-t-il, plus aux industriels qu'aux états-majors.

Aujourd'hui, le réveil est rude. Cette panoplie colossale est accusée d'inefficacité : vaincue par des vau-pieds en Afghanistan, essouffée par le déploiement des Pershing en Europe, distancée technologiquement

ment par le programme de la guerre des étoiles de Reagan, ridiculisée par la précision des alliés dans la guerre du Golfe, elle est l'objet d'attaques incessantes.

On parle maintenant de tout réduire. Les effectifs passeraient de 4 millions à 2,6 millions d'hommes. Les commandes d'armement tendraient vers zéro. La fabrication du plutonium et les essais nucléaires seraient déjà cessés. La reconversion, tant souhaitée, ne produirait, dans l'immédiat, que plusieurs millions de chômeurs.

Il s'agit là d'un passage à haut risque. Les officiers ne se taient pas éternellement. Les risques de prolifération des armes tactiques ou des missiles sont pris très au sérieux par les Russes eux-mêmes. Le formidable capital de savants et de techniciens d'armement commence déjà à se disperser, aujourd'hui vers les États-Unis. Demain vers les pays du Sud ?

Après cinquante ans d'économie

de guerre, l'URSS semble se réveiller avec la « guerre de bois ». Les conséquences seront profondes et durables. La France est sollicitée à la fois par la Russie et par l'Ukraine pour aider à la reconversion des industries d'armement, et Paris doit recevoir bientôt une délégation d'industriels. Mais notre pays ne pourra faire longtemps l'économie d'une réflexion sur l'indépendance de l'Ukraine. La fiction d'un pouvoir central symbolisé par M. Gorbatchev n'est plus guère tenable. L'armée rouge reste sans doute le dernier symbole de l'Union. Cela ne durera pas. Au pis, elle imposera avec des conséquences imprévisibles, au mieux elle deviendra l'armée d'une Russie indépendante. A nous de suivre cette évolution de très près.

► Bertrand Gallet est député socialiste d'Eure-et-Loir. Rapporteur pour avis du budget des affaires étrangères pour la commission de la défense, il vient d'effectuer une mission d'information sur les problèmes stratégiques et militaires de l'URSS.

## BONHEURS

## Le drame du silence

par Albert Memmi

UN disciple ayant interrogé le Bouddha sur un problème de métaphysique, le Bienheureux demeura muet. On s'en étonna. C'était pourtant clair : la question ne comportait pas de réponse, à quoi bon parler ?

On regrette souvent d'avoir parlé, ramenant de s'être vu. Le silence nous préserve des foucades de l'amour-propre, nous épargne « bien des sottises ». La maîtrise de soi commence par la maîtrise de la langue. Les Grecs, qui avaient tout esquissé en matière de morale, avaient un dieu du silence. « Le silence est ton maître », affirme Solon le Sage.

Les logorhées du téléphone, les one-man-show de salon, qui réduisent tous les assistants à des figurants, achèvent de nous en convaincre. Que de fois sommes-nous rentrés d'une soirée où, comme dans certaines lectures, rien ne méritait d'être retenu. Nous aurions pu y être sourds sans dommage.

Au début de ma vie d'homme, j'aurais voulu faire vœu de silence, comme on fait celui de chasteté. Périodiquement, je me rappelle à l'ordre : « Apprends à te taire ! » Mais, je le découvre bientôt, je me trompais sur la nature du silence.

La prestige des silences vient du crédit qu'on leur accorde. Lorsque André Gide dit de sa vie conjugale : « Ce fut le drame du silence », il faisait allusion à ce qui aurait dû

être dit. Les erreurs pédagogiques viennent surtout d'une parole manquante. Le drame du silence est aussi un drame de la parole.

L'art de la conversation, qui est de permettre un échange, est de savoir se taire autant que de parler. En un mot, c'est pouvoir se taire ensemble. Les vieux époux, qui sont de vieux amis, n'ont pas besoin de mots pour se comprendre. Le thérapeute se tait pour mieux écouter : les initiés, moines ou francs-maçons, doivent se taire pour apprendre à parler.

A chaque crépuscule, silencieuses sur la fil du téléphone, les hirondelles de mon jardin peuplent bruyamment. Je ne connais pas leur langue, mais je suppose que, outre le plaisir d'être ensemble, elles se rassurent l'une l'autre devant le silence de la nuit qui vient.

L'un de ces merveilleux contes hasardeux rapporte cette histoire : pour conjurer une sécheresse persistante, toute la communauté prie l'inlassablement, en vain. Un pauvre berger, muet de surcroît, ne savait comment se joindre à l'effort commun : lorsque, mobilisant tous les muscles de sa gorge, il lança un énorme cri, aussitôt s'ouvrirent les cataclysmes du ciel.

Je ne connais pas le sens de ce conte ; qu'on me permette de l'interpréter ainsi : ce n'est ni parler ni se taire qui importe, c'est de trouver le discours adéquat.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Huguet-Devallat, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-73  
Téléc. MONDIPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-42-98-71 - Société Filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 39-15 - Tappez LEMONDE  
ou 39-16 - Tappez LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Téléc. : 208.806 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	770 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Carné de direction :  
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappet, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Jacques Amaric, Thomas Ferenczi  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1992)  
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-93

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



YUGOSLAVIE : faisant état de progrès « significatifs » dans les négociations

## Lord Carrington tente d'obtenir un nouvel accord de cessez-le-feu à Belgrade

BELGRADE

de notre correspondant

Lord Carrington, le président de la conférence de La Haye et l'ambassadeur de la présidence de la CEE, M. Henry Wijnandts, ont rencontré, mercredi 13 et jeudi 14 novembre, les protagonistes de la crise yougoslave pour leur soumettre le nouveau plan européen de paix prévoyant un nouveau cessez-le-feu et l'envoi de casques bleus en Croatie. Après une série d'entretiens avec le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de

la défense, le général Veljko Kadijevic, le médiateur européen a déclaré, jeudi en fin de matinée : « Toutes les parties conviennent qu'il devrait y avoir une force de maintien de la paix des Nations unies en Yougoslavie. Il faut en explorer la possibilité et les modalités. [...] Mais tout dépend d'un accord de cessez-le-feu et, après deux jours de négociations, on ne peut se montrer très optimiste. » La veille, à Zagreb, le président de la Croatie,

M. Franjo Tudjman, avait estimé que les forces d'interposition des Nations unies pourraient intervenir en Croatie pour garantir la sécurité de la population serbe une fois que l'armée fédérale se

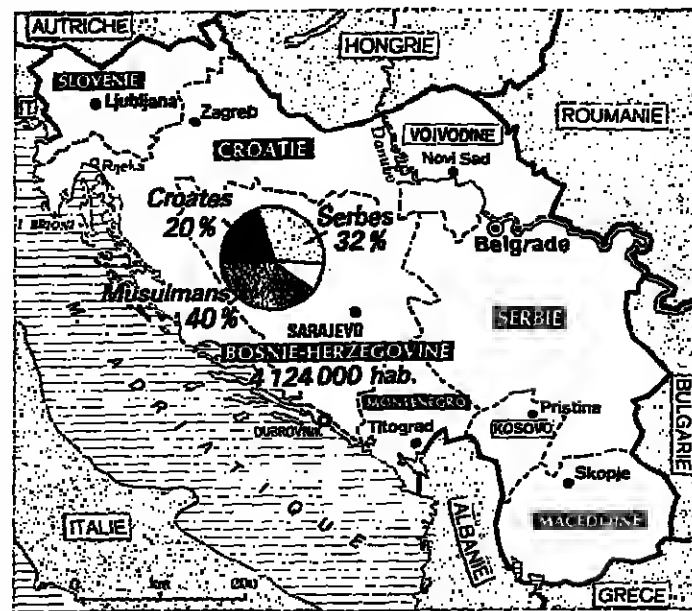
serait retirée de cette République. Selon M. Mario Nobile, conseiller du président croate, la proposition européenne devrait permettre la signature d'un nouveau cessez-le-feu. Toutefois, la Croatie continue à revendiquer le déploiement des forces d'interposition le long des frontières croates entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie (voir l'entretien avec le ministre croate de la défense).

Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, qui a reçu mercredi après-midi à Belgrade lord Carrington a réitéré pour sa part le point de vue du « bloc serbe » de la présidence yougoslave : à savoir la création de zones-tampons le long des enclaves serbes de Croa-

tie. Lord Carrington, qui a fait état d'une « avancée significative » dans les négociations, a néanmoins souligné qu'aucun accord ne pouvait être conclu sur l'envoi de casques bleus en Croatie puisque les Nations unies ne s'étaient pas encore prononcées sur la question. Si elles refusaient, a ajouté lord Carrington, la CEE ou l'Union de l'Europe occidentale devront envoyer leurs propres troupes.

Judi après-midi, le négociateur européen devait avoir des entretiens avec le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, à Sarajevo.

FLORENCE HARTMANN



## Une mise en garde de la Croatie

Suite de la première page

Si les Nations unies prenaient une position, poursuit M. Susak, la première chose à faire serait de désigner l'agresseur. L'Europe l'a déjà fait d'une certaine manière, mais toujours pas suffisamment.

Sur les conditions du déploiement d'une force de l'ONU, M. Susak est tout aussi formel que sur leur localisation : « L'armée fédérale n'aurait plus le choix (après l'arrivée des casques bleus) : la République de Croatie exige qu'elle se retire et lui garantisse qu'elle pourra évacuer en paix le territoire croate. Depuis un an, nous demandons à la communauté internationale d'envoyer n'importe quelle commission, n'importe quelle force sur le territoire croate pour voir sur place si les Serbes sont vraiment menacés, s'ils sont vraiment en danger, et de chercher en quoi consiste cette menace. »

Après le retrait de l'armée fédérale et la mise en place d'une force de l'ONU aux frontières de la Croatie, il ne serait pas nécessaire, pour les forces croates, de reconquérir les territoires actuellement tenus par les autonomistes serbes et l'armée, où, selon M. Susak, ne vivaient qu'une minorité de « terroristes », la grande majorité des Serbes de ces régions ayant été « forcés » de se battre.

Le ministre affirme qu'il reviendrait alors à la police croate d'intervenir « pour rétablir l'ordre ». « Dans les zones de guerre actuelles, il n'y a que 15 % de population serbe. Il y a davantage de Serbes qui vivent à Zagreb qu'en Krajina. Si l'armée se retirait, il ne resterait que de petits groupes de terroristes qui auraient le choix, soit de rester

sur place et d'avoir affaire à la police, soit de fuir avec l'armée. Parallèlement, indique M. Susak, des élections seraient organisées en Croatie après le départ de l'armée fédérale, qui permettrait aux minorités de « choisir leurs députés ». « Et, surtout, où il s'agit que les Serbes soient majoritaires, la République de Croatie leur garantirait tous les droits reconnus en Europe pour les minorités », souligne le ministre de la défense.

### Risque d'extension du conflit

Regrettant que la communauté internationale se soit montrée, depuis le début de la crise, indifférente aux risques d'extension du conflit, M. Susak estime que le danger est, aujourd'hui, immédiat. « La situation en Bosnie-Herzégovine est parfaitement claire : les Musulmans et les Croates se ressemblent toujours d'entrer en guerre, mais il est sûr et certain qu'ils ne plus n'accepteront pas cette guerre d'agression de la Serbie : ils n'accepteront pas de perdre des territoires. (...) La Serbie a déjà proclamé six régions autonomes serbes en Bosnie-Herzégovine. (...) Or, depuis toujours, les Nations unies et l'Europe ont été parfaitement claires, du moins jusqu'à présent : aucun changement de frontière ne sera reconnu, surtout des changements de frontière par la force, ce qui est le cas. Et la Bosnie est entièrement avec nous, et du même avis que nous. »

Et M. Susak d'enfoncer le clou : « Il faut que vous compreniez ce que le monde ne comprend pas actuellement : en Herzégovine occidentale, 98 % de la population est croate, et nous ne prétendons pas reconquérir ce ter-

ritoire, car la Croatie affirme depuis toujours respecter les frontières existantes. Je suis né en Herzégovine, et vous ne pouvez pas imaginer la pression qui y existe actuellement. Nous sommes parfaitement conscients que, sur le territoire de Bosnie-Herzégovine, il y a trois nations qui sont et seront obligées de trouver un mode de vie commun. Cela n'est possible que si la Serbie est forcée d'abandonner ses idées de conquête territoriale ; et cela pourrait être réalisé de deux façons : soit rapidement, en faisant intervenir l'ONU, soit - et, malheureusement, il ne s'agit pas d'une question de mois ou de semaines mais de jours - se déclencher en Bosnie-Herzégovine la même chose que ce qui se passe en Croatie. Car on ne peut plus tolérer ce que font les Serbes. Et si cela se réalisait, il y aurait immédiatement des répercussions sur le Kosovo. Donc, ce serait la guerre. »

En cas d'aggravation de la situation, la Croatie pourrait-elle être amenée à porter la guerre en Serbie, comme l'a récemment suggéré le président (croate) de la fédération, M. Stipe Mesic ? « Non, il n'en est pas question. On ne peut pas demander quelque chose à la communauté internationale et, dans le même temps, violer ses règles », assure

le ministre de la défense, qui affirme que, soumis aux pressions d'une partie de la population ainsi que de militaires croates pour porter la guerre en Serbie, le gouvernement de Zagreb estime qu'une telle initiative aurait « un effet négatif » sur la Croatie - quel qu'en puisse être le résultat militaire. Elle aurait notamment pour effet, selon M. Susak, de permettre au régime de Belgrade de mobiliser massivement la population serbe. En revanche, si l'armée de Belgrade se retire pas de Croatie et si l'ONU n'intervient pas, les forces croates lanceraient une contre-offensive pour récupérer les territoires conquis par les militaires et les autonomistes serbes, assure M. Susak, selon qui les Croates sont en mesure de lancer des attaques sur plusieurs fronts. A cet égard, le ministre estime que les « zones de guerre » couvrent actuellement 40 % du territoire croate.

« L'armée dite fédérale mais, en fait, serbe, n'est pas en mesure de garder les territoires qu'elle a envahis. Elle peut continuer à faire ce qu'elle fait à Dubrovnik ou à Vukovar : bombarder, détruire, mais elle ne peut pas garder ces territoires. Dans la région de Dubrovnik, il y a moins de 5 % de Serbes (...). Il est vrai que les habitants des

environs de Dubrovnik se sont réfugiés dans Dubrovnik même, mais on ne peut pas nier que 95 % de la population est croate », souligne M. Susak, pour qui les régions ayant dû être évacuées par les Croates « sont des zones-tampons ou des champs de bataille d'où les civils ont fui. Mais, par exemple, le fait que les habitants (de la région) se sont repliés à Zadar (sur la côte adriatique) ne veut pas dire que ce territoire est perdu, sous prétexte qu'à l'heure actuelle il n'est pas habité ».

### « Préparés pour l'enfer »

Tout en se montrant mesuré dans ses propos, M. Susak n'en critique pas moins l'attitude européenne et, notamment, la décision des Douze de décréter un embargo sur les fournitures d'armes à la Yougoslavie, qu'il juge injuste. « Seul, la Croatie ressent les conséquences de l'embargo sur les fournitures d'armes à la Yougoslavie. Pendant quarante-cinq ans, la Croatie a payé les armes qui sont maintenant retournées contre elle. Et cette armée (fédérale), sous prétexte de protéger une population et de vouloir maintenir la Yougoslavie, emploie ces armes contre la Croatie. L'année dernière, après les élections (d'avril 1990), nous n'avions que trois mille fusils, que possédaient les policiers croates. Alors, nous avons été obligés d'emprunter (à l'armée) une partie des armes que nous avons payées pendant quarante-cinq ans. »

En ce qui concerne les besoins actuels des forces croates, le ministre cite de l'armement anti-aérien et antichars, assurant que Zagreb ne recherche que des armes défensives, en aucun cas offensives. « Nous (gouvernement croate) avons le devoir d'armer la population, de résister, d'éviter un bain de sang », étant donné la guerre d'agression à laquelle nous devons faire face. Par ailleurs, la communauté internatio-

nale - dont « le langage est encore trop poli pour qu'ils (les Serbes) comprennent - rend notre position encore plus difficile en employant toujours les termes de Yougoslavie et armée fédérale ; ce que les généraux interprètent à leur façon, à savoir qu'il leur est permis d'intervenir ». Or, « il n'y a plus que des Serbes » dans l'armée fédérale, dit encore M. Susak, « à part les milliers de prisonniers que les généraux ne laissent pas partir. Il y a six mille recrues croates en Serbie en ce moment, qu'on ne laisse pas partir bien qu'ils nient accomplir leur service militaire. Il en est de même avec les Musulmans, les Macédoniens, qu'ils (les militaires) ne relâchent pas et que l'on peut bien appeler prisonniers ».

En outre, explique le ministre, alors que les Croates ont « montré des signes de bonne volonté en débloquent certaines casernes, comme à Rijeka », les militaires n'ont toujours pas levé le siège de Dubrovnik et de Vukovar en dépit des accords conclus. Malgré la violence des attaques de l'armée contre Vukovar, M. Susak se montre relativement confiant quant à la capacité des forces croates à défendre cette ville, dont il pense qu'elle ne tombera pas. Dubrovnik et Vukovar, dit-il, c'est l'enfer, « mais nous sommes psychologiquement préparés pour l'enfer ».

YVES HELLER

■ BULGARIE : élection présidentielle le 12 janvier 1992. - La première élection présidentielle au suffrage universel direct de l'histoire de la Bulgarie se déroulera le 12 janvier 1992, selon une décision prise, mercredi 13 novembre, par le Parlement de Sofia. Selon la loi électorale, les candidatures aux postes de président et de vice-président devront être enregistrées avant le 2 décembre. Les postulants doivent être âgés de plus de quarante ans et avoir vécu en Bulgarie durant les cinq dernières années. - (AFP)

URSS : selon M. Boris Eltsine

## M. Gorbatchev s'oppose à l'extradition de M. Erich Honecker

Le président Boris Eltsine se dit favorable à l'extradition vers l'Allemagne de l'ancien dirigeant est-allemand M. Erich Honecker, mais affirme que M. Mikhail Gorbatchev s'y oppose. « Il est sous la protection de Gorbatchev », déclare M. Boris Eltsine dans un entretien publié, jeudi 14 novembre, par l'hébdomadaire hambourgeois Die Zeit.

Le président russe ajoute que M. Honecker, qui a près de quatre-vingts ans, résiste obstinément à toutes les tentatives de Moscou pour le persuader de rentrer en

Allemagne de son plein gré. Il avait été transféré à Moscou par l'armée soviétique en mars dernier, sans le consentement des autorités allemandes.

M. Honecker « est sous la protection de Gorbatchev. Vous devez comprendre ma situation. Je peux régler de nombreux problèmes sans en référer à Gorbatchev, presque tous. Mais il y en a certains pour lesquels je ne peux prendre seul une décision. Je ne peux pas aller chercher Honecker là où il est et vous l'amener. Ce serait moi qui serais moralement condamnable ». - (Reuters)

Pour la première fois depuis vingt-quatre ans

## Un ambassadeur soviétique nommé en Israël

Alexandre Bovine, chroniqueur politique du journal Izvestia, a été nommé ambassadeur de l'URSS en Israël, a indiqué le service de presse de la présidence soviétique, le 13 novembre. D'après l'agence Interfax, Mikhail Gorbatchev a déjà signé le décret de nomination de l'ambassadeur qui sera rendu public dans quelques jours. Moscou et Tel-Aviv ont annoncé le 18 octobre la restau-

ration de leurs relations diplomatiques, plus de vingt-quatre ans après leur rupture provoquée par la guerre de six jours en 1967. M. Bovine, né à Leningrad en 1930, a été membre du comité central du PC soviétique de 1963 à 1972 avant de travailler au quotidien Izvestia. Il a toujours été un ardent défenseur du rétablissement des relations diplomatiques avec Israël. - (AFP)

Le premier tome de

# La décennie Mitterrand

était un ouvrage de référence.

Le second le surpasse. Il s'agit d'un document passionnant.

Affaire Greenpeace, terrorisme, cohabitation : une lumière inédite sur l'exercice du pouvoir au quotidien.

Jean-Yves Lhomet / Libération

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rومان. 149 F

Editions du Seuil

Pierre Favier, Michel Martin-Roland

## LA DÉCENNIE MITTERRAND

2. Les épreuves

هذا من اجل



# AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## L'argent du Pentagone ne servira pas à aider l'URSS

**WASHINGTON**  
*correspondence*

**CATHERINE MONROY**

percevait déjà dans les discussions des projets d'aide à l'étranger. Les démocrates ont toujours insisté pour que l'on appelle *dividendes* les paiements accordés depuis l'indépendance du pays, à commencer par la reconversion des industries militaires américaines. « *Prodocupons-nous en priorité de nos affaires* », tel fut un des thèmes majeurs de la campagne de M. Harris Wofford, qui a gagné haut la main le 5 novembre l'élection sénatoriale de Pennsylvanie contre un adversaire républicain et ami personnel du président Bush, M. Richard Thornburgh (le *Monde* du 7 novembre). Les démocrates pouvaient difficilement accorder son projet d'isole-

HÉNRI PIERRE

actuellement libres de leurs mouvements, a ajouté un responsable américain qui a requis l'anonymat.

Ce projet aurait permis au département de la défense de financer le transport et la distribution de produits alimentaires et pharmaceutiques. Le Pentagone aurait pu aussi aider l'Union soviétique à détruire son arsenal nucléaire et à rendre à la vie civile les militaires soviétiques démobilisés. Cette assistance aurait enfin permis d'éliminer les dommages causés à l'environnement par les industries d'armement soviétiques et à aider les entreprises américaines à investir dans la reconversion des industries soviétiques de la défense.

Deux agents présumés des services secrets libyens devaient être inculpés jeudi 14 novembre à la suite de l'enquête sur l'attentat contre le vol 103 de la PanAm le 21 décembre 1988 au-dessus de Lockerbie (Ecosse), qui avait fait 270 morts, a-t-on appris à Washington de source gouvernementale américaine. Ces inculpations devaient être annoncées dans la journée par les autorités judiciaires américaines et écossaises, a-t-on précisé de même source. Les deux ressortissants libyens en cause sont

actuellement libres de leurs mouvements, a ajouté un responsable américain qui a requis l'anonymat.

Il s'agit des premières inculpations prononcées dans cette affaire. Citant des sources américaines et françaises, le *Washington Post* avait affirmé le 31 octobre que l'attentat contre l'avion de la PanAm avait été décidé à Tripoli en même temps que celui contre l'appareil de la compagnie française UTA qui a eu lieu le 19 septembre 1989 au dessus du Sahara et qui a fait 170 morts. - (Reuter, AFP.)

**HAITI**

Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a profondément remanié son gouvernement, mercredi 13 novembre, pour venir à bout d'une vague de contestation au sein de son propre parti, le Fianna Fail. Mais le vote du Parlement sur le nouveau gouvernement a dû être reporté. L'un des nouveaux ministres pressentis a été accusé d'avoir entretenu des liens avec le Sinn Féin, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

**DUBLIN**  
re correspondant

Après le renvoi, la semaine dernière, de deux ministres, dont le ministre des finances, et de trois ministres d'Etat, M. Maughey, a annoncé qu'il ne poursuivait un autre remaniement de son gouvernement. Mais dans la soirée, au Parlement, l'un d'entre eux a dû refuser sa nomination, et la session parlementaire a été suspendue. Le docteur James McLeod, originaire de la région frontalière de Donegal, nommé ministre de la défense, a dû faire face tout l'après-midi aux attaques des formations de l'opposition, qui ont accusé d'abord le ministre avec un membre du Sinn Féin. Bien qu'il ait rejeté vigoureusement les accusations, la petite formation

des démocrates progressistes, qui participe, avec le Fianna Fail (nationaliste) de M. Haughey, au gouvernement de coalition, a menacé de voter contre sa nomination. La chute du gouvernement a été évitée par le retrait de M. McDaid et M. Haughey a nommé, pour le remplacer, M. Vincent Brady, chef du groupe parlementaire du Fianna Fail.

Après des mois d'un mécontentement « aggravé », récemment, par des révélations « scandaleuses » financières où les partis de l'opposition essaient, sans beaucoup de succès, d'impliquer le premier ministre, M. Haughey a fait face, la semaine dernière, à une révolte dans les rangs de la formation qu'il mène depuis 1973, le Fianna Fail, le parti de gauche. Il y a quelques semaines, qu'il prenne l'engagement de démissionner dans un avenir proche, et en tout cas avant les élections législatives prévues dans deux ans. M. Haughey a obstinément refusé, en soulignant qu'il jugerait lui-même le moment opportun pour son retrait de la scène politique.

Face au refus de M. Haughey — qui, au début des années 80, après avoir survécu à trois « complots » politiques, avait déclaré, « La politique, c'est ma vie » — d'être plus précis quant à la date de son départ, un groupe de jeunes députés décida de proposer une motion de censure. Deux ministres seulement se sont associés au « putsch » : le ministre des finances, M. Albert

Reynolds, lui-même candidat à la succession de M. Haughey, avec le soutien du parti, et le ministre de l'environnement, M. Padraig Flynn. Samedi, M. Haughey, âgé de soixante-six ans, est encore une fois sorti victorieux d'une réunion des députés qui a duré quatorze heures : cinquante-cinq parlementaires ont voté contre la motion de censure et vingt-deux pour.

Les qualités politiques de M. Haughey sont légendaires, et sa position semble de nouveau solide. Ceux qui avaient fait preuve de loyauté à son égard ont été récompensés dans le reniement qu'il a proposé. Sur quatorze ministres, seuls les anciens titulaires des affaires étrangères, de la marine, des transports et de la justice ont conservé leur poste. Le premier ministre a changé radicalement le profil du gouvernement et promu quelques «jeunes turcs».

Parmi les nominations les plus surprenantes, on peut noter celle de M. Bertie Ahern aux finances. Agé de quarante ans, il n'a détenu jusqu'à présent qu'un portefeuille, celui du travail. Bien qu'il ait mis à profit ses talents de conciliateur pour jouer un rôle considérable dans les négociations récentes entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, il manque d'expérience pour préparer, d'ici à la fin janvier, le budget de 1992, ainsi qu'un nouveau plan d'austérité, jugé très urgent.

-JOE MIKHOLLAND

Après quatre jours d'entretiens difficiles, la mission dépechée par l'Organisation des Etats américains à Port-au-Prince n'est pas parvenue à convaincre les autorités haïtiennes de rendre le pouvoir au président Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat militaire il y a six semaines.

avant le départ de la délégation pour Washington, M. Ramirez Ocampo s'annonce « l'envoyé dans les plus brefs délais d'une mission humanitaire qui sera chargée d'évaluer les conséquences de l'embargo sur la population haïtienne ». Parallèlement, la commission interaméricaine des droits de l'homme viendra enquêter « sur la situation antérieure et postérieure au départ du président Aristide ».

Interrogé sur l'attitude des militaires face au processus de négociation, M. Ramirez Ocampo a déclaré que le général Raoul Cedras, commandant en chef de l'armée, s'était engagé « à respecter les décisions du pouvoir civil établi par la Constitution ».

président Aristide. Rappelant que l'OEA s'était clairement prononcée pour le retour du président Aristide, M. Ramirez Ocampo a constaté l'existence « d'une fracture très profonde au sein de la société haïtienne. Lorsqu'une solution à la crise aura été trouvée, l'OEA apportera son appui dans les domaines économique, social et institutionnel, pour renforcer la démocratie haïtienne ».

**« C'est l'amorce d'un dialogue, au moins les discussions vont pouvoir commencer », commentait M. Arnold Antonin, dirigeant d'une formation social-démocrate, peu après le départ de la délégation. Dans la rue, les réactions étaient plus désabusées. « Vous croyez vraiment qu'ils vont accepter de laisser revenir notre président ? », interrogeait une femme qui avait dû marcher 4 kilomètres pour se rendre à son travail.**

**JEAN-MICHEL CARROT**

**FORT-AU-PRINCE**

*de notre envoi spécial*

Quoique le Parlement ait reconnu « l'urgence nécessaire pour toutes les parties concernées de se rencontrer sous les auspices de l'OEPA pour trouver une solution à la crise dans les meilleurs délais », la date et le lieu de cette rencontre, qui, selon le chef de la délégation de l'OEPA, M. Augusto Ramirez Ocampo, devrait réunir des représentants du président Aristide et des présidents du Sénat, M. Déjean Bézilaire, et de la Chambre des députés, M. Duly Brutus, n'ont pas été fixés.

## EN BREF

□ CUBA : pompiers avec l'URSS sur le retrait d'une brigade soviétique. — L'URSS et Cuba devaient entamer jeudi 14 novembre des pourparlers sur le projet de retrait d'une brigade de l'armée soviétique, mais, après mercredi à La Havane de sources autorisées, les négociations cubaines et soviétiques. Le président Fidel Castro a fait savoir qu'il n'était pas d'accord avec la proposition de retrait de la brigade de 2 800 hommes, annoncée le 11 septembre par M. Gorbatchev. Cuba s'est plaint de n'avoir pas été consulté à ce propos. — (Reuters)

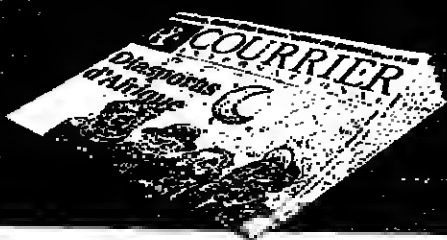
CHILI: les prisonniers politiques ont cessé leur grève de la faim. - Les quatre prisonniers politiques qui faisaient la grève de

la faim depuis quarante-cinq jours se sont rendus à l'injection des médecins, mercredi 13 novembre, et ont recommencé à s'alimenter. Ils sont affectés par des troubles physiologiques graves et ont perdu en moyenne 25 % de leur poids.

Le gouvernement avait annoncé mardi l'envoi au Congrès d'un projet de loi, à discuter en priorité, dont l'approbation permettrait d'accélérer les procédures judiciaires (*le Monde* du 14 novembre). Il faut en effet que les cent quarante-cinq militants de mouvements armés d'extrême gauche, emprisonnés sous la dictature militaire, soient d'abord jugés pour pouvoir bénéficier de la grâce présidentielle. — (Corresp.)

IN ELEVEN YEARS  
La presse américaine parie sur  
AS GOVERNOR,  
le seul candidat  
HE HAS TRANS-  
capable d'affronter Bush.  
CENDED HIS BASE.

En français, cette semaine, dans  
Courrier International.




Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL  
vous ne le lirez jamais.

## IRLANDE DU NORD

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué trois attentats commis dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 novembre en Irlande du Nord, qui ont fait quatre morts et deux blessés graves, dont un bébé. Les auteurs de ces attentats ont incendié une maison d'un quartier protestant de Belfast-Ouest, ils ont tué deux hommes et blessé gravement la nièce de l'une des victimes. Les corps des deux hommes ont été trouvés, quelques instants plus tard dans un parc d'un quartier protestant au nord de Belfast. Enfin, dans un troisième quartier protestant, une femme a été grièvement blessée par une explosion provoquée sous sa voiture. L'IRA a ajouté qu'elle a tenté, sans y parvenir, de tuer un dirigeant d'une organisation paramilitaire protestante. Cette nouvelle nuit de violences fait suite à une série d'attaques protestantes contre des écoles dans l'ensemble de l'Ulster.

En République d'Irlande, mardi 12 novembre, pour la première fois depuis la création de l'actuel Sinn Féin (branche politique de l'IRA), il y a vingt ans, la municipalité de Dublin a refusé de prêter à ce mouvement le bâtiment historique de Mansion House, résidence officielle du maire, pour son congrès annuel. Ce refus devrait être maintenu tant que le Sinn Féin n'aura pas condamné la campagne de violences de l'IRA. — (AFP).

[illegible]

**LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT**

**GUIDE  
DE VOS  
DÉMARCHES**

Pratique, simple, accessible à tous, ce guide vous aide à comprendre les démarches administratives, sociales, fiscales, juridiques, de la vie courante. Il vous explique les droits et les obligations de chacun, les procédures à suivre, les formulaires à remplir, les adresses utiles, les services à contacter. Il est indispensable à tous ceux qui veulent connaître leurs droits et savoir comment les faire valoir.

**1100 pages, 1985, 198 F.**

**BERNARD DEGIOANNI**

**LA CHINE**  
**N'EST PAS PRÊTE**  
**A**  
**S'ÉVEILLER !!!**

**FRANCE**  
**EMPIRE**

**Des vélos**  
**plein la tête**

**FRANCE**  
**EMPIRE**

RIQUES

LES INES

du Pentagone  
is à aider l'URSS

Des 1700 libyens incrimés  
pour l'attentat de Lockerbie

e l'OEA est repartie  
de résultats tangibles

CHINE

AFRIQUE

AFRIQUE

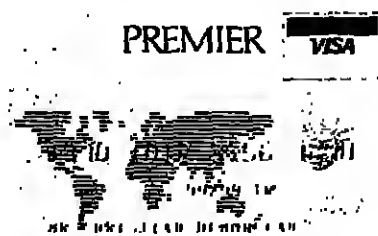
AFRIQUE

AFRIQUE

# DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,  
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.  
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille  
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures  
en cas de perte ou de vol à l'étranger.  
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.  
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

*VISA PREMIER.*  
*SOYEZ PREMIER PARTOUT.*

هكذا في الأصل



CORÉE DU NORD : soupçonnée d'être orientée vers la fabrication d'une bombe A

## La politique nucléaire de Pyongyang pourrait déboucher sur une grave crise régionale

L'affaire nucléaire nord-coréenne se développe, alors que le secrétaire d'État américain, M. James Baker, lors d'une visite dans trois pays d'extrême-Orient, se trouve à Séoul jeudi 14 novembre. La conviction s'installe, dans les chancelleries, que Pyongyang a des choses à cacher. Ce n'est certes pas la panique de 1950 - veille de la guerre de Corée - mais une réelle inquiétude est perceptible.

Pourquoi le vieux maréchal Kim Il-sung - signataire en 1953, sous la pression, il est vrai, de ses amis chinois, du traité de non-prolifération nucléaire - a-t-il de façon répétée, ces derniers temps, refusé de laisser inspecter son territoire par des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)? Que se passe-t-il sur le site nucléaire de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de Pyongyang?

N'y conduit-on que d'innocents travaux en vue d'une utilisation pacifique de l'énergie atomique, comme l'affirme le gouvernement de la Corée du Nord? Ou bien a-t-on poussé-t-on la production de plutonium destiné à fabriquer une bombe A, comme le soupçon s'en est répandu, notamment depuis la défection de deux hauts-fonctionnaires, MM. Kim Jung-min et Ko Yong-hwan, dont le «déraillement» a fait frissonner des agents des services secrets?

Et que recèle le site de Pakchon, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Pyongyang, récemment découvert par un satellite français? Et n'y aurait-il pas un autre lieu encore, souterrain celui-là, où se préparent des choses inquiétantes? Il importe, naturellement, de raison garder, tant, en ce domaine, la désinformation peut jouer à plein; mais il est vrai, également, que, selon le mot connu, on ne prête qu'aux riches...

### Menace sur l'Asie orientale

Pour Pyongyang, en revanche, les choses sont simples: la Corée du Nord n'a «pas la moindre velléité de mettre ou point des armes nucléaires», nous n'en sommes pas capables», vient de déclarer le maréchal Kim Il-sung au directeur de la librairie japonaise Iwanami. Pyongyang refuse, dès lors, non le principe d'inspection, mais «l'attitude injuste de certains gens qui... tentent de nous l'imposer de façon unilatérale». La position de Pyongyang s'explique donc, dans sa logique, par le souci d'aboutir à la seule «dénouement» conforme à cette indépendance et cette souveraineté que la capitale du Nord estime défendue au nom de la péninsule tout entière: le départ avec armes (atomiques) et bagages du protecteur du Sud, les États-Unis.

La situation, à toute chance, cependant, de s'aggraver en raison du précédent irakien. Les alliés asiatiques de Washington, non seulement la Corée du Sud mais aussi le Japon, sont anxieux. Ils font observer que la faute d'appréciation commise par les services américains sur



la capacité de Bagdad à produire rapidement une arme nucléaire a bien failli conduire le Proche-Orient, et peut-être la planète, à une catastrophe. Et, interrogent-ils: peut-on faire davantage confiance au vieux potentat communiste qu'à l'indémodable Saddam Hussein?

A Washington, on est très conscient qu'il y a là une affaire de crédibilité. Mais on n'est pas pour autant prêt, quelques mois après le Golfe, à repartir pour une guerre, surtout en Corée. Le Pentagone établit, dès lors, des plans de routine («contingency plans»), pouvant aller jusqu'au bombardement des sites nucléaires nord-coréens; et on les laisse savamment filtrer! Pour l'instant, cependant, c'est l'activité diplomatique qui prévaut. L'actuelle tournée de M. James Baker en Extrême-Orient est évidemment un moment privilégié.

### Inquiétudes chinoises

C'est ainsi que, à Tokyo, le secrétaire d'État américain a évoqué une idée - d'origine soviétique, naguère reprise presque en l'état par Séoul, et que Washington, jusqu'à, avait repoussée: celle d'une «initiative multilatérale», avec la participation des principaux voisins de la Corée, le Japon, la Chine, l'URSS, ainsi, bien entendu, que les États-Unis. Réunis avec les deux États coréens, ces quatre puissances devraient, en toute priorité, faire comprendre à Pyongyang la gravité de la situation, créée par sa «course au nucléaire», présentée comme «la principale menace actuelle sur la sécurité en Asie orientale»; et, au-delà, il pourrait s'agir d'amorcer un processus de règlement de l'un des «derniers conflits hérités de la guerre froide», et en tout cas le plus susceptible, aujourd'hui, de conséquences dépassant la région. M. Kiichi Miyazawa, le nouveau premier ministre japonais, a donné son accord de principe à une telle approche - il est vrai des plus floues encore.

A Séoul, où il est arrivé mardi 12 novembre pour participer, avec la Chine et treize autres pays ou territoires de la zone du Forum de coopération économique Asie-Pacifi-

que (APEC), M. Baker aura tout loisir de tester, et peut-être de peaufiner, cette idée. Il pourra faire valoir que son pays ne se paie pas de mots en cette affaire: le président Bush n'a-t-il pas annoncé, le 27 septembre, sa décision de retirer de Corée du Sud toutes les armes nucléaires de courte portée qui y sont entreposées, sur terre et à bord des navires de guerre?

L'hôte du secrétaire d'État, le président sud-coréen Roh Tae-woo, vient, quant à lui, de déclarer que son pays «ne possède, ne stocke, ne déploie et n'utilisera pas d'armes nucléaires» - un engagement très bien reçu dans la plupart des grandes capitales mondiales, à commencer par Paris, mais que Pyongyang vient officiellement de disqualifier comme «dépourvu de signification».

A Pékin, enfin, du 15 au 17 novembre, M. Baker sondera sur le même sujet ses interlocuteurs chinois. Ceux-ci ont évidemment une des clés de la situation. Principaux alliés de Pyongyang, aussi attachés que le vieux maréchal nord-coréen à l'idée d'indépendance et de souveraineté nationales, ils n'en sont pas moins très inquiets du tour pris par les événements. Ils ont fait savoir qu'ils avaient exercé des pressions sur le président Kim Il-sung lors de sa visite en Chine, en octobre, afin qu'il consente à des inspections de l'AIEA.

Eux-mêmes engagés dans une très délicate partie avec Washington sur les thèmes de l'ouverture commerciale et des droits de l'homme, ils ne peuvent que faire mousser chaleureusement leur éventuel appui sur l'affaire nucléaire nord-coréenne. Or, en dépit de sa prédisposition très favorable envers la Chine, M. Bush ne peut vraisemblablement pas payer un prix élevé, tant le Congrès est, ces temps-ci, «remonté» contre Pékin.

C'est dire que la partie qui débute promet, à sa façon, d'être aussi délicate, et de plus de conséquences pour les États-Unis eux-mêmes, que celle récemment engagée par leurs points pour un règlement politique au Proche-Orient.

JEAN-PIERRE CLERC

CAMBODGE : la mise en place du processus de paix

## Des militaires français en bleu-ONU

NEAK-LEUNG

de notre envoyé spécial

Bérets bleu ciel, tréillis verts et véhicules blancs, trente-trois hommes de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), ont franchi le Mékong, mercredi 13 novembre, en empruntant le ferry de Neak-Leung. Partis de Ho-Chi-Minh-Ville le matin même, ces soldats français devaient gagner Phnom-Penh nettement après la nuit tombée en roulant sur l'ancienne route coloniale n° 1, défendue, il y a déjà quarante ans, par leurs aînés de deux générations.

Avec l'arrivée de leurs treize camions et trois véhicules légers, à la rencontre desquels s'étaient rendus deux 4x4 des services radio de l'armée australienne (qui comptent jusqu'à quarante hommes au Cambodge dans le cadre de la MIPRENUC), le petit contingent militaire français (112 hommes) de la Mission préparatoire des Nations unies s'est retrouvé au complet

à Phnom-Penh. Quatre hélicoptères Puma, montés à Tan-Son-Nhut, l'aéroport de l'ancienne Saïgon, avaient gagné Pochentong, l'aéroport de Phnom-Penh, en milieu de matinée. Mardi, le général Michel Loridon était arrivé de Bangkok. Et deux avions gros porteurs, un C-130 et un C-160, avaient débarqué à Pochentong les premiers éléments français, qui appartiennent au 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de Saïgon. Ces hommes ne sont pas armés.

### Une mise en place de quatre mois

C'est pour l'instant la règle. Ils ont pour «mission originale» - la formule est du général Loridon, commandant militaire de la MIPRENUC - d'assurer le fret aérien et de préparer l'arrivée des autres détachements de l'ONU. Les Français auront, au début de l'année prochaine, également la responsabilité d'une campagne sur les risques résultant des mines plantées par centaines de milliers, surtout dans l'ouest du pays. Pour l'instant, on en reste donc au tout début d'une mise en place qui s'étale au moins sur quatre mois.

La population de Neak-Leung - pour l'essentiel, de petits commerçants cambodgiens et vietnamiens installés dans des échoppes, restaurants et cafés de fortune sur les deux rives du fleuve - a été totalement surprise. Cette halte pour voyageurs, sur le principal axe routier entre le Vietnam et le Cambodge, n'a pas vu de combats depuis douze ans. Certains ignorent qu'un règlement avait été signé le 23 octobre à Paris.

Aucun ne savait que des forces étrangères étaient attendues dans le pays. Seul le retour de Norodom Sihanouk, jeudi, était connu d'une population qui a donc regardé avec curiosité ces militaires à la belle allure se faire photographier par un groupe consistant de journalistes.

J.-C. P.

## Le retour de Sihanouk

Suite de la première page

Des milliers de fleurs artificielles ainsi que trente mille portraits du prince avaient également été répartis dans la foule placée, de façon ordonnée, sur la dizaine de kilomètres empruntés par le cortège officiel pour se rendre de l'aéroport de Pochentong au palais royal. Des dizaines de camions avaient, tôt le matin, transporté une partie de la foule sur ce chemin, tandis que les écoliers en uniforme avaient rejoint à pied les «emplacements qui leur étaient réservés».

Le 6 janvier 1979, après avoir vécu en résidence surveillée pendant trois années, durant le «régne» des Khmers rouges, le prince Sihanouk avait été évacué de Phnom-Penh par les Chinois à la veille de la prise de la ville par les troupes vietnamiennes. C'est à bord d'un Boeing-707 d'Air China qu'il est revenu à Phnom-Penh le 14 novembre. Son fils, le prince Norodom Ranariddh, qui est également membre du CNS, l'accompagnait.

A l'aéroport de Pochentong, le prince Sihanouk a été accueilli, en estrade, encadré par les dignitaires du régime, l'hymne de l'État du Cambodge. Puis il a passé en revue des détachements de troupes armées et de la police, et salué les diplomates - même ceux qui ne sont pas encore accrédités - ainsi que les dirigeants de la MIPRENUC, la Mission préparatoire des Nations unies pour le Cambodge. Il s'est entretenu avec le chef du «groupe de bonzes et a assisté à des danses cambodgiennes. Puis il a pris place à bord d'une Chevrolet (décapotable couleur ivoire en compagnie de M. Hun Sen, chargé de l'accompagner jusqu'à sa résidence).

«Nous le recevons en tant que président du CNS, en toute sincérité, sans arrière-pensée. Il s'agit d'une vraie réconciliation», nous a déclaré M. Chea Sim, président du Parti du peuple cambodgien, au pouvoir. Phnom-Penh. Tout semble indiquer, en effet, que dans la phase actuelle de l'application du règlement de paix signé à Paris le 23 octobre, de bonnes relations se sont établies entre le prince et les autorités de Phnom-Penh qui, bien entendu, profitent de la politique de la chaise vide pratiquée par les autres factions pour occuper le terrain.

### La fin d'une ère

Le retour de Norodom Sihanouk marque la fin d'une ère. D'abord, c'est la fin des relations très étroites entre Phnom-Penh et Hanoï, maintenues après le rapatriement, en septembre 1989, du gros du corps expéditionnaire vietnamien. Hanoï confiera certes de suivre de très près l'évolution de la situation chez son voisin: il en va de la sécurité du régime communiste. Mais le Vietnam a dû renoncer à bâtir une Fédération indochinoise, fondée sur des liens privilégiés entre partis communistes.

L'été dernier, au cours de la dernière phase des négociations entre factions cambodgiennes, le

gouvernement de Phnom-Penh a été plus loin, dans le domaine de concessions pourtant inévitables, que ne le souhaitaient certains conservateurs vietnamiens, qui ont encore du poids en sein du Parti communiste vietnamien. En outre, à la veille de l'accord de paix de Paris, le Parti communiste cambodgien s'est hâtivement transformé, et son bérilier, le Parti du peuple cambodgien, a rompu avec le socialisme et décidé d'appuyer sans réserve le prince Sihanouk.

Ambassadeur vietnamien inamovible à Phnom-Penh depuis 1979, M. Ngo Dien - que le prince Sihanouk avait appelé un jour «mon pro-consul» - a quitté le Cambodge la veille du retour de l'ancien monarque. Certes, l'ambassade de Hanoï au Cambodge conservera une influence, notamment en raison de la présence d'une très forte communauté vietnamienne sur place (au moins trois cent mille personnes). Mais Hanoï a apparemment tiré un trait sur près de treize années de présence, au cours desquelles son corps expéditionnaire a compté jusqu'à deux cent mille hommes. Le processus de réinsertion des États indochinois dans la communauté internationale vient ainsi de connaître un nouveau coup d'accélération.

### Laborieuse mise en place du CNS

La façon dont s'est organisé le retour de Sihanouk semble également confirmer les bonnes relations de travail établies entre le prince et le premier ministre de Phnom-Penh lors de leur rencontre à Djakarta, le 2 juin. Dans la soirée de ce jeudi, le gouvernement devait organiser au palais de Chamcar Mon, en l'honneur du prince-président du CNS, un banquet au cours duquel lui seront présentés fonctionnaires et officiers, jusqu'au niveau des directeurs adjoints de ministère et des colonels.

Le prince Sihanouk rendra la politesse vendredi soir au palais royal, où il recevra les principales autorités du régime en place. C'est au palais royal également, et non au siège du Conseil national suprême, que seront présentées les lettres de créance. Norodom Sihanouk a demandé au ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, M. Hor Nam Hong, d'être à ses côtés lors de la réception des nouveaux ambassadeurs (1). En outre, le prince a déjà accepté de visiter, avant la fin du mois, les villes de Kompong-Cham et de Kompong-Speu où son accueil sera, bien entendu, organisé par des autorités provinciales nommées par Phnom-Penh.

La mise en place du CNS s'annonce, quant à elle, très lente. On ignore encore quand M. Son Sann, président du Front national de libération du Kampuchea (FNLP, nationaliste), gagnera la capitale. L'un des deux Khmers rouges membres du CNS, M. Son Sen, est attendu le 17 novembre dans la capitale.

Le gouvernement a accepté de le loger dans une maison d'hôte, Sakol I, située non loin du palais et à deux pas de la délégation de

l'Alliance française - ainsi que la maison d'hôte jumelle, Sakol 2, réservée au prince Norodom Ranariddh. Mais, selon M. Chea Sim, «Son Sen ne devrait pas rester longtemps à Phnom-Penh». Et le deuxième Khmer rouge du CNS, M. Kbieu Sampban, n'a pas encore annoncé la date de son arrivée.

Le gouvernement de Phnom-Penh pense qu'il sera difficile de réunir les douze membres du CNS avant la fin du mois de novembre. Et outre, le secrétariat de six membres de ce Conseil, dont trois nommés par Phnom-Penh, n'a pas encore été formé. Enfin, le Fonds de contribution créé pour alimenter la caisse du CNS est encore «à sec». Dans ces conditions, l'administration locale, affirme, sur le plan pratique, comme le seul interlocuteur opérationnel à court terme pour tous les étrangers qui débarquent à Phnom-Penh - à commencer par les fonctionnaires et les militaires de l'ONU.

La nouvelle situation offre néanmoins aux Khmers rouges une légitimité qui leur était niée par beaucoup auparavant. Ils reviennent légalement à Phnom-Penh, même si les autorités locales affirment qu'un procès pour génocide n'est toujours pas exclu et qu'elles n'ont pas l'intention de fermer les musées qui témoignent des crimes commis, notamment le lycée-prison de Tuol-Sleng, situé en pleine ville.

«Les Khmers rouges ont un pied dans la maison, même s'ils sont contraints d'accepter la lutte politique. A long terme, cependant, le problème qu'ils posent n'est pas réglé», nous a déclaré un membre du gouvernement de Phnom-Penh. «Leur calcul, a-t-il ajouté, est double. Non seulement ils reviennent légalement, mais ils tentent sur le fait que le pouvoir est à mon avis, ils n'envisagent pas, même s'ils le disent, une prise de pouvoir à l'occasion des élections prévues en 1993. Ils se préparent déjà pour l'étape suivante».

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le premier ambassadeur à présenter ses lettres de créance au prince Sihanouk sera le représentant de la France, M. Philippe Coste, qui deviendra ainsi le doyen du corps diplomatique.

AFGHANISTAN : un rassemblement de l'opposition interrompu. - Des dizaines de contre-manifestants, dont beaucoup étaient armés, ont interrompu, le mercredi 13 novembre, à Kaboul, un rassemblement d'environ deux cents partisans de l'ancien roi Zahir Shah. Le gouvernement du président Najibullah, qui n'avait pas interdit la manifestation, une première depuis son accession au pouvoir en 1985, a rejeté toute responsabilité dans l'incident. - (AFP)

## Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, à 18 heures, dans le supplément

## Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

## PROCHE-ORIENT : de la guerre à la paix ?

Un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 p. - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Océan Indien

MADAGASCAR

### Des opposants dans le nouveau gouvernement

Le premier ministre, M. Guy Razanamasy, a formé, mercredi 13 novembre, un nouveau gouvernement auquel a refusé de s'associer M. Albert Zafy, le chef du Comité des forces vives qui rassemble les principaux mouvements d'opposition. Ce dernier aurait décidé de ne pas participer à cette nouvelle équipe en raison du refus du président Didier Ratsiraka de renoncer au commandement suprême des armées, a-t-on appris de bonne source.

Cependant, le nouveau gouvernement comprend plusieurs membres du Mouvement pour le pouvoir prolétarien (MPP) de M. Manandafy Rakotonirina, qui a été l'une des composantes du Comité des forces vives avant de s'en écarter. Leur ont été confiés les portefeuilles de la décentralisation (M. Francisque Ravony), des finances (M. Gérard Rabevohitra) et de l'Instruction publique (M. Jacques Vestalys). - (AFP)

## DIPLOMATIE

Avant le sommet de Maastricht

### La réunion ministérielle de Noordwijk a abouti à des rapprochements limités

M. Roland Dumas a qualifié de tout à fait « positif » les résultats du « conclave » qu'ont tenu, les 12 et 13 novembre, les ministres des affaires étrangères des Douze à Noordwijk, aux Pays-Bas, afin de rapprocher les positions en présence à quatre semaines du conseil européen de Maastricht (le Monde du 14 novembre).

NOORDWIJK (Pays-Bas)

de notre envoyé spécial

Tout au long des deux journées du « conclave » qui réunissait à Noordwijk (Pays-Bas) les ministres des affaires étrangères des Douze, les participants ont fait état d'une ambiance constructive. « Pour la première fois, on est entré dans la phase des négociations et d'arbitrage... Personne n'osera prendre la responsabilité d'un échec. Les Britanniques, j'ai l'impression, cherchent un compromis, et cette réunion a permis quelques avancées », a commenté M. Marc Eyskens, le ministre belge.

Comme l'a observé M. Delors, on pouvait espérer que « les ministres sortent de ces deux jours avec le sentiment que l'échec était inévitable ». Indéniablement, cela ne s'est pas produit. Il reste que les rapprochements accomplis sont limités et que les points de blocage demeurent considérables.

Par ses positions toujours restrictives, le Royaume-Uni demeure le principal obstacle à un accord. Les protagonistes de ce débat essentiel pour la construction européenne en sont tellement conscients que le moindre mouvement qu'opère M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, dans le sens de la conciliation est accueilli avec reconnaissance comme une bénédiction.

Pour compréhensible qu'il soit, cet état d'esprit recèle un danger majeur : celui de voir les Douze se

contenter d'un compromis médiocre. « Il est important que Maastricht ne finisse pas au-dessous de la ligne de flottaison », a souligné le ministre français des affaires européennes, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou. Et M. Dumas a mis en garde contre le risque d'« édulcorer » le traité sur l'union politique.

Pour cette même raison, M. Hans Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, nullement satisfait de la prétendue percée acquise à propos du renforcement des pouvoirs du Parlement européen, a rappelé le lien qu'avait établi son gouvernement entre la signature du traité entraînant une union économique et monétaire et l'adoption de dispositions satisfaisantes sur l'union politique.

N'est-ce pas, en effet, faire preuve d'un humour fortement teinté de cynisme que d'accepter l'idée, ainsi que l'ont fait mardi les talentueux diplomates britanniques, d'une procédure donnant des pouvoirs législatifs à l'Assemblée de Strasbourg, mais en eu limitant le champ d'application à l'extrême, de manière quasiment caricaturale ?

M. Dumas, qui n'a probablement pas pour souci prioritaire l'épanouissement du Parlement européen, n'a pas dénoncé la manœuvre, ne voulant en aucun cas que le côté positif. Et il est vrai que face à de telles méthodes, les interlocuteurs des Britanniques, notamment les Français, ont semblé hésiter quant à l'attitude à adopter : jouer le jeu, dédramatiser.

### M. Kohl et M. Mitterrand mettent la dernière main à la préparation du conseil

M. François Mitterrand, M<sup>me</sup> Edith Cresson et treize membres de son gouvernement (1) devaient avoir, jeudi 14 et vendredi 15 novembre des consultations avec le gouvernement de Bonn dans le cadre du 58<sup>e</sup> sommet franco-allemand. Cette rencontre devait débiter jeudi après-midi à la chancellerie de Bonn par un tête-à-tête entre M. Kohl et M. Mitterrand.

La préparation du conseil européen de Maastricht des 9 et 10 décembre sera au centre des entretiens, qui devraient porter également sur la situation à l'Est et la Yougoslavie. Il sera également question du « corps franco-allemand » que le président de la République et le chancelier, dans leur lettre commune du 14 octobre, avaient proposé de créer à partir de la brigade existant déjà à Bonn.

Les ministres de la défense,

MM. Pierre Joxe et Gerhard Stolteberg, doivent présenter vendredi un rapport sur ce projet du conseil de défense franco-allemand, présidé par MM. Kohl et Mitterrand. Ce conseil sera chargé de « la réflexion sur les missions et le calendrier de mise en œuvre de ce corps d'armée », a indiqué le porte-parole de l'Élysée, en précisant que cette mise en œuvre serait progressive, sur trois ou quatre ans.

Il devrait être question, d'autre part, du projet de TGV Paris-Bruxelles-Cologne et de la coopération dans le domaine spatial. La République fédérale a fait état de ses difficultés de financement pour le programme européen Hermes.

(1) MM. Dumas, Jospin, Bérégovoy, Joux, Lang, Mermaz, Quilès, Londe, Strauss-Kahn, Bianco, Curien, M<sup>me</sup> Edwige Avoje et Elisabeth Guigou.

ser, pour faciliter la tâche à M. John Major face aux adversaires britanniques de l'intégration européenne ou bien, au contraire, montrer qu'on n'est pas dupe et qu'on ne pourra se contenter le moment venu de telles concessions de « pacotille ».

### « De vieux pays belliqueux et arrogants »

Les Douze ont-ils la volonté d'unifier progressivement leurs politiques étrangères et, pour débiter, sur les terrains où leurs intérêts sont voisins, d'entreprendre des actions communes ? Le sommet de Maastricht devra le dire. Pour « ces vieux pays belliqueux et arrogants », comme les décrivait lors d'un précédent sommet un proche collaborateur du président de la République, le transfert de souveraineté qu'implique un tel choix est certainement le plus sensible qui puisse être demandé au nom de l'Europe. Bie plus assurément que celui qu'implique l'instauration d'une monnaie commune.

Et la principale évidence qui s'impose après le conclave de Noordwijk, c'est que les Anglais n'y sont toujours pas prêts, qu'ils refusent que des décisions un tant soit peu importantes puissent être prises à la majorité qualifiée, fût-elle renforcée. « Sur la politique étrangère nous n'avons pas progressé », a simplement constaté M. Delors, estimant « absurde » la proposition de compromis actuellement discutée et qui a trait aux conditions (étroitement limitées) dans lesquelles des décisions de politique étrangère pourraient être prises à la majorité qualifiée. La formule suggérée est la suivante : avant de débiter d'un sujet d'actualité pouvant nécessiter une action commune des Douze, ceux-ci commenceraient par examiner si les décisions à prendre relèvent de l'unité ou bien du vote majoritaire.

PHILIPPE LEMAITRE

### Le candidat de M. Major élu à la présidence du comité européen du Parti conservateur britannique

Le candidat soutenu par le premier ministre britannique, Sir Norman Fowler, a été élu, mercredi 13 novembre, à la présidence du comité européen du parti tory, ce qui représente une victoire des proeuropéens.

LONDRES

de notre correspondant

Drôle de scrutin, ponctué de scènes que des gentlemen n'auraient pas, à coup sûr, qualifiées de « convenables » : on vit même M. Norman Tebbit, ancien président du Parti conservateur et chef de file du groupe des « euro-sceptiques » (les « anti-fédéralistes »), grimper sur une table en vociférant pour réclamer des bulletins de vote.

Autour de lui, le tumulte était à son comble, chacun se bousculant pour tenter de mettre son bulletin dans l'urne, au cours des cinq minutes imparties pour le scrutin. Tous ne votèrent pas, mais certains votèrent plusieurs fois... « C'était comme au moment des soldes chez Harrods (le plus grand magasin de Londres), ils grimpaient les uns sur les autres », rapporte un des participants, M. Beaumont-Dark. Un autre observateur remarquait : « Vous pouvez voter deux fois et, si vous étiez vraiment malhonnête, six fois... ».

Le détail des résultats ne fut pas communiqué, mais on apprenait plus tard que Sir Norman Fowler, ancien ministre et proche confident du premier ministre, M. John Major, avait réussi à détrôner le titulaire du poste, M. William Cash, chef de file des « euro-sceptiques ». Vic-

toire totale puisque, outre Sir Norman, trois autres ardents supporters de la politique d'« ouverture » européenne de M. Major (par comparaison avec celle de M<sup>me</sup> Thatcher), remplacèrent des « euro-sceptiques » aux postes de vice-présidents et de secrétaire. Environ 210 députés prirent part au vote, et les partisans de Sir Norman estimèrent que celui-ci l'a emporté à trois contre un... M. Norman Tebbit a considéré que ce scrutin s'était déroulé dans des conditions « sans précédent » et sans « aucun contrôle ».

### Un résultat bon à prendre

Pour M. Major, ce résultat est malgré tout bon à prendre : il signifie que sa position au sein du Parti conservateur est forte, ce qui n'est pas sans importance avant le débat européen des 20 et 21 novembre qui aura lieu à la Chambre des communes, lequel décidera pour une large part de l'attitude du premier ministre lors du sommet européen de Maastricht, début décembre.

Chacun s'attend à assister à une échauffourée européenne de la part de M<sup>me</sup> Thatcher au cours de ce débat parlementaire. M. Major n'a cependant pas que des motifs de satisfaction : selon un sondage que publie le *Guardian*, dans son édition du 14 novembre, les Britanniques sont de plus en plus hostiles à la fois à une Europe fédérale, à l'établissement d'une monnaie unique et à l'accroissement des pouvoirs des institutions politiques européennes.

LAURENT ZECCHINI



Comment implanter de nouvelles entreprises dans de nouveaux sites sans en faciliter l'accès ? Comment relier les nouveaux lieux de travail aux nouveaux quartiers d'habitation ? Comment améliorer l'accès à l'emploi sans développer et moderniser en priorité les transports en commun ? Dès maintenant, la qualité de notre vie en dépend, la qualité de notre ville est à ce prix.

comment

# favoriser les transports en commun ?

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun

comité de promotion du métrobus  
pour la ville de Paris

سكة حديد الجزائر



## AFRIQUE

## MOZAMBIQUE

## Accord entre le gouvernement et la Renamo

Le gouvernement mozambicain et la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) ont signé, mercredi 13 novembre, à Rome, un protocole d'accord sur l'activité des partis, qui prévoit la reconnaissance du mouvement rebelle comme parti politique « aussitôt après la signature d'un accord général de Paix », a annoncé la communauté catholique San Egidio, qui abrite ces négociations. Les deux parties avaient déjà signé, il y a quelques semaines, un « Préambule ».

Le protocole d'accord insiste sur « la nécessité de garantir la réalisation d'une démocratie pluraliste » et organise le statut des partis politiques. (AFP)

## DJIBOUTI : au lendemain d'affrontements entre l'armée et des maquisards

## Le gouvernement français invite les autorités locales à « engager le dialogue avec l'opposition »

Le gouvernement français, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, a indiqué, mercredi 13 novembre, qu'il suivait « avec une extrême attention » la « dégradation » de la situation à Djibouti et a « vivement » encouragé les autorités locales à « engager le dialogue avec l'opposition » (nos dernières éditions du 14 novembre). Les autorités locales avaient décrié, quelques heures plus tôt, la « mobilisation générale de tous les citoyens » pour défendre les institutions de la République et l'intégrité territoriale, qui sont « menacées ».

Cette mesure a été annoncée alors que l'on apprenait, de sources concordantes, que des accrochages entre maquisards afars et soldats gouvernementaux avaient eu lieu, la veille, dans la région de Tadjoura, dans le nord du pays. Selon les informations recueillies par l'AFP, un soldat aurait été tué, deux autres blessés et une unité de quarante hommes serait partie manquante.

Selon d'autres informations, les troubles auraient débuté dans la nuit de lundi à mardi, avec l'attaque de la station hertzienne proche de Tadjoura par de jeunes

maquisards du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD). Des renforts de troupes auraient été acheminés par bac du port de Djibouti jusqu'à Tadjoura et une partie de l'armée, forte de 2 500 hommes, envoyée plus au nord, vers Obock.

Un violent accrochage avait déjà eu lieu, le 17 octobre, dans le district de Dikhil. L'armée en était sortie victorieuse, tuant une douzaine de rebelles du FRUD. L'attaque de Tadjoura paraît avoir été organisée en représailles à ce que certains opposants afars, considèrent comme un « massacre ».

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280  
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

## DIMANCHE 17 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - 14 h 30. IMPORTANTS TABLEAUX MOOERNES. - M. LOUOMER.
- S. 4 - 14 h. LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. - M. BRIEST (Expo le 16-11, 11/18 h 30).
- S. 8 - Arts d'Orient. - M. BOISGIRARD.
- S. 9 - Tableaux Valeurs Actuelles. - M. ROGEON.
- S. 13 - Fourrures, cuirs, accessoires. - M. JUTHEAU.

## LUNDI 18 NOVEMBRE

- S. 2 - Affiches de cirque. - M. LENORMAND, DAYEN.
- S. 4 - Extrême-Orient, M. T. Portier, expert. Tapis d'Orient, MM. O. et P. Chevalier, experts. - M. MILLON, ROBERT. (Expo le 17-11 11/18 h 30).
- S. 5 et 6 - 14 h 15. ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes. - M. ADER, TAJAN, Lucien Arcache, expert. (Catalogue : poste 469).
- \*S. 11 - Tableaux. Meubles. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

## MARDI 19 NOVEMBRE

- S. 1 - 21 h. Tableaux modernes. - M. BRIEST.
- S. 3 - Précieux objets de vitrine. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 5 et 6 - 14 h 15. Suite de la vente du 18 novembre. - M. ADER, TAJAN.
- S. 9 - Collection d'antiquités préhispaniques (Pérou, Equateur, Costa Rica). - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

## MERCREDI 20 NOVEMBRE

- S. 1 - 14 h 30. Tableaux abstraits et contemporains. - M. BRIEST.
- S. 2 - 14 h 15. Linge. Dentelles. Eventails. Pompes. Jouets. - M. ADER, TAJAN. M. J. Daniel, expert (Catalogue, poste 469).
- S. 3 - Tissus africains. Tapis. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 4 - Colons. Estampes. Tableaux. Meubles modernes et contemporains. - M. BINOCH, GODEAU.
- \*S. 5 - 20 h 30. Ancien NICOLAS ISSAIEV. ARCOLE - (M. OGER, OUMONT).
- \*S. 6 - 15 h. Fourrures neuves. - M. CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREMENT. Tél. : 45-22-30-13. (Essaiage de 11 h à 14 h).
- \*S. 7 - 10 h. Tabatières chinoises. - M. JUTHEAU.
- S. 10 - Estampes, dessins et tableaux modernes. Sculptures. - M. COUTURIER, de NICOLAY et M. DAUSSY, de RICQUES.
- S. 14 - Tableaux, objets d'art, mobilier ancien. ARCOLE (M. RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY).

## JEUDI 21 NOVEMBRE

- S. 8 - Curiosités. Autographes. Livres des 16, 17, 18, 19 et 20<sup>e</sup> siècles. - M. COUTURIER, de NICOLAY.
- S. 10 - 21 h. Montres Swatch. - M. BOISGIRARD.

## VENDREDI 22 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - Tableaux modernes et contemporains. Art nouveau, art déco. - M. JUTHEAU.
- S. 3 - 20 h 30. Photos de sculpture 1839 - 1960. - M. WAPLER. M. Chomette et P.-M. Richard, experts (Expo. pub., le 21-11 14/18 h et le 22-11 11/18 h).
- S. 4 - Importants dessins anciens et du XIX<sup>e</sup> (Œuvres de Delacroix, Gérard, Delmas, etc.). - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 5 et 6 - 14 h 30. Importants tableaux et sculptures des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>. - M. PICARD. (Veuillez contacter Thierry Picard au 47-70-77-22).
- S. 10 - Tab., bib., mob. - M. BOISGIRARD.
- S. 12 - Bijoux. Argenterie. - M. BONDU.
- S. 13 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, TAJAN (sans catalogue).
- S. 14 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M. ADER, TAJAN. M. J.-P. Dillée, expert (Catalogue, poste 469).
- S. 15 - Livres anciens et modernes. Photographies. - M. LAURIN, GUILLOUX, SUFFETAUD, TAILLEUR.

## HOTEL DROUOT (Salles 1 et 7)

**IMPORTANTS TABLEAUX MOOERNES**  
Robert DELAUNAY « les Coureurs » (1924)  
Jean OUBOUFFET « la Grande Tente solitaire » (1943)  
Pablo PICASSO « Nature morte à la cafetière » (1943)  
Georges SEURAT « le Moissonneur » (1881)  
Kees VAN DONGEN « la Femme à l'agraffe » (1908)  
CHAGALL - ERNST - POLIQUA - LEGER - MAGNELL  
MATISSE - RENOIR - UTRILLO - VILLON - VILAMINCK  
(Expo : Salles 1 et 7, les 15 et 16-11, 11/18 h et le 17-11, 11/12 h.)

**GUY LOUOMER**  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

L'ancien Territoire français des Afars et des Issas a beau s'appeler Djibouti depuis la proclamation de l'indépendance, en juin 1977, la dualité entre les deux principales communautés claniques ne s'en est pas pour autant évanouie d'un coup de baguette magique. En décembre 1977, quelques mois après l'élection du président Hassan Gouled Aptidon - d'origine Mamasan, sous-clan issa - un attentat à la bombe perpétré contre Le Palmier en zinc, un café en plein cœur de Djibouti, fut officiellement revendiqué par des éléments afars.

Durant ces quatorze dernières années, d'autres manifestations de mauvaise humeur suivront, souvent plus pacifiques et moins spectaculaires, égrenant la rumeur grandissante d'une communauté qui s'estime écartée du pouvoir. Ses membres représenteraient pourtant, selon des estimations officielles, environ 40 % de quelque 450 000 habitants de la minuscule République. Jusqu'à présent, le gouvernement - au sein duquel figurent plusieurs ministres afars - semble ne pas vouloir faire grand cas de cette colère rampante.

« A la moindre manifestation de mécontentement, les Afars ont tou-

jours fait l'objet de répressions de toutes sortes, victimes de torture et de séquestration illégale », écrivait, en mars 1991, un militant d'un groupe d'opposition clandestin, l'Action pour la révision de l'ordre à Djibouti (AROD). Si l'on en croit le récent rapport d'Amnesty International, ces accusations sont parfaitement fondées.

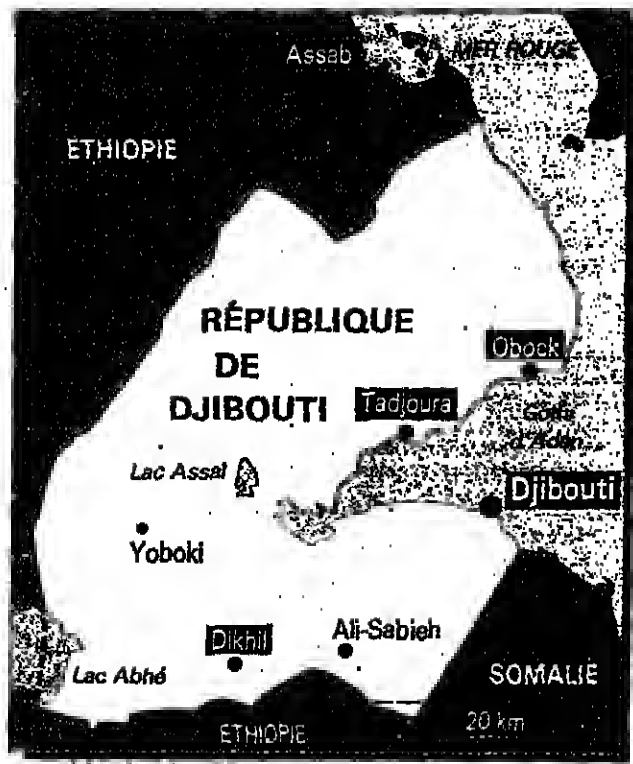
Selon l'organisation humanitaire, près de trois cents personnes, arrêtées à l'occasion de rafles, ont été torturées entre 1990 et 1991 (le Monde du 7 novembre). Malgré le démenti du ministère de la justice, le soupçon - pour le moins - est jeté. Djibouti, réputée pour son calme et sa stabilité, fait son entrée parmi les pays africains affligés de régimes « autoritaires », selon l'expression consacrée.

Sans doute encouragés par le vent de démocratisation qui souffle sur l'Afrique depuis bientôt deux ans, d'autres groupuscules clandestins se sont créés dès les premiers mois de 1991. L'arrestation de M. Ali Aref Bourhan, ancien président du conseil, considéré comme une figure de la contestation afar, n'est sans doute pas étrangère à ce regain. Soupçonné d'avoir commandité un complot contre le régime, M. Ali Aref, emprisonné depuis le 11 janvier, attend toujours de passer en jugement.

## Trafiés d'armes

Contre l'AROD, on parle aussi d'un Front de résistance des patriotes djiboutiens (FRPD), qui disposerait d'un bureau à Mogadiscio, capitale de la Somalie voisine. En Ethiopie, les « milices afars » de la région d'Assab se vantent de bloquer la route qui relie ce port de la mer Rouge, situé en zone érythréenne, à Addis-Abeba. Depuis la chute des régimes somaliens et éthiopiens, la Corne de l'Afrique est en pleine tourmente. La minuscule République de Djibouti n'est plus bordée par des États, mais par des mouvements de guérilla, à base tribale, dont les « combattants » versent volontiers dans le banditisme.

Traditionnellement florissants, les trafics en tout genre - celui des armes, notamment - ont vraisemblablement bénéficié de ce climat de



semi-anarchie. Il n'est pas improbable que les rebelles du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD), apparemment impliqués dans les troubles de Tadjoura, aient ainsi pu « profiter » d'une partie des armes et des munitions que les « réfugiés » éthiopiens - civils et militaires mêlés - ont laissés derrière eux fin mai, lorsqu'ils ont traversé Djibouti (le Monde du 3 juillet). Le FRUD, qui serait fort, dit-on, de plusieurs milliers d'hommes, aura-t-il les moyens de tenir tête à l'armée gouvernementale ? On le saura sans doute dans les jours à venir.

Les objectifs politiques de cette rébellion afar demeurent encore assez obscurs. Si les nombreux tracts ou pamphlets adressés au président Gouled font passer la menace d'une « guerre civile » (dont le régime est, d'avance, tenu pour responsable), aucun n'appelle, explicitement, au renversement du chef de l'État : on

vilipende le régime, mais non son « père ».

De même, on différencie mal les différents mouvements d'opposition afars. Trois d'entre eux ont, semble-t-il, fusionné pour former le FRUD, sans que l'on sache très bien ce qu'avant, les séparait. Et si le mot « démocratie » revient comme un leitmotiv, en revanche, le « multipartisme » ne semble pas faire partie des revendications les plus urgentes de ces soldats de l'ombre.

An reste, le président Gouled n'y est pas forcément hostile. « Si nos populations deviennent favorables à la création du multipartisme, nous n'y serons pas opposés », nous avait indiqué le chef de l'État lors d'un entretien, fin juin. « Mais attendons d'abord que la paix soit rétablie dans la région », ajoutait-il. Les quatre mois qui se sont écoulés n'ont guère donné de signe en ce sens...

CATHERINE SIMON

## PROCHE-ORIENT

## M. Arafat affirme que des pays du Golfe financent les intégristes palestiniens

M. Yasser Arafat a accusé mercredi 13 novembre, dans un entretien publié par l'hebdomadaire égyptien *El Moustafak*, « certains pays arabes du Golfe », qu'il n'a pas nommés, de financer les intégristes palestiniens des territoires occupés dans le but de « contrôler l'OLP ». Il a ajouté que des « fonds sont toujours versés par certains pays arabes dans le but de provoquer un changement à la tête de la direction de l'OLP », sans donner d'autres précisions.

Interrogé en outre sur l'état actuel des relations entre l'OLP et les monarchies du Golfe, il a estimé « difficile d'imaginer une amélioration des relations avec le Koweït, car ce qui a été commis contre le peuple palestinien par ce pays est pire que ce qui a été commis par Israël contre les Palestiniens dans les territoires occupés ». « Deux mille cinq cents Palestiniens ont été tués au Koweït et 12 000 autres ont été détenus », a indiqué M. Arafat, ajoutant qu'il serait difficile pour le peuple palestinien d'oublier cela. D'autre part, l'agence d'information offi-

cielle saoudienne a démenti les informations selon lesquelles l'Arabie saoudite aurait repris l'aide financière qu'elle accordait à l'OLP avant le début de la crise du Golfe. Selon ces informations, Ryad a versé en septembre près de 9 millions de dollars à l'OLP et en octobre une nouvelle aide de près de 3 millions de dollars. Selon l'agence saoudienne, il ne s'agit que de « l'aide financière aux Palestiniens eux-mêmes, une assistance qui n'a jamais été interrompue ».

M. Arafat a par ailleurs affirmé qu'il acceptait « l'autonomie comme solution transitoire », à la condition que « les troupes israéliennes se retirent des territoires occupés ». A Jérusalem, M. Ariel Sharon, le ministre du logement, a appelé à l'annexion par Israël des régions de Cisjordanie « qui sont peuplées de juifs, s'il est décidé de mettre en œuvre le plan d'autonomie de 1978 qui était en fait destiné à permettre à l'Égypte de signer l'accord de paix avec Israël ». (AFP)

## IRAK

## M. Saddam Hussein a nommé un de ses demi-frères ministre de l'intérieur

Le président irakien Saddam Hussein a nommé mercredi 13 novembre l'un de ses demi-frères, M. Wabban Ibrahim El Hassan, au poste de ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Ali Hassan El Majid, devenu ministre de la défense. M. Wabban Ibrahim El Hassan, qui, selon l'agence irakienne INA, occupait les fonctions de gouverneur de la province de Salah el-Dine, au nord de Bagdad, était pendant la crise du Golfe à la tête du service de renseignement chargé de la protection personnelle du président.

Selon des informations non officiellement confirmées, une série d'attentats qui auraient visé ces derniers mois le chef de l'État irakien avaient été déjoués à la dernière minute grâce à la vigilance des collaborateurs de M. Hassan, dont les hommes constituent la garde personnelle de M. Saddam Hussein. Le frère de M. Hassan, M. Sabahou Ibrahim El Hassan, également demi-frère du président, avait dirigé, selon ces mêmes informations, le bureau de renseignement civil et militaire irakien en cours de l'occupation de Koweït. (AFP)



# POLITIQUE

Le débat sur les réformes institutionnelles

## Le gouvernement retire le projet de loi modifiant le Conseil supérieur de la magistrature

Après l'annonce par M. Mitterrand, au cours de son entretien télévisé du 10 novembre, d'une réforme constitutionnelle portant notamment sur le Conseil supérieur de la magistrature, le gouvernement a retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, mercredi 13 novembre, le projet de loi organique modifiant la composition et les pouvoirs du CSM qui devait être examiné par les députés les 21 et 22 novembre.

Souvent débattu, toujours repoussé, la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature, est, depuis 1981, l'un des leitmotivs de tout débat sur l'indépendance de la justice. Les textes confèrent en effet au président de la République des pouvoirs très étendus : c'est celui-ci qui préside le CSM et qui nomme les neuf membres de cet institution chargée notamment des procédures disciplinaires des magistrats du siège et de la nomination des hauts magistrats. Situation souvent jugée paradoxale : depuis sa création en 1958, le CSM, qui est l'un des principaux outils de l'indépendance des magistrats, est en prise directe avec le pouvoir exécutif.

En 1981, le candidat Mitterrand avait promis, dans ses « cent dix propositions », que l'indépendance des magistrats serait « assurée par une réforme du Conseil supérieur de la magistrature ». La formule était vague et le dossier fut rapidement abandonné : de 1981 à 1986, malgré quelques tentatives avortées, aucune réforme ne vit le jour. Le débat reprit donc de plus belle lors du retour des socialistes au pouvoir, en 1988. Après maintes tergiversations, le garde des sceaux de l'époque, M. Pierre Arpaillange, annonça en octobre 1989, par la voix de son directeur de cabinet, M. Lenoir, qu'une réforme du Conseil supérieur de la magistrature serait soumise au conseil des ministres au printemps 1990. Deux voies étaient alors possibles : celle, ambitieuse, de la révision constitutionnelle - la composition du CSM est inscrite dans la Constitution - et celle, plus modeste, de la voie organique.

Tous ceux qui avaient depuis des années d'une réforme de grande ampleur se prirent alors à espérer. Le monde judiciaire était en crise, l'intersyndicale regroupant l'ensemble des professions de justice réclamait une réforme du CSM, et les magistrats, fait rarissime, venaient de se mettre en grève. Le discours de M. François Mitterrand devant la Cour de cassation, le 30 novembre

1990, mit fin à leurs illusions. Ce jour-là, alors que les magistrats manifestaient place Dauphine, le président écartait la « grande » réforme tant attendue : « Faut-il recourir pour assurer l'indépendance de la magistrature à un grand appareil d'une révision constitutionnelle ? Certains le souhaitent, qui voudraient rompre tout lien avec le chef de l'Etat... Mais alors, je vous le demande, qui serait le garant de votre indépendance dans notre République ? Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? Sous le prétexte de protéger les magistrats contre les abus éventuels du pouvoir politique, nous nous soumettrions au contrôle du Parlement et de l'opinion publique, on instaurerait l'emprise, sur la magistrature, des pouvoirs irresponsables. »

Depuis, le discours de la chancellerie n'a pas varié d'un pouce. Ces derniers mois, la réforme constitutionnelle était jugée « politiquement risquée », et ponctuelle, disaient-ils, de « menaces corporatistes ». La lourde procédure de la révision constitutionnelle était donc écartée au profit d'une solution plus souple, mais aussi plus limitée : la réforme de la loi organique. Le projet présenté par M. Nallet prévoyait une légère modification de la nomination des membres du CSM, et le suivi obligatoire des avis sur les nominations de magistrats par le ministère de la justice (le Monde du 23 mars 1991). Déçu par les projets de la chancellerie, le syndicat de la magistrature (SM, gauche) décidait, au printemps dernier, de ne plus participer aux discussions préparatoires conduites Place Vendôme. L'avant-projet, selon le SM, ne « remettait en cause ni la dépendance organique du Parquet à l'égard du pouvoir exécutif, ni l'organisation pyramidale et fortement hiérarchisée du corps judiciaire ». L'opposition se mêlait à ce concert de critiques en mai dernier : lors de la septième convention de ses états généraux, les responsables de l'UDF et du RPR proposaient une réforme totale du Conseil supérieur de la magistrature (le Monde du 24 mai 1991).

L'annonce du président de la République sur la réforme du CSM vient donc de mettre à bas l'édifice mis en place par la Place Vendôme : le projet de loi réformant le CSM, a été retiré, mercredi 13 novembre, de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Les syndicats de magistrats s'en félicitent : M. Béatrice Patrie, secrétaire générale du syndicat de la magistrature, estime que les propos de M. Mitterrand « créent une ouverture politique qui n'existait pas jusqu'ici » et M. Claude Pernollet, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), se réjouit de cette annonce qu'il juge cependant « vague et tardive ». Tous attendent les projets de la chancellerie, qui risquent pour le moment d'être déçus.

ANNE CHEMIN

## Partie de billard à l'Assemblée

M. Jacques Chirac pensait atteindre M. François Mitterrand à travers sa question à M. Edith Cresson. M. Cresson voulait blâmer M. Chirac en évoquant, dans sa réponse, M. Raymond Barre. Et finalement, M. Barre a réglé ses comptes avec M. Chirac.

C'est bien une partie de billard inattendue qui s'est jouée, mercredi 13 novembre, à l'Assemblée nationale. Elle a débuté dans la plus grande orthodoxie parlementaire : un ancien premier ministre interpelle l'actuel sur l'intervention du président de la République et ses propositions de réforme institutionnelles. « Plutôt que de parler de grandes réformes », déclare M. Chirac, demandons-nous si le président de la République et le premier ministre ont bien l'intention de rendre son sérieux à notre démocratie. « Ou allons-nous assister à la poursuite de la dérive monarchique et autoritaire qui aura caractérisé la période socialiste ? », ajoute-t-il en dénonçant l'usage « systématique » par le gouvernement des moyens de contrainte qui privent « la représentation nationale de toute responsabilité, de toute dignité ».

La séance se poursuit, toujours dans le respect des règles classiques, par une réponse de M. Cresson, qui raille d'abord la révolte tardive de la famille gaulliste contre la Constitution de 1958 et l'un de ses articles-clés, le 49-3. Qui, ensuite, répond pourcentage aux chiffres avancés par M. Chirac et qui, enfin, se permet de rappeler que, lorsque M. Barre était premier ministre et que le RPR était « en principe allié du pouvoir », il avait dû, en 1979 et en 1980,

« s'y reprendre à quatre reprises pour faire voter son budget » et, précise M. Cresson, « l'on pouvait se demander s'il n'y avait pas, à l'intérieur même de la majorité, une volonté de renverser le gouvernement ».

Au banc des ministres, MM. Jean-Pierre Soisson et Bruno Durlieux, tous deux proches de M. Barre, couvent des yeux le député du Rhône, attentifs à sa réaction. Celui-ci tient sa revanche. Non content de hocher la tête aux propos de M. Cresson, il s'amusait à pointer un doigt accusateur en direction des députés RPR et ponctue chaque mot de M. Cresson d'une sonore approbation. « Exactement, exactement », entend-on répéter avec révérence tandis que M. Chirac rougit de ce mauvais coup.

### Petite victoire pour M. Cresson

M. Cresson peut savourer sa petite victoire, son gouvernement n'est pas quitte pour autant des propos présidentiels. Tour à tour, un député communiste, M. Jacques Brunhes, et un député centriste, M. Jean-Jacques Hyeat, vont revenir à la charge. M. Hyeat vise juste en s'indignant « des propos désobligeants et méprisants tenus par le président de la République au sujet du Parlement ». Il annonce un projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature au nom duquel l'Assemblée était à l'aise, la semaine précédente, d'un texte sur ce sujet (lire ci-contre l'article d'Anne Chemin) et qui veut « saisir la garde des sceaux de la question des peines incompressibles ».

alors que, depuis deux ans, le Parlement travaille à la rédaction d'un nouveau code pénal et que, justement, les deux Assemblées étaient parvenues, sur ce point, à des solutions appropriées et justes ».

« Allez-vous vous engager à tenir le président de la République informé des travaux de notre Assemblée ? », a lancé, acide, le député centriste au ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poparén. Celui-ci n'était pas en position très facile, partagé entre le respect d'un député assidu et la nécessité de défendre les positions du président et du gouvernement. « Je comprends que vous soyez mal à l'aise depuis trois jours », a lancé M. Poparén, plus à l'adresse de l'opposition bruyante que de son interlocuteur. « Vous avez reçu un coup, encaissez ! »

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Cresson gagne quatre points, M. Mitterrand en perd trois. Selon un sondage de l'Institut Louis Harris publié dans l'Express du 14 novembre, 32 % des personnes interrogées (au lieu de 28 % le mois précédent) approuvent l'action de M. Edith Cresson. 52 % la désapprouvent, au lieu de 57 % en octobre. L'action de M. François Mitterrand est approuvée par 39 %, au lieu de 42 % en octobre. Il s'agit du plus mauvais résultat enregistré par le président de la République depuis la création du baromètre de l'Express, en janvier 1989. Cette enquête a été réalisée les 4 et 5 novembre auprès d'un échantillon de 1 006 personnes.

## Les socialistes prennent leur temps pour élaborer un mode de scrutin « mixte »

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 13 novembre, a convoqué pour le 19 novembre le groupe de travail chargé d'élaborer une proposition de mode de scrutin « mixte » (majoritaire et proportionnel) pour les élections législatives. M. André Billardou, fabiusien, numéro deux du parti, a déclaré, d'autre part, que l'inter-vention du président de la République, le 10 novembre, « permet aux socialistes de repasser à l'offensive ». « La droite s'est vue piégée », a-t-il expliqué. Il n'y a qu'à

constater son trouble et son embarras à déterminer une position collective ».

Les dirigeants du PS ont évoqué, aussi, les relations avec les Verts, après l'assemblée générale du mouvement écologiste à Saint-Brieuc. MM. Henri Emmanuelli, Jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et Gérard Fuchs, rocardien, membre du secrétariat national, se sont prononcés pour un débat de fond avec les Verts, qui ne soit pas limité à l'aspect électoral. M. Emmanuelli a exprimé

enfin, à titre personnel, ses réserves sur la façon dont M. Bernard Tapie entend organiser la majorité pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en reprochant, notamment, au député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône de vouloir imposer ses vues dans la composition des listes dans le Var et le Vaucluse.

**SPECIAL MONTAND**  
rappelle-toi Barbara...  
Les combats, les passions,  
les contradictions et les secrets  
de la dernière star engagée

**L'EVENEMENT**

**DOSSIER**  
Portunisme, lobbies, ultra-féminisme, corporatismes, socialisme sexuel, affinité à la vie privée...  
**LA**  
**DICTATURE DES MINORITES**  
L'exemple américain guette-t-il la France ?

**LA FRANCE MASO**  
Nos têtes sont encore plus malades que le pays.  
Enquête

**LE MYSTERE MAXWELL**  
Suicide, meurtre ou mort naturelle... Agent du Mossad ou du KGB ?

Devant les partisans de l'amendement « Refondation »

## M. Chevènement accuse M. Mauroy de « porter en bière le parti d'Épinay »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, a réuni, mercredi 13 novembre, à Paris, les partisans de l'amendement « Refondation » au projet de texte doctrinal dont les militants socialistes discutent, actuellement, en vue du congrès extraordinaire du mois prochain. Cet amendement a été considéré, d'ailleurs, par le secrétariat national du PS, comme un contre-projet, dont il juge le vote incompatible avec celui du document adopté par le comité directeur le 12 octobre dernier.

### « La SFIO-tisation accélérée »

Instruction a été donnée aux fédérations de compter les partisans de cet amendement comme votant contre le « projet ». M. Pierre Mauroy et les principaux courants du PS veulent ainsi contraindre les membres du courant Socialisme et République, divisé depuis la guerre du Golfe, à choisir entre leur participation à la syothèse d'après le congrès de Rennes - avec les garanties que cela leur apporte pour les candidatures aux élections à venir - et la marginalisation.

Aussi M. Chevènement a-t-il dirigé ses attaques, devant quelque cinq cents personnes, contre

M. Mauroy, qu'il a accusé d'avoir « entrepris de porter en bière le parti d'Épinay ». Pour l'ancien ministre, « si le PS n'existait pas, on ne s'en apercevrait pas ». Le maire de Belfort, qui avait adhéré à la SFIO, ancêtre du PS, au début des années 60, a dénoncé « la SFIO-tisation accélérée du PS ». « M. Mauroy, a-t-il continué, o ouvert dès 1988 l'ère de l'opres-Mitterrand. Il avait déjà péché au congrès de Metz (en 1979). Il s'est racheté depuis. Il a péché à nouveau le 11 mai [1988]. Au congrès de Rennes, il s'est tenu à carreau, effectuant un tango chahoupé pour rester à son poste. M. Mauroy passe son temps à essayer de faire oublier son crime de lèse-majesté ».

Au sujet de M. François Mitterrand, cependant, M. Chevènement a déclaré que « le président rappelle qu'il est maître du jeu et prend l'opposition à son piège ». « C'est bien joué, a-t-il commenté, mais pour quoi faire ? » Pour l'ancien ministre, il faut distinguer « le discours en direction des écologistes » et la « réalité » de la stratégie suivie, qui est « l'alliance ou centre avec l'UDF et l'utilisation de La Pen comme discriminant, ce qui ne peut, en réalité, que le servir ». Il a appelé les militants socialistes à « résister » pour « sauver et refonder la gauche ».

**550F\***  
UNE VOITURE ET JUSQU'À 5 PERSONNES  
**L'Angleterre n'a plus le sens des valeurs !**

\*ALLER SIMPLE OU ALLER-RETOUR 72 H MAXI SUR PLACE 550F  
ALLER-RETOUR 5 JOURS MAXI SUR PLACE 650F  
ALLER-RETOUR LONGUE DURÉE 1100F

CALAIS - DOUVRES JUSQU'AU 30/03/92  
BOLDOGNE - FOLKESTONE JUSQU'AU 30/12/91

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT

**SEALINK**  
Jamais les traversées n'auront paru si courtes.

On y prend goût  
**NOUVELLES FRONTIÈRES**

**R**epos du guerrier,  
devant un capuccio  
discussion fortissimo  
en terrasse  
sur la place  
seul hic :  
je ne sais pas l'italien...  
alors on parle avec les mains !

**ROME 990F**

VOI ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES  
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

هذا هو الحال



هنا من لاد

## POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

### Les incertitudes internationales « interdisent d'amputer notre dispositif de défense », déclare M. Joxe

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a demandé, jeudi 14 novembre, la réserve du vote sur les crédits de son département. D'un montant de 195,4 milliards de francs (hors pensions militaires), ce budget augmente de 0,5 %, soit une hausse inférieure à l'évolution du coût de la vie. La régression, en francs constants, des crédits militaires est une des conséquences de la situation internationale. Toutefois, pendant le débat, M. Joxe a annoncé que les armées bénéficieraient, en 1991, de 4,8 milliards de francs supplémentaires pour supporter le coût des opérations extérieures menées cette année, notamment au Koweït.

C'est inévitable : on ne peut à la fois satisfaire ceux qui, croyant en une paix durable, veulent au plus vite en toucher les dividendes et ceux qui, méfiant, continuent de plaider en faveur d'un effort budgétaire accru. En écoutant les neuf rapports présentés sur le budget de son département, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a donc essayé tour à tour les critiques des uns et des autres. Seul le rapporteur de la commission des finances, M. François Hollande (PS, Corrèze), a jugé que le projet de budget se situait sur « une voie

moyenne », en soulignant que la réduction des dépenses militaires était, en France, « plus tardive et plus prudente » qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne. L'effort de défense représente aujourd'hui 3,4 % du produit intérieur brut marchand (PIBM). Il tombera à 3,26 % en 1992, pour être stabilisé ensuite à 3,1 % en 1997. Dans la même période, les effectifs de l'armée de terre devraient passer de 280 000 à 225 000 (le Monde du 14 novembre). Dès 1992, 2 200 postes de militaires d'active et 17 000 postes d'appelés seront supprimés. Il s'agit là d'une première étape dans ce que les spécialistes appellent « la réduction du format » de l'armée, et non d'une évolution vers l'armée de métier, car, en répondant par avance à M. François Filloot (RPR, Sarthe), que l'on sait favorable à la constitution progressive d'une armée professionnelle, M. Hollande a estimé que celle-ci coûterait de 10 à 20 milliards de francs supplémentaires.

Dans ce contexte plutôt défavorable aux militaires, quelques secteurs s'en tirent tout de même fort bien : la gendarmerie, avec un million d'emplois supplémentaires – et la création, accordée en séance par M. Joxe à M. Georges Lemoine (PS, Eure-et-Loir), d'un grade d'inspecteur général à cinq étoiles, et la recherche scientifique à des fins de renseignements : c'est là l'un des engagements de la guerre du Golfe.

M. Boucheron : *aggiornamento*

En revanche, l'armée de l'air ne pourra pas commander un seul avion de combat en 1992. « Le gouvernement pratique un pilotage à vue dangereux », a estimé l'un des rapporteurs, M. Jean Briane (app. UDC, Aveyron). La marine sera contrainte d'étaler ses programmes d'équipement et, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, l'a confirmé dans le débat, le huitième sous-marin nucléaire d'attaque ne sera pas construit. « Le projet de budget ne répond pas aux besoins des forces armées », a encore ajouté M. Jean-Guy Branger (app. UDF, Charente-Maritime), en s'inquiétant des conséquences économiques et sociales de cette situation pour l'industrie de l'armement. Mais, de tous les rapporteurs, seul M. Jean Gatel, ancien secrétaire d'Etat à la défense, député socialiste de Valenciennes et adjoint au maire d'Orangé, se verra, subitement, attribuer un « prix citron » par le ministre, pour avoir critiqué l'absence de perspectives claires et « la gestion à court terme » des personnels.

Preoat délibérément ses distances avec les chancelleries habituelles des débats budgétaires, le président de la commission de la défense nationale et des forces armées, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a préféré dessiner l'enjeu de la fin de ce siècle, qui ne serait rien d'autre que « la transformation radicale de notre outil de défense et l'aggiornamento de notre doctrine militaire ».

G. P.

Suppléant de M. Bruno Durieux

### Jacques Houssin, député du Nord, est décédé

M. Jacques Houssin, député (non-inscrit) du Nord, suppléant de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, est décédé d'une crise cardiaque, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 novembre, au Canada.

Sa disparition devrait entraîner une élection législative partielle dans la quatrième circonscription du Nord.

[Né le 27 juillet 1928 à La Bassée (Nord), Jacques Houssin, avocat en graine, était maire (RPR) de Verlinghem, une commune de la banlieue lilloise, depuis 1971 et conseiller général, dans le canton de Quaregnon-sur-Saïre, depuis 1979. Candidat battu aux élections légis-

latives de 1986 sur la liste du RPR, M. Houssin avait été élu, en juin 1988, en qualité de suppléant de M. Bruno Durieux (CDS) dans la quatrième circonscription du Nord. Il était entré à l'Assemblée nationale après la nomination de M. Durieux au ministère de la santé dans le gouvernement de M. Michel Rocard, en octobre 1990. Membre du RPR, Jacques Houssin avait décidé de ne pas rejoindre ce groupe à l'Assemblée nationale et s'était tenu dans les rangs des non-inscrits. Il avait voté la motion de censure déposée par les trois groupes de l'opposition sur la contribution sociale généralisée (CSG), en novembre 1990, alors que, pour la première fois, le gouvernement était menacé par la confection des votes favorables à la mesure des groupes RPR, UDF, UDC et PCF.]

Depuis le dernier budget, a-t-il fait remarquer, « il est intervenu rien moins qu'une guerre, la disparition de deux empires – l'explosion de l'empire extérieur soviétique et l'implosion de l'empire intérieur – une guerre civile en Europe, un processus de désarmement nucléaire, la disparition d'un pacte d'alliance militaire, le début de la refonte de l'Alliance atlantique, l'enclenchement de la balkanisation de l'URSS d'abord, de la Russie ensuite, l'unité de l'Allemagne et enfin l'émergence d'une seule superpuissance militaire et politique mondiale : l'Amérique (...). Il est peu de dire que la menace et les risques ont changé de nature ».

C'est franchement terrible d'être conservateur », a lancé M. Jacques Rimbault (PC, Cher) au président de la commission, avant de plaider pour une substantielle réduction des crédits militaires. Et présentait son plan pour le passage à l'armée de métier, comme il l'avait fait lors du débat sur la réduction à dix mois du service national (le Monde du 4 octobre). M. Filloot a expliqué qu'il fallait rompre avec cette tradition qui fait que, « depuis des décennies, notre conscience nationale est marquée par l'ordonne obligation de la défense aux frontières », comme en témoigne l'existence d'« une armée de terre composée à plus de 60 % de conscrits, utilisables pour la seule défense des abords du Rhin ». L'ancien président de la commission de la défense, du temps de la cohabitation, plaide en revanche pour « un outil militaire renouvelé, apte à intervenir plus vite, et surtout plus loin ».

Pour M. Arthur Paeht (UDF, Var), cet outil passe par « une alliance européenne intégrée » à laquelle la France abandonnerait

une part de son autonomie de décision. « Laissons les évolutions géopolitiques se dessiner plus nettement, laissons les discussions internationales en cours progresser, laissons le temps aux Français de changer de majorité », a-t-il conclu, avant de suggérer au ministre de la défense de remettre à plus tard le projet de loi de programmation militaire, prévu pour la prochaine session de printemps.

Evocant à son tour les incertitudes qui pèsent sur la scène internationale, le ministre de la défense a jugé que celles-ci « interdisent d'amputer notre dispositif de telle ou telle composante principale », mais qu'elles « réclament une adaptation considérable de nos armées, pour les préparer à réagir à une gamme de scénarios beaucoup plus étendue que par le passé ». « Le budget de 1992 marque le point de départ du processus d'adaptation de notre dispositif de défense au nouveau contexte géopolitique », a assuré M. Joxe, en esquissant devant les députés le contenu de la future loi de programmation militaire (diminution des effectifs, nouvelle organisation opérationnelle, modernisation des équipements). Pour faire face aux conséquences de ces restructurations, un fonds particulier doté de 30 millions de francs sera introduit par un amendement du gouvernement lors de la dixième lecture du budget. Le texte se finit par « faciliter la mise en œuvre de mesures sociales et d'aménagement du territoire ». Puis le ministre a conclu : « Nous nous engageons dans une époque nouvelle pour notre défense, dans un cycle qui sera probablement de l'ordre d'une génération, comme l'a été celui qui s'est ouvert au début des années 60 ».

JEAN-LOUIS SAUX

Les revendications des personnels de santé

### M. Bianco s'en prend vivement à l'opposition

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a violemment pris à partie les députés de l'opposition, mercredi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance de questions au gouvernement. Interrogé sur la maîtrise des dépenses de santé et les revendications salariales du personnel soignant par M. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), M. Bianco a dénoncé « le mariage de la carpe et du lapin » dans ces mouvements sociaux.

Tandis que des manifestations avaient eu lieu les tribunes de l'Assemblée nationale, M. Bianco a déclaré : « On a-t-il de commun entre ceux qui veulent améliorer le système de santé et ceux qui veulent le privatiser ? Entre la CGT et le RPR ? Entre les défenseurs de l'hôpital public et les porte-parole de puissants intérêts privés ? »

Le traitement des infirmières

### Une lettre du directeur des hôpitaux

Nous avons reçu de M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux au ministère des affaires sociales et de l'intégration, une lettre en réponse au « Point de vue » du professeur Jean-Paul Cachera concernant les infirmières, paru dans le Monde sciences-médecine du 23 octobre. Il nous écrit notamment :

Je lis dans le « Point de vue » du professeur Cachera : « Comment accepter paisiblement l'idée qu'une jeune fille sortant de l'école d'infirmières trois ans après le baccalauréat puisse être engagée pour travailler de nuit à un salaire tout juste supérieur au SMIC ? »

En réalité, une infirmière débutant gagne aujourd'hui avant l'application du récent accord survenu dans la fonction publique et de toutes les mesures qui viennent d'être proposées : 7 800 F net par mois, auxquels s'ajoutent si elle travaille de nuit 800 F de prime pour seize nuits de travail en moyenne, ce qui fait 8 600 F par mois. Or, le SMIC est actuellement à 4 525 F net – ce qui fait une différence de 4 100 F soit plus de 91 %. Ce qui n'a rien à voir avec « tout juste supérieur », comme l'écrit le professeur Cachera.

Evocant le soutien apporté par les partis de l'opposition à l'organisation des manifestations, M. Bianco a demandé : « Qui finance une manifestation dont le coût est évalué à cinquante millions de francs ? On ne fera croire à personne qu'il suffit de vendre des épinglettes pour rassembler une telle somme ».

Pour le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le gouvernement ne doit avoir « qu'un mot d'ordre : négocier pour mettre en place un système de maîtrise des dépenses de santé ». « L'alternative est très simple, conclut M. Bianco. Ou l'on diminue les remboursements ou l'on augmente les cotisations (...) ou l'on cherche ensemble à maîtriser les dépenses de santé pour assurer à tous nos compatriotes une médecine de qualité et le maintien de notre système de protection sociale ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a approuvé, le 13 novembre, le mouvement préfectoral suivant :

– M. Dominique Bellion, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, est nommé préfet de la Mayenne.

[Né le 15 août 1948 à Saint-Flour (Cantal), M. Bellion est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et ancien élève de l'ENA. Nommé directeur du cabinet du directeur général des collectivités locales en juillet 1981, il a été chef de cabinet de M. Edouard Avice, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, puis de son successeur, M. Alain Calmat, avant d'être nommé délégué interministériel pour les candidatures françaises aux Jeux olympiques de 1992. Il est devenu en 1987 directeur adjoint, puis directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, M. Olivier Philippon.]

– M. Denis Prieur, préfet de la Mayenne, est nommé directeur général de l'administration au ministère de l'Agriculture.

[Né le 24 mars 1946 au Havre (Seine-Maritime), M. Denis Prieur, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, est nommé directeur du cabinet du préfet de l'Isère (1972) puis du Val-de-Marne (1974). Secrétaire général du Cantal (1975), puis de l'Yonne (1977), il est chargé de mission à la Datar en 1978. Dans les années 80, il est nommé chef de mission auprès du préfet de la région Corse avant de devenir, en 1982, directeur du cabinet du préfet de la région Pays de la Loire. Sous-préfet de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), puis de Montmorillon (Vendée), il a été nommé préfet de la Mayenne le 23 août 1989.]

Par huit voix contre cinq

### Le conseil d'administration de l'ENA demande que le transfert à Strasbourg soit différé

Le conseil d'administration de l'ENA, présidé par M. Marcoux Long, vice-président du Conseil d'Etat, a adopté, mercredi 13 novembre, un vœu demandant au gouvernement de reporter au plus tard le transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg (nos dernières éditions du 14 novembre).

En entrant au 13, rue de l'Université, mercredi 13 novembre, les dix-huit membres du conseil d'administration ont vu la porte de l'ENA surmontée d'un large calicot proclamant : « Non au transfert ». Après deux heures et demi de discussion à huis clos, le conseil, présidé par M. Long, n'a cependant pas accordé, finalement, à ce souhait impératif. Par huit voix contre cinq (il y a eu cinq bulletins blancs), le conseil d'administration a adopté, dans un vote à bulletin secret, un vœu qui ne repousse pas catégoriquement le transfert de l'ENA à Strasbourg, mais qui indique que « le déplacement de l'Ecole hors de Paris aurait pour effet de changer la nature de la formation des hauts fonctionnaires ».

Toutes les raisons du maintien de l'ENA dans la capitale sont énumérées dans les attendus du conseil, et celles en faveur du transfert à Strasbourg sont réfutées. Le texte se conclut ainsi : « En conséquence de ces constatations, le conseil d'administration émet le vœu que le gouvernement prenne en compte, avant la mise en œuvre de sa décision, les informations qui n'ont pu lui être fournies faute de consultation préalable de l'Ecole et de son conseil d'administration. » Le texte initial soumis au conseil demandait au gouvernement de « renoncer à sa décision », mais l'hostilité des représentants de l'Etat à ce qui était considéré comme une injonction a contraint les membres du conseil à accepter une atténuation de cette formule.

Les partisans du maintien à Paris espèrent que la nouvelle rédaction offrira au gouvernement la possibi-

lité de se donner encore le temps de la réflexion et d'accorder, au moins, un sursis avant la mise en œuvre de sa décision. Les avocats du statu quo, parmi lesquels M. Loog, M. René Lenoir, directeur de l'Ecole, ainsi que les délégués des élèves et du personnel, avaient envisagé une démarche auprès du président de la République. Pour le moment, le vœu du conseil a été transmis au ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Soisson, responsable de la fonction publique.

Le conseil d'administration a joint à son vœu une suggestion pour répondre à la préoccupation « européenne » du transfert, qui avait été avancée par M. Cresson. Il propose la création d'une institution à laquelle participerait l'ENA, l'Institut d'études politiques et l'Institut international d'administration publique pour l'enseignement du droit communautaire. Cet organisme, qui serait chargé, aussi, de former les fonctionnaires en poste aux disciplines européennes, pourrait être installé ailleurs qu'à Paris.

Les membres du conseil d'administration avaient reçu, au début de leur réunion, plusieurs motions hostiles au transfert, émanant du personnel de l'Ecole et des élèves. Le représentant de la CGT, membre du conseil d'administration, a exprimé son opposition à une « décision irresponsable ». Les élèves étrangers (une centaine) estiment que le départ de Paris « affaiblirait le prestige international de l'Ecole ».

M. Lenoir, interrogé par la presse après la réunion du conseil d'administration, a déclaré qu'il avait envisagé de donner sa démission, mais, tout en rappelant que son poste est à la disposition du gouvernement, il a ajouté : « Je n'abandonnerai pas le personnel et les élèves ». Puis il a précisé que, à titre personnel, il « souhaite que l'ENA reste à Paris et que le gouvernement revienne sur sa décision ». L'ENA organise, mardi 19 novembre, une journée « portes ouvertes ».

ANDRÉ PASSERON

Ancien membre du bureau politique

### M. Claude Poperen donne sa démission du PCF

M. Claude Poperen a assisté, mardi soir 12 novembre, à sa dernière réunion de cellule. Ancien membre du bureau politique du PCF et animateur du courant des « restructurateurs » avec MM. Marcel Rigout et Félix Damette, il a annoncé aux quatre « camarades » présents de la cellule Pablo Neruda d'Elacourt (Yvelines) qu'il quittait son parti « qu'il a été si longtemps [pour lui] synonyme d'espoir, de démocratie, d'humanisme, persuadé à l'expérience des faits qu'il ne peut plus changer », contrairement au slogan de M. Georges Marchais selon lequel

« le Parti a changé ». « Après le vingt-septième congrès [de décembre 1990], avec son quasi-unanimité et son refus d'abandonner le centralisme démocratique, après le refus de condamner le putsch de Moscou, le 19 août, a déclaré M. Poperen, je m'étais dit que devant un tel entêtement à ne pas changer, je n'avais plus grand chose de commun avec ce qui est mon parti » durant quarante-cinq ans. La préposition, le dévouement, le compte-rendu du cinquantième anniversaire de la fondation de Châteaubriant font que désormais la coupe déborde.

M. Poperen a rappelé qu'une centaine de résistants avaient refusé d'assister à cette cérémonie, le 20 octobre, en dénonçant la présence du secrétaire général dont l'attitude pendant la seconde guerre « a jamais été éclaircie et il s'est indigné du compte-rendu fait par l'Humanité de cet hommage, au cours duquel un ancien résistant communiste avait brièvement manifesté contre M. Marchais avant d'être placé sous la garde du service d'ordre (le Monde du 22 octobre). « Que sent-il arrivé à Gilbert Brulic, qui volait cinquante ans, avec d'autres, assez peu nombreux hélas, risquant sa vie pour notre liberté, si « nous » avions été aujourd'hui au pouvoir ? », a demandé M. Poperen. « Après, et avec bien d'autres communistes, je constate que l'on peut condamner le stalinisme sans pour autant abandonner ses méthodes », conclut-il, en affirmant : « Je continue mon combat avec tous ceux, communistes ou non, qui travaillent sans cesse à recomposer les forces de progrès et de démocratie, qui aspirent à fonder en France un courant politique transformateur ».

Après 500 adhésions aux jeunes communistes en avril 1966, M. Poperen avait rejoint le PCF en janvier 1949. Elu au comité central en 1967, il avait été promu au bureau politique trois ans plus tard. Il avait donné sa démission de cette instance et du « CC » en 1987 pour protester contre l'expression « déliquit » utilisée par M. Marchais pour stigmatiser les communistes coteaux. Son frère, M. Jessé Poperen, ministre des relations avec le Parlement, avait rompu avec le PCF à la fin des années 50.

Demain notre supplément

Le Monde





# Merci à nos clients

DOB NEEDHAM

## Enquête satisfaction utilisateurs O1 Informatique : Bull 1<sup>er</sup> en 1991.

Chaque année, le magazine O1 Informatique établit le classement détaillé de tous les fournisseurs informatiques en collaboration avec le cabinet Datapro Research Corporation. En 1991, c'est Bull qui satisfait le plus ses clients. Merci à nos clients de reconnaître les efforts des hommes et des femmes de Bull qui ne cessent d'améliorer la qualité de leurs produits et de leurs services.

Réseaux  
et systèmes  
d'information

**Bull**



شركة بول

## JUSTICE

Avant un contrôle de la CNIL

## L'INSEE utilisait jusqu'en 1987 un répertoire national d'identification intégrant la mention de « juif indigène »

En 1987, une mission de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) découvrait dans les locaux de l'INSEE un fichier de personnes établi entre 1941 et 1944 et comportant des indications de « race ». Une preuve supplémentaire de la nécessité de contrôles réguliers.

La découverte d'un fichier présumé dissimulé à la curiosité suscitait toujours la surprise. Par quel stratagème, se demande l'opinion, ces documents ont-ils pu si longtemps rester l'otage d'une opacité administrative ou politique? Le fichier des juifs de la zone occupée, constitué en octobre 1940 et « retrouvé » miraculeusement par M. Serge Klarsfeld, n'échappe pas à la règle.

Mais la réalité est souvent plus banale qu'on ne l'imagine. Les archives des ministères ne ressemblent pas aux bibliothèques publiques. Leur accès est strictement réglementé et on n'y pénètre qu'après avoir obtenu une dérogation. Ainsi les administrations possèdent-elles bien des documents étonnants voués généralement à une confidentialité absolue.

Un répertoire d'identification de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), établi entre 1941 et 1944, serait par exemple toujours

en activité si une mission de contrôle dirigée par M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés, ne s'était rendue en 1987 dans ses locaux de Nantes. Or ce fichier pouvait à juste titre, depuis quelques décennies, laisser révéler, portant sur les personnes nées à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer depuis au moins 1881, il indiquait par le truchement d'un chiffre (1, 2, 3, etc) le « statut » des hommes et des femmes recensés.

Après une première instruction en date du 18 mars 1941, un texte du 21 mai 1942 avait défini cinq catégories de personnes classées aussi selon leur sexe : les citoyens français (1 et 2), les « indigènes d'Algérie et de toutes les colonies, à l'exception des juifs » (3 et 4), les « juifs indigènes » (5 et 6), les étrangers quels que soient leurs lieux de naissance (7 et 8) et les hommes et les femmes de « statut mal défini » (9 et 0).

## De « nombreuses réserves » de la CNIL

Dès la Libération, l'orientation de ce répertoire des personnes nées à l'étranger évoluait progressivement. Mais les bonnes intentions ne se concrétisaient pas toujours. Une note du 15 septembre 1944 précisait par exemple que toute mention de « race » devait disparaître. Il était toutefois indi-

qué plus bas : « Cette mesure ne devra pas faire l'objet pour le moment d'une recherche systématique au fichier ou au répertoire. » Dans la pratique, le « nettoyage » du répertoire fut largement insuffisant.

En 1987, la Commission pouvait ainsi constater que les chiffres 5, 6, 7 et 8 n'avaient pas tous disparu du fichier manuel. Un répertoire d'identification comportant des mentions qui n'auraient pas dû y figurer était donc encore parfaitement opérationnel. « Ce problème a suscité de nombreuses réserves de la part des représentants de la CNIL et a déjà été évoqué par elle ; les services de l'INSEE ont toutefois insisté sur le fait que ces informations n'étaient jamais communiquées », notait la Commission dans son 8<sup>e</sup> rapport d'activité.

« Nous sommes tombés sur ce répertoire tout-d'un-coup », nous a indiqué M. Fauvet. Une simple mission de contrôle aurait dû de la sorte de nombreuses perspectives sur les richesses cachées de nos administrations. Par une délibération du 26 mai 1987, la CNIL demandait le versement de ces fichiers manuels et des microfiches aux archives de France dans un délai d'un an. En 1988, ce sont finalement les archives départementales qui ont hérité de cet imposant cadastre.

LAURENT GREILSAMER

## Les réactions après la « découverte » du fichier juif

Le Mouvement contre le racisme et pour l'antisémitisme (MURAP) déclare que la découverte du fichier juif de la préfecture de police de Paris donne « la mesure de la criminalité de ceux qui l'avaient établi dès septembre 1940 ». Le MURAP s'interroge « sur les complicités individuelles ou institutionnelles à propos de la rétention de la vérité sur cette page la plus honteuse de la collaboration vichyste avec l'ennemi hitlérien ».

M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, a indiqué sur les ondes de Radio J : « Tout ministre est responsable de ce qui se passe dans son administration. Dans la réalité, on ne peut pas demander à un ministre d'aller chercher lui-même les documents administratifs dans les archives mais c'est à chaque ministre de faire en sorte que dans son administration tous les efforts soient déployés pour que l'on sache ce qui s'y passe ».

M. Jean Kalin, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), demande « une enquête approfondie pour définir quelles sont les raisons qui ont pu faire que ces fichiers aient été dissimulés sciemment pendant des décennies ». « Conter ces documents à un organisme sérieux tel que celui dirigé par le Centre de documentation juive contemporaine dirigé par Serge Klarsfeld me semblerait une bonne idée », a estimé M. Kalin.

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain (PR), a déclaré sur Europe 1 : « La France a une faculté d'oubli et d'enterrer son passé, ce qui est parfois une des conditions de sa cohérence d'aujourd'hui. (...) Je ne suis pas pour exciter toutes les plaies de la société française mais que chacun sache que nous n'avons pas toujours été bons. C'est un rappel à l'ordre pour les responsables et pour l'avenir ».

Le quotidien d'extrême droite *Présent*, dans son édition du 14 novembre, traite la découverte du fichier juif en quelques lignes, écrivant notamment : « Les médias en guerre civile : ils lancent l'affaire du « fichier des juifs » persistant, prétendant « mis en place par Vichy ». (...) C'est la honte de la France », clament en chœur les médias, toujours prêts à salir, à pourrir, à exciter la haine. Ils oublient que Paris était occupé par l'armée allemande et que le recensement des juifs avait été imposé par une ordonnance allemande du 27 septembre 1940 ».

M. Louis Merxandau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a déclaré : « Je ne vois pas d'objection de principe à ce que ce fichier soit transmis au Centre de documentation juive contemporaine. Il faut voir d'abord si nous sommes en conformité avec la loi. Je vais donc saisir la CNIL et certainement aussi le Conseil d'Etat pour savoir s'ils ne font aucune objection ».

GÉRARD ALBOUY

Le prince héritier d'Italie devant la cour d'assises de Paris

## La balle perdue de M. de Savoie

Prince héritier d'Italie, Victor-Emmanuel de Savoie comparait, depuis mercredi 13 novembre, devant la cour d'essais de Paris pour des faits qui remontent au 18 août 1978. Il est accusé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner ».

Si Victor a pris sa carabine, ce n'est pas parce qu'on lui avait volé sa motolette ou son autoradio. C'est seulement parce qu'un goudail lui avait pris son bateau pneumatique pour rejoindre un navire de plaisance dans une baie de Bonifacio. Furieux, Victor a pris son autre bateau pneumatique pour aller récupérer son bien.

M. Pendo est sorti. On s'est enquis, j'ai tiré volontairement un coup pour effrayer cette personne. Il m'a sauté dessus. Nous avons basculé tous les deux dans l'eau. Et chacun est reparti de son côté.

La rixe était terminée. Pourtant, sur un autre bateau emporté à proximité, un jeune Allemand de dix-neuf ans sortait de sa cabine en chancelant. Un fragment de balle lui avait déchiré une arête et une veine au-dessus de l'aine. Il succombera quatre mois plus tard, malgré de nombreuses opérations.

Un fait divers presque ordinaire, le Victor n'était pas la prince Victor-Emmanuel de Savoie, cinquante-quatre ans, fils de Umberto de Savoie, dernier roi d'Italie, et de Marie-José de Belgique. Est-ce ce nom et ces titres qui vont pervalir la procédure judiciaire, au point que l'effort n'est enfin jugé que treize ans après les faits?

Certes, la défense a demandé de nombreuses expertises, mais la justice a pris son temps. Ainsi, il s'est écoulé près de trois ans entre la clôture d'une instruction qui avait duré neuf ans et l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises de Corse-du-Sud. Et, au cours de cette période, le dossier a dormi vingt mois dans une armoire du parquet général. L'urgence ne semblait pas s'imposer.

L'accusé avait été ramené en liberté après un mois et demi de détention et la Cour de cassation estime que l'affaire ne pouvait

être jugée convenablement en Corse. Paris fut donc désigné et la procédure s'est encore pendant un an et demi.

Est-ce encore le nom et les titres qui ont conduit la justice à demander que le prince de Savoie se constitue prisonnier le matin même de l'audience au palais de justice, alors qu'il est d'usage de se présenter la veille au soir à la prison de la ville? Pourtant, le premier jour des débats fut presque ordinaire et l'accusé pénétra dans la box avec des menottes. Une fois pour les caméras et une seconde fois pour de bon devant un parterre de journalistes venus d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne et d'ailleurs.

## Une famille au destin tragique

Une abondance qui a desservi l'accusé, car la cour a décidé de le maintenir en détention, mercredi soir, en observant que « l'ordre public est actuellement troublé, notamment du fait du retentissement des débats ».

Le prince de Savoie dormira donc en prison. Mais, pour le président Maurice Colombe, c'est seulement « Monsieur de Savoie ». Et l'interrogatoire de personnalité se déroule normalement. On y apprend que l'accusé n'a pas d'antécédents judiciaires et qu'il a été dans une jeunesse stagiaire dans plusieurs banques. L'expert psychiatrie parle d'« hyperémotivité » et d'une « certaine immaturité affective ». Mais déjà la défense avance ses pions. M. Paul Lombard décrit « une famille marquée par un destin tragique » et son client évoque l'assassinat de son arrière-grand-père, les deux attentats dirigés contre son père, la crainte des Brigades rouges et une tentative d'enlèvement de son fils en 1978. Le ministre de l'Intérieur français lui avait d'ailleurs délivré une autorisation de port d'arme.

Va-t-on aborder les faits? Pas encore. Car la défense amorce une autre percée. Elle le laisse entendre que la victime, Dirk Hamer, n'aurait pas reçu assez rapidement les soins qui lui auraient permis de survivre. Il est vrai que le jeune homme a longtemps perdu son sang, avant d'être transporté par bateau à la clinique de Porto-Vecchio, puis

par avion à l'hôpital de Marseille.

Mais une polémique s'installe entre le professeur Michel Olmer et le père de la victime, le docteur Rytke Geard Hamer. Le professeur reproche à la famille du blessé de lui avoir donné à boire malgré son interdiction et le père exprime ses doutes sur la qualité des soins prodigués. C'est ainsi que Dirk Hamer sera transféré à Heidelberg en Allemagne, sans que les responsables de l'hôpital de Marseille soient prévenus. Est-ce l'affaire dans l'affaire? Les experts tranchent le litige en considérant que l'état de Dirk Hamer était si grave que « la vie du blessé était extrêmement compromise dès la blessure », qui est « la cause primordiale et flagrante du décès ».

Les faits, M. de Savoie les expose calmement, les moins derrière le dos, sans discuter autre chose que de petits détails. Pourtant, il conclut : « Je ne suis pas du tout responsable. Il est exclu que ce soit ma balle qui ait atteint Dirk Hamer ».

## Plusieurs coups de feu

Et M. Lombard annonce : « Nous allons démontrer qu'il n'y a pas eu deux coups de feu, mais plusieurs. » Le président Colombe résume les dépositions des témoins qui seront appelés : celui-ci a entendu deux coups de feu, celui-là trois, un autre quatre, un autre encore « quatre ou cinq ». Il est établi que quelqu'un a tiré deux fusées éclairantes. Les détonations ont donc pu être confondues.

Mais, pour la défense, le coup mortel qui vint à M. de Savoie de comparative pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », a été tiré par quelqu'un d'autre. Ce serait M. Victor Guglielmi, propriétaire du bateau sur lequel se trouvait Dirk Hamer, qui aurait utilisé son revolver au même instant. Cité comme témoin, M. Guglielmi, ressortissant italien, n'est pas venu, comme bien d'autres. Malgré toutes ces absences, on fera donc en deux jours l'instruction, qui a duré neuf ans. C'est un procès ordinaire.

MAURICE PEYROT

## SPORTS

VOILE : après les ennuis de Laurent Bourgnon dans La Baule-Dakar

## Fragiles araignées des mers

Laurent Bourgnon, sur le trimaran RMO dont le flotteur bâbord a été arraché à l'avant du bras de liaison, mercredi 13 novembre, a viré avec plus de 450 milles d'avance sur les deux autres trimarans en course, à la bouée au large de Ténériffe (Canaries), dans la course en solitaire La Baule-Dakar. Le jeune navigateur suisse, victime également d'une petite voie d'eau dans sa coque centrale, va tenter de rallier la capitale du Sénégal an s'appuyant sur son flotteur tribord (nos dernières éditions du 14 novembre). Cet incident survient après l'abandon de cinq des huit multicoques engagés.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le flotteur bâbord était à priori hors de l'eau lorsqu'il s'est rompu. A-t-il cédé sous l'effet de vibrations excessives sur cette mer très hachée? A-t-il été touché par une vague d'une grande violence? Y a-t-il eu défaut de fabrication ou mauvais calcul de structure? Cette casse sur le plus récent des grands trimarans survient après les abandons de cinq des huit multicoques et d'un monocoque depuis le départ de La Baule ne pas manqué de relancer la polémique sur la fiabilité de ces araignées des mers. « S'écroulent-elles de la faible pourcentage des formules 1 qui sont à l'arrivée d'un grand prix? », répondait Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Prévost, les architectes du trimaran RMO. Pour gagner, leur bateau doit présenter le meilleur compromis entre la puissance, la légèreté et la fiabilité.

Au départ de La Baule, François-Xavier Dahaye, président de l'Association des commanditaires de bateaux, situait l'évolution en faisant remarquer que le trimaran Elf-Aquitaine de Jean Meurlet était exactement deux fois moins lourd (5 tonnes) et deux fois plus collé (260 m<sup>2</sup> au près) que le catamaran du même nom qui avait remporté la première édition de l'épreuve en 1980 avec Marc Pajot.

L'emploi généralisé de nouveaux matériaux plus légers et plus résistants, à base de carbone ou de fibres synthétiques, a permis d'enregistrer d'incontestables progrès dans les domaines de la performance et de la fiabilité, mais tous les calculs par ordinateur n'ont pu transformer l'architecture navale en science exacte.

## « Coefficient d'ignorance »

Des calculs théoriques ou des essais en soufflerie peuvent permettre de déterminer les forces de traction auxquelles peuvent être soumis sans dommage les coques, les mâts ou les gréements. Mais comment prendre en compte les contraintes supplémentaires imposées par l'état de la mer ou l'usure des matériaux?

« La construction navale a souvent fait une large place à l'empirisme, reconnaissent les deux architectes. Pour connaître la limite de résistance d'un élément, il fallait attendre qu'il casse. Au coefficient de sécurité, nous devons ajouter un coefficient d'ignorance que nous avons tenté de minimiser par une campagne de mesures en mer. » Ces mesures permettent de déterminer, dans chacune des conditions de mer et de vent, les contraintes auxquelles sont soumis les divers éléments du gréement ou de la plateforme du bateau.

Ainsi, lorsque RMO progresse tribord au près serré, avec 16 nœuds de vent et des creux de 2 mètres, les deux architectes ont pu constater que le galvauban tribord (cible servant à tenir le mât latéralement) subit un effort de 5,5 tonnes. Sous l'effet du vent dans les voiles, le mât de 27 mètres encaisse à sa base un pilonnage de 25 à 30 tonnes. Le flotteur immergé doit, lorsque la coque centrale se soulève, supporter 300 kg de poids total du bateau, soit 15 tonnes.

Meis, si les bateaux ont beaucoup évolué techniquement ces dernières années, la façon de les mener a encore plus changé. « Ce n'est plus de la navigation mais du pilotage », estiment les deux architectes.

GÉRARD ALBOUY

## RELIGIONS

La mort de l'ancien archevêque de Montréal

## Paul-Emile Léger, le cardinal des lépreux

Le cardinal Paul-Emile Léger est décédé mercredi 13 novembre à Montréal, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait renoncé en novembre 1967 à ses fonctions d'archevêque de Montréal, qu'il occupait depuis dix-sept ans, pour vivre dans une léproserie du Cameroun. Il avait voulu arriver à une certaine pauvreté, abandonner l'exercice du pouvoir qui est parfois un vin capitaine, choisir l'insécurité. La mort du cardinal Léger réduit à 159 le nombre des membres du Sacré Collège, dont 119 électeurs du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans).

Mystique, Paul-Emile Léger fit de tout temps. Il eut à cœur de se montrer un évêque résolument conciliaire, Vatican II (1962-1965) ayant été pour lui une période déterminante dans son évolution et Jean XXIII, un pape exemplaire.

Né en 1904 à Valleyfield, près de Montréal, ancien élève de l'Institut catholique de Paris de 1930 à 1933, il fut envoyé au Japon par la Compagnie Saint-Sulpice, à laquelle il appartenait, pour fonder un séminaire à Fukuoka. Recteur après la

Nancy décédée, le 12 septembre, d'une crise d'asthme (le Monde daté 15-16 septembre). Le magistrat a été chargé d'une information pour « homicide par imprudence et non-assistance à personne en danger », conformément aux réquisitions du parquet général de Lyon.

guerre du collège canadien de Rome, il fut nommé par Pie XII en 1950 archevêque de Montréal, et deux ans après cardinal. Il était alors âgé de quarante-huit ans, c'est-à-dire l'un des plus jeunes membres du Sacré Collège.

Au Concile, le cardinal Léger, jusqu'alors évêque traditionnel, se révèle rapidement partisan de réformes profondes. Il s'élève avec fermeté contre les abus du culte mariel. Il n'hésite pas à dire que l'émour est une fin véritable du mariage et que l'union des époux est légitime, même lorsqu'elle n'est pas ordonnée à la procréation.

Dans son diocèse, il encourage une rapide évolution des structures ecclésiales, provoque la « décléricalisation » de la société québécoise, incite les laïcs à prendre leurs responsabilités. Il s'intéresse autant aux milieux intellectuels qu'à la promotion des Canadiens victimes de la misère et aux œuvres caritatives.

A la fin de sa vie, il va coordonner les activités d'une Fondation qu'il a créée avec son frère Jules, ancien gouverneur général du Canada. Cette Fondation est présente aujourd'hui dans plus de 90 pays (755 projets pour plus de 50 millions de dollars par an) et soutient en particulier près de 4 millions de lépreux africains.

HENRI FESQUET

## ÉDUCATION

Le SNES considère que le projet de réforme du collège est « hors du réel »

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) a violemment réagi aux propositions du Conseil national des programmes sur les collèges, rendues publiques mercredi 13 novembre (le Monde du 14 novembre).

Ce rapport est « hors du réel » et « ne peut servir de base de travail et de discussion. (...) Il propose un alourdissement considérable des tâches de conception, de suivi et d'évaluation entraînant de nouvelles formes de hiérarchisation (...) et une véritable fragmentation en petites unités où régneraient l'arbitraire, la méritocratie et l'autoritarisme ».

Tandis que le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) « considère globalement et sans réserve » le projet, le Syndicat national des collèges (SNC) estime qu'il « ne change rien sur le fond ». En revanche, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEOC) soutient les propositions, mais estime que des moyens supplémentaires sont indispensables. Le SGEN-CFDT se félicite de ce texte « novateur ». Enfin, les parents d'élèves de la PEEF sont satisfaits du projet qui « va dans le sens de leurs propositions ».

Délinquances urbaines



## SOCIÉTÉ

### Délinquances urbaines

Suite de la première page

«La toxicomanie et la sécurité sont des problèmes de civilisation urbaine auxquels on peut réagir en gauchiste ou en réactionnaire», affirme le maire de Barcelone, M. Pasqual Maragall. Mais on ne les règlera pas avec la répression et des solutions de court terme (1). Même sous la pression d'une hostilité populaire qui s'exprime dans toute l'Espagne, même sous la bourrasque du projet de loi sur la sécurité urbaine présenté par le ministre de l'Intérieur socialiste, M. José-Luis Rodríguez Zapatero, qui veut durcir la répression du trafic de drogue (le Monde du 15 octobre), Barcelone maintiendra le cap sur la prévention. Et son maire refuse d'indiquer des amendes aux usagers, contrairement à ce qu'a décidé son homologue madrilène, M. Ángel Rodríguez Salazar (centre-droit).

Sur les Ramblas, on croisea toujours des fumeurs et des vendeurs de «chocolats»: «L'usage du haschich n'est pas un problème, chez

nous», dit simplement M. Maragall. Quant aux héroïnomanes, on les verra encore se piquer, la manche relevée, sur un bout de trottoir, sans craindre les foudres policières. Les fonctionnaires municipaux se contentent de leur donner une documentation expliquant comment laver sa seringue et où trouver un centre de désintoxication. Il y a peu, la mairie a toutefois ordonné à ses policiers de faire déguiser les usagers s'adressant à une «consommation ostentatoire sur la voie publique», mais sans d'autre contrainte que de les inviter à aller se droguer ailleurs.

«Les narco-dépendants sont des malades qu'il faut soigner, pas des délinquants à emprisonner»: le credo du maire, réçu en 1991, est inchangé: «Nous ne criminalisons pas l'usage de la drogue, cela reviendrait à les enfermer définitivement dans la marginalité». La prison de Barcelone, la Modelo, est déjà pleine de détenus condamnés pour trafic ou pour des délits commis afin de s'acheter leur dose.

«Les prisonniers ont donné un surnom à l'héroïne: «la Reine». Ils disent qu'ils sont à la Modelo sur l'ordre de «la Reine», commente un visiteur de prison. Si on emprisonnait aussi les usagers, ce serait l'explosion!», Barcelone estime avoir à présent jugulé la progression de l'héroïne. «Mais la monnaie de la cocaïne est très inquiétante», précise le maire, bien que nous n'ayons jamais vu de crack à Barcelone.

Drogué ou pas, Barcelone s'arrête à ce qu'elle appelle «le modèle catalan de prévention». Pour traiter des problèmes du plus près des habitants, des conseils locaux de la sécurité réunissent l'ensemble des acteurs concernés dans les quartiers. La participation des habitants est réelle: couvrant l'ensemble de la ville, une unité d'association de quartiers exprime les doléances de leurs dizaines de milliers de membres et, jouant le rôle de mouche du coche, relaie aux autorités des mesures aussi concrètes qu'un feu rouge à un carrefour ou un éclairage amélioré dans une rue coupée. Cette année, l'Association des voisins de la Vieille Ville a ramassé plus de dix mille seringues usagées dans les rues du quartier. Même soncl d'ouverture au public du côté de la Guardia Urbana, deuxième police municipale d'Espagne (après celle de

Madrid) avec ses trois mille gardes urbains. «Priorité a été donnée à une police de proximité», note M. Julián Delgado, chef de la Guardia. 80 % de nos hommes sont affectés à un quartier déterminé où chacun doit nouer des relations avec les habitants.

Dans une caserne des Ramblas, on croise ainsi un jeune cheveu en train de réparer sa moto trop bruyante. Il a échappé à un procès-verbal mais s'il veut remettre son engin en état dans le garage des policiers. D'assez nombreux touristes se rendent aussi dans cet ancien couvent, quand ils ont été votés ou agressés: ils y trouvent assistance, qu'il s'agisse d'un toit pour la nuit, de l'annulation des cartes de crédit dérobées, d'un coup de fil aux parents ou d'un prêt d'argent.

Non loin de là, depuis la fenêtre de leur caravane grande ouverte sur la Carrer de Sant Ramon, deux policiers observent d'un œil distrait la faune en balade dans une rue où les prostituées ne paient pas de mine. La caravane est ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On peut y déposer plainte ou demander conseil. Une petite flottille de caravanes blanches se déplace ainsi, de rue en rue, suivant pas à pas les évolutions de la délinquance locale.

Bâtie sur les décombres de la police répressive de l'ancien régime, la police démocratique a, semble-t-il, acquis une confiance accrue des citoyens. «Le nombre des plaintes a doublé entre 1984 et 1990, comme si les citoyens avaient moins peur de franchir la porte des casernes», estime M. Delgado, nommé par le maire de la ville, et ancien membre du nouva clandestin des militaires anti-franquistes.

Signe encourageant pour le «modèle catalan»: seulement 16 % des Barcelonais estiment aujourd'hui que l'insécurité s'accroît, au lieu de 64 % en 1983. L'insécurité réelle est également à la baisse: un habitant sur cinq déclare aujourd'hui avoir été victime d'un délit ou d'une tentative de délit (un sur trois en 1984).

Les statistiques de la délinquance placent Barcelone dans la moyenne des capitales européennes. Un phénomène inquiétant pour la ville catalane: le 12 octobre, une centaine de délinquants locaux ont célébré à leur façon le jour de Fête de la Vierge du Pilar, symbole franquiste de «l'Hispanité». Ces nostalgiques de la Phalange ont agressé un clochard, deux travestis et un homosexuel, tuant l'un d'eux. A quelques mois de l'ouverture des JO, Barcelone redoute ces «violences urbaines» commises par des bandes de jeunes.

E. In.

Prochain article: II. - Les concierges de Birmingham

(1) En Espagne, la consommation de stupéfiants est décriminalisée; seul le trafic est passible d'emprisonnement.

### Du soleil dans le Barrio Chino

BARCELONE

de notre envoyé spécial

A deux lancées de javelot du village olympique, le Barrio Chino restera un quartier chaud. Mais le cœur historique de Barcelone, son ambiance de vieux port et de bouge à matelons ne sortont pas indemnes de l'épreuve des JO. N'en déplaise à Georges Basille ou à Manialben, la «réhabilitation» de ces ruelles populaires, haut-lieu de la vie nocturne et de la prostitution, est en marche.

Vingt-deux milliards de pesetas (plus de 1 milliard de francs) ont été dégagés depuis 1987 pour rénover ce quartier de la vieille ville. La municipalité ne cache pas son espoir de réduire, du même coup, une délinquance et une toxicomanie pour lesquelles le Barrio Chino offre un terrain or.

Dans ce jeu de destruction, trois mille logements vétustes, cinq cents pensions et petites hôtels ont déjà été rayés de la carte. Avec eux ont disparu une trentaine d'hôtels de passe et mille deux cents «lits chauds» où les dormeurs se relayaient selon le système des «trois-

hués». Des espaces libres ont été dégagés d'un fouillis urbain qui ne voyait jamais le soleil. Plantée de bars à prostitution, la Carrer dels Escudellers est désormais flanquée d'une petite place décorée d'une œuvre de Calder et, à son autre bout, d'une autre place au mur noir d'une fresque anti-sida de Keith Haring.

Une faculté de lettres et de sciences économiques s'est installée dans une bâtisse rose et désuète qu'occupait jusqu'alors une maison close. Barcelone espère que les jeunes vont réinvestir un Barrio qui avait perdu la moitié de ses habitants en quinze ans: un tiers de sa population a plus de soixante-cinq ans.

Comment éviter la hausse des loyers et la spéculation immobilière? Les habitants de toujours, les prolétaires, seront relogés sur place, promet-on à la mairie. Ils profiteront de la remise à neuf d'un quartier dont la société de construction chargée des infrastructures des JO vient de renouveler le réseau d'égouttement des eaux, dans cette ville basse régulièrement inondée.

E. In.

### Méthadone contre héroïne

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Derrière les briques rouges de ce qui fut l'usine de camions Pegaso se cache un centre de traitement par la méthadone (1). Un escalier, un guichet, un couloir d'attente. Un dispensaire avec coffre-fort, vitre blindée et miroir sans tain. Un circuit médical entouré de barrières de sécurité.

Le patient s'enferme dans les toilettes. Il urine dans un gobelet face au miroir sans tain. L'infirmerie surveille, puis vérifie que le liquide ne recèle pas de traces de drogues. Protégée par une vitre blindée, elle sort une dose de méthadone du coffre-fort. La verse dans un gobelet de jus d'orange (les pestilles sont excusées; placées sous la joue, elles seraient revendues à la sortie). Glisse le gobelet à travers un petit sas de sécurité, après avoir jeté un regard sur la carte médicale du patient. Son verre bu, le patient s'en retourne à la rue.

La scène a lieu tous les matins, entre 8 et 10 heures. Les héroïnomanes qui veulent «décocher» ont signé un «contrat» et chacun est suivi par un thérapeute. Quarante-vingt-dix

patients prennent ici leur dose quotidienne. Six cents autres «irréguliers» viennent aussi «prendre un verre», une ou plusieurs fois par mois. Vingt-trois ans en moyenne, dix-huit ans pour les plus jeunes, la quarantaine pour les plus vieux.

Il a fallu attendre 1990 pour que Barcelone adopte les programmes de méthadone. «Nous étions réticents face à ce traitement de substitution, pas de guérison», explique la directrice du centre. Mais le développement du sida a balayé les réticences. Plus de la moitié (52 %) des seringueurs ramassés par les services sociaux de la ville sont infectés par le virus. Alors, la méthadone est venue compléter la panoplie classique des quatre centres d'assistance aux drogués de Barcelone.

C'est toutefois dans la discrétion que la municipalité implante de nouveaux centres. Dans toute l'Espagne, des riverains se mobilisent, en effet, pour empêcher l'ouverture d'un centre de traitement des toxicomanes dans leur quartier.

E. In.

### Un entretien avec M. Gilbert Bonnemaïson

«Sans implication populaire, la politique de prévention serait une duperie», nous déclare le vice-président du Conseil national des villes

«L'augmentation des statistiques de la délinquance et, à un autre titre, l'émotion soulevée par des crimes contre des enfants relancent un débat «sécurité» qui semblait disparu depuis des années. Qu'en pensez-vous?

Il n'est certes pas innocent qu'une actualité fasse resurgir un débat sur la peine de mort, qui, dix ans après son abolition, reste le thème moteur du discours sécuritaire. Il n'est pas innocent, non plus, qu'une volonté d'allonger les peines de prison soit apparue lors de la discussion sur la réforme du code pénal devant le Parlement. Nous savons bien que le domaine de la sécurité est propice à tous les excès de la démagogie. Mais les responsables des villes savent aussi, par expérience, que les solutions les plus efficaces relèvent d'une politique conjuguant prévention, répression et solidarité.

Que proposent, en effet, les chantres de l'insécurité, qui, ces temps-ci, ont repris de la voix? De renforcer la répression policière? Elle tourne déjà à plein. De remplir encore les prisons? Multiplier les incarcérations produit de la récidive à haute dose. Quant à la hausse des statistiques (+7 % en 1990), je note qu'elle accompagne une résurgence de l'esprit sécuritaire, alors qu'un mouvement en sens inverse s'était enclenché en 1985 avec la montée de l'esprit préventif. Quatre milliards de francs ont été investis par l'Etat, depuis, dans la construction de prisons prévues par le «programme 13 000» de M. Alain Chalon.

En dix ans, le budget de l'Etat n'a dégagé que 420 millions de francs pour la prévention.

Au cours de cette période, les politiques de prévention ont pâti d'un certain assouffissement. Que proposez-vous pour dynamiser le dispositif?

Je regrette que les gouvernements, comme les villes, ne se soient pas engagés davantage dans

lançées il y a dix ans et qui ont été peu à peu amoindries. Cette année encore, elles nous ont permis d'éviter un «été chaud» dans les banlieues. Leur succès doit à présent être étendu sur douze mois: cela sera possible au prix d'une mobilisation plus large et d'un développement des moyens.

Comment mobiliser les habitants des quartiers qui vivent l'insécurité au quotidien?

La sécurité locale est l'affaire de tous. Rien n'est plus riche que les confrontations, «sauvages» ou pas, qui ont lieu aujourd'hui entre des groupes d'habitants et de jeunes. Ceux des quartiers nord de Marseille se sont réunis après l'agression d'un chauffeur de bus et, grâce à l'action d'un médiateur, ils ont réussi à mettre au point une attitude collective responsable. Dans d'autres cités, des jeunes et des adultes se rencontrent pour discuter de la drogue et des petits trafiquants dans leur quartier. On est alors au cœur du lien social.

Sans implication populaire, la politique de prévention serait une duperie. Nous avons déjà réussi à décrocher le travail de certains professionnels, de l'Etat et des administrations municipales. Mais une nouvelle étape doit être franchie: qu'ils soient jeunes ou adultes, chômeurs ou commerçants, marginaux ou lycéens, les membres de la population locale doivent devenir l'élément central de notre politique. Cette implication des gens et des acteurs de terrain est préférable aux débats généraux et démagogiques sur l'insécurité. Cessons de faire comme si la mobilisation des habitants ne pouvait prendre qu'un visage: celui des milices d'autodéfense. Il y a tant d'exemples, en France et à l'étranger, qui nous disent le contraire. Faisons confiance à l'intelligence! La démocratisation de la vie locale est l'enjeu majeur de la fin du siècle.

Une semaine internationale de la prévention a ouvert lundi à Paris, avec une conférence attirant plus d'un millier de responsables des plus grandes villes du monde ainsi qu'un sommet ministériel des Nations unies. La prévention fait-elle l'objet d'un consensus national et international?

Le rôle pionnier de la France en matière de prévention se voit reconnu aussi bien par les responsables municipaux que par l'ONU. Face à des problèmes communs, tout le monde est à la recherche des moyens les plus efficaces de la sécurité urbaine. Il est grand temps que, à tous les niveaux des pays et des Etats, on comprenne que la voie sécuritaire est inefficace. A cet égard, je me félicite de la présence de maires français et étrangers de toutes les tendances politiques, démocratiques, à commencer par celle du maire de Paris. La coopération internationale permettra à chacun de puiser dans la richesse des expériences nationales et locales. De la confrontation naîtra, je l'espère, une détermination commune à écarter les «solutions» les plus simplistes.

Propos recueillis par ERICH INCIVAN

### Une Semaine internationale de la prévention à Paris

La montée de la délinquance concerne aussi bien les pays développés que les pays moins avancés, les pays occidentaux que les nouvelles démocraties de l'Est. Aussi les politiques de prévention seront examinées par des acteurs locaux et des responsables gouvernementaux venus des cinq continents pour participer à la Semaine internationale de la prévention qui s'ouvre, lundi, à Paris.

Qu'ils soient responsables municipaux, policiers ou magistrats, français ou étrangers, quelque mille quatre cents acteurs locaux confronteront d'abord leurs expériences, du 18 au 20 novembre, à la Conférence internationale sur la sécurité, les drogues et la prévention en milieu urbain. Cette conférence, dont M. Gilbert Bonnemaïson est le maître d'œuvre, réunira des responsables de plus de cinquante pays. Sont notamment attendus, du côté étranger, les maires de Barcelone, Colorado-Springs, Eindhoven, Lisbonne, Oslo ou

Turin, ainsi que les ministres de la Justice d'Argentine, du Portugal ou de Nouvelle-Zélande, et les ministres de l'Intérieur de Russie et d'Ukraine.

Dans la foulée se tiendra le sommet ministériel des Nations unies sur la prévention du crime et la justice pénale, du 21 au 23 novembre. Il réunira des ministres et des responsables gouvernementaux en charge de la justice et de la police, des affaires urbaines et des questions sociales, des Etats membres des Nations unies. Conduite par M. Michel Delabarre, ministre de la ville, la délégation française comprendra aussi MM. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, Henri Nallet, garde des sceaux, et Jean-Marie Delarue, délégué interministériel à la Ville. Des organisations non gouvernementales, comme Amnesty International, ou intergouvernementales, seront aussi représentées à ce sommet des ministres, qui aura lieu au château de Versailles.

### EXPO-RENCONTRE

N° Vert 05 30 75 65  
APPEL GRATUIT

## ORIENTATIONS POUR LE GRAND AXE A NANTERRE

16 au 24 novembre - Paris au Carillon  
sur l'esplanade Charles de Gaulle  
25 novembre au 1<sup>er</sup> décembre - près du viaduc SNCF  
au bout de la rue Anatole France  
2 au 8 décembre - boulevard de la Seine  
devant le collège André Doucet

### INFO

REGION DE LA DEFENSE

EPAD

ETABLISSEMENT PUBLIC POUR L'AMENAGEMENT DE LA REGION DE LA DEFENSE

مكتبة في الانوار



## CULTURE

## Les obsèques d'Yves Montand

« Merci d'avoir été là »

« La vie continue. Merci d'avoir été là », Yves Montand aurait aimé la force simple de cet hommage, écrit par un inconnu sur un registre lors de ses obsèques célébrées mercredi matin 13 novembre (nos dernières éditions) au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Lui-même, évoquant Simone Signoret, aux côtés de laquelle il repose désormais, disait : « Tout en restant fidèle au souvenir, il faut continuer à vivre ».

Creda, aujourd'hui, de Carné Amiel, sa compagne, la première à déposer une rose rouge sur le cercueil en chêne clair, et, lorsqu'il sera en âge de comprendre, de Valentin, son fils (trois ans en janvier), qu'il chérissait au point de vouloir s'engager dans un nouveau combat, contre l'enfance malheureuse.

La vie a paru plus forte que la mort, mercredi, dans cette avenue Agnès, 44<sup>e</sup> division, du Père-Lachaise. Peut-être parce que Yves Montand communiquait encore son amour de la vie, par le truchement de sa silhouette grande nature, entièrement dessinée avec des roses rouges, sur fond de roses blanches. Sa silhouette au music-hall (chemise et pantalon), le représentant main droite tenant son chapeau-claque.

Peut-être aussi parce que ses obsèques ont été épurées du cérémonial qui entoure la mort des célébrités : ni oraison funèbre, ni chants, ni musique. Mais des monceaux de roses et des lys, des orléans et des marguerites à profusion.

Une dominante de fleurs blanches, des couronnes symbolisant sa triple passion — music-hall, cinéma, politique — par la diversité de leur provenance : le président de la République, l'ambassadeur de

Pologne « à l'ami de Solidarnosc », Pierre Mauroy, ses amis de l'Olympia, Claude Sautet, Emmanuelle Béart, Daniel Auteuil (ensemble), le Centre national de la cinématographie, Gaumont, Renaud (« Adieu l'ami »), Jean-Jacques Beineix « et l'équipe du film » qu'il tournait lorsqu'il a été victime d'un infarctus. Et aussi les communes de Saint-Paul-de-Vence et d'Autheuil-Autouillet (Eure), la Fondation pour la recherche médicale, Un bateau pour le Vietnam etc. Ainsi qu'une éolmatique : « Rosalie à César ».

Simplicité, émotion pudique, face à la tombe de marbre beige clair et aux boulevards plantés selon le vœu de Simone Signoret. La brièveté de la cérémonie y fut peut-être aussi pour quelque chose : une demi-heure. Le temps pour la famille et pour les plus proches amis, de déposer à leur tour une rose rouge sur le cercueil.

« Il s'est trompé mais il l'a dit »

Des amis réalisateurs, avec qui Yves Montand a tourné : Marcel Carné, Constantin Costa-Gavras, Claude Berri, Jean-Paul Rappeneau, Alain Corneau, Gérard Oury, des amis comédiens : Michèle Morgan, Catherine Deneuve, Alain Delon, Gérard Philipe, Michel Piccoli, Francis Huster, Anouk Aimée, Claude Piéplu... C'est le Septième art qui a surtout rendu hommage, mercredi, à l'interprète de *L'Aveu*.

Le chanteur du Temps des cerises et le militant politique ont été moins accompagnés : Patrick Bruel, Yves Simon, Line Renaud, Henri Salvador, édité music-hall : Jack Lang et François Léotard, actuel et ancien ministres de la culture,

Yvette Roudy (représentant le PS) et Roland Lery (représentant le PC), côté politique. Ainsi qu'Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT.

Ce ne fut pas un déferlement populaire, lorsque le public fut admis, après la cérémonie, à s'écouler devant le cercueil. Il y eut, certes, six à sept mille personnes, dont beaucoup venues de province, mais certains se souvenaient qu'il y avait le double lors des obsèques de Simone Signoret et près de cent mille pour l'enterrement d'Edith Piaf. Une foule moins importante que prévu où dominaient les gens qui aimaient Yves Montand depuis des décennies et voyaient en lui un reflet de leur jeunesse. Pour les absents c'était comme si l'hommage par médias interposés avait suffi.

Un restaurateur en retraite exprimait une pensée commune à beaucoup : « Je me sens très proche de lui. Comme lui, je suis d'origine modeste ; comme lui, j'ai été un compagnon de route du PC. Il a cru en une grande cause, il s'est trompé, mais il l'a dit, et ça c'est formidable ».

Une seule note un peu iodécence : l'ostentation de la municipalité toscane de Montsummano-Alto à vouloir « récupérer » non pas Yves Montand, mais Yves Montand. L'interprète de Z avait renié son village natal en refusant la citoyenneté d'honneur, afin de fuir l'atmosphère de ses habitants, qui avait entraîné à l'exil son père, antifasciste convaincu. Il n'aurait pas aimé voir, devant son cercueil, non seulement une couronne mortuaire, mais encore l'émendard déployé de cette cité.

MICHEL CASTAING

## DANSE

## Saporta, superbe et scandaleuse

La « Carmen » de la chorégraphe défraie la chronique



MARC ENGELERAND

## LILLE

de notre envoyée spéciale

Karine Saporta, plus que d'impor- porte qui, à le fort de n'être jamais prête un soir de première : le public du Festival de Lille en a fait les frais pour la création de *Carmen*, solo de la chorégraphe interrompu avant la fin. Consciente de son retard, elle a accepté d'écrire une lettre d'explication aux abonnés, et de jouer à nouveau, fin janvier, à Lille.

Dès le lendemain, si *Carmen* avait bien encore quelques minutes techniques, la pièce était là, dans l'ombre d'un docteur : « La » Saporta, exultant le choc et l'assurément, avait travaillé toute la nuit avec son équipe. Il fallait la voir faire son entrée, devant une salle frémissante des événements de la veille, épuisée, mais les épaules hautes, décidée à montrer sa force, à ne pas aller au tapis une seconde fois. La bande son mise à fond, comme à son habitude, faisait taire toute velléité de chahut.

La chorégraphe a traité le personnage de Carmen à la manière d'une marionnette du Buaraku, se livrant ainsi au fatrasme fondateur de sa création : le corps manipulé, altéré à des fins, éternel objet de désir, offert, provoquant, mais à jamais dérobé. Trouvant de nombreux points de comparaison entre la culture et le tempérament espagnols et japonais, Karine Saporta et son décorateur, Jean Bauer, ont réalisé un travail magnifique sur l'ambiguïté des formes, celles de l'éventail, de la cloison coulissante, de la jalousie, glissant de l'une à l'autre, d'un geste à l'autre, corps présenté de côté comme dans le flamenco, lent déplacement inspiré du théâtre où les lumières de Hervé Audibert, tout comme les costumes d'Emi Wada, écrivent à la perfection l'histoire de cette illusion. Illusion, comme l'amour de Karine Saporta

pour le personnage de Carmen, qu'elle pensait pouvoir mettre en scène alors qu'elle n'avait pas dansé depuis plusieurs années, oubliant aussi qu'elle venait d'achever la lourde production de la *Duchesse de Milan*. Illusion également des coproducteurs de croire les artistes incroyables. Mais, une fois rodé, le spectacle restera comme une pièce d'anthologie dans l'œuvre de Saporta : ce théâtre d'ombres résume tout son univers, officiers japonais, lilliputiens à la Vélasquez inclus. La bande son débute par un dialogue dans lequel la voix amoureuse de Carmen exprime déjà la trahison.

Le lendemain, la public se reconfortait avec les danseurs de flamenco Lalo Tejada et Javier Baron, pour des prestations manquant singulièrement de *duende* (d'âme). Parfaits techniciens, jeunes et beaux, ils parurent réintégrer leurs corps et l'habileté seulement dans la seconde partie. Surtout Javier Baron. Manolita, qui se produisait avec son groupe au Théâtre municipal de Tourcoing, nous disait combien le flamenco, hors d'Espagne, est un combat difficile à mener sur scène, nécessitant un ordre pédagogique — guitares, danses, chants en alternance régulière — afin d'amener le spectateur au-delà des clichés touristiques : jusqu'à ce moment de grâce suspendu dans le temps.

DOMINIQUE FRÉTARD

► « Carmen », de Karine Saporta, sera jouée le 14 à Bucarest et, le 19, à Timisoara. Prochains spectacles du Festival de Lille : « Hispanica » : le 13, 20 h 45, le chanteur El Chocelato, Hippodrome de Douai ; le 15, 20 h 30, voix féminines du flamenco, Opéra de Lille ; le 16, 17 heures, débat sur l'avenir du flamenco, at. à 21 heures, « Fiesta flamenco », à La Rose des vents, Villeneuve-d'Ascq.

## La France et les deux mondes

La commémoration des 500 ans de la découverte de l'Amérique

Christophe Colomb n'est certes pas français, ce qui n'empêchera pas la France de s'associer en 1992 aux commémorations du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Le pays célébrera la rencontre des deux mondes, « occasion exceptionnelle de souligner l'apport de l'Amérique latine et des Caraïbes à la modernité et de renforcer nos relations d'amitié avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie », a annoncé M. Jack Lang, mercredi 13 novembre, au cours d'une conférence de presse.

Un comité d'une cinquantaine de personnalités, dirigé par M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a accordé son label à une soixantaine de projets, expositions, concerts, films ou colloques. Parmi les festivités, une rétrospective de peintures contemporaines latino-américaines, un cycle de cinéma mexicain au Centre Pompidou ; au Musée de l'Homme, une exploration dans l'Amérique, de la Préhistoire aux Temps modernes.

La Festival d'Avignon 92 s'ouvre à l'Espagne et à l'Amérique latine avec, notamment, la création de deux œuvres de Lope de Vega : *Linis Pasqual* mettra en scène le *Chevalier d'Olmedo* quand Bernard Sobel montera la *Découverte du Nouveau Monde* par Christophe Colomb. Le Festival de danse de Montpellier rappellera, lui, l'expulsion de la communauté juive d'Espagne. De l'autre côté de l'Atlantique, le Royal de Luxe présente son spectacle *Cargo 92* dans différents ports d'Amérique, la Chapelle royale du château de Versailles s'installera dans la cathédrale de Mexico, et vice versa.

Des partenaires français coproduisent le *Christophe Colomb* de Ridley Scott... avec Gérard Depardieu. Le tournage commence le 2 décembre prochain, la sortie en salle étant prévue le 12 décembre 1992. Enfin, la France sera présente à l'Exposition universelle de Séville, où elle célébrera son 14 juillet le 6 mai 1992.

B. M.

## THÉÂTRE

## Les nourritures nouvelles

Michel Didym parie sur la diffusion du répertoire contemporain en Lorraine

On parle peu de l'activité théâtrale en Lorraine, trop peu. En quelques mois, des changements ont eu lieu là-bas à la tête des principaux théâtres publics. A Nancy, Charles Tordjman a pris la tête du centre dramatique national, remplacé à Thionville par Stéphanie Loik. Entre ces deux villes, l'abbaye des Prémontrés, à Pont-à-Mousson, s'apprête, sous la direction de Philippe Dague et l'impulsion du ministère de la culture, à devenir un centre chorégraphique national ouvert toute l'année pour des résidences d'artistes et la création de spectacles.

Dans ce cadre splendide du XVII<sup>e</sup> siècle qui se reflète dans la Moselle à eu lieu en septembre un événement singulier : la *Mousson d'été 91*, rencontre plutôt confidentielle entre le répertoire contemporain et un public mal habitué au genre, imaginée par un jeune acteur et metteur en scène né à Nancy, Michel Didym. Pendant trois jours, un y a lu des textes d'Armando Llamas, Jean-Yves Chataud, Michel Marcel et Elizabeth Neumüller. Michel Didym avait choisi de mettre en scène la *Nuit juste avant les forêts*, de Bernard-Marie Koltès, interprétée par Daniel Martin et présentée

ces jours-ci par le centre dramatique de Nancy (1) puis au Théâtre national de Strasbourg les 20 et 21 décembre.

« Indispensable » Koltès

« La Nuit... n'est presque jamais montée en France depuis sa création dans une mise en scène de Jean-Luc Boutté quand, dans une même saison, elle est créée dans cinq mises en scène différentes en Allemagne. Ici, beaucoup de directeurs frileux opposent un scandaleux « encore un Koltès... » alors que c'est un auteur — larrain — immense et indispensable. »

Koltès comme emblème d'un travail de recherches que Michel Didym veut imposer dans « sa » région, hors de l'institution, mais main dans la main avec elle. A Nancy, il y a deux ans, il avait présenté *Ruines romaines*, de Philippe Minyana, que les Parisiens ont pu voir au Théâtre de la Bastille. L'année dernière, ce fut, du même auteur, *Baamerong au le salon rouge*, début d'une amitié avec Micheline Presle. Cette année, Michel Didym s'est donc attaqué à Koltès avant de retrouver, au printemps prochain, El-

beith est complètement piteuse, une pièce folle d'Armando Llamas dont il avait signé une mémorable mise en espace à Théâtre ouvert.

L'idée de faire son métier en Lorraine lui est curieusement venue à Berkeley, aux États-Unis, où il a travaillé dans le cadre d'une bourse de la Villa Médicis hors les murs. « Mel Gordon, président de l'Université, un fau de Grand-Guignol, m'a conseillé de créer un théâtre « là où je venais ». Conseil qui m'a empêché de dormir, jusqu'à ce que je comprenne une chose : je devais effectivement assumer mon travail, forger mes outils dans un lieu de recherches et d'innovation. L'abbaye des Prémontrés est devenue ce lieu-là. »

Michel Didym a donc créé une petite compagnie, avec les acteurs Philippe Fretun, Catherine Kocher-Manisse, Daniel Martin et l'éclairagiste Pierre Peyronnet. Un seul but, en Lorraine et partout où cela sera possible : « Penser la production de manières différentes pour offrir aux spectateurs des nourritures nouvelles. »

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Manufactura. Jusqu'au 16 novembre. Tél. : 83-30-23-32.

NICOLAS



"La voiture avec chauffeur qui accompagne mon vin jusque chez moi, je l'ai commandée chez Nicolas."

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

## MUSIQUES DU MONDE



15 ET 16 NOV. 18H  
**CHOCOLATE ET AGUJETAS**  
DE JEREZ  
chant Flamenco

LUNDI 18 NOV. 20H30

**UAKTI** Brésil  
des instruments originaux  
une musique à découvrir  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

LES GUERRA  
créole-ile



## CULTURE

### CINÉMA

## L'odyssée d'un clandestin

Un émigré turc héros du film qui a obtenu l'Oscar étranger 1991

VOYAGE VERS L'ESPOIR  
de Xavier Koller

Voilà donc le film qui, lors de l'attribution tant recherchée de l'Oscar, a supplanté *Cyrano de Bergerac*. On ne va pas polémiquer, mais en quoi le sujet ici traité — d'une manière d'ailleurs traditionnelle — peut-il intéresser, voire passionner les États-Unis ? Est-ce par son aspect typiquement européen ?

Sur la fin d'une carte postale envoyée par un vague parent qui parle de « paradis », un paysan turc du Sud-Est montagnard, Haydar, décide d'aller s'établir en Suisse. En vain son épouse Myriem, qui doit l'accompagner pour travailler elle aussi, et laisser au village leurs sept enfants, en vain ses parents et son entourage lui font-ils remarquer que l'aventure est risquée. Haydar s'obstine et, selon la loi du mâle, les femmes n'ont qu'à obéir. Il vend son cheval, ses deux vaches, ses moutons, rassemble l'argent nécessaire à l'achat des deux passeports et des billets pour le voyage en bateau d'Istanbul jusqu'en Italie, première étape du transport clan-

destin. Il cède pourtant à Myriem — plus pour avoir la paix que par bonté d'âme — des consentant à emmener avec eux l'un de ses fils, le jeune Mehmet Ali. Ce qui va compliquer les choses et l'itinéraire.

Xavier Koller, cinéaste suisse, ne dore pas la pilule et ne s'engage pas dans les sentiers du maniérisme. C'est essentiellement une histoire individuelle qu'il raconte : celle d'une utopie née d'un entêtement, et qui va se heurter à tout un trafic organisé, une forme d'exploitation des candidats à l'immigration vers les riches pays d'Europe pratiquée avec un cynisme affiché, un mépris total de la dignité humaine.

Certes Haydar, Myriem et l'enfant rencontrent aussi de braves gens, mais seulement quand ils sont désemparés, par hasard, de la filière. Leur destin bascule dans le hall de la gare de Milan, où ils ont fini par échouer, après avoir raté leur entrée en Suisse avec un camionneur qui les avait pris en sympathie. Ils retombent dans les griffes des passeurs, sont mêlés à un groupe d'émigrants qu'on traite comme du bétail et qu'on abandonne à la neige, au froid, au

brouillard du col de Splügen vers la Suisse allemande.

Jusque-là, le film, à défaut d'être original, est fort, bien centré dans sa description d'une odyssée lamentable, d'un déracinement volontaire, du choc entre la mentalité agraire du Turc et la civilisation industrielle et urbaine de l'Occident. Mais lorsque de l'individu Xavier Koller passe au groupe, lorsque, à partir d'un fait divers réel survenu en Suisse en 1988, il veut orienter vers la tragédie les espoirs perdus d'Haydar, il se montre assez maladroit. En croyant faire preuve d'humanisme, il brouille les cartes. D'un style de constat très personnel, il semble se réfréter, dans sa mise en scène, à Yö, de Sherif Gören et Yilmaz Güney, et même à *In Dernière Chance*, de Leopold Lindtberg, film suisse qui, en 1944, soulevait le problème du refoulement des réfugiés politiques (juifs et anti-nazis) aux frontières de la Confédération helvétique. Curieux tout cela, mais à voir, de toute façon.

JACQUES SICLIER

### MUSIQUES

## Voix du Tibet

Les moines du collège tantrique de Gyoto en concert dans toute la France

La venue à Paris, pour la soirée unique du 5 juillet 1990, des lamas tibétains de Gyoto a été un événement assez exceptionnel pour que l'organisation d'une tournée à travers toute la France puisse être envisagée. On sait l'intérêt, pour ne pas dire la ferveur, qui s'attache désormais à la cause tibétaine : cause politique certes, mais aussi et surtout culturelle, spirituelle.

Colonisé, asservi, ravagé, le Tibet ne cesse en effet de hanter ceux qui, confusément ou lucidement, doutent le plus haut pays du monde, de pouvoir élever. Bien que présentant une terre étrange et une tradition singulière, personne n'envisage de s'en tenir tout à fait éloigné. L'attraction qu'exerce de ce vaste territoire s'apparente davantage à l'aimantation qu'au raisonnement, comme si le « Pays des Neiges » appartenait à l'imaginaire de chacun.

L'écoute des chants tibétains est peut-être le meilleur moyen de vérifier cette connivence. D'autant que les moines-musiciens de Gyoto sont les intéressés les plus efficaces et les plus légitimes. Fondée en 1474, leur université tantrique était ensidérée, à Lhassa, en mer insurpassable

quant à la qualité de son enseignement musical. Après l'invasion chinoise de 1959, la destruction du monastère et l'assassinat de nombreux membres de la communauté, une centaine de lamas réussissent à fuir en Inde et à se regrouper afin d'assurer la continuité de la transmission religieuse et artistique.

Il n'est pas exagéré de dire qu'en préservant et en ressuscitant cette part essentielle de leur patrimoine spirituel, les exilés assurent à la fois la survie de l'identité tibétaine et gardent la maîtrise de leur identité. Car les chants des moines de Gyoto ne ressemblent à rien de ce que nous connaissons en Occident. On nomme « yang », ce qui veut dire « voyelle », l'élément déterminant de cet art d'interprétation vieux de cinq siècles, celui-ci se fondant sur la vibration d'une voyelle. Dans le groupe, chaque chanteur émet simultanément plusieurs notes, ce qui produit l'illusion d'un chœur à l'écho continu. Les voix, abyssales et sombres, plus basses encore que celles des basses les plus profondes, accueillent parfois des éclats plus aigus, tandis que des clochettes rituelles, des tambours et des cymbales accompagnent l'ensemble du cérémonial. Le « yang »,

en effet, a pour vocation de communiquer avec les dieux, les « Esprits-rois », ceux que l'on désigne souvent comme les « Grands protecteurs ». On ne peut se tenir à l'écart du fleuve mugissant de ces prières qui semblent n'avoir ni source ni estuaire.

ANDRÉ VETTER

► Concerts le 15 et le 16 novembre au Musée Guimet, place d'Iéna, 75016 Paris ; le 18 novembre à la Chapelle des Carmes d'Yverdon ; le 19 novembre à l'église Saint-Nicolas de Nantes ; le 22 novembre à Notre-Dame de Bordeaux ; le 24 novembre au théâtre du Taur de Toulouse ; le 27 novembre à l'église Saint-Genès-las-Carmes, Clermont-Ferrand, et le 29 novembre à la cathédrale de Lyon. Pour la suite de la tournée, Tél. : 45-48-50-49.

► Voir aussi l'exposition Tibet, art et méditation, Musée des beaux-arts de Rennes. Jusqu'au 3 février 1992. Tél. : 99-28-55-85.

### EXPOSITIONS

## La chair de la peinture

EUGÈNE LEROY

à la Galerie de France

Ce serait peu dire que le succès d'Eugène Leroy est tardif : à quatre-vingts ans, il se voit enfin reconnu pour ce qu'il est, l'un de ces isolés, l'un de ces peintres hors écoles et hors époques qui, dans l'histoire, empiètent assurément davantage que la plupart de leurs contemporains plus illustres qu'eux de leur vivant. Ici, Leroy n'est demeuré à Wasquehal des décennies durant — il y est né en 1910,

— n'exposant guère jusqu'aux années 80 que dans la région lilloise, y exposant des tableaux étranges et indéfinissables. Les plus récents se différencient par des plus anciens : même singularité, même obsession de la peinture portée à son paroxysme.

En dépit de leurs titres, qui suggèrent parfois un motif figuré, l'œil n'observe d'ordinaire qu'une surface abstraite, comme l'on dit, accidentée, tissée d'entrecroisements, d'ondulations et d'accumulations de couleurs, peau tatouée et striée de traînées écar-

lates et jaunes, textures qui appellent la caresse des doigts autant que l'attention du regard. Les références apparemment les plus proches, Dubuffet et Fautrier, ne servent à rien, car Leroy ne partait ni l'expressivisme de l'un ni la matérialité de l'autre. Simple, ment, ayant commencé une toile, il la pousse, il la complète et l'enrichit jusqu'à ce qu'elle suscite une sensation de densité et de présence très puissante.

Telle est la force de cet artiste, qui se soucie peu qu'on l'accuse d'esprit de système : il rappelle combien la peinture est exercice physique, manifestation charnelle. En un temps où l'immatériel et le simulacre sont de mode, il rend à son art l'une de ses qualités perdues — grand mérite.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004 Paris : tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 7 décembre.

**THEATRE OUVERT**  
**JARDIN D'HIVER 4262 59 49**  
**LES GUERRIERS**  
MINYANA - CANTARELLA  
AVEC JANY CASTALDI, CHRISTOPHE HUYSMAN,  
MAXIMILIEN REGIANI, ALADIN REBEL

**Princess Mary**  
CLASSE ET QUALITÉ DES  
SOUS-VÊTEMENTS SUISSES  
HAINRO - SAWACO - ZIMMERLI  
dames - hommes  
PURE LAINES - PURE SOIE  
LAINES ET SOIE  
205, rue Saint-Honoré, Paris 75001  
Métro Tuilleries  
Tél. : 42.00.70.37

du 15 nov. au 18 déc.  
**LES GUERRES**  
**PICROCHOLINES**  
D'APRÈS RABELOS  
MISE EN SCÈNE PIERRE PRADINAS  
LOCATION 49 80 18 88  
FNAC - Virgin Megastore

## Opéra de feu

Un film qui brûle, d'après le roman d'une femme dérangeante

MALINA

de Werner Schroeter

Femme de feu prise dans le feu des passions, corps enflammé, esprit incandescent. Une femme libre et qui écrit : une intellectuelle, de plus féministe. Rien pour plaire à la société viennoise. Telle était Ingeborg Bachmann — morte des suites de brûlures qu'elle se serait infligées dans sa baignoire — telle est « la Femme », héroïne sans nom de son roman *Malina*, telle est Elfriede Jelinek, qui l'a adapté pour Werner Schroeter, lequel n'est pas non plus un cinéaste de tout repos.

La Femme a un mari : Malina. Il est son ami, son frère. Il l'aime. Sans doute a-t-il voulu lui apporter l'équilibre, ce dont elle n'a que faire. Ils vivent côte à côte, dans une belle maison sombre qui sont le vide. Elle, réfugiée devant sa machine à écrire, brillant cigarette sur cigarette, et de temps en temps Malina apparaît. Et puis il y a leur petite fille. Et puis il y a l'autre, Ivan. L'amant. Cet homme qui a une autre vie avec femme et enfant, contre lequel elle se cogne, et qui tend un miroir au gouffre de son insatisfaction. Il y a les parents, les gens, figures grossières, ridicules et méchantes. « Elle était constamment en fuite, et elle a toujours vu les hommes comme ils sont vraiment : une masse obtuse, dénuée d'esprit, de tact et de scrupules, avec laquelle on est réellement obligé de rompre », écrit Thomas Bernhard à propos d'Ingeborg Bachmann.

Werner Schroeter — lui aussi constamment en fuite, dans le travail, allant d'une ville, d'un théâtre à l'autre — est l'un des seuls metteurs en scène — le seul ? — susceptibles de traduire dans ses images, qui semblent vus de l'extérieur et vécues de l'intérieur, les outrances, les distorsions de cauchemars éveillé, les suffocations d'une passion-ouragan, trop brutale, trop intense pour trouver à s'exprimer. Des images où se

mêlent les flamboyances baroques et l'arrogance de la déraison.

Déchantant la beauté de cet opéra frénétique, quelques brefs instantanés de violence apportent la violence de la trivialité. Les personnages peuvent sombrer dans l'abattement, mais ignorent le sens du mot paix. Ils ne sont que fureur. L'univers à la fois hiératique et torturé de Schroeter — celui de ses premiers films, *la Mort de Maria Molibras* ou *Salomé*, ou de ses mises en scène lyriques — rejoint la folie d'Ingeborg Bachmann. « Je la connaissais très bien, dit-il, et d'une certaine façon j'étais assez critique à son égard. Je connaissais aussi Elfriede Jelinek depuis longtemps. Travailler ensemble était tout naturel. Nous avons respecté le roman et surtout la personnalité de Bachmann. Travailler ensemble est beaucoup dire. Nous nous sommes vus deux fois. Je lui ai indiqué quelques couleurs je pensais donner aux personnages, c'est tout.

La « fragilité »  
d'Isabelle Huppert

« Il était nécessaire de garder le côté malin du roman et de le prendre avec un maximum d'énergie. Surtout le personnage de la Femme, qui ne doit pas être larmoyante. Surtout pas, Ivan, nous l'avons un peu modifié, intellectuellement. Je ne trouvais pas intéressant d'en faire un ami de lady Chatterley. Mais les rapports du trio restent les mêmes que dans le livre. Le choix des acteurs s'est fait dans ce sens. »

Les acteurs : Mathieu Carrière-Malina, impossible et secret ; Can Togay-Ivan, inquiétant, beau comme un fauve, et Isabelle Huppert, la Femme, creusée, fiévreuse, égarée, comme caletée sous la peau. Isabelle Huppert tendue au bord de l'hystérie, surprenante. Le rôle lui a valu en Allemagne le grand prix de la meilleure comédienne, et le film, atypique dans la production actuelle, a également reçu la récompense suprême.

« Isabelle est idéale pour ce per-

sonnage. Elle n'est jamais lourde. Jamais laide, même à la fin, quand elle se défait. Elle est intellectuelle, intelligente, c'est ici nécessaire. Elle possède la fragilité, l'esprit, elle est sensible et expressive. Ce ne sont pas les qualités les plus courantes des comédiennes allemandes. J'espère monter avec elle *Salomé* au théâtre. Nous ne nous étions jamais vus, nous nous sommes rencontrés à Venise dans une fête, nous avons parlé. Elle est venue me voir répéter le Roi Lear ou *Théâtre de Düsseldorf* et a accepté de tourner dans Malina.

« Pour Can Togay, il m'a paru tout de suite tellement évident que je n'ai pas hésité. Quant à Mathieu Carrière, nous sommes amis depuis treize ans. Sur le plateau, j'ai d'abord pris soin d'eux. Si bien que l'atmosphère était assez tendue. Je devais me montrer arrogante. C'est un système de travail, mais difficile à supporter pour l'équipe. Inutilement importunie avec ce film. Même si certaines scènes ont été compliquées à tourner, dangereuses, il se rapproche du Kammerspieler. Chaque jour, je me suis inventé une catastrophe pour tenir la machine sous pression. »

Fausse catastrophe pour exorciser les vaines ! Le feu brûle au propre comme au figuré ce film incendiaire, excessif, orgueilleusement radical, est opéra de la révolte.

COLETTE GODARD

**AULVAY**  
21 novembre 91  
21h  
**MERCE**  
**CUNNINGHAM**  
**DANCE COMPANY**

**NICOLAS**



"A quel âge un vin a-t-il assez de maturité pour qu'on lui donne la permission de sortir, je l'ai appris chez Nicolas."

Pour savoir à quel moment commander votre Nicolas, appelez-nous au 01 42 46 46 46.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.



## SPECTACLES

JEUDI 14 NOVEMBRE

## EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

Plaque Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 10 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANNIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ECRIT, LE SIGNE, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ECRIVAINS. Galerie du la BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MARCEL LODS. Photographies d'architecture. Galerie du Co. Jusqu'au 6 janvier 1992.

RECENTES ACQUISITIONS DU MUSEE NATIONAL D'ART MODERNE. Fonds de dessins et autographes. Salle d'art graphique. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH. Galeries contemporaines. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Mr Bojangles' memory on son fire. Galerie du Cci. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAUX. Dessins des collections du Musée de Valenciennes. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 18 janvier 1992.

CRAVON. ENCRE OU TERRE CUITE. ESQUISSES D'HENRI CHAPU (1833-1891). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 18 décembre.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

EDVARD MUNCH PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.

LA PAYS DES MOISSONNEURS. OEUVRE D'HERMITE, PHOTOGRAPHIES DE Charles Hermite. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). Jeu. ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, mer. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.

DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVURES ALLEMANDES DU XVI<sup>e</sup> SIECLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN AGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Gravures allemandes du XVI<sup>e</sup> siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LIEUX COMMUNS, FIGURES SINGULIÈRES. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 12 janvier 1992.

AGNÈS MARTIN. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

LES AMOURS DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David.

David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

GÉRICAUT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivecourt. 142-99-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

SALON DES INDÉPENDANTS. RETROSPECTIVE PAUL DELVAUX. 142-56-45-12). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 45 F. T.R. : 30 F. Jusqu'au 24 novembre.

UN AGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848). Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

MUSÉES

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison René-Scheffer, 18, rue Chapelle (48-74-95-35). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

GIDVANNI BOLDINI. Musée Marmottan. 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDOHIQUES ET HINDOIS DE L'ANTIQUE CEVLAN. CHEFS-D'ŒUVRE DES MUSÉES DU Sri-Lanka. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-81-55). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

LES CAPITULES DE TOULOUSE. Archives nationales, Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40-27-62-18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

OÛNE MAIN FORTE. Manuscrits hébraïques des collections françaises. Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

LES OUBUFFET DE OUBUFFET. Donation de l'artiste au musée des œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (47-80-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h 30 à 18 h, jeu. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.GIVENCHY. 40 ANS DE CRÉATION. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (47-20-65-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE 1991. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petites-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 novembre.

HISTOIRE DE VOIR. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 35 F (entrée au musée). Jusqu'au 30 décembre.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

RENE LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 h 30.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

PARIS-HAUSMANN. La pari



26 Signes de détente à l'usine Renault du Mans  
27 La Banque du Japon baisse son taux d'escompte

28 Communication  
29 à 31 « Le Monde Affaires »

32 Marchés financiers  
33 Bourse de Paris

## De l'argent frais pour le budget et pour la création d'emplois

### Fausse privatisation

En annonçant le 13 novembre la cession par l'Etat d'environ 2 % du capital du groupe pétrolier Elf Aquitaine, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a laissé croire à un tournant dans la politique gouvernementale. « Cette opération s'inscrit dans la politique de mobilisation d'actifs publics décidée par le gouvernement, dont la vente des titres du Crédit local de France constitue la première mise en œuvre », ont les observateurs d'en conclure à une « privatisation partielle », associant le dogme présidentiel du « n'importe quelle privatisation nationale », contenu dans la Lettre aux Français de M. Mitterrand, pendant sa campagne électorale de 1988. En réalité, rien n'a changé. Et M. Mitterrand n'avait fait que le confirmer lors de sa conférence de presse du 11 septembre (le Monde du 13 septembre). Le dogme n'est pas transgressé et ne le sera pas durant toute la législature actuelle : celle que soit l'importance des cessions pratiquées par l'Etat, celui-ci restera majoritaire dans le capital des entreprises publiques, avec 51 % au minimum ou 75 % lorsque la loi le lui impose (Renault, compagnies d'assurances). En cédant 2 % environ d'Elf, M. Bérégovoy poursuit le grignotage de la part de l'Etat dans le groupe pétrolier, pratiqué depuis plusieurs années (au 1<sup>er</sup> janvier 1986 elle se situait encore à 66 %) à l'occasion d'augmentations de capital que l'actionnaire public (via le holding d'Etat ERAP) ne suivait pas. La vraie nouveauté est ailleurs. Si le gouvernement a décidé, à plusieurs reprises depuis 1988, de cessions minoritaires d'entreprises publiques (introduction en Bourse de Pechiney International, émissions d'Elf, de l'UAP, du GAN, des AGF...), c'est la seconde fois, après le Crédit local de France, que les capitaux ainsi récupérés (plus de 2 milliards de francs) ne serviront pas à renforcer les fonds propres des entreprises concernées, mais à alimenter les caisses de l'Etat. Point de belle stratégie financière ou internationale, de grande politique industrielle derrière l'actuelle opération Elf, mais de la belle cuisine budgétaire destinée à fournir quelques milliards supplémentaires à un Etat appauvri, dont les marges de manœuvre sont réduites. Quelques argent pourra encore être tiré des assurances quand l'Etat n'est pas au plancher de 75 % : c'est le cas notamment avec les GAN (79,44 %). Mais le gouvernement serait bien en peine de faire plus : les hommes politiques oublient un peu vite que l'enchevêtrement tissé autour des entreprises publiques par l'accumulation de textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires rend pour l'heure techniquement compliquées sinon impossibles des privatisations plus larges.

CLAIRE BLANDIN

### La privatisation de British Telecom pourrait rapporter 6 milliards de livres

Le gouvernement britannique a précisé, mercredi 13 novembre, les modalités de la privatisation d'une dernière tranche de la compagnie de téléphonie BT (ex-British Telecommunications). Au total, l'Etat mettra à la disposition du public entre 22 % et 25,6 % du capital de BT, sur les 47,8 % qu'il avait conservés lors de la privatisation initiale du groupe en 1984. Selon le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, l'opération devrait rapporter de 5 à 6 milliards de livres (de 49,5 à 59,5 milliards de francs).

Au moins 1 350 millions d'actions seront vendues mais si l'offre rencontre un grand succès son montant pourra être relevé à 1 575 millions de titres. Les petits actionnaires bénéficieront de conditions privilégiées.

### L'Etat va mettre en vente 2 % du capital d'Elf...

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé mercredi 13 novembre dans la soirée que l'Etat cédait un peu plus de 2 % du capital du groupe pétrolier Elf-Aquitaine, ramenant la part qu'il détenait à travers l'ERAP de 53,8 % à 51,3 %. Sur la base des cours actuels de la Bourse (408,70 francs le 13 novembre), ce désengagement devrait rapporter à l'Etat environ 2,3 milliards de francs.

La cession des titres Elf portera sur 5,78 millions de titres et comportera deux tranches : une française et une internationale. Elle prendra la forme d'une offre publique de vente (OPV), une procédure qui permet de placer une certaine quantité de titres dans le

public à un prix déterminé à l'avance. Dans cette perspective, M. Bérégovoy va saisir la commission d'évaluation des entreprises publiques pour déterminer une valeur minimale du groupe.

La direction de la première compagnie pétrolière française a réagi favorablement à la nouvelle en soulignant que cette « opération allait se faire très facilement ».

Le 25 septembre 1986, dans le cadre des privatisations, M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, avait cédé 11 % du capital d'Elf-Aquitaine pour un montant de 3,3 milliards de francs. Le prix de vente retenu, après avis de la commission d'évaluation, était de 305 francs, soit un niveau inférieur de

10 % au dernier cours coté (339 francs) en Bourse et un retrait de 13 % par rapport à la valeur attendue par les analystes financiers. Le premier jour de cotation, l'action se négociait à 320 francs.

Cette opération-test, la première du programme de privatisations engagée par le gouvernement de M. Jacques Chirac, avait rencontré un réel succès puisque 61,5 millions de titres Elf étaient demandés, alors qu'il n'en était proposé que 10,8 millions. Le nombre de petits actionnaires intéressés par l'opération avoisinait les 300 000 (281 118 exactement). Servis en totalité, ils recevaient 2,9 millions de titres.

DOMINIQUE GALLOIS

### ... et 25 % du Crédit local de France

Announced le 2 août (le Monde du 3 et daté 4-5 août), l'introduction en Bourse de 9,5 millions d'actions du Crédit local de France (environ 25 % du capital de l'établissement) débutera le 19 novembre, à un prix qui n'a pas encore été fixé, mais qui pourrait s'établir aux environs de 250 francs par titre. L'opération portera sur deux tranches, domestique et internationale. Pour favoriser le petit actionnariat, en cas d'un afflux d'ordres d'achat qui conduirait à des attributions trop réduites, après application de la règle proportionnelle, le minimum d'actions dérivées par acquéreur est fixé à dix. L'Etat, qui détenait 47,5 % du capital du CLF, en cédant 22 %, ce qui lui procurera près de 2 milliards de francs,

et continuera à détenir le contrôle de l'établissement grâce aux 25 % appartenant à la Caisse des dépôts.

Créé le 7 octobre 1987 pour prendre la suite de la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL), fondée en 1966, le Crédit local gère un encours de 220 milliards de francs de prêts à ces mêmes collectivités, distribuant 35 milliards de francs de crédits en 1990, avec 45 % du marché, devant les Caisses d'épargne et le Crédit agricole. Société anonyme soumise à l'impôt, l'établissement est très rentable : son bénéfice est passé de 787 millions de francs en 1988 à 1 milliard de francs (estimé en 1991), cette progression devant se ralentir en 1992 (+5 %) et s'arrêter en 1993 avant de repartir. Le président du directoire, M. Pierre Richard, a indiqué toutefois que le dividende sera porté de 21 % du bénéfice en 1990 à 26 % en 1991 et 30 % ultérieurement, ce qui permettra de distribuer 260 millions de francs au titre de l'exercice en cours.

M. Richard a souligné que le Crédit local ne craignait pas le jugement du marché : outre ses résultats, il dispose de fonds propres très abondants (11 milliards de francs), d'un ratio Cooke (rapport de fonds propres aux engagements) de 20 % pour une norme de 8 %, d'une rare et précieuse notation internationale, le prestigieux triple A des agences Moody's et Standard and Poors, de frais de gestion très réduits et d'une connaissance approfondie des collectivités locales. « Le Crédit local est donc une bonne affaire », constate M. Richard, qui met toutefois en garde les souscripteurs : « Ce n'est pas un coup pour broutageur, le véritable objet du CLF étant une expansion prévisible », parce que c'est un établissement jeune dont l'encours augmente régulièrement et que les marges sur crédits ne seront pleinement dégagées que dans quelques années.

Il faut y ajouter une « diversification ambitieuse et maîtrisée » vers l'étranger (Europe et Etats-Unis) et le financement de grands projets tels que le pont de Normandie, dont le montage vient d'être bouclé, le métro de Toulouse et Eurodisneyland. Quant aux risques, M. Richard les minimise : le CLF n'a encore jamais perdu un franc de capital sur les prêts aux collectivités locales, qui ne peuvent faire faillite. Même l'affaire d'Angoulême n'a entraîné pour le CLF (50 % des engagements) que des provisionnements « minimes ».

FRANÇOIS RENARD

### Un nouveau « temple de la culture » près de l'Etoile

## La FNAC ouvre un magasin de plus de 15 000 mètres carrés à Paris

La FNAC a ouvert, jeudi 14 novembre, le plus grand de ses magasins, à quelques pas de l'Etoile : 15 379 mètres carrés, dont 8 084 consacrés à la vente, dans les anciens locaux des Magasins réunis, au milieu desquels trône une « Colonne du Savoir » de 18 mètres de haut.

En choisissant le magnifique immeuble du « Grand Bazar » construit en 1912 par l'architecte Marcel Oudin, décoré par les artistes de l'école de Nancy, pour abriter à l'angle des avenues des Ternes et Niel sa surface de vente la plus importante, la FNAC a indiscutablement voulu frapper les esprits. Et prouver sa force à tous ceux qui n'avaient douté, en 1988, lors de l'offensive des mégastores Virgin dans l'Hexagone.

Qu'on se souvienne de l'engouement provoqué par l'ouverture du magnifique magasin Virgin sur les Champs-Élysées, de l'impression d'espace qui se dégageait des anciens locaux de la First National Bank magistralement réaménagés de la grosse main à la lyre qui couvrait les murs parisiens, de la polémique alimentée par l'ouverture le dimanche... L'offensive avait donné un brusque coup de vieux à la FNAC, qui se voulait, depuis 1954, le tribunal du commerce des « produits de loisir culturels », pour reprendre l'expression maison.

Il n'aura pas fallu longtemps au nouveau patron du groupe, M. Jean-Louis Périat, pour riposter. Avec vigueur. Au début 1989, après avoir rebasculé à 3 % du chiffre d'affaires sa rentabilité, il lance sa contre-offensive : en trois ans, il veut doubler les surfaces de vente pour les faire passer à 100 000 mètres carrés, doubler aussi le chiffre d'affaires (objectif : 10 milliards de francs), créer mille emplois par an... Et il va ouvrir le 4 décembre une FNAC berlinoise, en attendant la madrilène.

Aujourd'hui, alors que l'étoile de Virgin semble pâlir, en raison notamment d'investissements surdimensionnés en province, celle de la FNAC paraît au firmament. Les deux groupes ont-ils enterré la hache de guerre ? Virgin dément en tout cas les rumeurs sur une entrée de la FNAC dans son capi-



tal. De son côté, M. Périat estime que « ce serait intelligent de faire quelque chose ensemble » en cas de création d'une centrale d'achat commune à certains produits.

La toute nouvelle FNAC-Etoile « le trente-troisième du bon en France, la trente-neuvième dans le monde », remplacera celle de l'avenue Wagram, ouverte depuis 1968 : trois fois plus grosse qu'elle, elle a aussi une surface double de celle du Forum des Halles et triple de celles de Virgin en province... Dans cette lutte contre les mégastores, M. Périat aura-t-il coté à la mégastore ? Il s'en défend vigoureusement : « J'ai lu que j'étais mégastore. Je suis surpris car il ne s'agit pas d'une création mais d'un transfert ».

Et d'expliquer : « Le coût d'une FNAC classique est compris entre 22 et 30 millions de francs. La FNAC-Etoile a coûté 130 millions de francs. On a dit que c'était une folie, mais notre concurrent à Bordeaux et Marseille (NDLR : Virgin) a dépensé la même somme pour une surface trois fois plus petite ». Se défend-il ? Pour financer cette opération, le groupe a notamment vendu - à un prix non communiqué - l'immeuble de l'avenue Wagram et se contente de louer à la Midland celui de l'avenue Niel. Montant du loyer : 4 % du chiffre

d'affaires (900 millions au départ, portés à un milliard en trois ans).

M. Périat ne peut pourtant pas nier avoir voulu faire une opération de prestige : « Notre FNAC-Etoile se doit d'être hors du commun. (...) C'est un merveilleux espace culturel digne d'annoncer le nouveau millénaire. Elle est naturellement un lieu que l'on viendra visiter du monde entier, un lieu que l'on pourra admirer, comme d'autres monuments de la capitale », écrit-il dans le livre qu'il

vient de consacrer aux « années FNAC » (1). Quoi qu'il en soit, le premier libraire de France (20 millions de volumes vendus, soit 13 % du marché hors scolaire et scientifique) consacrera 1 200 mètres carrés au livre dans son nouveau temple de la culture, dont 180 mètres carrés pour la jeunesse et 350 mètres carrés pour les Beaux-Arts. La musique, aussi, sera de la partie sur 1 300 m<sup>2</sup> (le double de Wagram). Mais il faudrait aussi citer la galerie d'art et d'édition, la télévision et la vidéo, le son, la micro-informatique et la bureautique (900 m<sup>2</sup>)... et un parking de 1 300 places.

Mais le « clou » du magasin, c'est sans doute aussi la « Colonne du Savoir » érigée en son centre. En pierre de Bourgogne (reconstituée), elle est égyptienne d'inspiration : les canotches sont remplacés par deux écrans commandés par des bornes interactives, « premier multimédia grand public », selon ses créateurs. Elle s'élève au sommet d'une vasque de bronze de 4,30 mètres de diamètre, ruisselante d'eau, ornée, au centre d'une reproduction dorée de la tour de Sagarah, coiffée d'une flamme... Une tour truffée de câbles, d'ordinateurs (Apple), d'une base de données sur CD-ROM, de quatre stations de pompes, de deux ascenseurs. Le tout pour 10 millions de francs.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Les Années FNAC, de 1954 à aujourd'hui. Fayard, 120 francs.

(Publicité)

## STATE OF KUWAIT

### ANNOUNCEMENT

**SUBJECT :** Prequalification of international Contractors to participate in tenders for the construction, operation and maintenance of sanitary engineering, irrigation and afforestation projects.

OPENING DATE : ... 20-10-1991  
CLOSING DATE : ... 30-11-1991

For more informations, please contact :  
Central Tender Committee's office  
P.O. Box 1070, SAFAT,  
P.C. 13011,  
State of Kuwait.  
Fax No. 00965-2416574

O R

Ministry of Public Works,  
P.O. Box No. 8, Kuwait  
State of Kuwait.  
Tél. : 00965 - 2416863 - 2439956  
Telefax : 2416863

La publicité ci-dessus est relative à une préqualification internationale des contractants pour participer aux offres concernant la maintenance de l'ingénierie sanitaire, de l'irrigation et des projets de forage au Koweït.

### Quatre mille viticulteurs ont manifesté à Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

Quatre mille viticulteurs venus de l'Aude, de l'Hérault et du Gard ont manifesté dans les rues de Montpellier, mercredi 13 novembre, pour exiger un contrôle plus strict des importations et l'augmentation du prix du vin.

Réuni en début d'après-midi sur la place de la Comédie, le cortège a avancé calmement, sous une pluie fine, les rues de la ville. Parmi les manifestants se trouvaient de nombreux élus, dont M. Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional, le maire socialiste de Montpellier, M. Georges Frêche, et M. Gérard Saumade, président (PS) du conseil général de l'Hérault. Etaient aussi présents M. François Degans, tête de liste des Vins dans ce même département pour les élections régionales, et M. Jean-Claude Martinez, tête de

liste du Front national. Près de la préfecture, la délégation a rencontré celle des infirmières de la Coordination nationale, qui campent depuis maintenant seize jours sous une tente plantée sur la place des Martyrs de la Résistance.

Des incidents ont cependant émaillé le retour des viticulteurs, vers 18 heures, au péage de Saint-Jean-de-Védas, sur l'autoroute A 9. Ils ont entrepris de filtrer la circulation et de vider les chargements de plusieurs camions de fruits et légumes, espagnols notamment, provoquant un embouteillage monstrueux. Vers 19 heures, les CRS chargèrent, contraignant les viticulteurs à s'enfuir dans les cars et à repartir. Plus tard, au péage d'Argès, un camion de salades a aussi été vidé, provoquant l'intervention des forces de police. Mais vers 22 heures, tout était rentré dans l'ordre.

JACQUES MONIN

سكوت من الحول



هنا من الأصل

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

La Régie hâte l'ouverture des négociations salariales

### Signes de détente à l'usine Renault du Mans

La décision de la direction générale de Renault d'avancer à décembre au lieu de février l'ouverture des négociations salariales pour 1992 (nos dernières éditions du 14 novembre) paraît avoir détendu le climat à l'usine du Mans, qui entame son dixième jour de grève. Rompues depuis samedi, les discussions entre les syndicats et les responsables de l'établissement ont repris dans l'après-midi et devraient se poursuivre jeudi 14 novembre en fin de matinée.

Le geste des dirigeants de Renault a été favorablement accueilli par les organisations syndicales, qui considèrent que cette initiative « ouvre de nouveaux horizons ». Dans une lettre récemment adressée à M. Raymond Lévy, PDG de Renault, M. Jean-Pierre Boustoulet, administrateur salarié de l'entreprise et responsable CGT de l'usine du Mans, avait indiqué qu'une ouverture anticipée des discussions salariales « semblerait raisonnable ». D'ailleurs, dès le début de la grève à Cléon, M. Michel Praderie, secrétaire général du groupe, avait évoqué une telle possibilité.

Reste que cette ouverture est essentiellement symbolique. Dans l'esprit de la direction, il n'est pas question de conclure un nouvel accord avant le début de l'année (la traditionnelle lettre de cadrage du gouvernement pour le secteur public ne sera connue qu'en janvier).

Néanmoins, hâter les discussions pourrait, le cas échéant, permettre d'adopter un calendrier plus favorable en programmant les revendications plus tôt dans l'année. De même, la renégociation des mécanismes d'intéressement aux résultats (qui prendra fin en 1992) pourrait fournir du « grain à moudre ». En revanche, l'entreprise n'a pas l'intention d'améliorer sensiblement les dernières offres formulées aux grévistes du Mans (une indemnité supplémentaire de 1 200 francs sur l'année en deux versements) après avoir accordé une prime de 1 000 francs au personnel de Cléon.

Bien que des débrayages localisés

Renault en tête des ventes européennes en octobre. — Avec 11,9 % des parts de marché en octobre, Renault devient le principal constructeur automobile européen. Les ventes, qui ont progressé de 7,2 % en un an, ont permis à la marque française de gagner 0,5 % de part de marché en un an. La progression concerne les cinq principaux pays de la CEE (RFA, Grande-Bretagne, France, Italie et Espagne), mais elle est surtout sensible en Allemagne (+113 % entre janvier et octobre). La Clio devient également la voiture la plus vendue en Europe. Derrière Renault, Ford détenait 10,6 % du marché en octobre devant Opel (10,4 %) et Volkswagen (9,8 %).

soient intervenus mercredi dans ce dernier établissement, il n'est pas impossible que les syndicats recherchent une porte de sortie pour en finir avec le conflit du Mans qui, dans l'immédiat, ne paralyse pas l'approvisionnement du groupe. En outre, les bons résultats commerciaux enregistrés par le constructeur au cours du mois d'octobre risquent de nuire à l'image de marque d'une action qui a déjà conduit la direction à faire des concessions non négligeables.

JEAN-MICHEL NORMAND

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 novembre 1991 :

#### DES DÉCRETS

— N° 91-1160 et 91-1161 du 7 novembre 1991 portant création et organisation provisoire des universités d'Artois et du Littoral ;

— N° 91-1162 du 7 novembre 1991 relatif au rôle de l'inspection du travail dans les ateliers des établissements publics dispensant un enseignement technique ou professionnel ;

— N° 91-1164 du 12 novembre 1991 pris en application de l'article 20 de la loi n° 89-548 du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France et fixant les modalités d'application de l'article 35 bis de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée.

Alors que le conflit se durcit à Belfort

### Les syndicats appellent à la grève générale à l'usine Bull d'Angers

Alors que l'usine Bull de Belfort était toujours paralysée, l'intersyndicale CGT-CFDT de l'établissement d'Angers a appelé à une grève générale de 24 heures jeudi 14 novembre. Selon la direction, ce mouvement ne perturberait pas, en début de matinée, le fonctionnement de l'usine.

Les représentants syndicaux entendent par cette action « mettre en garde la direction du groupe contre toute tentative de réduction d'emploi sur le site ». Ils redoutent la suppression de 500 emplois (sur 2 400 salariés) en 1992. Si la direction de l'usine dément ce chiffre, elle reconnaît toutefois qu'un plan d'adaptation de l'outil industriel est à l'étude pour la fin de l'année.

A Belfort, le directeur de l'établissement a fait signifier, mercredi, par huisserie une ordonnance d'évacuation du transformateur d'électricité occupé, depuis le 6 novembre, par les grévistes, et a annoncé la prochaine mise en chômage technique des 1 400 salariés de l'usine.

La reprise des négociations bute toujours sur le montant de l'indemnité de « préjudice moral » réclamée par les syndicats et rejetée par la direction (Le Monde du 12 novembre).

## Une sinistreuse économique contagieuse

Suite de la première page

On sait que les phénomènes psychologiques d'anticipation ont, en économie, des conséquences réelles : la façon dont les gens voient demain est aussi importante que ce qui se passe aujourd'hui. Désormais, l'information électronique donnerait aux humeurs un impact mondial qu'elles n'avaient pas. Nous serions entrés dans « une économie de contagion ».

La formule est séduisante et, après tout, pourquoi pas ? En tout cas, les faits bien réels ne sont pas enthousiasmants. Les pays anglo-saxons en récession sortent difficilement de leurs difficultés tandis que les « locomotives » allemande et japonaise freinent nettement, sinon brutalement. Au total, les économistes de l'OCDE qui ont publié leurs prévisions révisées le mercredi 13 novembre (les dernières dataient de juin) estiment qu'il y a des signes de retournement dans plusieurs pays mais le rythme en est plus faible qu'attendu. La reprise pourrait arriver un peu plus tard que prévu. Le délai pourrait être de six mois.

Les principaux responsables en sont les États-Unis. Après une chute de 1,6 % du PNB au dernier trimestre 1990 (en rythme annuel), puis de 2,8 % au premier trimestre 1991, la remontée s'amorçait à 0,5 % au deuxième trimestre, puis l'économie sortait de la récession en mai (estimation) avec un rebond de 2,4 % du PNB au troisième trimestre. Ce chiffre est faible, une sortie de crise s'effectuant historiquement avec plus de vigueur. Du coup, l'OCDE a abaissé d'un demi-point sa perspective pour la totalité du second semestre à 2,2 %.

Un plateau serait-il d'ores et déjà atteint autour de ce chiffre ? Certains craignent même que l'économie ne repique du nez avant de repartir vraiment au cours de l'an prochain, la croissance formant une courbe en W. L'OCDE exclut cette rechute : le scénario de reprise serait simplement décalé de six mois. En conséquence, sur l'année 1992, la croissance attendue serait inférieure à 3 % et non plus supérieure.

M. Bush ne peut pas y faire grand-chose. L'énorme déficit budgétaire l'empêche de suivre M. Major qui, confronté au même problème, a annoncé des dépenses publiques supplémentaires pour 1992-1993 de 11 milliards de livres (110 milliards de francs). Paradoxe du côté budgétaire, le président américain a fait pression sur la banque centrale pour qu'elle abaisse ses taux d'intérêt. Il a été écouté. Mais on

se demande aujourd'hui si ce fut sage. Car, d'une part, la baisse du coût de l'argent ne semble pas avoir d'effet sur les consommateurs (il est vrai que cette baisse est mal répartie par les banques : le taux sur les cartes de crédit atteignant encore parfois 18 %), alors que, d'autre part, cet assouplissement monétaire pourrait relancer l'inflation.

L'annonce, mercredi 13 novembre, d'une hausse des prix de gros de 0,9 % ne doit pas alarmer. Mais elle a conforté les critiques qui affirment que la baisse des taux est dangereuse. Insuffisante à court terme, elle fera sentir son plein effet l'été prochain lorsque l'économie sera en plein redémarrage et elle risque alors de faire flamber les prix.

Le décalage — au mieux — de la reprise américaine intervient alors que les deux « locomotives » de la croissance mondiale freinent. Le Japon, d'abord, où la banque centrale vient, elle aussi, de baisser son taux de l'escompte afin de relancer les investissements et une consommation intérieure qui s'essouffent (en particulier les ventes de voitures). La croissance l'an prochain pourrait ne pas atteindre 3 %, chiffre qui, à Tokyo, provoque une morosité et qui, dans les capitales occidentales, renforce les craintes que les groupes nippons n'en soient amenés à chercher leur substance à l'étranger. La remontée des excédents commerciaux japonais observée cette année serait, en ce cas, durable.

Pins inquiétantes encore, surtout pour la France, est l'Allemagne. La croissance ralentit de 4,5 % au premier semestre à 2,5 % au second et à 2 % environ pour 1992. Le marché allemand, qui a représenté un gros débouché pour les autres pays européens (provoquant un gain de croissance de 0,6 point pour la France cette année, d'après une étude de l'American Express), va se restreindre.

Or, si cet effet positif de l'économie allemande disparaît, l'effet négatif, en l'occurrence la hauteur des taux d'intérêt, risque, lui, de perdurer. La facture de l'unification n'est pas réglée et, pour compenser le profond déficit du budget fédéral, la banque centrale devra maintenir l'argent cher en Allemagne, c'est-à-dire en Europe.

Taux élevés là où ils pourraient être plus faibles, faibles là où ils sont inopérants, croissance allemande, les citoyens ont des raisons de cultiver le doute. Mais les gouvernements n'ont pas tort non plus de s'en plaindre et de dénoncer la contagion mondiale de la sinistreuse.

ERIC LE BOUCHER

### INDUSTRIE

L'Europe des composants électroniques

### Le franco-italien SGS-Thomson discute avec Philips, Bosch et Alcatel

SGS-Thomson, avec la bénédiction des pouvoirs publics français, est bel et bien décidé à relancer cette Europe des composants électroniques mise à mal, en l'espace de quelques mois, par les défections de deux de ses trois piliers essentiels. En septembre 1990, le néerlandais Philips renonçait à développer la nouvelle génération de mémoires statiques S-RAM et abandonnait ses recherches dans les foras à cristaux liquides, les senseurs et les lasers semi-conducteurs. Dix mois plus tard, l'allemand Siemens, avec qui SGS-Thomson avait engagé des pourparlers pour un éventuel rapprochement de leurs activités semi-conducteurs, choisissait de son côté de s'associer à l'américain IBM. Depuis lors, la firme franco-italienne, filiale de Thomson-CSF et de l'IRI, le holding de l'Etat italien dans l'industrie, est en quête désespérée de partenaires.

SGS-Thomson s'efforce de solliciter l'appui de ses principaux clients européens, industriels de l'électronique grand public et des télécommunications, qui ont tout intérêt à voir persister une source autonome d'approvisionnement d'origine communautaire et non américaine ou japonaise.

L'idée est d'obtenir de ces gros consommateurs de composants un soutien financier indispensable à la firme franco-italienne, tant pour maintenir un effort de recherche à un niveau acceptable, dans un secteur où ces coûts sont extraordinairement élevés, que pour résister à la guerre de prix que se mènent américains et japonais sur ce marché.

Le français Alcatel-Alsthom a ainsi été approché. Le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a par ailleurs indiqué, mercredi 13 novembre, que des pourparlers étaient en cours « avec un allemand et un hollandais », à savoir le groupe Robert Bosch et... le néerlandais Philips. Les modalités de ce soutien financier restent à préciser. Les formules peuvent aller de contrats d'approvisionnement à long terme (les clients de SGS-Thomson s'engageant à acheter des quantités déterminées à un prix fixe) à une participation en capital. Le sujet devrait être évoqué lors du conseil européen des ministres de l'Industrie, lundi 18 novembre à Bruxelles.

C. M.



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Dix jours après la nomination du gouvernement Miyazawa

### La Banque du Japon diminue de 0,5 point son taux de l'escompte

Depuis l'entrée en fonctions du gouvernement de M. Kiichi Miyazawa au Japon, le 5 novembre, les rumeurs d'assouplissement du crédit se faisaient insistantes. Jeudi 14 novembre, la Banque du Japon a finalement annoncé une diminution de 0,5 point du taux de l'escompte, ramené de 5,5 % à 5 %. Déjà, en juillet, les autorités monétaires avaient décidé de faire passer ce taux officiel de 6 % à 5,5 %, renversant le mouvement de hausse annoncé au printemps de 1989.

Il ne fait aucun doute que l'économie japonaise est sortie de la phase de croissance très rapide de la fin des années 80 ; depuis le

début de l'année, la production industrielle s'orientait en baisse et les profits des entreprises diminuaient. La demande intérieure est languissante, un élément inquiétant pour les partenaires économiques du Japon puisqu'il se traduit par un nouveau gonflement des excédents commerciaux de l'archipel. Alors que le taux de croissance avait atteint 5,6 % en 1990, les conjoncturistes estiment que le rythme actuel avoisine 3 %. Performance honorable selon les critères occidentaux mais qui suscite des craintes de récession à Tokyo.

Face à cette situation, les autorités japonaises - un peu moins préoccupées par l'inflation qu'à leur

habitude - choisissent donc, à l'instar des Américains, d'assouplir le crédit pour stimuler l'activité. Selon la dernière revue de conjoncture trimestrielle de la maison financière Nomura, « si la Banque du Japon diminue le taux de l'escompte jusqu'à 4 % avant juin 1992 et si l'administration augmente les dépenses de travaux publics », la croissance économique pourrait atteindre 3,5 % en 1991 et 2,3 % en 1992. La Banque du Japon dispose encore d'une marge de manœuvre importante dans la poursuite de sa politique d'assouplissement du crédit : entre 1987 et 1989, le taux de l'escompte avait été maintenu à 2,5 % seulement.

F. L.

### La hausse des prix reste soutenue en Espagne

Les espoirs de ralentissement de l'inflation en Espagne ont été déçus, mercredi 13 novembre, par l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de détail en octobre (5,5 % en glissement annuel). A partir du 1<sup>er</sup> janvier, la hausse de la TVA, l'imposition de nouvelles taxes sur l'essence et le tabac devraient contribuer à la poursuite d'une hausse des prix importante.

Les autorités monétaires ont annoncé le 13 novembre une diminution très limitée du taux de l'escompte, ramené de 12,6 % à

12,5 %. Cette mesure a été qualifiée de « technique » par les opérateurs des marchés financiers qui ne s'attendent pas à l'amorçage d'une véritable dérive du coût du crédit au cours des prochaines semaines, compte tenu de la persistance d'un taux d'inflation élevé. Actuellement, les taux d'intérêt espagnols, parmi les plus élevés d'Europe, attirent les investisseurs sur le marché de Madrid, et provoquent une hausse le cours de la peseta.

## REPÈRES

### CONJONCTURE Léger excédent des paiements courants en France en août

La balance des paiements courants de la France a été légèrement excédentaire en août (de 0,3 milliard de francs après correction des variations saisonnières) alors qu'elle avait été déficitaire de 1,4 milliard en juillet. Sur les huit premiers mois de l'année, le solde de la balance des transactions courantes accusa un déficit de 25,2 milliards de francs contre 27,4 milliards pendant la même période de 1990. L'amélioration enregistrée s'explique d'abord, selon les chiffres du ministère de l'économie, par une progression de l'excédent de la balance des services (du tourisme en particulier), et aussi par de moindres sorties au titre des transferts unilatéraux. Ce sont les versements à la Communauté européenne, jusqu'à présent moins importants qu'en 1990, qui expliquent l'amélioration. Mais ces retards seront comblés en fin d'année et les versements apparaîtront en fin de compte plus importants sur 1991 que sur 1990. Ainsi, l'amélioration de la balance des paiements courants de la France risque d'être seulement temporaire. Le déficit sur 1991 pourrait atteindre une cinquantaine de milliards, chiffre qui correspond aux estimations du ministère de l'économie.

### Hausse de 0,9 % du salaire ouvrier au troisième trimestre

La hausse du salaire horaire ouvrier (TSH) a progressé de 0,9 % au troisième trimestre 1991, ce qui porte son augmentation à 4,6 % sur un an, a annoncé mercredi 13 novembre le ministère du travail. Ce chiffre témoigne d'un certain ralentissement : lors des deux premiers trimestres, la progression avait atteint 1 % puis 1,6 %. Selon le ministère, le pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier « se serait élevé de 2 % » d'octobre 1990 à octobre 1991, dans l'hypothèse d'une hausse des prix de 2,6 % pendant cette

période. D'autre part, la hausse mensuelle de base de l'ensemble des salaires s'est accrue de 0,8 % au troisième trimestre, soit une hausse de 4,3 % sur un an.

### ILE-DE-FRANCE

#### Rallonge des crédits d'aide au logement

Le conseil régional d'Ile-de-France a décidé, mardi 12 novembre, de consacrer 75 millions de francs supplémentaires au logement. Ces crédits vont, en particulier, à l'aide aux plus démunis, aux étudiants et apprentis, ainsi qu'au « logement intermédiaire ». Adoptée dans le budget rectificatif 1991 par la majorité RPR-UDF - les communistes et le Front national ayant voté contre et les socialistes et radicaux de gauche s'étant abstenus - cette rallonge porte à plus de 544 millions les autorisations de programmes de la région en matière de logement et d'acquisitions foncières. Une somme qui correspond, selon la présidence de la région, à la moitié de l'aide consentie par l'Etat, alors même que le logement n'est pas de la compétence régionale.

### TRANSPORTS Des capitaux asiatiques dans McDonnell Douglas

McDonnell Douglas, troisième avionneur mondial, a reconnu officiellement, mercredi 13 novembre, qu'il négocierait la vente à des investisseurs asiatiques d'une forte participation - jusqu'à 40 % (2 milliards de dollars ou près de 12 milliards de francs) - dans ses activités civiles. Selon la *Wall Street Journal*, il s'agit de Taiwan Aerospace Corp., qui pourrait entrer jusqu'à 40 %, le constructeur américain espérant élargir à d'autres investisseurs de la région (Singapour, Corée du Sud, Japon) l'opération, qui porterait alors sur 49 % du capital.

Cette vente permettrait à l'avionneur de trouver les fonds nécessaires au lancement de son programme MD-12, un gros porteur concurrent d'Airbus et de Boeing, dont le coût est estimé à 4 milliards de dollars. Elle risque de provoquer une levée de bouillottes outre-Atlantique car, même s'il a déjà annoncé la séparation en deux de ses activités civiles et militaires, le constructeur est le premier fournisseur du Pentagone.

## Face à la croissance du nombre des demandeurs d'emploi

### Le Congrès américain prolonge la durée d'indemnisation des chômeurs

Mettant un terme à plusieurs semaines d'escarmouches entre l'administration et le Congrès et, à l'intérieur de ce dernier, entre républicains et démocrates, les parlementaires des deux bords sont parvenus, le 13 novembre, à un accord visant à prolonger la durée d'indemnisation des chômeurs en fin de droits, une mesure qui a reçu l'aval de la Maison Blanche.

#### NEW-YORK

##### de notre correspondant

D'après le texte qui devait être voté par le Congrès américain dans les prochaines heures, avalisé par le président Bush, les chômeurs en fin de droits vont bénéficier dès la semaine prochaine d'une rallonge de durée variable. Elle sera de vingt semaines dans les régions où la récession est la plus marquée (en gros la Nouvelle-Angleterre, l'Alaska, la Virginie Occidentale et Puerto Rico), de treize semaines dans les régions où la situation est considérée un peu moins grave (le reste de l'est des Etats-Unis, la Californie, l'ouest du pays et le Midwest) et de six semaines ailleurs.

Actuellement, les quelque 9 millions d'Américains privés d'emploi (6,8 % de la population active) en octobre bénéficient d'une durée d'indemnisation limitée à 26 semaines pour tout le monde. Le financement de ces nouvelles dispositions - dont le coût est estimé à 5,2 milliards de dollars (29,12 mil-

liards de francs) - s'effectuera hors-budget, pour moitié grâce à une accélération des rentrées fiscales auprès des contribuables à revenus élevés et pour le solde par une faible augmentation de la taxe d'indemnisation des chômeurs versée par les employeurs.

Adressant un message de félicitations au leader républicain (minoritaire) au Sénat, M. Robert Dole, le président Bush a souligné le rôle « constructif » joué par les démocrates dans l'élaboration de ce texte. « Nous sommes maintenant en mesure de venir en aide aux gens véritablement frappés par la crise sans pénaliser le contribuable », a-t-il déclaré, faisant allusion aux deux textes précédents, d'inspiration démocrate et d'un montant assez voisin, auxquels il avait opposé son veto, estimant à la fois que le pays n'était plus en récession, il n'était pas besoin de prévoir ce type de dispositions nouvelles et, d'autre part, que ces mesures auraient surtout pour effet d'aggraver le déficit fédéral, contrairement aux accords de 1990 visant à rétablir l'équilibre budgétaire dans les cinq ans.

Dans la foulée, la Chambre des représentants a approuvé le 13 novembre, à une large majorité, un texte garantissant un congé sans solde de douze semaines pour permettre aux employés d'accomplir certains devoirs familiaux (s'occuper d'un nouveau-né ou d'un enfant malade...). Mais cette disposition, qui doit encore être approuvée par le Sénat, devrait faire l'objet d'un veto présidentiel, la Maison Blanche estimant qu'elle constitue une charge inutile pour les comptes des entreprises.

SERGE MARTI

## SERVICES

### Premier en Europe

### L'organisateur de salons Blenheim veut se diversifier

Les salons professionnels résistent à la crise : c'est le diagnostic formulé par Blenheim, premier organisateur européen de salons, implanté notamment en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis et en Allemagne. Au cours de l'exercice achevé fin août, malgré la crise du Golfe et la morosité économique, le groupe a augmenté son chiffre d'affaires de 38 %, arrivant à 122,2 millions de livres (1,2 milliard de francs), et son bénéfice net de 43 %, atteignant 19 millions de livres. Le bénéfice a progressé même en France, où le chiffre d'affaires a légèrement reculé (- 5,3 %).

Pour profiter encore plus à l'avenir de cette insensibilité à la conjoncture, Blenheim, déjà premier en France, troisième en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, souhaite à la fois devenir le premier dans tous les pays où il est présent, élargir sa présence géographique de façon à ne pas dépasser 30 % de revenus dans une même devise (et même 20 % pour la Grande-Bretagne) et étendre ses activités (vers la publication de catalogues et de magazines, les services aux exposants).

Les liaisons téléphoniques privées entre Tallin et Helsinki. - La compagnie privée de téléphone de Helsinki vient d'être autorisée par les autorités finlandaises à exploiter des liaisons de télécommunications entre la capitale finlandaise et Tallin, capitale de la nouvelle République d'Estonie. C'est la première brèche dans le monopole des liaisons internationales, jusqu'ici réservées aux PTT finlandaises publiques.

## Actionnaires de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

donnez sa chance à votre Compagnie...

- La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, doit désormais pouvoir s'appuyer sur un actionariat stable et cohérent, condition indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise.
- ACCOR est le meilleur partenaire :
  - Il a la capacité industrielle, financière et de management, de conforter la place européenne que mérite la Compagnie.
  - Sa tradition et sa culture sont les meilleures garanties de respect de l'identité de votre Compagnie.

...Accor vous donne la vôtre

- COBEFIN, filiale belge à 81 % de ACCOR, vous donne la possibilité de céder vos actions à des conditions attractives : le prix proposé est supérieur de 25 % au dernier cours connu avant l'annonce de l'Offre Publique d'Achat.
- Ce prix représente un multiple du résultat estimé de 47 fois pour 1991, et de 27 fois pour 1992.

#### Modalités de l'offre

- L'offre porte sur l'ensemble des actions ordinaires et AFV\* au prix de 8 650 FB (1 435 FF au taux de change du 31 octobre 1991) sur la période du 7 novembre au 5 décembre 1991 en Belgique et aux Pays-Bas ; du 7 au 29 novembre 1991 en France.
- Le prospectus, le bulletin d'acceptation ayant été approuvé en Belgique le 31 octobre 1991 par la Commission bancaire et financière et la note d'information ayant reçu en France le visa COB n° 91-421 en date du 5 novembre 1991, sont tenus à la disposition du public auprès des établissements suivants :
  - France : Banque Indosuez,
  - Belgique : Générale de Banque
  - Pays-Bas : Suez Koijman n.v.

et chez ACCOR - Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15.

\* AFV : Actions avec avantage fiscal

**ACCOR**

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE  
RESTAURATION ET DE SERVICES

LOTTO - VENDREDI 13 NOVEMBRE 1991											
15	18	22	25	42	44	27	20ES35				
2	12	14	34	42	43	45	20ES35				

مكتبة من الأصول



كلمة من الأصل

## COMMUNICATION

Réforme de la loi sur l'audiovisuel

### Les quotas soumis à la critique des sénateurs

La réforme de la loi sur l'audiovisuel destinée à mettre la législation française en conformité avec le droit européen devait être discutée par le Sénat, jeudi 14 novembre. Le projet de loi présenté par le gouvernement oblige les chaînes à diffuser 60 % d'œuvres européennes (et non plus communautaires) et ramène de 50 % à 40 % le quota obligatoire d'œuvres originales d'expression française à diffuser aux heures de grande écoute.

Une part importante de la discussion devrait tourner autour de l'idée de confier au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de moduler la réglementation (le Monde du 8 novembre). En fonction de la programmation, de l'audience, des investissements dans la production de chaque chaîne, le CSA pourrait se voir confier le soin de fixer les heures auxquelles les quotas seraient obligatoires pour M6, la Cinq ou TF1. Plutôt que des décrets, cette solution aurait l'avantage de la souplesse. En outre, si polémique il y a, celle-ci se concentrerait sur l'organisme présidé

par M. Jacques Boutet au lieu du ministère de la communication. L'autre inconnue du débat parlementaire concerne le rétablissement de la seconde coupure publicitaire. M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2 et FR3, s'est employé ces derniers jours à faire savoir qu'il était contre ce qu'il estime être un détournement du volume publicitaire des chaînes publiques vers le privé. Le ministère de la communication s'en remet à la volonté des élus. Quant au groupe socialiste, il est probable qu'il votera contre. Avec le soutien ponctuel des communistes et de quelques indépendants, une majorité pourrait bien se dégager contre le droit, réclamé par la Cinq et M6, de couper les œuvres deux fois par des écrans publicitaires. Il est vrai qu'un vote positif serait la source de nouvelles polémiques. TF1, qui a renoncé à la seconde coupure par engagement contractuel en 1987, a fermement affirmé son intention de revenir sur sa décision si le Parlement donnait satisfaction à ses concurrents.

YVES MAMOU

Un nouveau quotidien italien

### «L'Indipendente» fait le pari d'une information à l'anglo-saxonne

Un nouveau quotidien italien, l'Indipendente, doit paraître le 15 novembre. Il a la particularité d'avoir pour rédacteur en chef un journaliste britannique.

ROME

de notre correspondant

Un quotidien de qualité de vingt-quatre à trente pages, un journal structuré de façon telle que le lecteur, pressé mais exigeant, y trouve tous les éléments dont il a besoin, des articles centrés sur l'information brute dans un style direct et sobre : en un mot, du journalisme à l'anglo-saxonne. Le nouveau journal, qui doit voir le jour à la mi-novembre, a d'ailleurs été baptisé l'Indipendente, comme son homonyme britannique à succès, the Independent, lancé en 1985.

C'est un sujet de Sa Majesté qui dirigera la rédaction romaine : John Wyles, ex-correspondant du Financial Times à New-York, Bruxelles et Rome. Avec l'importance qu'a la politique politique

romaine dans la presse transalpine, on n'avait jamais osé jusqu'ici confier de telles responsabilités à un non-Italien, à un non «initié». La rédaction, forte de plus de soixante journalistes dirigés par Riccardo Franco Levi, réussira-t-elle à se tailler une part de marché aux dépens des deux grands quotidiens italiens, la Repubblica et le Corriere dello sera, qui, avec un tirage moyen de 700 000 à 800 000 exemplaires, se disputent la première place ? Ou de la Stampa du groupe Agnelli ? L'Indipendente, lancé par un groupe de six entrepreneurs de Venise (une cinquantaine de millions de lire, soit 225 millions de francs), est soutenu par une vingtaine de petits actionnaires, tandis que la rédaction se partage 5 % des actions.

L'équilibre devrait être atteint avec environ 80 000 exemplaires vendus. Un objectif qui paraît réalisable aux responsables du journal. Après le pari réussi de la Repubblica, en 1976, il était probable temps de donner une secousse à la presse italienne. (Interim.)

L'enquête sur Robert Maxwell en Grande-Bretagne

### Le Foreign Office s'intéresse à la piste soviétique

LONDRES

de notre correspondant

Liens avec Israël, relations privilégiées avec le Parti communiste soviétique : la vie et la mort de Robert Maxwell demeurent mystérieuses. M. Douglas Hogg, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, a demandé à l'ambassade de Grande-Bretagne à Moscou des exemplaires d'un rapport prouvant que deux sociétés de Robert Maxwell bénéficiaient de privilèges du Parti communiste soviétique. Pergamon Press, fondée par Robert Maxwell en 1951, avait bénéficié de 500 000 roubles versés par l'organisation soviétique Vneshtorgizdat (Foreign Trade Publishing), et The Morning Star, journal communiste (qui fut longtemps le seul quotidien britannique distribué en URSS), avait eu un «apport» de 100 000 roubles de la part de Mezhdunarodnaya Kniga (International Books).

Elles étaient les seules firmes britanniques parmi les 40 «compagnies amies» auxquelles le Parti communiste soviétique versait de l'argent via la banque Vneshekonombank ou dont il réglait les dettes. «Quelques-

unes de ces sociétés (amies) sont confrontées à une réelle menace de faillite... Les conséquences pour plusieurs des parties (partis communistes étrangers) pourraient être catastrophiques», écrit M. Vladimir Ivashko, secrétaire général adjoint du Parti communiste soviétique, selon le Times.

Les hypothèses se multiplient d'autre part concernant la mort de Robert Maxwell. Son corps portait très peu de ces marques cutanées que provoque un long séjour (treize heures) dans l'eau de mer, et, selon la police espagnole, la raison cadavérique ne serait pas conforme. Ces indications renforcent l'impression de mystère, nourrie par les examens multiples effectués sur les échantillons des organes prélevés sur le corps.

Il s'agit notamment, par analyse de l'eau dans les poumons, de vérifier le lieu exact où le corps est tombé à l'eau et, par un examen des ongles, de déterminer si Robert Maxwell a résisté ou s'est accroché à quelque chose avant sa mort. Des incertitudes subsistent aussi sur la route suivie par le yacht Lady-Giseline la nuit du drame et l'équipage a été prié de ne pas quitter l'enferme. L. Z.

## La banque Worms entre dans le capital de LMK-images

La banque Worms va prendre, à l'issue d'une augmentation de capital conclue le 12 novembre, une participation de 31 % dans le capital de la société de production audiovisuelle LMK-images, filiale commune du Monde et du groupe cinématographique MK2 (Marin Karmitz). L'entrée de ce nouvel actionnaire devrait permettre d'assurer le développement de la société, actuellement engagée dans des projets internationaux de grande envergure. Le plus important de ces projets est un accord-cadre avec la BBC portant sur la production de séries télévisées et

l'édition de cassettes vidéo. Deux séries sont déjà en chantier : Nippon (4 heures, avec la BBC) et la Naissance de l'Europe (sept épisodes de trente minutes).

Depuis sa création en février 1988, LMK a produit de nombreux documentaires et reportages en association avec des chaînes françaises et des partenaires étrangers. En 1991, ont été diffusés sur les chaînes françaises : Ethiopie, la corne des désastres, Massacres à la bétonneuse, Fécondation in vitro de Jocelyne Saab (qui vient d'obtenir le grand prix des Rencontres Euro-médias à Montpellier), la

Fin des paysans, Eurodisneyland... Des relations de longue durée ont été nouées avec des télévisions étrangères, notamment la chaîne publique américaine PBS et la BBC. Ces collaborations ont porté sur des œuvres aussi diverses que Cinq défis pour un président (prix spécial du festival de Baden), De Gaulle vu d'ailleurs, l'Élection (avec la BBC) ou Paul Touvier.

A l'issue de l'accord intervenu le 12 novembre, la banque Worms détendra 31 % du capital, le Monde 35,2 % et MK2 33,8 %.

Antenne 2 assigne Michel Drucker et TF1 en référé à propos d'une émission sur Yves Montand. - Antenne 2 devait engager jeudi 14 novembre une action en référé devant le tribunal de commerce de Paris contre DMD, la société de production de l'animateur de TF1 Michel Drucker, et contre TF1. La télé-

vision publique indique que l'exploitation par TF1, samedi 9 novembre, d'une émission de «Champs-Élysées» sur Yves Montand, produite par Michel Drucker lorsqu'il était à Antenne 2, s'est faite sans son accord. Antenne 2 précise qu'elle détient les droits exclusifs de cette diffusion pour la

France pour dix ans», fait remarquer que «les mentions du générique relatives à Antenne 2 ont été supprimées», et que TF1 s'est ainsi placée «en marge des lois». Parallèlement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a été saisi par Antenne 2 «pour manquement à la déontologie».

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE des BOUCHES-DU-RHÔNE  
Direction de l'administration générale  
Bureau de l'administration générale et des expropriations

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

### AVIS D'ENQUÊTE

menée sur le territoire des communes de GRANS de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE

En application du code de l'expropriation modifié par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme.

En exécution de l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône en date du 31 octobre 1991, il sera procédé sur le territoire des communes de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE à l'ouverture d'une enquête publique portant sur :

- l'utilité publique des travaux de construction d'une section neuve entre l'échangeur Est de la déviation de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et l'extrémité Ouest de l'autoroute existante de SALON-DE-PROVENCE ;
- l'utilité publique des travaux de l'autoroute existante de SALON-DE-PROVENCE (autre l'interconnexion avec la RN 113 et le tronçon autoroutier A 7-A 54 inclus), travaux liés à la modification du système de péage et d'échanges ;
- le retrait du caractère de route express de la section de RN 113 comprise entre l'échangeur Est de la déviation de SAINT-MARTIN-DE-CRAU (PR 59 + 00) et le lieu-dit LE MERLE (PR 44 + 475) ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (POS) des communes de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE.

Les dossiers ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE, pendant plus d'un mois du 2 décembre 1991 au 10 janvier 1992 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables :

- pour la mairie de GRANS : du lundi au vendredi inclus au service urbanisme, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- le samedi, au service état-civil, de 8 h à 12 h ;
- pour la mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU : du lundi au vendredi inclus, au service technique, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- le samedi, au service municipal des sports, de 8 h 30 à 12 h ;
- pour la mairie de SALON-DE-PROVENCE : du lundi au vendredi inclus, au service de l'urbanisme, de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 18 h ;
- le samedi, au service accueil, de 9 h à 11 h 30 ;
- et consigner toutes observations sur les registres ou les adresser, par écrit en mairies précitées, à M. ASTIER Albert, commissaire enquêteur, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts en retraite.

Ce dossier recevra personnellement le public :

- le 5 décembre 1991 en mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, service technique, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- le 12 décembre 1991 en mairie de GRANS, service urbanisme, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- les 18 décembre 1991 et 8 janvier 1992 en mairie de SALON-DE-PROVENCE, service urbanisme, de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 18 h.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête, tenues à la disposition de toutes les personnes intéressées, en mairies de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE, en sous-préfectures d'AD-EN-PROVENCE et d'ARLES ainsi qu'à la préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pourront être également consultés à la préfecture, jusqu'à l'achèvement de la procédure, outre les conclusions du commissaire enquêteur, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

- Les adresses des services intéressés sont les suivantes :
- mairie de GRANS, service urbanisme et service état-civil, boulevard Victor-Jauffret (13450) ;
  - mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, service technique, office municipal des sports, place du Docteur-Bagnaninchi (13510) ;
  - mairie de SALON-DE-PROVENCE, service urbanisme et service accueil : Immeuble Le Septier, 2<sup>e</sup> étage, 13657 Cedex ;
  - sous-préfecture d'AD-EN-PROVENCE, 24, rue Mignet (13100) ;
  - sous-préfecture d'ARLES, 16, rue Calade (13260) ;
  - préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE, direction de l'administration générale, bureau de l'administration générale et des expropriations, bâtiment annexe 11, rue Edmond-Rostand (4<sup>e</sup> étage, porte 410) 13006 MARSEILLE, adresse postale : 13282 MARSEILLE CEDEX 6.

Il est signalé, par ailleurs, que l'enquête ci-dessus vaudra également pour tout autre projet d'application du projet concerné devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 4 du décret du 23 avril 1985 ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1983 également précitée.

MARSEILLE, le 31 octobre 1991,

le préfet,

C. BINSIERE

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières

CABINET D'INGÉNIEURIE

LINGUISTIQUE

CONSEIL ET FORMATION

recrute

### UN CONSULTANT FINANCIER À VOCATION COMMERCIALE

Pour l'exploitation et le développement de son portefeuille clients grand compte dans le domaine financier.

COMME NOUS VOUS ÊTES SÉRIEUX, SYMPATHIQUE

Votre formation : minimum baccalauréat, maîtrise, licence, bac + 4 avec une expérience professionnelle de 5 ans, dont une année minimum à l'étranger.

RENCONTRE-NOUS

46-22-34-74

CABINET STARLINGUES

VOUS ÊTES

PROFESSEUR

DE MATHÉMATIQUES

Avec une formation universitaire et une solide expérience de l'enseignement dans les classes terminales séries A, B, C et D.

Travailler au cœur des Alpes et dans un cadre agréable, dans un établissement privé vous tente. Alors n'hésitez pas, envoyez-nous à l'adresse ci-dessous votre dossier de candidature complet avec mention de salaire.

Entrée en fonction immédiate.

En : C. LORICQ - RDV 53.A, 27, bd de Courcelles 75004 Paris

### DEMANDES D'EMPLOIS

OFFICIER MARINE - PILOT. GD EXP. TRANS. GEST. Étud. 1<sup>er</sup> prop. Outremere Nav. Plaisance + prof. BERGEN 31230 COULELLES

### automobiles

de 5 à 7 CV

### LANCIA THEMA

TURBO D. Année 88. 75 000 km TOUTES OPTIONS. Tél. : 03-06-56-08 après 18 heures.

### boxes - parking

DÉPENSE. REN Courbevoie. Park. fermé 70 000 F + box doubles. C. MAGNET. 1<sup>er</sup> s/col. 42 27 81 82

## Le Monde

### L'IMMOBILIER

#### appartements ventes

##### 4<sup>e</sup> arrdt

##### ILE-SAINT-LOUIS

RARE. Charm. Carrée. Imm. XVII<sup>e</sup>. Env. 150 m<sup>2</sup>. 3<sup>e</sup> ét. m. acc. Gds hnt. 1<sup>er</sup> plat. ent., pl. living + 3 chbres + bureau. 2 s.d.b. cuis. à aménag. 2 dressing + cave. T. pour 4 pers. Pts 7 000 000 F. 46-22-03-80 46-22-03-80 p. 22

##### 5<sup>e</sup> arrdt

##### RARE ST-GERMAIN

LUXE 26 555 F/m<sup>2</sup> CHARM. POUTRES. VITRAIL ROYAL INNO. 43-31-23-00

##### 7<sup>e</sup> arrdt

##### R. DE BOURGOGNE

Part. v. d. imm. «Aria Déco» Tout confort, climatisé, belle rénovation. 43-45-37-00

##### 13<sup>e</sup> arrdt

##### RUE BOBILLOT

Part. v. d. imm. «Aria Déco» DUPLEX EN LOFT + 4 chbres. 220 m<sup>2</sup> pondérée. PARFAIT ETAT. Prix 5 800 000 F. 46-81-48-98

##### 16<sup>e</sup> arrdt

##### 16<sup>e</sup> NORD

M. KLEBER. RARE. Imm. récent env. 100 m<sup>2</sup>. Grand living + 2 chb + 2 salles de bains. Part. m. 4 à 10 000 F. 46-22-03-80 43-59-58-04 p. 22

##### EXCEPTIONNEL

18<sup>e</sup> N proche Étoile. 6<sup>e</sup> ét. Soleil. Imm. anc. magnif. appart. Triple récept. + 4 chbres + 3 s.d.b. + appartement de service + parking. Prix élevé justifié. 46-22-03-80 43-59-58-04 p. 22

##### 17<sup>e</sup> arrdt

##### Hespérides des Terres

Part. v. d. appart. 70 m<sup>2</sup> Terrasse. Parking. Cave. Agence et chbr. Tél. le soir : 40-68-02-82

#### propriétés

##### 92

Hauts-de-Seine. NEUILLY. Duplex + jardin. 3/4 P. Box. 30 000 F. m<sup>2</sup>. Tél. 46-37-51-36

##### 94

##### Val-de-Marne

Fontenay (10<sup>e</sup> RER) DUPLEX, TRIPLEX aménagés en : 3, 4, 5, 6 PCES

Construction à l'ATTE de 620 000 F. Prix convention. Le soir 42-85-11-48

#### appartements achats

##### URGENT 2 P. 4 F. PARIS

Prêt 0, 5, 7, 14, 16, 18, 49. 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> ou 16<sup>e</sup> arr. PAIE CPT chez notaire. 46-73-46-07 même soir.

#### CABINET KESSLER

76, Champs-Élysées. Recherche de tte urgence beaux appart. de standing, plus et gds surfaces. Evaluation grt. sur demande. 46-22-03-80 43-59-58-04

#### CABINET KESSLER

76, Champs-Élysées. Recherche de tte urgence beaux appart. de standing, plus et gds surfaces. Evaluation grt. sur demande. 46-22-03-80 43-59-58-04

#### BEAUX APPTS DE STANDING

postes et grandes surfaces ÉVALUATION GRATUITE sur demande 46-22-03-80 43-59-58-04 poste 22

#### locations non meublées

##### Paris

##### MASTER GROUP

recherche appart. vides ou meublés de tte s/s. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vaneau Paris 7<sup>e</sup> 42-22-24-88 - 42-22-98-70

#### locations

##### SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés en services. Déménagement C.P. R.D. SOGEC SERVICES 01.69.47.47.47 NATION 43-41-81-81

#### VOTRE SIÈGE SOCIAL

CONSTRUCTION DE SOCIÉTÉS Construction de bureaux et services 43-55-17-50 43-59-58-04

#### maisons individuelles

##### SAINT-LEU LA ROCHELLE (17)

MAISON plain-pied 88 m<sup>2</sup> livable + garage 4/50 m<sup>2</sup>. 56. + coin repas 60 m<sup>2</sup>. 3 chbres, s.d.b. Site très bon. 8 m<sup>2</sup> terrain vide. 795 000 F. Frais actes inclus (frais réduits). Prix rep. (18) 46-87-29-78

#### fermettes

RD. 45 140 km SUD PARIS Fermettes 6 P. Cave. Grenier. Gds m<sup>2</sup>. 72 350 000 F. P. 320 000 F. THYRAULT (18) 06-81-88-54

#### RÉGION ST-FARGEAU

150 km SUD PARIS. RARE. Fermette, 6 chb., 3 s.d.b., 3 chb., grenier, 6 000 m<sup>2</sup>. 72 350 000 F. P. 320 000 F. THYRAULT (18) 06-81-88-54

#### Proche SULLY-S/LORNE

A 140 km de Paris. Fermette restaurée 2 corps d'hab. 200 m<sup>2</sup>. 3 P. + bns. cuis. véranda. 45 m<sup>2</sup> + terrasse. Parc 4 600 m<sup>2</sup> + 4 h. Attributs possibles. D.L. (18) 38-36-44-02



# Le Monde

## AFFAIRES

### Le paradis reconquis de la banque Warburg

Cinq ans après le Big Bang, la révolution financière qui a ébranlé la City n'est pas circonscrite. Mais la première banque d'affaires britannique affiche une santé insolente et se développe à travers le monde

**S**il les arrogants gratte-ciel de Broadgate pouvaient courber le dos et rentrer leurs épaules, le cœur de la City ressemblerait, en cet automne 1991, à un cortège funèbre. Cinq ans après le Big Bang, la révolution qui a frappé le monde de la finance européenne, n'est toujours pas circonscrite. Alors que l'ensemble de la communauté bancaire paie le prix d'une croissance à tout va, la noble maison S. G. Warburg Group affiche au contraire une bonne santé insolente, et s'offre le luxe de se répandre à travers le monde.

La défense d'ICI contre Hanson Trust, la direction internationale de l'émission Eurodisney, la vente d'Enterprise Oil à Elf, la prise de participation de Penland dans le groupe Tropic, la coordination générale de la privatisation de la deuxième tranche de British Telecom, la cession de la chaîne Interhotel (ex-RDA) et de l'acier mexicain, la constitution du nouvel ensemble bancaire International Nederlanden Group (Pays-Bas)... derrière bien des grandes opérations, on retrouve cette «merchant bank», fondée à Londres après la seconde guerre mondiale par Siegmund Warburg, banquier allemand de haut lignage, réfugié du nazisme. Un nom légendaire qui résonne dans les esprits des cambistes du «square mile» comme l'inc des rares réussites du bouleversement du Stock Exchange.

#### Un supermarché de l'argent

Conseil aux entreprises, achats et ventes de titres, gestion de portefeuilles, sont les trois fers de lance de la première banque d'affaires britannique. Telle une sorte de supermarché de l'argent, celle-ci couvre la plupart des compartiments du marché domestique et international. Selon des analyses, à Londres, S. G. Warburg contrôle à elle seule 9 % des valeurs boursières et 10 % du marché des bons du Trésor. Seule grande maison de courtage britannique à faire le poids à Tokyo et à Wall Street, la firme du «1 Finsbury Avenue», qui emploie 5 000 personnes, dont la moitié à l'étranger, possède également l'agent de change français Baccot-Alain, la compagnie suisse Soditric, des intérêts en Espagne et en Italie qui contribuent de façon significative aux bénéfices annuels, qui tournent autour de 1,3 milliard

de francs. Son président, Sir David Scholey, cinquante-six ans, est l'un des personnages clés de la place, où l'on marmure son nom comme prochain gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Comment Warburg est-elle passée d'un établissement de taille moyenne, spécialisé dans l'euro-marché et les activités de direction d'émission, à ce mastodonte atterrité tout ce l'espace d'une quinzaine d'années? Tout d'abord, en anticipant mieux que ses rivaux le choc violent de la réforme dans cet univers feutré fait de trois siècles d'habitudes.

Rappelons que le Big Bang s'apprêtait, pour l'essentiel, sur quatre grands changements : la suppression des commissions fixes sur les

titres, la fin de la séparation entre courtiers recevant les ordres (brokers) et contreparties (jobbers), l'ouverture du capital des charges aux intérêts étrangers et la cession par la Banque d'Angleterre du monopole de l'émission de fonds d'Etat à des intermédiaires spécialisés autorisés à exécuter des transactions pour leur clientèle mais aussi pour leur propre compte.

Face à la révolution du négoce, la Warburg a racheté trois sociétés des plus prestigieuses installées depuis la nuit des temps à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul. Les brokers Rowe & Pitman (société fondée en 1894), Mullens (1742) et le vénérable jobber Akroyd & Smithers sont des institutions du «Square Mile», l'orgueil même de la glorieuse

Angleterre. Si le tout est regroupé dans une filiale unique sous l'autorité de la Holding Mercury International Group, David Scholey refuse de démembrer les activités des charges acquises pour les réclasser dans les départements respectifs, comme le font ses concurrents britanniques, les Kleinwort-Benson, Morgan Grenfell et Barclays de Zoete Wedd. «Le profil de nos associés était très similaire au nôtre : implantation internationale, intégrité et absence de faiblesse. Le choc culturel a ainsi pu être évité. Nos partenaires ont pu continuer à traiter les affaires comme avant, tout en disposant de moyens supérieurs», nous explique le président de l'établissement qui sera rebaptisé S. G. Warburg Group au lendemain du grand chambardement.

Pour faire travailler en harmonie ces hommes venus de structures disparates et de métiers divers, il fallait un ciment : la «culture Warburg» que le Financial Times résume ainsi : «Un subtil mélange du côté le plus traditionnel de la City et de la couleur grisaille et d'une touche d'arrogance présente depuis sa fondation». Considéré aujourd'hui comme le bastion par excellence de l'establishment bancaire anglais, S. G. Warburg fait encore de larges concessions à ses origines allemandes : une austerité dans la mise, la prééminence du travail en groupe et des obligations collectives sur les commodités et les fantaisies personnelles, les communications écrites, le sens de la consultation à tous les niveaux.

#### Corps de direction réduit

«Je suis directeur et je ne peux pas envoyer de lettre ou de fax qui ne soit pas contrebalancé par deux autres personnes», s'extasia Christopher Reilly, un des responsables des affaires internationales. Dans les comptes rendus de réunion ou dans la correspondance, on ne badine pas avec l'orthographe et la ponctuation. Quant à «star system» à l'américaine, il est totalement prosaïque. Les «Warburg boys» avancent toujours masqués, courtois, un tantinet ennuieux, animés par la volonté de vaincre mais sans jamais donner l'impression de jouer de courtes. Les frais généraux sont aussi à la loupe. Malgré un salaire de 659 000 livres (6,54 millions de francs), qui en fait l'un des patrons les mieux payés de ces îles, David Scholey est installé dans un petit bureau décoré de meubles et d'œuvres d'art et ne porte rien sur lui qui trahisse le conformisme de l'endroit.

Avec un corps de direction réduit — quelque deux cent cinquante personnes — Warburg rappelle davantage le cabinet d'avocat ou la banque d'associés du type Lazard que le géant bancaire. Sir David se présente comme le président d'un conseil, arbitrant ou conciliant les points de vue différents exprimés dans la discussion. Sa fonction, dit-il, est d'abord d'écouter, de tenir compte des observations et critiques pour guider le groupe vers l'objectif déterminé en commun.

Cette volonté de ne pas se laisser griser par la course au gigantisme se retrouve sur le front international. Tandis que les «investment banks» new-yorkaises se sont jetées goulument sur le marché allemand, malgré les entraves à la libre concurrence et le poids des banques locales, Warburg a préféré s'engouffrer dans les brèches de l'ouverture des marchés en France, en Espagne et en Italie. La reprise de la société de Bourse française Baccot-Alain illustre ce que David Scholey appelle pudiquement la «stratégie

d'opportunité» : un agent de change pourvu d'un service d'étude des valeurs françaises renommé, à la recherche de fonds propres pour se lancer à plein corps dans la contrepartie, à l'instar des «jobbers» londoniens, et qui partage une «communauté de valeurs, l'éthique, le moral, le respect de la parole donnée», insiste François Baccot. «Grâce à Baccot-Alain, nous avons ajouté à la panoplie ce qui manquait : un tremplin pour l'exploitation du marché européen que nous considérons dorénavant comme notre marché intérieur», s'enthousiasme Sir David. Aujourd'hui, Baccot-Alain est la seule société de Bourse à faire partie de la quinzaine de «STV», spécialistes agréés en valeurs du Trésor.

Certes, la performance de S. G. Warburg ne fait pas toujours l'unanimité à Londres. Une trop grande prudence peut constituer un handicap à l'heure de la reprise des méga OPA et des coups de Bourse «à l'américaine». En se rangeant résolument dans le camp de la défense, du côté des «cibles», le département «corporate finance» a démontré une certaine réticence à assumer de trop gros risques. Par ailleurs, les héritiers de Sir Siegmund ne se sont guère distingués dans la création de produits financiers dans les domaines spéculatifs ou innovateurs (management buy out).

MARC ROCHE

Lire la suite page 31

### La voie royale d'un seigneur de l'argent

De petite yeux malicieux et un sourire éclatant un visage massif et coloré comme on en trouve — osons le dire — parmi les portraits des gentilshommes du dix-septième siècle dus à Holbein à la National Gallery, Sir David Scholey, cinquante-six ans, apparaît comme un homme d'action, le «Yorkshireman» robuste avec des mains fortes. Si la banque Warburg laisse percer une arrogance bien rempérée, son président, lui, provoque la sympathie immédiate : urbain, séduisant, affable. Pénétrer dans sa demeure de capitaine au long cours est un privilège : ce seigneur de l'argent ne fait pas partie de ces personnalités qui se livrent à tout bout de champ.

S'il n'appartient pas à la noblesse de la finance — les Baring, Cazenove, Schroder, — ce fils de banquier fait partie du second «cerceau magique», l'Angleterre des marchands et son réseau complexe de contacts et d'amitiés tissé depuis les années de collège à l'université d'Oxford et dans le régiment des lanciers royaux. Plus intéressé par la trompette, qu'il pratique dans l'orchestre de la chanteuse Dusty Springfield, et par les parties de roulette clandestines que par la passion des connaissances ou les tournois d'éloquence, il quitte Oxford dès la seconde année. Le futur PDG de S. G. Warburg obtient son premier emploi par recommandation chez Guinness-Mahon, un bastion du haut banque anglaise où le jeune homme, en pantalon rayé, chapeau melon et parapluie réglementaires, s'initie aux arcanes du marché monétaire.

En 1964, lors d'un cocktail, il rencontre Siegmund Warburg («Une vague connaissance de mon père») qui, cherchant à étoffer son encadrement, lui fait signe. On pouvait attendre le parcours du combattant. C'est la voie royale. Ambitieux? Sans doute, mais le patronage de Sir Siegmund et de son associé Henry Grenfell lui évite les intrigues, les luttes au couteau et souvent salissantes. La maison de Greesham Street n'a que deux cents employés. Chaque matin, sous l'œil de Siegmund, les cadres se réunissent pour lire toute la correspondance de la firme... Ascension météorique : le voilà qui occupe un bureau coïncé



entre ceux des deux patrons. Une carrière de court et de courtbrette pour les uns. Une vie pleine pour les autres. Au bout de l'épreuve : la vice-présidence en 1977, la présidence en 1980, lors de la retraite de son mentor : «Travailler à ses côtés a été une expérience étonnante. Je suis certain qu'il serait horrifié devant la dimension de l'entreprise qu'il a créée...»

«Scholey a le rare talent de donner l'impression de prendre son temps, il dirige sa maison de main de maître, est au courant de tout, délègue bien mais est là aux moments critiques», déclare un confrère averti. Seules ombres au tableau : la phobie des indisciplinés affrontements de personnes dans une serre portée à haute pression où s'exacerbent les tensions, les rancœurs et les états d'âme, et une tendance au retard étonnante dans un métier où la ponctualité est de règle.

Avec Eddie George, numéro deux de la Banque d'Angleterre, et Sir David Walker, président du Securities and Investments Board, David Scholey est considéré comme l'un des favoris pour succéder à Robin Leigh-Pemberton à la tête de l'institut d'émission de Threadneedle Street quand son mandat viendra à expiration, en 1993. Aimerait-il la présidence de l'Old Lady, un poste digne de son rang? «Honnêtement, je ne connais pas la réponse à cette question.»

M. R.

### Un biographe nommé Jacques Attali

La question est tellement de rigueur qu'on hésite à la formuler : que pensez-vous de Jacques Attali, auteur de la célèbre biographie de Sir Siegmund Un homme d'influence? Dès que vous prononcez le nom du président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), aussitôt les sources se dressent sur son visage. La famille Warburg a beau ne plus jouer aucun rôle dans la banque, David Scholey, gardien de sa réputation, entend faire respecter la loi du silence imposée par Sir Siegmund. Ce dernier estimait que toute révélation sur l'influence des Warburg ne pouvait que favoriser l'antisémitisme.

C'est à la suite d'une rencontre avec Sir Siegmund à l'Élysée en septembre 1982 que le conseiller spécial de François Mitterrand décide d'écrire la saga des Warburg. Le banquier, qui devait mourir un mois plus tard, était venu l'entretenir de l'affaire Moussa (1). A l'époque, Warburg était associée à Paribas dans une firme new-yorkaise de courtage,

Warburg-Paribas-Becker. Eric Warburg, le plus proche parent de Siegmund, et son fils Max, qui dirigeant MM. Warburg à Hambourg, une société financière totalement indépendante de Warburg and Co, refusent de s'associer au projet du livre. Jacques Attali charme Henry Grenfell, qui, lui, accepte de parler et lui laisse même voir certaines pages du journal intime de Sir Siegmund.

Le livre est publié en 1985. Quatre ans plus tard, Meoite Mirahy veut le porter à l'écran. Vive opposition de Max Warburg au projet, bien que Jacques Attali participe au scénario. Procès perdu en Allemagne, pressions financières avortées sur les banques... la tentative de censure échoue misérablement. «David Scholey qui n'a pas vu le film s'est entêté à dire qu'il était excellent», nous assure Jacques Attali. «C'est la première fois qu'il y a un film sur une dynastie financière qui ne soit pas du roman». Juif, étranger, outsider, désireux de bâtir une banque internationale à Londres...

Faut-il voir dans la mission du président de la BERD comme un désir de mimétisme avec son modèle, Siegmund Warburg? Pour la président de S. G. Warburg, «il y a un élément de similitude, Jacques Attali a identifié une fonction, mais son inspiration est le résultat d'une analyse géopolitique». Siegmund a toujours refusé de décrire comment il envisageait l'avenir. Je suis persuadé que Jacques Attali a une bonne idée de sa banque pour les vingt ou trente prochaines années.

«Quand je suis venu à Londres pour écrire mon livre, je ne pensais pas que dix ans plus tard je serais à la tête d'une banque», souligne l'homme de la BERD. Ce dernier vient d'ailleurs de louer des bureaux permanents en 175 Bishopsgate, un immeuble de Broadgate situé à quelques encablures du siège de S. G. Warburg.

M. R.

(1) La tentative du PDG de Paribas, M. Pierre Moussa, de soustraire les filiales suisses et belges de Paribas à la nationalisation.

### TABLES D'AFFAIRES

#### DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, 142, Champs-Élysées F. dim.

SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

#### RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6° T.L.J.

découvrir. Déj. Diner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

Sous le PARRAINAGE de la MAIRIE du XVI<sup>e</sup>

7<sup>e</sup> Salon des Antiquaires de PARIS XVI<sup>e</sup>

JARDINS DU RANELAGH du 8 au 18 novembre 1991 de 11 h à 22 h tous les jours

AVENUE PRUDHON - MÉTRO MUETTE



هنا من الحمار

هذا من اجل

AFFAIRES

# Automne brumeux pour le Printemps

Les difficultés américaines des actionnaires suisses fragilisent un des fleurons des grands magasins parisiens. L'abandon d'Euromarché à Carrefour a pris de court les cadres

LES cadres du Printemps ont été pris de court par le brusque virage à 90 degrés imposé par leurs actionnaires belges dans le dossier Euromarché, à la fin du mois de juin. Quatre mois après, même s'ils affirment le contraire, ils ont encore du mal à accepter cette décision. Le sentiment que le groupe traverse un *no man's land* est encore aggravé par les incertitudes et les rumeurs sur son actionnariat.

« L'affaire Euromarché est sûrement une des plus grandes frustrations professionnelles qu'ait vécues une équipe de direction » : en tant que directrice des relations publiques, Catherine Barbaroux est particulièrement bien placée pour décrire l'état d'esprit des cadres du Printemps contraints, en juin, à renoncer en quarante-huit heures à leur projet le plus cher : le rachat d'Euromarché. Tout était prêt pour réaliser cette opération, pièce maîtresse de la stratégie de Jean-Jacques Delort, qui se bat depuis quinze ans pour faire du Printemps un groupe de distribution multi-spécialiste.

La logique qu'il défend a le mérite d'être claire : historiquement, le Printemps est engagé dans deux métiers – les grands magasins et les magasins dits « populaires » (Friston, notamment) – qui progressent à petite vitesse, en raison de l'absence de la concurrence de la grande distribution moderne (supermarchés, hypermarchés, discount).

Il s'agit donc d'investir dans des secteurs ayant le vent en poupe, notamment dans la vente par correspondance (d'où la reprise en 1987 de la totalité de La Redoute, premier « vépéciste » français) et les hypermarchés. La cible Euromarché semblait particulièrement bien choisie puisque le Printemps détenait déjà plus de 40 % de son capital et que Jean-Jacques Delort siégeait au conseil de cette chaîne, avec laquelle son groupe entretenait des liens historiques remontant aux années 70.

## Une union sans nuages

Mais coup de théâtre à la fin juin : au moment précis où l'autre grand actionnaire d'Euromarché et son gestionnaire – la banque Lazard, sans le feu vert de laquelle l'opération ne pouvait se faire, en raison d'un accord d'actionnaires – semblaient sur le point de lâcher Euromarché, l'opération capote et Carrefour rachète la mise. « Le coup du siècle pour Carrefour », commente un professionnel de la distribution... et un coup dur pour le Printemps, brusquement en panne de stratégie. « En pause », corrige Catherine Barbaroux et, à l'unisson, tous les opérationnels du groupe, qui mettent désormais en avant le dynamisme de la branche VPC (vente par correspondance) autour de La Redoute, la bonne tenue des activités financières et l'infatigable travail de fond mené dans les grands magasins et les enseignes populaires.

Il a fallu attendre quelques jours avant d'apprendre que ce revirement avait été imposé au management par les actionnaires suisses. Cet acte d'autorité était d'autant plus surprenant que, vu de l'extérieur, l'union entre les familles Maus-Nordmann (propriétaires de 42,2 % du capital, mais de 56 % des droits de vote) et Jean-Jacques Delort semblait sans nuages. « Un excellent actionnaire, très industriel », qui a remis des fonds lorsque c'était nécessaire et appuyé en son temps le rachat de La Redoute, assure aujourd'hui encore Daniel Arnaud, directeur général adjoint chargé du secrétariat général et de la direction financière du groupe.

## L'art du secret

En réalité, les familles Maus-Nordmann, entrées il y a vingt ans dans le Printemps, n'ont qu'à se féliciter du travail effectué depuis 1977 par Jean-Jacques Delort. En quinze ans, ce Toulonnais rugueux peut se vanter d'avoir remis sur pied un groupe qu'il avait trouvé en pleine déconfiture, se taillant ainsi une solide réputation de bon manager. Pour la première fois, ses actionnaires ne le suivaient pas dans sa stratégie et ce « lâchage » était d'autant plus visible qu'il avait été public son engagement personnel dans le dossier Euromarché (1).

La stupeur était à son comble lorsqu'on apprit pourquoi les action-

naires prenaient ainsi à contre-pied un de leurs managers : en proie à de grandes difficultés aux Etats-Unis, ils ne voulaient pas prendre le risque de se lancer dans l'opération Euromarché, qui aurait mobilisé toutes les forces du Printemps.

A cause de ces problèmes, les Maus-Nordmann se trouvaient brusquement sous les feux de l'actualité. A leur corps défendant, car, s'il est un art qu'ils cultivent particulièrement, c'est bien celui du secret. D'eux, on ne sait rien... ou presque. L'histoire de leurs familles ? Elle n'existe pas. Des documents comptables ? Non plus. Un organigramme du groupe ? Pas plus. On sait qu'ils figurent parmi les Suisses les plus riches de la Confédération, que leur activité repose sur trois pieds (les Etats-Unis, la Suisse et la France), qu'ils gèrent notamment en Suisse la grande chaîne Pincoffs. Apparemment surpris de l'émotion suscitée dans l'Hexagone par les incertitudes que fait peser sur l'avenir d'un des plus beaux monuments de la distribution parisienne l'exposé de leurs difficultés outre-Atlantique, ils restent extrêmement discrets, au risque d'être incompris.

Car on n'est même pas sûr que les familles propriétaires envisagent de céder tout ou partie du Printemps pour combler la perte occasionnée aux Etats-Unis par le rachat, en 1989, de la chaîne de magasins Carson. Perte pour laquelle le chiffre de 900 millions de dollars (soit quelque 5 milliards de francs) a été avancé,

mais être confirmé, le porte-parole du groupe faisant même comprendre qu'il est glorieux.

A la fin juillet, alors que les rumeurs de cession s'amplifiaient autour du Printemps (occasionnant une belle envolée du titre en Bourse), il déclarait : « Nous avons des problèmes aux Etats-Unis, c'est vrai, mais de là à vendre toutes les participations, il y a un pas ». Aujourd'hui, il fait remarquer qu'un groupe suisse, à la veille du grand marché européen, n'a pas intérêt à perdre sa seule implantation dans le Marché commun et souligne l'extraordinaire solidarité financière du groupe, qui a « un taux d'endettement de rêve », avec seulement quelques emprunts hypothécaires pour des raisons fiscales et des « réserves latentes considérables » sur ses biens immobiliers.

Dans la Confédération, on donne la priorité à la « remise sur pied de Bergner », la filiale américaine qui a demandé à la fin du mois d'avril la protection de la loi sur les faillites (« chapitre 11 »). Cette procédure, explique-t-on, vise à assurer les livraisons (stoppées par les fournisseurs) pour la rentrée et Noël, période clé pour la réussite ou l'échec d'une saison... Un de ses effets a été de susciter la colère des banquiers des Maus-Nordmann, qui se sont estimés maltraités par cette décision. Depuis, les rapports se seraient améliorés. De toute façon, on ne connaît pas les décisions des deux familles qu'après les conclusions des différents audits sur le groupe confiés à de célèbres cabinets.

## L'histoire repasserait-elle les plats ?

Son éventuel « décrochage » serait difficilement acceptable pour le management, à la fois parce qu'il réduirait la rentabilité financière de l'ensemble du groupe et parce qu'il consisterait en un retour en arrière dans la politique de diversification. En revanche, un des avantages de l'hypothèse Pinault – à supposer qu'elle aboutisse – serait de la relancer, puisqu'il apporterait dans la corbeille la chaîne de magasins Conforama. Lorsque Conforama était à vendre, l'équipe de Jean-Jacques Delort avait sérieusement envisagé de le racheter. Mais, elle avait préféré garder ses forces (et son argent) pour Euromarché... L'histoire repasserait-elle les plats ?

Un des grands soucis de l'équipe dirigeante du Printemps est de combattre l'idée que les incertitudes conduisent à l'immobilisme : très convaincu, Louis Salto, à la tête de la branche magasins, vient d'inaugurer un « magnifique espace beauté » au rez-de-chaussée du boulevard Hausmann, jouant à plein la carte du haut de gamme et de la magie. Et il continue de repositionner également vers le moyen-bau de magasins populaires (2), dont l'un des inconvénients (leur localisation en centre-ville, sans parking) pourrait se transformer en atout dans une France vieillissante, monoparcellaire et citadine.

Chacun sera sur le qui-vive, le 20 novembre, date du prochain conseil de surveillance du groupe... S'y produira-t-il quelque chose de particulier ? On le dira déjà du particulier ? On le dira déjà du particulier ? Une chose est sûre : le Printemps ne pourra supporter longtemps sans dommage cette période d'incertitude. D'abord, parce que le ralentissement de la consommation pèse fortement sur les grands magasins, déjà touchés par les effets de la crise du Golfe. Il ne peut donc se contenter de gérer au plus serré et il lui faut développer des activités sources de cash-flow (certes, les 2 milliards de francs de plus-values sur Euromarché vont engendrer de l'argent...). De même, les plus beaux jours de la branche financière sont terminés et, après la loi Noiriz sur le surendettement des ménages, promis à une maturation. Enfin, parce que ses concurrents ne restent pas les deux pieds dans le même sabot : il ne faut pas oublier que les Galeries Lafayette viennent de racheter les Nouvelles Galeries, de mettre un pied à Berlin et d'ouvrir en grande pompe un magasin à New-York. Or, la distribution, c'est comme la bicyclette, quand on arrête d'avancer...

FRANÇOISE VAYSSE

## Une hypothèse franco-française



Fallait-il y voir un signe supplémentaire d'attachement des actionnaires à leur filiale française, une volonté de verrouillage ou la possibilité de disposer d'un siège facilement libérable ? Un conseil de surveillance du Printemps, le 25 septembre prochain, en sera le nouveau représentant de la famille, Didier Maus. Et pour faire taire les rumeurs de désaccord entre les actionnaires et leurs managers, un coup de chapeau appuyé était donné à l'équipe dirigeante pour ses bons résultats, au premier semestre, dans un contexte économique morose.

Car, entre-temps, des candidats à la reprise du Printemps s'étaient parfois bruyamment – mis sur les rangs, la conviction s'étant installée dans l'Hexagone que les Maus-Nordmann seraient contraints de céder une partie de leur empire pour renflouer les Etats-Unis (perçus ne les imagine touchant à leurs intérêts suisses) : sont cités, entre autres, des allemands comme Quelle ou Metro, le français Pinault, appuyé par le très actif Crédit lyonnais, et les plus beaux noms de l'establishment, comme Euris.

Un des grands avantages de l'hypothèse Pinault serait d'être « franco-française » : un thème actuellement porteur auprès des pouvoirs publics – et, à première vue, d'assurer l'intégrité du groupe : nul doute qu'une solution du type Quelle (numéro deux européen de la VPC) fait craindre pour l'ancrage dans le groupe de la région Nord (qui compte deux élus de poids, Pierre Mauroy et Michel Delabarre)... Or le porte-parole des familles a explicitement écarté une vente par appartements en déclarant, le 6 novembre, que « le groupe Maus-Nordmann doit compter avec d'autres actionnaires, il ne peut pas vendre le groupe Printemps morceau par morceau ».

Accueilli fraîchement par les observateurs en 1987, le rachat de La Redoute s'avère, en effet, particulièrement porteur pour le Printemps : la VPC résiste mieux que prévu au ralentissement actuel et, à l'intérieur de ce secteur, La Redoute tire bien son épingle du jeu. Certains la considèrent aujourd'hui comme une de ses « vaches à lait » (« le plus grand pourvoyeur de pro-

(1) La presse s'est fait l'écho pendant des mois de la querelle opposant les présidents de Lazard (Antoine Bernheim) et du Printemps (Jean-Jacques Delort) à propos d'Euromarché.  
(2) Les magasins populaires représentent un concept « venant des Etats-Unis et d'Allemagne » dans les années de la grande crise de 1929 : ils vendent des articles à des prix uniques. D'où les deux appellations « Friston » (groupe Printemps) et « Monoprix » (groupe Galeries Lafayette).



ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?  
4<sup>e</sup> séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

MATIN	APRÈS-MIDI
Présidence : René RÉMOND	Présidence : Jacques LESOURNE
9 h Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT	
9 h 15 LA COMMUNICATION DANS L'ENTREPRISE : AVEC OU SANS LES MÉDIAS ? Séance introduite par Elie COHEN	14 h 15 LES MÉDIAS FACE AUX ENTREPRISES : UNE INFORMATION SOUS INFLUENCE ? Séance introduite par Bruno FRAPPAT
* Des stratégies de communication contrastées : Christian BLANC, Pierre DELAPORTE, Jean DROMER, Jean-Louis MISSIKA, Animateur : Manuel LUCBERT	* L'opinion des journalistes : E.S. BROWNING, Emmanuel de LA TAILLE, Didier POURQUERY, Federico RAMPINI, Philippe RIES, Animateur : Roland CAYROL
11 h LE RECOURS AUX MÉDIAS : DU NARCISSISME A LA DOMESTICATION ? Séance introduite par Patrice ALLAIN-DUPRÉ	16 h SITUATIONS DE CRISE : LES MÉDIAS, INSTRUMENTS DE GUERRE ? Séance introduite par Yves MAMOU
* De l'usage de la presse par les entreprises : Alain MINC, Nina MITZ, Patrice KREIS, Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA	* L'information, nouvel enjeu dans les crises : Jean-Bernard PINATEL, Pierre-Yves TANGUY, Marc VIENOT, Patrick ZELNIK, Animateur : Alain FAUJAS
12 h 45 Déjeuner	17 h 45 CONCLUSION DU SÉMINAIRE : Jacques LESOURNE

Le séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue  
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi



INITIATIVES

Le paradis reconquis de la banque Warbur



## AFFAIRES

# A quoi servent les plans textile ?

Avec trois millions de salariés dans la CEE et 365 000 en France, le textile et l'habillement occupent une place essentielle dans la structure industrielle des Douze et de l'Hexagone. Essentielle... mais fortement menacée

**F**ERMETURES d'entreprises, départs de bilan, suppressions d'emplois, désarroi, montée du chômage, régions sacrifiées, vallées désertées... Les scénarios noirs sont de retour. La magie de la mode, couleurs et falbales, s'efface derrière la crise des industries du textile et de l'habillement. Les plans d'urgence sont de retour. Dès juillet, la France adopte un premier traité de mesures (le Monde du 26 juillet). La Communauté européenne lui emboîte le pas. Après avoir entendu Martin Bangemann parler formation et promotion des exportations, les ministres de l'Industrie des Douze examineront, le 18 novembre, les propositions du commissaire européen chargé du développement régional, Bruce Millan (voir encadré).

Fin, en effet, le temps où il était bon ton de ne se pencher que sur les industries dites « stratégiques », à haute valeur ajoutée, à base de composants ou d'électronique. Les Douze ont fait leurs comptes. Entre filature et tissage, maille et confection, l'industrie du textile et de l'habillement de la Communauté emploie trois millions de personnes - 40 % de moins qu'il y a quinze ans - pèse 9 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et représente 40 milliards d'écus (280 milliards de francs) d'échanges entre Etats membres. En 1989, les ménages européens ont consacré 6 % de leur budget - 300 milliards d'écus (2 100 milliards de francs) - à se vêtir.

En France même, rappelle-t-on au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, « les entreprises du textile et de l'habillement restent le deuxième employeur du pays avec 365 000 salariés », bien que réductions d'effectifs et licenciements connaissent une nouvelle poussée. L'an dernier, l'industrie nationale a payé un tribut de 15 000 emplois à la modernisation et à la concurrence internationale. Elle en a perdu autant pendant les six premiers mois de cette année.

La conjoncture se fait exécrable. Les exportations des pays en voie de développement sont dopées par la baisse du dollar (la devise américaine est celle des transactions), alors que le marché intérieur stagne. Faute de croissance, de confiance et d'augmentation du pouvoir d'achat, la consommation de produits manufacturés, dont fait partie le textile-habillement, est baissée de 0,6 % au premier semestre selon l'INSEE. « Ajoutez à cela, ajoute un conseiller, un temps d'hiver en mai, d'été en septembre avec tout ce que cela implique d'achats différés, et vous aurez une idée des difficultés de ce secteur à l'activité saisonnière. »

### Accumulation de difficultés

Une accumulation de difficultés qui tombe au mauvais moment, au terme des accords multilatéraux conclus avec les pays en voie de développement et à la veille d'un retour du textile et de l'habillement au droit com-

mun du marché international sous l'égide du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). S'il est conclu, l'accord ouvrira plus grandes encore les frontières des Douze. « Le marché français représente 200 milliards de francs, rappelle-t-on au Quai de Bercy. Impossible, donc, de l'abandonner tout entier aux importations et d'imaginer un déficit de cette ampleur. Avec ses 80 milliards de francs, la facture pétrolière du pays n'en représente pas la moitié. » C'est, fois, les industries du textile et de l'habillement ne seront pas abandonnées.

En 1982, déjà, l'Etat avait tendu la perche à un secteur durement frappé. Presque par hasard. Avec l'élection de François Mitterrand et son cortège de nationalisations, les grands patrons désertent les allées du pouvoir. Seuls les patrons du textile - un secteur considéré comme « non stratégique » - restent. Deux rapports parlementaires concluent à l'absence de leurs charges sociales sous le bras, continuent à fréquenter l'Elysée et Matignon. Pierre Minroy n'a pas oublié qu'il est né à l'ombre des bœufs. Son ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, sait se montrer attentif et convaincant : le gouvernement adopte, quelques mois seulement avant le retour à la rigueur, un vaste plan « textiles » - « le seul mai en quarante ans », commentent encore les professionnels.

Pour l'essentiel, le plan prévoit un allègement substantiel des charges sociales en contrepartie d'engagements sur l'emploi et le volume d'in-

vestissements. « Les entreprises calculent elles-mêmes les déductions auxquelles elles ont droit », raconte Thierry Noblot, de l'Union des industries textiles (UIT), l'Etat vérifiant en fin d'année si les termes du contrat avaient bien été respectés. Les premiers résultats sont là (le plan prendra prématurément fin en 1984 sous la pression de la Commission européenne). De 1981 à 1983, la marge brute d'autofinancement des entreprises augmente de 146 %, les investissements de 47 % (+33 % pour le textile, +75 % pour la maille, +125 % pour l'habillement), alors qu'ils avaient ébété de 45 % en volume de 1974 à 1981. L'action sur l'emploi, en revanche, se révèle plus fugitive.

Ce n'est pas toujours le cas. En Belgique, à portée de voix des fabriques désertées de Tournai, les usines flamandes neiges qui bordent la route de Waregem à Courtrai montrent que textile et habillement (ainsi que l'ameublement) peuvent se conjuguer avec pavillons coquets, jardins propres et prospérité. Industriels et patrons flamands ont su développer cette politique de « niches » qui, du court à matelas au tissu d'ameublement ou au tapis, leur permet de dominer des marchés limités mais lucratifs.

Mais le plan Claes, du nom du ministre belge l'ayant porté sur les fonts baptismaux, a aussi joué un rôle. A l'époque, comme le raconte Marc Santens, dernier baron belge du textile selon la presse flamande, « il

s'agit de trouver un moyen d'aider de petites entreprises familiales manquant de fonds propres sans autoriser l'Etat à interférer dans leur gestion. On crée donc des actions sans droit de vote ». L'entreprise avait quinze ans pour rembourser cet emprunt sans intérêt avant que les actions ne retrouvent leur plein effet.

### Un train de mesures modeste

La mesure aide à la reconversion, accompagne des investissements massifs même si elle n'en est pas l'unique cause. En 1986, la Commission de Bruxelles met un terme à ce plan de 22 milliards de francs belges (un montant fixé pour faire pendant aux subventions déversées sur la sidérurgie wallonne). Aujourd'hui, l'industrie belge du textile et de l'habillement exporte 85 % de sa production et pèse, avec 100 000 emplois, 12,5 % de l'emploi salarié du pays.

« Toutes ces aides ont cessé », assure Marc Santens, le pays est trop endetté pour avoir les moyens d'une politique économique. « Même si, d'exonération de la taxe cadastrale en déduction partielle des investissements du montant imposable, les coups de pouce sont loin d'être négligeables. Comme dans l'Allemagne voisine, où subventions et incitations se perdent dans le maquis du fédéralisme ; comme dans l'Italie du « système D », où la société Iniziative Spa (équivalente à l'une de nos sociétés de développement régional) peut financer jusqu'à 75 % de

l'implantation d'une usine textile dans le centre de la Péninsule.

En comparaison, le train de mesures défendu fin juillet par Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, paraît bien modeste. Quatre cents des 860 millions de francs annoncés représentent la simple répercussion vers le secteur textile de la baisse - plus générale - de la taxe professionnelle, 250 millions vont aux régions ; 110 millions représentent des mesures existantes (création et innovation) ; 80 millions, enfin, correspondent au coût de l'extension aux frais de collection du crédit impôt « recherche », seule vraie nouveauté.

On est loin des largesses de 1982. Alors que la profession se mobilise et apprend - c'est un événement - à travailler unie, tous métiers confondus. Aux Rencontres textiles, le 7 novembre à Troyes, l'association Intégrale textile, qui réunit 250 entreprises, a proposé aux délégations de Carpi (Italie), Mataro (Espagne) et Leicester (Grande-Bretagne) de faire une sainte-alliance et de créer le premier réseau d'échanges entre les principales villes de la bonneterie européenne. Et pourquoi pas un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) des grandes régions de l'Europe textile ? Face à la concurrence du grand large, l'industrie hexagonale semble prête à sortir de sa léthargie.

PIERRE-ANGEL GAY

## Cinq cents millions d'écus très convoités

Cinq cents millions d'écus. C'est le montant des aides que la Communauté européenne entend consacrer à la reconversion des régions fortement dépendantes de l'industrie textile. Cinq cents millions d'écus ou 3,5 milliards de francs, qui devraient donner lieu à une belle empoignade, le 18 novembre, lorsque le conseil des ministres « Industrie » des Douze examinera - sans pouvoir s'y opposer toutefois - le programme RETEX en faveur des régions fortement dépendantes de l'industrie textile. Un programme destiné, en priorité, dans l'esprit de son promoteur, Bruce Millan, à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, mais dont le mode de répartition n'est pas encore définitivement arrêté.

Et c'est là que le bât risque de blesser. Il reste, par exemple, à définir la place que le textile devra occuper dans l'industrie régionale, au risque de favoriser ici et de défavoriser là. Pour l'instant, le projet de Bruce Millan ouvre la possibilité à une région de bénéficier du programme RETEX si elle figure

parmi les plus défavorisées, éligibles au programme européen FEDER. En France, par exemple, cela pencherait au Nord-Pas-de-Calais, aux Vosges et au Val-de-Loire de bénéficier des nouvelles aides. Mais pas au département de l'Aube où, pourtant, l'industrie de la maille souffre tout autant de la crise du textile européen.

« Distorsion de concurrence », accusent déjà tous ceux qui pourraient être exclus des retombées du nouveau programme. « Pour éviter cette difficulté, il faudra peut-être que les Etats membres mettent en place des aides complémentaires en faveur des régions non éligibles », reconnaît un fonctionnaire bruxellois, ouvrant la voie à de vastes marchandages. Mais ce n'est rien à côté d'un autre débat : l'ex-Allemagne de l'Est bénéficiera-t-elle de RETEX ? « Ce serait construire une seconde industrie textile allemande aux frais du contribuable européen », lâche un professionnel. Les arbitrages promettent d'être délicats.

P.-A. G.

## Le paradis reconquis de la banque Warburg

Suite de la page 29

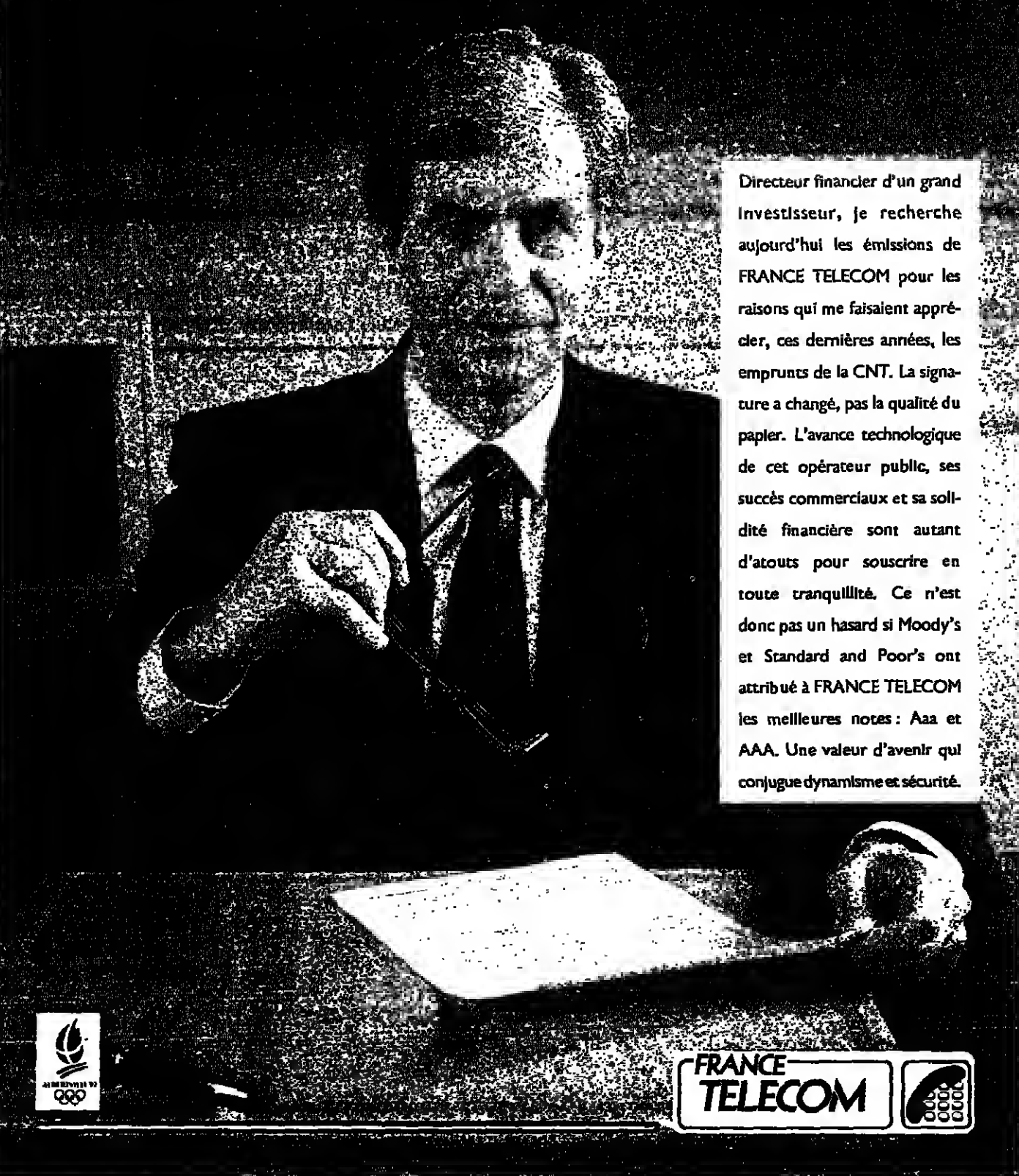
Un volume d'affaires en hausse ne signifie pas nécessairement des bénéfices automatiques. La raréfaction des émissions de titres et des activités les plus rémunératrices, comme le conseil en fusion et acquisition d'entreprise, la concurrence des *investment banks* américaines dans la City, comme Goldman Sachs et Morgan Stanley, se font sentir au niveau des profits. Tout en demeurant bon par rapport au reste du secteur, la rentabilité sur fonds propres laisse à désirer. A l'instar du *Financial Times*, les capitalistes d'industrie dénoncent des prétentions parfois exagérées. Après tout, avec un capital de 934 millions de livres, S. G. Warburg demeure une institution aux ressources limitées par rapport aux titans américains, japonais ou allemands. Pour résister à ces coups de boutoir venus d'ailleurs, l'entreprise doit se doter d'un outil (investissements technologiques, expansion du réseau étranger) à la hauteur de l'enjeu qui pourrait nécessiter de nouveaux besoins en capital. Enfin,

d'aucuns notent que la conjoncture difficile nécessite peut-être un style de direction moins consensuel et plus autoritaire.

De quoi l'avenir de ce groupe, dont la réussite tient à une savante alchimie alliant quelques brillants atouts et des lambeaux de gloire, sera-t-il fait ? Depuis 1981, David Scholey même sans tapage la banque, une coquille de nuit devenue paquebot au fil de cinquante ans d'existence. Il vient de confier la direction générale à son bras droit, lord Cairns, pair du royaume, moulé à Eton, une belle revanche posthume pour Sir Siegmund, l'immigré, longtemps rejeté pour n'être accepté que du bout des lèvres par les grandes familles anglaises. Quand on l'interroge sur l'après-« Big Bang » en mentionnant le Paradis perdu, chef-d'œuvre de Milton, son écrivain favori, David Scholey réplique avec son regard limpide et ce charme d'un Oscar Wilde un peu las qu'il aimait naguère le cinéma : « Vous voulez dire le paradis reconquis ».

MARC ROCHE

## SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD.



Directeur financier d'un grand investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, ces dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avance technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est donc pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribué à FRANCE TELECOM les meilleures notes : Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.

FRANCE TELECOM

EMPLOI

Le Monde

سكنا من الامم







## BOURSE DU 14 NOVEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du mois	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp.État 8.95% 87	122.36	4.24	C.I.M.	1203	1205	Magnat	780	780	A.E.C.	836	...
Emp.État 9.55% 87	100.36	5.30	C.I.T.A.R.A. (R.)	2000	...	Alcan	581	595	Alcan	352	...
10.80% 79-84	101.46	10.00	Colonat	75	...	Alcan	68	69 1/2	Alcan	352	...
Emp.État 12.95% 91	100.20	12.04	Compagnie	243	...	Alcan (Ptd.)	214	214	Alcan	118.50	118.50
Emp.État 12.25% 94	102.95	1.23	Can. Inférieure	7200	7300	Alcan (Ptd.)	200	202	Alcan	118.50	118.50
Emp.État 11% 95	110.90	9.01	Can. Lorient	382	382.20	Alcan (Ptd.)	595	598.90	Alcan	230	...
10.25% 95-97	...	6.92	Can. Lorient	736	736	Alcan (Ptd.)	898	892	Alcan	825	...
Ont. 10% 52-00	107.25	4.87	Can. Lorient	36.40	36.40	Alcan (Ptd.)	1248	1248	Alcan	542	...
Ont. 9.5% 12/87	106.38	9.11	Can. Lorient	174	160 40	Alcan (Ptd.)	840	840	Alcan	230	...
Ont. 9.5% 11/86	103.38	7.73	Can. Lorient	454	460	Alcan (Ptd.)	176	174	Alcan	230	...
Ont. 10.25% 1985	102.95	8.78	Can. Lorient	112	100	Alcan (Ptd.)	600	648	Alcan	22100	...
PTT 11.2% 95	105.95	8.78	Can. Lorient	648	630	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	88.40	...
Q.T. 10.35% 88	102.80	8.67	Can. Lorient	1700	1700	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	73	...
Q.T. 10.25% nov 90	108.15	8.60	Can. Lorient	1220	1075	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	10.20	...
Q.T. 10% 1978	...	8.60	Can. Lorient	1400	1400	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	147	...
Ont. 8.5% 5000	99.15	3.36	Can. Lorient	1120	1075	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	282.00	...
Ont. 8.5% 5000	99.30	3.36	Can. Lorient	2220	2235	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21.80	...
Ont. 8.5% 5000	99.30	3.36	Can. Lorient	2220	2235	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	570	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	9.40	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	387	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	488.90	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	28	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	286	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	9.40	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	387	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	488.90	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	28	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	286	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	9.40	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	387	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	488.90	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	28	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	286	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	9.40	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	387	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	488.90	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	28	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	286	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	9.40	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	387	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	488.90	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	28	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	286	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	189.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	280	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	228	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	330	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	92	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	136	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	29.50	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	310	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	21	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	236.70	236.70	Alcan	82.30	...
Ont. 11.5% 95	103.15	4.63	Can. Lorient	625	605	Alcan (Ptd.)	2				

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A.A.A.	1043 12	1017 89	Franco-Egypte	32 84	32 04	Palestine	131 25	127 74
Amigos	218 58	213 12	Franco-Egypte	87 80	85 41	Posta Orientale	20736 75	20716 03
Arabian	808	773 21	Franco-Egypte	276 19	271 07	Posta Orientale	82650 80	82650 80
Arabian	8257 92	7940 31	Franco-Egypte	11129 51	10855 03	Posta Orientale	11014 57	11003 57
Arabian	252949 35	252949 35	Franco-Egypte	5126 91	5112 92	Posta Orientale	1144 25	113 12
Arabian	844 10	825 34	Franco-Egypte	1363 91	1358 91	Posta Orientale	2287 53	2287 53
Arabian Coast	1146 25	1146 25	Franco-Egypte	14020 81	14020 81	Posta Orientale	1382 33	1382 33
Arabian Coast	1146 25	1146 25	Franco-Egypte	172 33	169 54	Posta Orientale	131 72	129 57
Arabian Coast	388 76	387 25	Franco-Egypte	1238 29	1230 28	Posta Orientale	880 38	843 51
Arabian Coast	1274 57	1274 57	Franco-Egypte	13206 73	13206 73	Posta Orientale	160 41	158 04
Arabian Coast	1732 70	1698 73	Franco-Egypte	111840 99	109382 49	Posta Orientale	5405 02	5351 60
Arabian Coast	163 48	158 40	Franco-Egypte	13563	13563 00	Posta Orientale	1140 72	1126 82
Arabian Coast	7515 45	7515 45	Franco-Egypte	335 23	324 74	Posta Orientale	354 76	311 47
Arabian Coast	138 01	137 01	Franco-Egypte	276 19	271 04	Posta Orientale	18062 23	18062 23
Arabian Coast	117 84	117 84	Franco-Egypte	239 86	230 06	Posta Orientale	226 26	226 26
Arabian Coast	113 88	113 88	Franco-Egypte	241 67	232 02	Posta Orientale	761 14	729 03
Arabian Coast	145 08	138 03	Franco-Egypte	204 27	234 70	Posta Orientale	590 57	553 79
Arabian Coast	125 86	120 47	Franco-Egypte	304 20	281 80	Posta Orientale	517 70	484 22
Arabian Coast	111 37	108 13	Franco-Egypte	229 19	218 05	Posta Orientale	14220 24	14163 38
Arabian Coast	588 79	588 79	Franco-Egypte	140 21	134 48	Posta Orientale	160 60	160 60
Arabian Coast	1253 24	1234 72	Franco-Egypte	199 31	181 18	Posta Orientale	13343 51	13081 87
Arabian Coast	27 65	26 98	Franco-Egypte	340 42	330 42	Posta Orientale	1324 38	1324 38
Arabian Coast	1288	1277	Franco-Egypte	214 93	214 72	Posta Orientale	703 93	657 47
Arabian Coast	3333 02	3328 03	Franco-Egypte	11848 72	11848 72	Posta Orientale	7579 99	7579 50
Arabian Coast	351 88	348 71	Franco-Egypte	8653 89	8480 00	Posta Orientale	872 43	862 84
Arabian Coast	468 47	468 47	Franco-Egypte	11762 91	11762 91	Posta Orientale	1094 35	1094 35
Arabian Coast	1231 22	1231 22	Franco-Egypte	26158 77	26288 55	Posta Orientale	511 11	418 80
Arabian Coast	1258 85	1229 15	Franco-Egypte	932 23	915 95	Posta Orientale	1459 72	1386 86
Arabian Coast	806 31	828 15	Franco-Egypte	2187 85	2186 19	Posta Orientale	688 08	650 20
Arabian Coast	1038 24	985 78	Franco-Egypte	25017 27	25017 21	Posta Orientale	418 82	407 71
Arabian Coast	254 23	243 28	Franco-Egypte	556 58	540 07	Posta Orientale	215 25	211 04
Arabian Coast	1082 42	1068 97	Franco-Egypte	712 80	692 08	Posta Orientale	452 46	447 07
Arabian Coast	301 18	298 18	Franco-Egypte	178 22	178 22	Posta Orientale	131 03	123 10
Arabian Coast	2469 77	2469 77	Franco-Egypte	1008 13	987 25	Posta Orientale	1034 91	1014 52
Arabian Coast	2228 79	2173 55	Franco-Egypte	5479 11	5479 11	Posta Orientale	303 46	281 51
Arabian Coast	422 45	411 12	Franco-Egypte	6442 18	6442 18	Posta Orientale	1055 66	1035 94
Arabian Coast	3350 13	3350 13	Franco-Egypte	6914 99	6914 99	Posta Orientale	1325 61	1289 62
Arabian Coast	74803 14	74803 14	Franco-Egypte	77858 22	77858 22	Posta Orientale	617 92	584 16
Arabian Coast	2314 69	2314 69	Franco-Egypte	12916 86	12960 91	Posta Orientale	880 18	7175

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/11	COURS DES BILLETTS achat	vente
Or (1 once)	5 985	5 983		
Argent	6 980	6 984		
Monnaie (100 dm.)	34 900	34 910		
Papier-Bois (100 lb)	16 537	16 582		
Ships-Born (100 ton)	303 120	303 300		
Indice (100 Index)	4 535	4 540		
Indice-Stock (100 ind.)	9 940	9 850		
Dele Stranegre (1 L)				
Grains (100 bushels)	2 022			
Grains (100 lb)	388			
Sucre (100 lbs)	83 820			
Normale (100 lb)	87 130			
Muscovade (100 lb)	42 549			
Espagne (100 pes)	5 431			
Portug (100 real)	3 958			
Canada (1 56 cent)	4 356			
Japon (100 yens)	4 307			

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/11
Or fin (elle en barre).....	64300	63900
Or fin (en lingot).....	64500	64150
Napoleon (20 g).....	368	380
Filices F (10 g).....	344	367
Pilée Suisse (20 g).....	366	369
Pilée Larine (20 g).....	368	371
Souverain.....	485	484
Pilée 20 dollars.....	2025	2039
Pilée 10 dollars.....	1060	1030
Pilée 5 dollars.....	830	806
Pilée 50 pesetas.....	2385	2365
Pilée 10 florins.....	382	381

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

هناك من الأصل



## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 13 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux extraits.

## Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine et un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport.

## Adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer et le ministre délégué à la justice ont présenté un projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer.

Le projet de loi autorise le gouvernement à prendre par ordonnances les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans les territoires d'outre-mer en matière d'organisation judiciaire, de procédure pénale, d'indemnisation des victimes et d'aide juridictionnelle devant les juridictions pénales.

Il s'agit notamment d'étendre aux territoires d'outre-mer les textes relatifs à ces matières qui ne leur sont pas encore applicables avec les adaptations nécessaires pour tenir compte des particularités de ces territoires.

## Conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France

Le ministre de l'intérieur a présenté un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (le Monde du 14 novembre).

## Rémunération des fonctionnaires

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, a présenté un décret portant réévaluation de la rémunération des fonctionnaires, conformément à l'accord salarial signé le 12 novembre 1991 avec la Confédération française démocratique du travail, la Confédération française des travailleurs chrétiens, la Fédération de l'éducation nationale et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (le Monde du 14 novembre).

## Le contrat de plan de France Télécom

Le ministre délégué aux postes et télécommunications a présenté une communication relative au contrat de plan de France Télécom.

Prévu par la loi du 2 juillet 1990 qui a transformé France Télécom en établissement autonome de droit public, ce contrat de plan définit les objectifs de France Télécom et ses relations avec l'Etat entre 1991 et 1994, c'est-à-dire jusqu'au terme de

la période de transition prévue par la réforme des postes et télécommunications.

Le contrat a été conçu pour donner à France Télécom les moyens de son développement autonome dans un contexte de mutation accélérée du secteur des télécommunications. Tout en respectant ses engagements de service public, l'établissement pourra renforcer ses capacités technologiques et sa compétitivité pour consolider ses positions à l'échelle internationale.

1. - Le prix moyen des services de télécommunications diminuera en francs constants et se maintiendra donc à un niveau plutôt inférieur à la moyenne européenne.

2. - France Télécom disposera néanmoins des ressources suffisantes pour réaliser les investissements nécessaires, qui atteindront 150 milliards de francs entre 1991 et 1994. Ceux-ci porteront notamment sur la modernisation des infrastructures, la recherche, à laquelle seront consacrés 4 % du chiffre d'affaires, l'action industrielle et le renforcement de la stature internationale de l'établissement.

3. - L'amélioration de la qualité technique et commerciale des services rendus à la clientèle sera suivie au moyen d'indicateurs spécifiques.

4. - L'application aux agents de France Télécom du volet social de la réforme des postes et télécommunications sera achevée en 1994.

## La modernisation de l'hôtellerie

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur la modernisation de l'hôtellerie indépendante et familiale.

L'hôtellerie indépendante et familiale représente environ la moitié du nombre total des lits d'hôtel qui ont fait l'objet d'un classement.

Le ministre délégué au tourisme a arrêté un plan de modernisation de cette hôtellerie, qui vise à améliorer sensiblement au cours des cinq prochaines années la qualité des prestations offertes dans environ cinq mille établissements représentant cent mille chambres, soit le tiers du parc indépendant; ce plan vise aussi à moderniser la gestion des hôtels et la commercialisation des prestations et à améliorer la formation des gestionnaires et des personnels hôteliers.

Ce plan contribue à l'action du gouvernement en faveur de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises et à son action en faveur du développement de l'espace rural. Prévoyant une action conjointe des professionnels, de l'Etat et des collectivités locales, le plan comporte des mesures qui devront être appliquées à chaque entreprise de façon coordonnée.

1. - L'investissement immobilier et mobilier sera facilité par l'accès à des financements privilégiés, notamment aux prêts distribués à l'aide des comptes pour le développement industriel (CODEVI), dont le taux est inférieur à 9 %.

2. - L'adhésion des hôtels aux réseaux informatisés de réservation et aux groupements de commercialisation sera encouragée. Les actions de promotion du tourisme français feront une plus large place à l'hôtellerie indépendante.

3. - Chaque hôtelier sera incité à mettre au point, pour lui-même et pour son personnel, un plan de formation.

4. - La profession sera aidée à développer ses actions destinées à faciliter la transmission des entreprises.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5651

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

## HORIZONTALEMENT

I. Personnage de comédie. - II. On l'on peut passer un savon. Reste au bureau. - III. Points de suspension. - IV. Prend sur lui. Porte des palmes. V. Randonnée et flexibles. - VI. Monnaie sans face. Favorisée par le bien ou alors victime du mal. - VII. Court à la catastrophe. Conjonction. - VIII. Va sur le doigt ou bien dans la main. Prend ce qu'on nous a donné. - IX. Apporte la victoire. A droite sur la carte. X. Est malin comme un singe. Ennemi du

régne végétal. - XI. Symbolise. Telle la belle vie.

## VERTICALEMENT

1. Abat l'ouvrage. - 2. De quoi faire le rassemblement. Empêche de franchir le pas. - 3. Du jeune du vert. Plus de deux at moins de quatre. - 4. Possesseur. Une parmi neuf. - 5. A une bonne couverture. Produit exotique. - 6. Spécialiste des canaux. Préposition. - 7. Fut un feu de nouvelles rencontres. Sous les cieux africains. - 8. Ve du gris au noir. - 9. Ce n'est pas la petite bête que certains y cherchent à enlever le haut.

## Solution du problème n° 5650

## Horizontalement

I. Patinaga. - II. Eryaipela. - III. Ramage. Et. - IV. Impies. Ve. - V. Abridge. - VI. An. Inouf. - VII. Tu. Féus. - VIII. Nérés. - IX. Chou. - X. Hamburger. - XI. Emeus. Osé.

## Verticalement

1. Péri. Tâche. - 2. Aram. Au. - 3. Tympan. Môme. - 4. Isale. Ubu. - 5. Nigérien. Us. - 6. Apesanteur. - 7. Gâ. Gour. Go. - 8. Eleveuse. Es. - 9. Eta. Erra.

GUY BROUTY

## Décès

Le président de l'université de Metz, M. de la faculté des lettres et sciences humaines, ses étudiants, le personnel ATOS, ont en grande tristesse d'annoncer le décès, à soixante ans, de

Michel BAUDE, professeur de langue et littérature françaises à l'université de Metz, chevalier des Palmes académiques.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 27 septembre 1991, à 15 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de la Patroite, à Metz-Devant-le-Pont.

M. Michel Baudé, né en 1931, agrégé de lettres classiques en 1959, a suivi la filière classique de l'enseignement supérieur, à Strasbourg d'abord, puis à Metz, où il a joué un rôle de pionnier dans la fondation de la jeune université messine. Il dirigeait depuis de nombreuses années le centre de recherche Littérature et spiritualité, qu'il avait contribué à fonder, et le DEA de langue et littérature françaises. Auteur d'une thèse sur le *Journal intime* d'Azaïs, spécialiste de littérature du dix-neuvième siècle, mais ouvert aussi aux expressions les plus contemporaines de la littérature, M. Baudé avait organisé plusieurs colloques, notamment sur « Romanisme et religion », en 1978, et, avec son épouse Jeanne-Marie, sur « Poésie et spiritualité en France depuis 1950 : spiritualité chrétienne, spiritualité athée », en 1988.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henry BAYLE, ancien ambassadeur de France, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 13 novembre 1991.

De la part de M<sup>me</sup> Henry Bayle, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Robert Van der Meulen et leurs filles, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bayle et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Bayle et leur fille, M<sup>me</sup> Béatrice Bayle, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Bayle, leurs enfants et petits-enfants, sa sœur et sa belle-sœur, La famille Hansen.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale le vendredi 15 novembre, au cimetière de la Chapelle, à 14 heures, en l'église de la Chapelle.

Une eucharistie sera célébrée le lundi 19 novembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, rue Pergolée, 75116 Paris.

Le Frère provincial des dominicains de la province de France, Le Frère prieur et les Frères du couvent Saint-Jacques, font part du décès de

Frère Pierre BLOND,

le mardi 12 novembre 1991, à la Chapelle-sur-Loire, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 novembre, à 15 heures, en l'église de la Chapelle-sur-Loire.

Une eucharistie sera célébrée le lundi 19 novembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, rue Pergolée, 75116 Paris.

Le Frère provincial des dominicains de la province de France, Le Frère prieur et les Frères du couvent Saint-Jacques, font part du décès de

Frère Pierre BLOND,

le mardi 12 novembre 1991, à la Chapelle-sur-Loire, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 novembre, à 15 heures, en l'église de la Chapelle-sur-Loire.

Une eucharistie sera célébrée le lundi 19 novembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, rue Pergolée, 75116 Paris.

Le Frère provincial des dominicains de la province de France, Le Frère prieur et les Frères du couvent Saint-Jacques, font part du décès de

Frère Pierre BLOND,

le mardi 12 novembre 1991, à la Chapelle-sur-Loire, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 novembre, à 15 heures, en l'église de la Chapelle-sur-Loire.

Une eucharistie sera célébrée le lundi 19 novembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, rue Pergolée, 75116 Paris.

Le Frère provincial des dominicains de la province de France, Le Frère prieur et les Frères du couvent Saint-Jacques, font part du décès de

Frère Pierre BLOND,

le mardi 12 novembre 1991, à la Chapelle-sur-Loire, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 novembre, à 15 heures, en l'église de la Chapelle-sur-Loire.

Une eucharistie sera célébrée le lundi 19 novembre, à 19 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, rue Pergolée, 75116 Paris.

## CARNET DU Monde

M<sup>me</sup> Marie Montezano,

son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Salvatore Serio et leurs enfants Paolo et Francesca, Francesco, Paolo et Antonella Taddono, ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Umberto De Lorenzo, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giovanni Taddono, ainsi que leurs enfants Gianfranco et Sergio, ses frères et sœur, beau-frère, belle-sœur et neveu, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francesco Montezano, ses beaux-parents, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giuseppe Montezano et leurs enfants Francesco, Monica et Marco, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giorgio Tapparini et leurs enfants Laura et Gianluca, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne DEUTSCH,

leur chère sœur, belle-sœur, tante et grand-tante, survenue, le 11 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 16 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-et-Paul de Sultz-sous-Forêt (Bas-Rhin).

L'inhumation se fera dans la stricte intimité à Schœnbourg.

Registre de condoléances.

La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui prennent part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

84480 Bonniaux-Les Blayons.

6, rue Marcel-Winmann, 67100 Strasbourg.

La famille a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FARINAUD,

survenu, le 11 novembre 1991, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 novembre, à 8 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Bellevue à Méudon.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Amilly (Loiret) à 11 h 30.

57, rue des Druides, Village de la Forêt, 27000 Evreux.

Paris. Tel-Aviv. Genève.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Hoffmann, Jérémie, Raphaëla, Natballe Hoffmann, M<sup>me</sup> Martine Hoffmann, Arlette, Laurence, Judith Gratiot, Le rabbin et M<sup>me</sup> François Garzi, Benjamin, Sophie Garzi, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Max Stern, leurs enfants et petits-enfants, Sa fidèle Kourou, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques HOFFMANN,

né Simon Hauer,

survenu le 13 novembre 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 15 novembre au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 30. Réunion porte principale du cimetière.

Ni fleurs ni couronnes.

163, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

La soixante-quatrième section du Conseil national des universités, UFR STAPS, profondément peinée par la disparition accidentelle, le 7 novembre 1991, de leur collègue

Jacques THIBAUT,

professeur émérite de l'université Bordeaux-II,

présent à sa famille et à ses amis leurs sincères condoléances.

Né à Montargis en 1923, Jacques Thibaut a été professeur d'éducation physique à Limoges et à Bordeaux avant de soutenir une thèse de doctorat d'Etat de lettres. Professeur à l'université Bordeaux-II, il y dirigea l'UFR d'éducation physique et sportive, et devint, en 1983, le premier président de la section des sciences et techniques des activités physiques et sportives du Conseil supérieur des universités. Le combat de ce partisan convaincu a été déterminant pour l'intégration de cette discipline dans l'université française.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacqueline Beaudichon, sa fille, Evelyn et Bertrand-Xavier, ses petits-enfants, Anne-Cécile et Clément, ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yveline Nizichian et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Régine-Takouhi YAZIDJIAN,

survenue le 12 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 19 novembre, à 14 heures, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Gougeon, Paris-8.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Villepoux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square Crouzier, 78450 Villepoux.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

M<sup>me</sup> Marie Montezano,

son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Salvatore Serio et leurs enfants Paolo et Francesca, Francesco, Paolo et Antonella Taddono, ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Umberto De Lorenzo, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giovanni Taddono, ainsi que leurs enfants Gianfranco et Sergio, ses frères et sœur, beau-frère, belle-sœur et neveu, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francesco Montezano, ses beaux-parents, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giuseppe Montezano et leurs enfants Francesco, Monica et Marco, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Giorgio Tapparini et leurs enfants Laura et Gianluca, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne DEUTSCH,

leur chère sœur, belle-sœur, tante et grand-tante, survenue, le 11 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 16 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-et-Paul de Sultz-sous-Forêt (Bas-Rhin).

L'inhumation se fera dans la stricte intimité à Schœnbourg.

Registre de condoléances.

La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui prennent part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

84480 Bonniaux-Les Blayons.

6, rue Marcel-Winmann, 67100 Strasbourg.

La famille a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FARINAUD,

survenu, le 11 novembre 1991, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 novembre, à 8 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Bellevue à Méudon.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Amilly (Loiret) à 11 h 30.

57, rue des Druides, Village de la Forêt, 27000 Evreux.

Paris. Tel-Aviv. Genève.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Hoffmann, Jérémie, Raphaëla, Natballe Hoffmann, M<sup>me</sup> Martine Hoffmann, Arlette, Laurence, Judith Gratiot, Le rabbin et M<sup>me</sup> François Garzi, Benjamin, Sophie Garzi, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Max Stern, leurs enfants et petits-enfants, Sa fidèle Kourou, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques HOFFMANN,

né Simon Hauer,

survenu le 13 novembre 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 15 novembre au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 30. Réunion porte principale du cimetière.

Ni fleurs ni couronnes.

163, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

La soixante-quatrième section du Conseil national des universités, UFR STAPS, profondément peinée par la disparition accidentelle, le 7 novembre 1991, de leur collègue

Jacques THIBAUT,

professeur émérite de l'université Bordeaux-II,

présent à sa famille et à ses amis leurs sincères condoléances.

Né à Montargis en 1923, Jacques Thibaut a été professeur d'éducation physique à Limoges et à Bordeaux avant de soutenir une thèse de doctorat d'Etat de lettres. Professeur à l'université Bordeaux-II, il y dirigea l'UFR d'éducation physique et sportive, et devint, en 1983, le premier président de la section des sciences et techniques des activités physiques et sportives du Conseil supérieur des universités. Le combat de ce partisan convaincu a été déterminant pour l'intégration de cette discipline dans l'université française.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacqueline Beaudichon, sa fille, Evelyn et Bertrand-Xavier, ses petits-enfants, Anne-Cécile et Clément, ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yveline Nizichian et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Régine-Takouhi YAZIDJIAN,

survenue le 12 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 19 novembre, à 14 heures, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Gougeon, Paris-8.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Villepoux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square Crouzier, 78450 Villepoux.

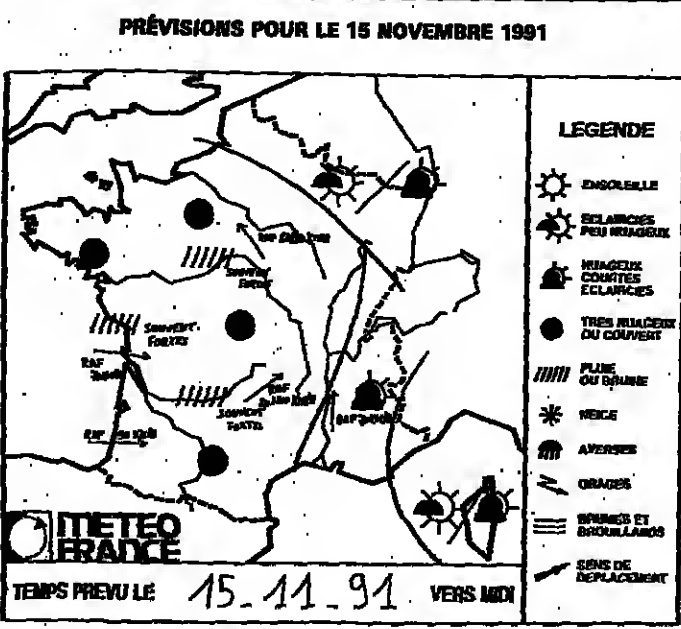
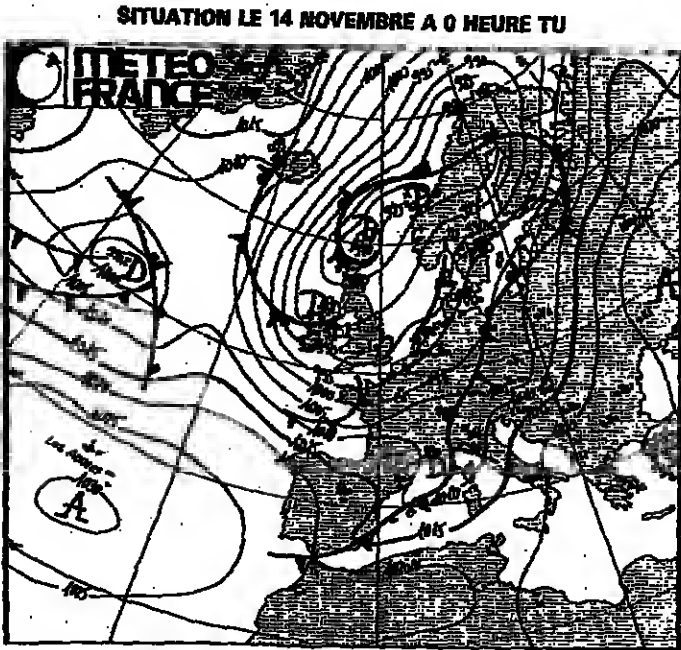
THÈSES

Tarif Étudiants

50 F



# MÉTÉOROLOGIE



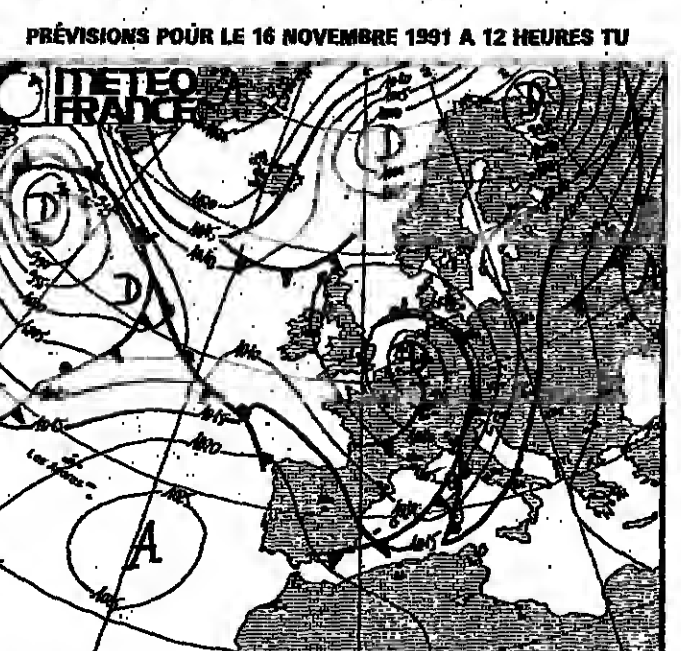
Vendredi, nouvelles pluies accompagnées de vent violent. Sur toutes les régions de l'Ouest, on se réveille sous la pluie et le vent, les rafales pouvant atteindre 80 km/h sur l'Aquitaine. L'amélioration ne se fera qu'en fin de journée.

Sur le Nord-Picardie, le Bassin parisien, le Centre, le Massif Central et le Languedoc-Roussillon, il fouche vite profiter des dépressions du début de matinée, car le ciel va rapidement se couvrir; il pleuvra dès le milieu de matinée, et la pluie durera jusqu'au soir. Le vent de sud ou sud-ouest soufflera violemment avec des rafales comprises entre 60 et 80 km/h.

Sur la moitié est du pays, la journée sera partagée entre les nuages et le soleil. Toutefois, dans l'après-midi, le ciel se couvrira par l'Ouest. Le vent de sud se lèvera dans la vallée du Rhône. La pluie arrivera en fin de journée.

Seule la Corse ne devrait pas être trop inquiétée par les nuages.

Les températures resteront assez proches des normales saisonnières: les minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés sur la moitié ouest, entre 3 et 6 degrés sur la moitié est, et entre 9 et 11 degrés sur le littoral méditerranéen. Les maximales seront en légère hausse, s'élevant entre 11 et 15 degrés du nord au sud, et jusqu'à 17 ou 18 degrés sur le littoral méditerranéen.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs maximales relevées entre le 13-11-1991 à 18 heures TU et le 14-11-1991 à 6 heures TU											
le 14-11-91											
FRANCE				ÉTRANGER							
AMACCO	18	10	P	TOULOUSE	12	7	T	LOS ANGELES	28	16	D
BARCELONE	15	8	A	TOURS	12	4	P	LUXEMBOURG	12	5	C
BELLEVILLE	14	7	A	POURTA-PYRE	30	22	D	MADRID	12	5	N
BONNEVILLE	10	4	N	ALGER	24	10	N	MARRAKECH	24	8	D
BREIT	8	6	N	AMSTERDAM	8	4	A	MILAN	9	8	P
CARIN	10	5	T	ATLANTA	19	10	N	MONTREAL	3	-1	P
CHERBOURG	9	7	N	BANGKOK	33	22	N	MOSCOW	1	8	C
CHERBOURG	11	4	T	BARCELONE	12	7	D	NEW YORK	9	4	D
DJON	10	3	N	BEZIER	14	3	N	OSLO	7	8	C
GRANVILLE	15	6	T	BREIT	12	6	N	PALM-BEACH	30	16	N
LAKE	10	4	N	BREIT	9	4	N	PARIS	13	-1	D
LYON	14	6	N	CAIRO	26	14	D	ROBINSON	29	22	N
MARSA	17	8	N	COPENHAGEN	8	4	A	ROME	19	17	T
NANCY	9	3	N	DAKAR	31	23	N	SINGAPOUR	28	24	C
NANCY	12	5	A	DJON	25	14	D	STOCKHOLM	7	2	N
NICE	12	11	D	GENEVE	14	6	N	STONY	18	9	D
PARIS-MONT	11	4	N	BONNEVILLE	24	17	D	TOKYO	23	15	N
PAU	14	6	N	STANBUL	16	12	C	TUNIS	9	4	C
PERPIGNAN	14	10	D	STANBUL	20	14	D	VARSOVIE	9	4	C
REIMS	16	9	N	LEZANNE	15	10	N	VERONE	12	7	C
STRASBOURG	18	4	N	LONDRES	9	1	N				
</											

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le soutien technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

## IMAGES

PIERRE GEORGES

## Silence, on vit!

QUE Michel et Michèle aient divorcé, voilà qui ne bouleversera pas les foules habituées, statistiquement, aux accidents de la vie conjugale. Mais si, dans le cas, il s'agissait des Rocard.

L'étonnant fut ailleurs. La fait que l'ancien premier ministre, dans un état de parler vrai, un souci de présidentielle, ait cru nécessaire de faire savoir à été commenté comme s'il s'agissait d'un événement politique inédit, courageux, habile même. Et cela encore dans l'émission de Christine Ockrent « Direct », consacrée à la vie privée des hommes politiques. C'est dire l'état de la société politique face aux mœurs du temps. Car enfin quoi? Ou nous sommes encore dans un temps où pour accéder aux plus hautes fonctions, il convient d'être bon père, bon mari, bon chrétien, de préférence apostolique et romain, idéal des veillées des chaumières républicaines. Et encore n'évoque-t-on là que le cas des hommes, celui des femmes supposant quelques vertus complémentaires. Ou tout le système est d'une hypocrisie noire, et combien souhaitable. Le vie privée des hommes publics échappe, en France, à la publicité journalistique. C'est là une vieille et salutaire convention: ne point toucher aux amours de César, à sa femme, ou son homme, à ses enfants légitimes ou non. Ce tabou ne signifie pas pour autant que les politiques répugnent à étaler leur vie de famille sous les yeux les plus avantageux. Avec photos édifiantes dans les magazines, enfants exemplaires et joyeux, chiens de bonne compagnie et feu dans la cheminée. C'est là, disons, de la vie privée idéale, contrôlée et supposée éligible.

A cette large nuance près, les politiques exigent et obtiennent, sans mal, le respect de leur vie privée. Les rédactions savent et ne disent pas. Et c'est un rare plaisir journalistique, parfois, que de savoir et de taire. C'est en tout cas une sage précaution à voir les exemples cités, dans l'émission, d'autres pays, notamment les États-Unis. Là-bas, les médias, sérieux ou non, veulent l'homme public nu et entier. Affaire de culture, de protestantisme puritain, et à l'occasion voyeur, qui suppose que le mensonge est haïssable, et que l'homme politique, privé ou public, étant un tout, mieux vaut connaître le tout qu'une partie. L'idée se défend. Sauf qu'humainement, elle est vite ingérable et se finit en chasse à l'homme. Dans son infinie sagesse, notre V<sup>e</sup> République la sait bien qui ne rêve pas encore d'une réforme de cette institution-là!

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► signalé dans « Le Monde radio-télévision »; ○ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 14 novembre

- TF 1**
- 20.50 Série: Navarro.
  - 22.30 Magazine: Ex libris. Invités: Jean-Pierre Petit (Enquête sur les extraterrestres); Martine Castello (la Conspiration des étoiles, les Urmas terrestres ou extraterrestres, avec Philippe Chandon et Isabelle Blanc); Daniel Costella (Paris, un miracle et trois secrets); Peco Rabonne (Trajectoire, d'une vie à l'autre); Monique Simonet (Images et messages de l'au-delà); Jean-Marie L'Enigme des vampires); François-Marie Banier (Photographies).
  - 23.50 Magazine: Télévision. 0.15 Journal, Le Débat, Météo, Bourse.
- A 2**
- 20.45 Magazine: Envoyé spécial. La bombe de Saddam; Femmes de guerre, d'Aubert Edler et Christian Héro.
  - 22.15 Cinéma: La Palangine des larmes. Film américain de Michael Cimino (1980). Avec Isabelle Huppert, Kris Kristofferson, Christopher Walken.
  - 0.10 Magazine: Merci et encore Bravo. 1.10-1.2.3.3: Théâtre.
  - 1.20 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Cinéma: La Porte du paradis. Film américain de Michael Cimino (1980). Avec Isabelle Huppert, Kris Kristofferson, Christopher Walken.
  - 23.15 Journal et Météo.
  - 23.25 Court-métrage: Ecrire contre l'oubli.

- 23.40** Téléfilm: Le Pénitencier de l'enfer. La dure vie d'une gardienne de prison.
- 1.15** Musique: Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.05 Sport: Football. Championnat de France: Marseille-Monaco, en direct.
  - 22.40 Flash d'informations.
  - 22.45 Cinéma: Susie et les Baker Boys. Film américain de Steve Kloves (1989). Avec Michelle Pfeiffer, Jeff Bridges, Beau Bridges (v.o.).
  - 0.35 Cinéma: La Désenchantée. Film français de Benoît Jacquot (1990). Avec Judith Godrèche, Marcel Bonzonnet, Yvan Desny.
- LA 5**
- 20.50 Cinéma: Le Salaire de la peur. Film français de Henri-Georges Clouzot (1952), avec Y. Montand.
  - 23.20 Sport: Tennis. Masters 1991 à Francfort.
  - 0.00 Magazine: C'est tout comm. 0.20 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Cinéma: Guet-apens. Film américain de Sam Peckinpah (1972). Avec Steve McQueen, Ali McGraw, Ban Johnson.
  - 22.40 Cinéma: La Boulangerie de Valorgue. Film français d'Henri Verneuil (1953). Avec Fernandel, Pierrette Bruno, Francis Lel.
  - 0.25 Six minutes d'informations.

- LA SEPT**
- 21.00 Magazine: Avis de tempête.
  - 22.55 Documentaire: Maria-Joao Pires.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Cérémonies de l'eube, d'après Carlos Fuentes (2).
  - 21.30 Profils perdus. Marguerite Durand, le féminisme en doute.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Mémoires de nuit. 3. Nuit d'ivresse.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Serge Mestre (les Plages du silence).
  - 0.50 Musique: Coda, Arthur H. 4. C'est toujours une histoire de musique.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 3 août lors du Festival de Bregenz): Adagio et fugue pour cordes de l'Art de la fugue de J. S. Bach, de Mozart; Sérénade pour cordes en mi majeur op. 10, de Dohnányi; Divertimento pour cordes en mi bémol majeur K 563, de Mozart, par le Trio à cordes de Vienne (Jan Pospisil, violon, Wolfgang Kles, alto, Friedhelm Rietm, violoncelle).
  - 23.07 Poussières d'étoiles. La Boite de Pandora. Œuvres de Anthel, Copland, Godowsky, Barber, Ives, Schoenberg, J. Strauss, Hindemith, Weill, Milhaud, Poulenc, Martinu, Falla, Honegger, Roussel, Stravinsky.

## Vendredi 15 novembre

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton: Côté Ouest.
  - 15.30 Feuilleton: La Clinique de la Forêt-Noire.
  - 16.15 Feuilleton: Riviera.
  - 16.40 Club Dorothée.
  - 17.30 Série: 21 Jump Street.
  - 18.25 Jeu: Une famille en or.
  - 18.50 Feuilleton: Santa Barbara.
  - 19.20 Jeu: La Roue de la fortune.
  - 19.50 Divertissement: Le Bébête Show (et à 0.55).
  - 20.00 Journal, Météo, Tapis vert.
  - 20.45 Variétés: Tous à la Une.
  - 22.45 Magazine: Grands reportages. J'ai neuf ans et je travaille.
  - 23.50 Sport: Supercross de Bercy. 1.00 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 15.20 Variétés: La Chance aux chansons.
  - 16.15 Jeu: Des chiffres et des lettres.
  - 16.40 Magazine: Défendez-vous.
  - 16.55 Magazine: Giga.
  - 18.20 Série: Mac Gyver.
  - 19.10 Jeu: Question de charme.
  - 19.40 Divertissement: Caméra indiscret.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Jeu: Fort Boyard.
  - 22.05 Sport: Boxe. Championnats d'Europe des poids plume: Fabrice Benichou (France)-Vicenzo Linetola (Italie), à Nimex.
  - 23.10 1. 2. 3. Théâtre.
  - 23.15 Cinéma: Hiroshima mon amour. Film français d'Alain Resnais (1959). Avec Emmanuelle Béart, Eiji Okada.
  - 0.45 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.30 Magazine: Regards de femme. Invité: Marlene Sciva, biologiste.
  - 15.00 Magazine: Faut pas rêver (rediff.).
  - 16.00 Magazine: Zapper n'est pas jouer.
  - 18.15 Magazine: Une pêche d'enfer.
  - 18.30 Jeu: Questions pour un champion.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
  - 20.00 Un livre, un jour. Moutons pour mémoire, de Didier Dae-ninckx et Joanne Puchol.
  - 20.10 Divertissement: La Classe.

- 20.45 Magazine: Thalassa. Les Fleets de la misère. L'indigence des pêcheurs en Inde du Sud.
  - 21.40 Magazine: Caractères. Parlez-moi d'amour. Invités: Isabelle Vi-sière (Une liaison dangereuse, d'Isabelle de Cherrier); Jeanine Mossaux-Lavau (Les Lois de l'amour); Jean-Claude Carrière (Les Mots et la Chose); Maurice Lévy (Sadat); Pierre Moindot (Le Descent du fleuve).
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 22.55 Court métrage: Ecrire contre l'oubli. Jacques Dery et Bruno Masura pour Stanza Bopape (Afrique du Sud).
  - 23.10 Magazine: Musicales. Cycle Schumann (1<sup>re</sup> partie).
  - 0.05 Magazine: Mondo Sono. Afrique: Côte d'Ivoire; Amérique latine: Cuba; Antilles.
- CANAL PLUS**
- 15.25 Documentaire: Nos cousins les grands singes.
  - 15.45 Court métrage: Ecrire contre l'oubli. Jacques Dery et Bruno Masura.
  - 15.55 Cinéma: Chien de fil. Film américain de Rod Daniel (1988).
  - 17.35 Magazine: Rapido.
  - 18.00 Canaille peluche.
  - 18.30 Le Top.
  - 19.20 Magazine: Nulle part ailleurs.
  - 20.30 Téléfilm: La Dernière Chasse.
  - 21.55 Documentaire: Lions dans la nuit africaine.
  - 22.50 Flash d'informations.
  - 23.00 Le Journal du cinéma.
  - 23.04 Cinéma: Permis de tuer. Film britannique de John Glen (1989).
- LA 5**
- 14.25 Série: Sur les lieux du crime.
  - 15.55 Série: L'Enquêteur.
  - 16.50 Youpi! L'école est finie.
  - 18.10 Série: Shérif, fais-moi peur.
  - 19.05 Série: Kojak.
  - 20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.
  - 20.40 Journal des courses.
  - 20.50 Téléfilm: Pêchés de jeunesse. Panique parmi d'ex-collèges.
  - 22.40 Sport: Tennis. Masters 1991 à Francfort.

- 0.10 Journal de la nuit.
- M 6**
- 14.20 Téléfilm: Refuge pour un espion.
  - 15.50 Magazine: Accusé de réception.
  - 16.50 Série: Docteur Marcus Welby.
  - 17.40 Jeu: Zygomusic.
  - 18.05 Série: L'Homme de fer.
  - 19.00 Série: La Petite Maison dans la prairie.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série: Cosby Show.
  - 20.30 Météo.
  - 20.40 Téléfilm: La Panthère contre le crime.
  - 22.15 Série: Equalizer.
  - 23.10 Magazine: Emotions, charme et érotisme. Tranche de vie: Les impertinances de Lil Fricotine; Caméra indiscret; Séance de pose.
  - 23.40 Magazine: Culture rock. Invité: Charlotte Courure.
  - 0.10 Capital.
  - 0.20 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.55 Flash d'informations (et à 22.30).
  - 21.00 Téléfilm: Warburg (1<sup>re</sup> partie).
  - 22.35 Série: Photo-romans. Lisbonneuit.
  - 22.50 Téléfilm: Liens étroits.
  - 0.05 Court métrage: L'Apparition.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Gilbert Lely (1).
  - 21.30 Musique: Black and Blue. Lucien Mazon et Alain Gerber (l'Épopée du jazz).
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Mémoires de nuit. 4. La nuit des temps.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jean-Michel Palmier.
  - 0.50 Musique: Coda, Arthur H. 5. Alors, l'histoire de l'avenir?
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (donné le 14 novembre au Théâtre des Champs-Élysées): Le Songe de Geronte, oratorio-cantate op. 38 de Elgar, par le Chœur de Radio-France et l'Orchestre national de France, dir. Gérard Schwarz.
  - 23.07 Poussières d'étoiles.

هذا من اجل



Dans un texte adopté à Bruxelles

## L'Europe, les Etats-Unis et le Japon s'engagent à harmoniser les expérimentations pharmaceutiques

A l'issue d'une conférence internationale qui s'est tenue à Bruxelles, du 5 au 7 novembre, à l'initiative de la Commission des Communautés européennes, les Douze, les Etats-Unis et le Japon se sont engagés à réduire de manière significative les essais redondants sur les produits pharmaceutiques et le recours aux animaux de laboratoire. Un texte d'une trentaine de pages sera bientôt publié.

BRUXELLES

de notre correspondant

Dévoiant, mercredi 13 novembre, les grandes lignes de ce document, un porte-parole et le responsable de l'unité pharmaceutique de la Commission ont souligné que « plus d'un million de participants, du monde de l'industrie et des instances publiques concernées, ont participé aux travaux de cette première mondiale destinée à dégager des lignes d'action afin d'harmoniser les pratiques de chacun ».

Bon an, mal an, une soixantaine de substances nouvelles (dont 40 % issues de la recherche européenne) sont mises sur le marché. Souvent dix années d'essais ont été nécessaires pour le fabricant. Et de nouveaux essais sont imposés au stade de la commercialisation, en fonction des réglementations nationales. « Il faut éviter les duplications, n'apporter rien, les recherches nationales pour satisfaire aux normes de chacun », a expliqué le responsable de la Commission. L'idée est que, quand un test a été fait, les responsables de chaque pays peuvent en tirer la conclusion qu'ils veulent, mais que la répétition du test doit être évitée.

Jusqu'à présent, ce qu'on appelle la « stabilité » des médicaments, c'est-à-dire leur conservation sous les différents climats, donnait lieu à des tests séparés en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Un accord tripartite va permettre de réduire ces essais de 30 %, soit une économie moyenne de 100 000 euros par nouvelle substance mise au point. Dans l'important domaine des « essais de reproduction », - ceux

qui ont trait aux effets éventuels sur un enfant d'un médicament pris par la mère, « les lignes directrices en vigueur dans les trois régions ont été reconnues comme équivalentes avant l'adoption d'une ligne directrice commune, qui sera proposée en 1992 ».

Européens, Américains et Japonais se sont engagés à harmoniser au plus vite les exigences relatives aux médicaments pour personnes âgées, en vue de la nécessaire mise au point de substances spécifiques pour cette clientèle de plus en plus vaste.

### « Quarante-huit chiens de moins »

Outre les mesures visant directement à des économies, dans un domaine où la recherche représente en moyenne 15 % du coût du produit final, la pression de l'opinion publique est prise en compte en ce qui concerne le tribut animal au progrès. Un accord a été dégagé pour ramener de douze à six mois la durée des essais sur la toxicité chronique des médicaments. « En clair, il faudra quelque 200 rats et 48 chiens de moins pour vérifier la sécurité de chaque nouvelle substance. » Quant à l'expérimentation jusqu'à des doses de toxicité délibérément mortelle - ce que les spécialistes appellent « la fixation de la dose létale 50 », - elle sera abandonnée purement et simplement.

Le Canada et les autres pays européens de l'AELE avaient envoyé des observateurs à la conférence. Les grandes lignes dégagées par celle-ci sont complémentaires du programme d'harmonisation des médicaments en cours. Chez les Douze, il est notamment question de la création d'une Agence européenne du médicament, dont l'existence pourrait faciliter une autorisation unique de mise en vente, valable dans toute la Communauté. Les ministres de la santé ont brièvement évoqué cette question lors d'un conseil à Bruxelles le 11 novembre. Comme son collègue allemand, M. Bruno Durieux a dit qu'il n'y avait pas d'urgence à créer l'Agence si c'est pour « substituer une procédure centralisée - avec des fonctionnaires supplémentaires - à nos mécanismes actuels ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Transportant des fonds de Suisse en France

## Un adjoint au maire de Grenoble est interpellé par les douaniers

GRENOBLE

de notre correspondant

Les douaniers français du poste frontière franco-suisse de Ville-la-Grand (Haute-Savoie) ont découvert mardi 12 novembre dans la voiture de M. Guy Nèveche, troisième adjoint au maire de Grenoble (divers gauche), chargé des grands projets et des droits de l'homme et du citoyen, une somme de 600 000 francs.

M. Nèveche a expliqué aux fonctionnaires qui lui ont dressé un procès verbal que cet argent lui avait été confié par une amie française résidente à Lausanne (Suisse). Pour lui rendre service et lui éviter d'acquiescer 15 000 francs de frais exigés par une banque suisse pour ce transfert, l'élu grenoblois aurait décidé de prendre en charge les 600 000 francs.

Au cours d'une conférence de presse organisée à Grenoble mercredi soir, M. Nèveche, qui avait à ses côtés l'amie qu'il avait voulu dépanner, a tenté de se justifier. « J'ai bien tenté de faire le malin, a-t-il dit. Cet argent était uniquement destiné à acheter un appartement pour quelqu'un de modeste. Il n'y a ni dans aucun financement occulte d'un parti, ni une opération me concernant, mais une affaire d'amitié ».

La personne à qui M. Nèveche a rendu service et qui n'a pas souhaité révéler son identité a indiqué qu'elle travaillait en Suisse depuis dix ans, mais elle ne bénéficiait pas du permis B, qui donne à un étranger la possibilité d'exercer une profession dans la Confédération helvétique. Elle occupait donc des emplois « au noir », notamment comme dame de compagnie de personnes âgées. « Ce sont mes économies que je souhaitais ramener en France pour acheter, avec mon père, un appartement à Marseille », a-t-elle déclaré.

Ce genre de transfert de fonds entre la Suisse et la France est une opération relativement courante, mais elle est, au-dessus d'une somme de 50 000 francs, une

déclaration au service des douanes. Cette formalité est gratuite. Toutefois, l'intéressé doit justifier la provenance de cet argent, ce que ne souhaitait pas faire l'amie de M. Nèveche, soucieuse de préserver l'anonymat de ses employeurs. En effectuant ce transfert de fonds et en omettant de le déclarer lors de son passage au poste frontière, l'élus grenoblois n'a pas commis d'infraction pénale mais il a contrevenu à la législation sur les échanges. Une enquête a été ouverte par les douanes afin de connaître l'origine exacte de ces fonds.

Cette affaire est politiquement gênante pour le convoyeur des 600 000 francs. M. Nèveche est une brillante personnalité politique. Il a commencé sa carrière en 1965 comme directeur du cabinet d'Hubert Dubedout, maire de Grenoble, avant d'être le suppléant de Pierre Mendès France lors des élections législatives de 1967 et de 1968. Conseiller général d'un canton populaire de la capitale des Alpes pendant neuf ans et président du groupe socialiste au conseil général de l'Isère sous la présidence de M. Louis Mermaz, il avait été battu en 1982 par un candidat RPR. Il a joué un rôle important au sein de la Fédération socialiste de l'Isère, dont il a été, pendant une longue période, le trésorier. A la veille des élections municipales de 1989, il avait décidé de rejoindre la nouvelle équipe conduite par M. Alain Carignon, alors membre du RPR. M. Nèveche a pris la tête, au sein de la majorité municipale, d'un groupe d'élus se réclamant de la gauche.

« Il n'y a rien de malhonnête dans ce que j'ai fait, dit-il. Pourquoi donc faudrait-il que je démissionne ? J'ai été imprudent et je le reconnais. Je le répète, il ne s'agit pas d'une affaire politique. Si j'acquiesçais la conviction que je suis tombé dans un piège politico-policiers, alors je considérerais que la démocratie française est tombée bien bas ».

CLAUDE FRANCILLON

La crise yougoslave

## M. Roland Dumas n'exclut pas une rencontre à Paris entre les belligérants

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, jeudi 14 novembre, sur Europe 1 qu'il « n'exclut pas » une rencontre à Paris entre les parties de la crise yougoslave. Les présidents serbe et croate, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, s'étaient déclarés prêts à venir discuter de paix à Paris après la visite en Yougoslavie d'une délégation de personnalités morales et

religieuses françaises (Le Monde des 12 et 13 novembre).

Le ministre a rappelé qu'au début de la crise M. François Mitterrand avait déjà reçu séparément les présidents de Serbie et de Croatie. Mais, a dit M. Dumas, « il y a un tel climat de haine dans cette région du monde et qui remonte à plusieurs siècles que l'on ne va pas résoudre en quelques semaines un conflit aussi profond qui oppose pour des raisons historiques, ethniques, religieuses des communautés qui veulent en découdre ».

## Rhône-Poulenc va supprimer environ mille emplois dans la chimie

Un comité central d'entreprise de Rhône-Poulenc était réuni jeudi 14 novembre dans la matinée pour être informé de suppressions d'emplois dans la chimie. Ce plan dont les modalités seront arrêtées par la suite devrait, selon diverses sources, concerner moins d'un millier d'emplois. Il est lié à l'arrêt de fabrication de certains produits sur quatre sites Salindres (Gard), Les Roches-de-Condrieu (Isère), Ribécourt (Oise) et Lille (Nord).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Haut les mains !

QUESTION sécurité dans les écoles, ils sont pas très rassurés non plus, aux Etats-Unis. Seulement là-bas, c'est pas comme ici, on ne lésine pas sur la surveillance. Un exemple entre mille : il est 7 heures du mat à Indianapolis, une ville quelconque, une ville de l'Amérique profonde. Les cars de ramassage scolaire déversent plusieurs centaines de gamins ensommeillés devant la porte du collège. En rangs par deux. Direction salle de gym. Prière de prendre la queue et de se pointer, bras levés, jambes écartées devant des flics en uniforme. Pour quoi faire ? Pour être passés au détecteur de métal ! Leurs ceintures, leurs sacs à dos, leurs paquets de livres entourés d'une courroie aussi. Par là qu'à Roissy.

Vous ne me croyez pas ? Ça a été hier à la « une » de USA Today. Photos à l'appui. Et chiffres : 135 000 revolvers prennent chaque jour que Dieu fait, à travers le pays, le chemin du lycée. Sans parler des couteaux, des rasoirs, des marteaux, des fusils à canon scié, des 22 long rifle, et des para-balles révévés, de la commune à

la terminale, par le bip-bip de la poêle à frire. D'où ça sort tout ça ? De partout. De la table de chevet de papa, de la poche d'un copain, d'un vol à l'échelle d'un grand magasin. Avec deux cents millions d'armes en circulation, on n'a que l'embaras du choix.

Signe des temps ! Autrefois, on demandait aux potaches de ne pas planquer leur chewing-gum sous la rampe de l'escalier. A présent, dans certains établissements, on exige des cartables en plastique transparent pour éviter les fourreurs. Ça prend quand même du temps. Et on entraîne les élèves à se planquer derrière leurs pupitres au premier coup de feu. Parce que ça tire dans tous les sens, en classe et en cour de récré. Et ça tue ? Oui, encore pas mal. La mort violente avec ou sans intention de la donner est devenue la cause principale de décès chez les 12-25 ans.

Ils ont quand même une drôle de veine, les Américains ! Vu que leurs enfants prennent le soin de se bousiller gentiment entre eux, ils sont pas obligés de se charger du boulot en les éduquant au volant chaque fois qu'ils en voient passer un.

EN BREF

Le PDG d'une entreprise américaine inculpé pour avoir menacé un de ses cadres. - M. Francis Guillot, PDG de la SEREL, à Nice, une entreprise spécialisée dans la signalisation autoroutière, a été inculpé de séquestration avec prise d'otage, extension de signature et menace de mort sous condition, mercredi 13 novembre, par M. Dominique Hanmant-Dumas, juge d'instruction à Nice. Il lui est reproché d'avoir tenté d'incriminer un cadre de son entre-

prise, M. Gérard Canarie, dont il voulait se séparer. Ancien président des clubs de football de l'OGC-Nice et de l'AS-Cannes, M. Guillot aurait recouru aux services d'une agence de détectives privés d'un ami pour contraindre M. Canarie à démissionner et à signer une reconnaissance de dettes d'un montant de 2 millions de francs. Parmi les complices présumés de M. Guillot, également inculpés, figure M. Richard Conte, directeur de la SEREL.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

« L'armée rouge passera-t-elle l'année 1992 ? » par Bertrand Gallot • 9  
Bibliographie : « Une France sans défense », de Jean d'Albion • 2

### ÉTRANGER

Irlande : M. Haughey remanie son gouvernement... 4  
Tchéquie et Slovaquie ne sont pas parvenues à un compromis sur l'avenir de la Fédération... 4  
L'argent du Pentagone ne servira pas à aider l'URSS... 4  
La politique nucléaire de la Corée du Nord pourrait déboucher sur une grave crise régionale... 6  
La préparation du sommet européen de Maastricht... 7  
Paris invite le gouvernement de Djibouti à « engager le dialogue avec l'opposition »... 8

### POLITIQUE

Le débat sur les réformes institutionnelles... 9  
Les travaux parlementaires... 10  
Le conseil d'administration de l'ENA demande que le transfert à Strasbourg soit différé... 10

### SOCIÉTÉ

Jusqu'en 1987, l'INSEE utilisait un répertoire national d'identification intégrant le mention de « juif indigène »... 12  
Le prince héritier d'Italie devient le cour d'assises de Paris... 12  
La Baule-Dakar à la voile : les annués des trimarens... 12

### CULTURE

Les obsèques d'Yves Montand... 14  
Danse : Karine Saporta, superbe et scandaleuse... 14  
Théâtre : Michel Didym à Nancy... 14  
Cinéma : « Malle » de Werner Schroeter et « Voyage vers l'espoir » de Xavier Koller... 15

### LIVRES • IDÉES

« L'adieu à Rimbaud : les ambiguïtés d'un centenaire », les éblouissements d'Arthur, le « Rembo » d'Aden • Benjamin l'inconstant • Le feuilleton de Michel Braudou • 17 à 24

### ÉCONOMIE

L'Etat va mettre en vente 2 % du capital d'Elf... 25  
Signes de détente à l'usine Renault du Mans... 26  
La Banque du Japon diminue son taux d'escompte de 0,5 point... 27  
Le Congrès américain prolonge la durée d'indemnisation des chômeurs... 27

### COMMUNICATION

Audiotextuel : les quotas soumis aux éditeurs... 28

### MONDE AFFAIRES

Les paradis reconquis de la banque Warburg • Automne brumeux pour le Printemps... 29 à 31

### Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 28  
Cartes... 34  
Loto... 27  
Marchés financiers... 32-33  
Météorologie... 35  
Mots croisés... 34  
Radio-télévision... 35  
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 novembre 1991 a été tiré à 490 072 exemplaires.

## Le prix Aujourd'hui à Jean-Claude Barreau

Jean-Claude Barreau, relevé mardi 12 novembre de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI), est le lauréat du 30<sup>e</sup> prix Aujourd'hui, à Paris, pour son ouvrage *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* (Le Pré aux Clercs). Il a été choisi au second tour par 9 voix contre 2 à André Fontaine (*Un sans l'autre*) et 3 à Marc Fumaroli (*L'Etat cultuel*). Jean-Claude Barreau préside l'OMI depuis mars 1989. En septembre, il avait publié cet ouvrage qui a suscité une vive polémique, et affirmait alors dans une interview qu'il fallait, pour réussir l'intégration, « abandonner la pratique musulmane », « la religion la plus asservissante la plus fermée qu'il soit ». Le prix est décerné à un « ouvrage portant sur la période contemporaine ». Présidé par Jacques Faivre, son jury comprend des journalistes et écrivains comme André Frossard, Christine Clère, Alain Dubamel, Albert Du Roy, Jacques Julliard, Philippe Tesson, Claude Inbert.

## Le mensuel PASSAGES

Marthe Robert, Maud Mannoni, Edgar Morin, Alain Touraine, André Glucksmann et Hervé Le Bras.

## LES INTELLECTUELS PEUVENT-ILS NOUS SORTIR DE LA CRISE ?

Numéro de novembre vente en kiosque 30 F

GRATUIT jusqu'au 15 décembre



8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

## NEUBAUER

vous propose votre 106, 205, 309, 405 en série spéciale CUIR (intérieur complet en cuir façon sellerie)

NEUBAUER vend et loue des Peugeot c'est français, nous on sommes français !

29, bd des Baignoires 75003 PARIS ☎42.93.69.52  
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



# LIVRES • IDÉES

## L'adieu à Rimbaud

Alors que s'achève la célébration du centenaire de la mort du poète, Alain Borer publie une *Œuvre-Vie* en point d'orgue à vingt ans de passion rimbaldienne. « Un adieu radieux », dit-il

**L'ŒUVRE-VIE  
D'ARTHUR RIMBAUD**  
Edition établie  
par Alain Borer.  
Arles, 1 426 p., 220 F  
jusqu'au 31/12/91, 270 F ensuite.

Voici un livre qui excède les livres et témoigne de tous les élan, de toutes les fureurs, un livre où ne manque aucun horizon impossible ni aucune ligne de fuite : l'édition, par Alain Borer, de l'œuvre unique qui a nom Arthur Rimbaud. Non pas les œuvres complètes du poète, mais l'ensemble des traces qu'il a laissées derrière lui. Car il était nécessaire d'inventer un autre principe éditorial pour celui qui n'avait fait que « passer » par la poésie, le traversant comme une contrée parmi d'autres avec la même impatience et le même désaveu. Alain Borer revient, ici, sur l'impérieuse nécessité qui l'a conduit à devenir le maître-d'œuvre d'une *Œuvre-Vie* qui est aussi un foudroyant vaticane.

« Vous annoncez en préface de l'édition du centenaire : « Tout Rimbaud, rien que Rimbaud, pour la première fois... » C'est un parti pris qui sonne clair, mais est-il si facile à tenir ? »

— Cette édition ne veut pas prendre parti, mais prendre date. Depuis un siècle, il n'y a eu qu'une seule édition prétendant complète de Rimbaud, celle de la Bibliothèque de la Pléiade, en 1946, puis 1972 : elle était à refaire de fond en comble. D'abord parce que la Pléiade procédait par remplissage, injection massive de parasites (cent seize lettres et documents croqués), comme si le plus grand poète français ne faisait pas le poids requis. Les *Œuvres complètes* ont été quelque peu complétées... L'importance d'une œuvre serait garantie par son épaisseur, selon cette évidence volumétrique qui vaut aux auteurs la considération, par concavité. Ces lettres de correspondants variés — ou même de personnages entés eux — formaient barage, bruyant l'écoulement de l'écrit.

— On n'a appliqué ce procédé ni à Mallarmé, ni à Baudelaire, ni à Flaubert. Il était urgent d'établir des records, comme on dit sur une table de montage. Toutes ces interférences renvoyées en notes, la « voix » de Rimbaud se reforme, les lettres se reconnectent, se répondent entre elles : présenter « Tout Rimbaud, rien que Rimbaud », comme on fait serment de vérité, c'est lui donner, ou plutôt lui rendre enfin la parole. Ce principe entraîne un profond soulagement — cette émotion que l'on a pu éprouver à voir intégralement pour la première fois le *Napoleon* d'Abel Gance...

— A propos de vos prédécesseurs, vous parlez de « sabotage », de « sabotage », de « grégarisme éditorial ». Comment renverser-les ce « sabotage » ?

— Les malentendus qui accompagnent encore le « poète maudit » dérivent de cette double étiologie : Rimbaud a été édité en dépit du bon sens, mal édité, *maladroit*, dit-on en italien pour « maudit ». « Trop dédaigné », M. Rimbaud n'a rien voulu faire paraître en fait de vers, déplorait Verlaine en 1884 : il n'a publié qu'un seul livre, *Une saison en enfer*, à compte d'auteur, et trois poèmes. Or, à partir de cette



A quatorze ans, en 1868, il écrit ses premiers poèmes...

frêle certitude, un seul petit livre édité — et rejeté —, la tradition a établi une fiction, rassemblé des poésies (prononcer : poésies) en retirant les poèmes des lettres qui les contenaient (les composaient même), ou en bâillant des « livres » dont nul ne peut dire qu'ils furent jamais dans l'esprit de leur auteur ; donné des titres à sa place ; distingué une classification « prioritaire » ; conjuré l'abandon de la littérature.

« Dans la Pléiade », cette collection qui matérialise la « postérité », Rimbaud a été transformé en Auteur-avec-une-Œuvre, confortant tout lecteur dans la certitude

sacrée des classiques. Pourtant, de nombreux poèmes présentent trois ou quatre états différents (*Première Soirée*, *Le Cœur volé*, *Les Efforts*) sans que l'auteur se soit donné la peine d'arrêter la version définitive que les éditeurs s'empressent de recomposer pour lui. Dans le cas de Rimbaud, une édition chronologique me semble la seule concevable, la plus utile, en tout cas la seule possible. Rimbaud est un de ces poètes dont on ne peut se dispenser de connaître les étapes — fulgurantes — pas à pas. Retraçables, les *Vers lotins*, relégués en « Pléiade » page 1 030, viennent à leur

place (en 1868, écrits à quatorze ans), ils sont bien les premiers poèmes d'Arthur Rimbaud. Nous donnons *Une saison en enfer* en 1873, telle quelle, en fac-similé (avec ses dix-sept pages blanches qu'il faut traverser) et tous les textes chronologiquement, lettres-poèmes ou recueils fugaces et correspondances, dans tous leurs états manuscrits successifs...

— Qu'est-ce que « les bogues de Berrichon » que vous dénoncez et repérez partout ?

— Un ensemble d'idées toutes faites sur la littérature et une façon de les naturaliser. Tous ces procédés remontent, en effet, à Patrice Berrichon, le sinistre beau-frère posthume de Rimbaud. Son édition, avec la caution d'un Claudel épiscopal, marqua le point culminant (1912) ; elle a introduit ces « bogues », comme dit l'informaticien, qui ont contaminé les éditions ultérieures, caractérisées par une inertie profonde. Par exemple, après avoir intitulé *Œuvre de Jean-Arthur Rimbaud* son édition précédente, de 1898, Berrichon offrait au public un autre livre du même auteur, du même format, de la même épaisseur, chez le même éditeur, *Lectures d'Afrique et d'Arabie*.

Telle est sans doute la « berrichonnerie » la plus dévastatrice, la plus parfaitement admise que « la Pléiade » a reconstruite au pinacle. En deux livres, l'un, les « Œuvres », l'autre, la « Correspondance », Berrichon assurait tout distrait disposé à le croire qu'il y avait bien « deux Rimbaud » — « le poète », puis « l'homme d'action » — matérialisés par deux livres, côte à côte... Une « tradition » qui a juste un siècle, ce n'est pas une tradition, c'est une mauvaise habitude. La lecture du véritable corpus des écrits de Rimbaud donne à comprendre, au contraire, cette vie « tout en avant » que disait Verlaine, l'unité de l'œuvre et de la vie, leur étrange connexité — l'œuvre-vie.

— Les poèmes perdus, les lettres égarées sont indiqués à leurs dates respectives. Pourquoi avoir tenu à rappeler cette place du manque ?

— Un tiers au moins de l'œuvre a disparu et les deux tiers environ de la correspondance. Les éditions ont toujours fait le black-out sur cette vaste lacune, redoublant l'oubli : non seulement ces écrits sont perdus, mais ils ont été tus. Peut-on faire comme si Rimbaud n'avait pas écrit, notamment, les *Veilleurs*, ce poème dont Verlaine disait qu'il fut « ce qu'Arthur Rimbaud a écrit de plus beau, de beaucoup » ? Le remplissage voulait-il pallier l'oubli des textes perdus ? La notion d'« œuvre » s'est resserrée, par convexité, sur ce qui était connu (*Une saison en enfer*) ou reconstitué par d'autres, acrobatiquement (*Les Illuminations*), imposant l'idée d'une « œuvre complète » mais brève, quand elle fut tout au contraire étendue et inachevée.

Propos recueillis par  
André Velter  
Lire la suite page 20

**LE FEUILLETON**  
de Michel Braudeau

### Un gai savoir

« Cantatrix Sopranica L. » : sous ce titre énigmatique paraît le quatrième tome d'écrits rivières de Georges Perec. C'est une caricature très distinguée et parfaitement loufoque des communications scientifiques dites « sérieuses ». Tableaux, électrogrammes, résultats d'expériences, discussion, tout y est. A ceci près que les objets d'étude sont tantôt les réactions des cantatrices face à d'intempestifs jets de tomates, tantôt les mœurs d'une variété fantaisiste de papillons dans les îles Salomon, ou encore d'imaginaires écrits secrets de Raymond Roussel. Rire garanti. Joyeux ou mélancolique.

Page 18

### DOSSIER

#### Ainsi parlait Nietzsche

Difficile à force d'être simple, la pensée de Nietzsche n'a pas fini de faire naître enthousiasmes et répulsions, malentendus et manipulations. Avec Christian Delacampagne, François Azouvi et la chronique « Philosophies » de Roger-Pol Droit, « Le Monde livres-Idées » consacre un ensemble à cette œuvre-cataclysme.

Pages 22 et 23

### D'AUTRES MONDES

per Nicole Zand

#### L'immémorial Segalen

Gilles Manceron publie une biographie qui passionnera ceux qu'intrigue l'existence de Victor Segalen, poète-voyageur, qui haïssait l'exotisme. « Il me faut savoir, notait-il dès son arrivée en Asie, son continent de prédilection, outre ce qu'apparaît le pays, ce que le pays pense. »

Page 24

## Benjamin l'inconstant

A l'occasion de la parution d'un inédit de 1810, portrait d'un homme qui fit de l'opportunisme une règle de vie

On publie un inédit de Benjamin Constant, les *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une Constitution républicaine dans un grand pays*, texte écrit entre 1795 et 1810 (voir page 18 la chronique de François Boti). Nous avons demandé à Henri Guillemin de présenter la pensée politique de Constant. Pour l'historien — dont un comble la verve iconoclaste — elle se caractérise comme une suite d'adaptations souples — très souples — aux circonstances.

On s'est imaginé, pendant des années, que les idées et la vie politique de Benjamin Constant ne prirent consistance qu'à partir de

1800. Quelle erreur ! Benjamin Constant exerce Robespierre (« La peste étouffée », 31 janvier 1794), non seulement parce qu'il a donné la parole à la classe infime, mais parce qu'il l'induit à révéler l'Être suprême ainsi que ces christiques, « misérables avortons de la barbarie juive enée sur la férocité vandale ». Les thermidorien le ravissent parce qu'ils renversent et assassinent Robespierre. Pourtant, à leur propos, il pense comme M<sup>me</sup> de Staël, laquelle écrit en toutes lettres : « Ce sont des scélérats pour leurs intérêts. Alors que l'auteur est un scélérat par pur amour du crime. »

Germaine Necker n'ose tout de même pas accuser Robespierre de cupidité ou de corruption ! Elle

avait fui Paris dès le lendemain du 10 août 1792 ; elle veut maintenant y revenir et y rouvrir son salon ; mais elle amène dans ses bagages un amant nouveau, ce Benjamin Constant de vingt-six ans (elle en a vingt-sept) qui a vérifié, avec elle, l'excellence d'une tactique dont il se vante expressément dans une lettre de 1814 : « Rares sont les femmes qui demeurent insensibles à ma façon d'être absorbé et dominé par elles. » Ce très petit personnage du pays de Vaud a visé au sommet. Il a voulu avoir la fille Necker, épouse de l'ambassadeur de Suède à Paris. Et il l'a eue.

Henri Guillemin  
Lire la suite page 19

## PRIX NOVEMBRE

Casegrain

RAPHAËL  
CONFIANT  
Eau de Café

roman

Grasset



سكتة من الحزن

هذا من الأصل

**CANTATRIX SOPRANICA L.**  
et autres écrits scientifiques

de Georges Perec.  
Le Seuil, collection  
« La librairie du XX<sup>e</sup> siècle »,  
112 p., 75 F.

**E**N présentant, après *l'Infra-ordinaire*, *Vœux* et *Je suis né*, ce quatrième tome d'écrits divers de Georges Perec, *Cantatrix sopranica L.* dans la collection de Maurice Olender, « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle », Marcel Bénabou se demande, nous demande, si c'est là du pastiche ou de la parodie. Intéressante question qui nous permet de cueillir dans le Petit Robert cette aimable citation de Gide : « Les formes secondaires de la satire, le persiflage et la parodie ». Laissons de côté le persiflage, qui n'est pas de notre ressort, et rajoutons le pastiche.

Il se dégage aussitôt un parfum de cuisine agréable de ces vocables latins. Pastiche, qui a donné pastis et pâtissier, vient de *pasticium*, le pâté, qui est une façon plaisante d'accommoder les restes et n'obéit pas à une recette trop stricte, sinon sur les proportions de l'éclouette et du cheval. Et la satire, Pascal Quiquard l'indiquait dans un de ses *Petits Traités* parus il y a un an chez Maeght, vient du mot *satura*, qui désignait un grand plat, un compotier où l'on disposait pêle-mêle les premiers fruits, préparant ainsi un pot-pourri. Qu'un des plus illustres romans de l'Antiquité, sinon le père des romans, soit intitulé *Satiricon* en dit long sur la liberté qui s'attachait d'emblée à ce genre narratif — le roman est autorisé à mélanger tous les autres genres à son gré — et sur sa dimension critique. Par vocation, le roman imite et se moque, il parodie ou il pastiche (on laissera pendre, et même tomber, la question de savoir si la parodie est une catégorie du pastiche) la société et ses mœurs, de toutes les manières possibles, selon le génie particulier de chaque auteur. Il est fiction critique, et en cela les écrits scientifiques de Georges Perec dont il s'agit aujourd'hui sont pleinement des satires : des papiers de nez et aussi des « petits romans ».

**P**OUR situer l'origine « scientifique » de ces écrits, il faut rappeler que Georges Perec entra au CNRS en 1961 comme scribe technique documentaliste (ce qui lui permit d'écrire *Les Choses*, prix Renaudot 1965), attaché au laboratoire de neurophysiologie médicale de l'hôpital Saint-Antoine, et qu'il en sortit en 1978, peu avant de recevoir le prix Médicis pour *la Vie, mode d'emploi*. C'est à l'occasion du départ à la retraite d'une collaboratrice du laboratoire de Saint-Antoine, en 1974, que Perec a rédigé, pour un recueil d'hommages, le texte *Cantatrix sopranica L.*, qui n'allait pas rester longtemps confidentiel. De nombreuses photocopies en ont circulé dans les milieux savants, pour la plus grande joie des habitués des colloques médicaux, et la revue *Banana Split* l'a reproduit en 1980.

C'est la caricature très distinguée et loufoque de la communication scientifique « sérieuse ». D'abord, elle est en « anglais ». Le titre complet est : « Experimental demonstration of the tomato-

**LE FEUILLETON**

de Michel Braudeau



Georges Perec : la revanche du documentaliste

## Un gai savoir

topic organization in the Soprano (*Cantatrix sopranica L.*). Il s'agit d'une étude sur la *yelling reaction* (YR), c'est-à-dire la réaction de hurlement, que d'éminents chercheurs ont observée chez la cantatrice lorsqu'elle reçoit à l'improviste une tomate en pleine poire, ce qui nous renvoie au compotier déjà cité. Après les remerciements d'usage à tous ceux qui l'ont précédé sur cette voie aride, des tandems tels que Zaeg & Puss, Hun & Deu, Payre & Toimelle, Somette & Billevalyze, Perec décrit son expérience sur cent sept sopranos femmes en bonne santé, anesthésiées localement et maintenues à température constante devant une machine à lancer des tomates — jusqu'à neuf projections par seconde, — puis, une fois les sopranos perfusées à l'huile d'olive et placées en étuve, l'examen histologique de fragments de leur cerveau, etc. Tout y est, les tableaux, les électrographes, les résultats et la discussion, la bibliographie déli-rante, qui est à soi seule un morceau d'anthologie.

Sans méchanceté, avec un humour imperturbable, Perec, le petit documentaliste, prenait sa douce revanche sur les puissants cerveaux qui cherchaient, qui cherchent encore sûrement

et pour longtemps, dans les hauts échelons de la hiérarchie. Documentaliste, c'était du reste le bon poste pour un homme qui s'est toujours interrogé sur la façon de ranger les livres dans une bibliothèque, les objets sur un bureau, émerveillé par le catalogue de la Manufacture des armes et cycles de Saint-Etienne ; un auteur dont un recueil de textes posthumes est intitulé *Penser/classer* (Fayard, 1985) et dont les deux principaux romans sont pleins de listes et d'énumérations.

**U**NE autre étude consacrée aux déplacements d'une variété fantaisiste de papillons dans les îles Salomon, avec carte à l'appui, est du même tonneau. Ainsi qu'un bref texte d'inspiration philologique visant à démontrer que contrairement aux apparences, trompées évidemment, la Beauce n'est pas plate. Perec rend aussi hommage à un ami qui l'a beaucoup fait rire, lui et les milliers de lecteurs de l'admirable *Rubrique-à-brac* que publiait la revue de bandes dessinées *Pilote*, l'inénarrable Marcel Gotlib. La liste des travaux qu'il attribue à Gotlib et son ami Léon Burp, depuis l'altération de l'égo chez l'animal domestique jusqu'à l'explication de la déshydratation chez le chameau en passant par l'analyse de la pigmentation chez le zèbre, est encyclopédique. Perec ne fait qu'évoquer la grande figure, à peu près inconnue, de Romuald Saint-Saint, inspirateur de Gotlib et inventeur, entre autres merveilles, du boomerang comestible, hélas disparu, sorte de tarte à la crème revenant à son point de départ quand elle a manqué son but. On imagine sans peine les applications infinies et quotidiennes d'un tel procédé.

**P**LUS troublant que comique est le court essai intitulé *Roussel et Venise*, esquisse d'une géographie mélancolique. Perec y multiplie les références à des thèses et documents fictifs avec la même impassible éloquence dans le canular, dresse une carte de Venise fautive mais plausible, invente un hôtel, des palais, des canaux, place en miroir une autre carte de la région parisienne pour montrer comment se reflètent les deux topologies, parisienne et vénitienne, dans l'imaginaire de Raymond Roussel. A partir de trois fragments retrouvés d'un écrit secret de Roussel, il reconstitue l'intrigue d'une ancienne tragédie fondée sur un de ces jeux de mots (« La vérité sort de la bouche des enfants ») que l'auteur de *Locus solus* possédait à l'origine de certains de ses écrits. Perec trouve même la trace d'un amour caché de Roussel pour un jeune Ascanio de seize ans, mort prématurément.

Le piège est, bien sûr, que l'œuvre de Roussel est tellement pleine d'inventions déli-rantes qu'en lui en rajoutant quelques-unes Perec ne sort pas d'une certaine vraisemblance. En parodiant la démarche d'un auteur qu'il admire, Perec épouse chacun de ses pas, même si ce sont des faux pas, et lui redonne vie à un instant, prolonge son œuvre de quelques pages. Si l'on rit de bon cœur avec les tomates et les sopranos, c'est un autre rire, mélancolique et mystérieux, que fait naître cet épisode vénitien forgé de toutes pièces et qui paraît tomber si juste. Ce qui prouve, nouveau fruit à notre macédoine, les liens étroits de la critique et de la fiction, du rire et de la création, dans le compotier du roman.

**DE LA LITTÉRATURE**

de M<sup>me</sup> de Staël.  
Édition établie  
et présentée  
par Gérard Genette  
et Jean Goldzink.  
Flammarion, « GF », 445 p.

**FRAGMENTS  
D'UN ŒUVRE  
ABANDONNÉ  
SUR LA POSSIBILITÉ  
D'UNE CONSTITUTION  
RÉPUBLICAINE  
DANS UN GRAND PAYS**

de Benjamin Constant.  
Édition établie  
et présentée  
par Henri Grange, Aubier, 506 p.,  
195 F.

**« L'ÉTHIOPIENNE »...**  
C'est ainsi que Barbey d'Aurevilly sur-nommait M<sup>me</sup> de Staël. « Voyez son portrait », disait-il, ajoutant que Germaine était « brûlée par le double soleil de la passion et du génie ». Rien de moins. Il est vrai qu'elle exerçait une sorte de fascination. Benjamin Constant évoquait « le bonheur de connaître M<sup>me</sup> de Staël et de l'entendre ». Il ne marchandait pas, en 1829, son admiration rétrospective : « Même en s'éloignant d'elle, écrivait-il, on était encore longtemps soutenu par le charme qu'elle avait répandu sur ce qui l'entourait (1) ».

Germaine, la femme magnétique... Bien avant Sartre, elle s'était demandé : « Qu'est-ce que la littérature ? », dans un essai qui parut en 1800. C'était une façon d'inaugurer le dix-neuvième siècle. La ponctualité de la baronne contraria Chateaubriand, car son *Génie du christianisme* paraissait seulement en 1802. Et le vicomte n'aimait guère être pris de vitesse. L'ouvrage de M<sup>me</sup> de Staël s'intitulait *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*. Elle préférait les titres d'allure latine. Elle avait déjà publié son chef-d'œuvre, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*. Elle donnerait ensuite *De l'Allemagne*.

Germaine n'était pas la fille de n'importe qui. Ni arrogante ni

modeste, elle voulait toujours être fidèle à ses origines. Elle était, en effet, la « fille de M. Necker », la ministre réformateur sans cesse renvoyé et rappelé par Louis XVI. Elle était aussi la « fille des Lumières », celle va de soi. Jadis, à douze ans, elle était allée à Farny, pour apercevoir Voltaire avant qu'il n'eût le mauvaise idée de mourir. Par littérature, M<sup>me</sup> de Staël entendait non seulement les œuvres d'imagination, mais encore les œuvres de réflexion : Homère et la philosophie anglaise... Les uns et les autres pouvaient d'ailleurs se mêler, car ce sont nos sentiments qui entraînent nos idées. Germaine n'aimait pas les « esprits froids » qui renonçaient à s'émouvoir lorsqu'ils se mettent à penser. Pour ce qui la concernait, la « fille des Lumières » ne réprimait pas ses états d'âme.

**L**A Révolution, l'histoire et la brusquerie des événements avaient contraint la littérature à se dépêcher. L'époque eût pressé les écrivains de prendre parti à travers des pamphlets, des libelles ou des manifestes. Il fallait être à l'heure. Ou même la devancer. Les hommes de lettres de jadis, qui avaient médité dans la solitude et la tranquillité de leur cabinet, se perdaient parmi les silhouettes, déjà lointaines, d'une France défunte. Certains jours, on se demandait si l'ancienne république littéraire, avec ses salons, ses philosophes et ses marquises, avait réellement existé. Quand l'histoire va trop vite, le passé revêt un air improbable. Et les personnes d'autrefois se mettent à ressembler à des fantômes... De plus, les intempérances, le fanatisme, la grandiloquence révolu-

**HISTOIRES LITTÉRAIRES**

par François Bott

## Un hiver sentimental et philosophique



BERNARD CLERGE

tionnaire avaient provoqué une terrible « usure des mots ». Les passions avaient « défiguré » la raison, comme le disent les pré-faciés de M<sup>me</sup> de Staël. Et la « rigueur philosophique » avait cédé la place à l'« esprit de système ».

Aussi, dans cet essai de l'année 1800, Germaine s'efforçait de tout redéfinir, de tout repenser, en se référant (bien sûr) aux principes de 1789 et à l'esprit des Lumières. C'était d'autant plus nécessaire qu'un nouveau despotisme s'établissait depuis le coup d'État de brumaire (novembre 1799). M<sup>me</sup> de Staël se faisait à la fois historienne et sociologue. Elle étudiait l'évolution de la littérature à travers les époques, les nations, les régimes politiques, et sous les différents climats. Relançant la vieille querelle des Anciens et des Modernes, qui avait opposé Racine à Fontenelle et qui ferait paître des générations d'écoliers,

elle se rangeait dans le parti des Modernes. Son histoire de la littérature servait, en effet, à illustrer « les progrès de l'esprit humain ». « Il faut, disait-elle, invoquer tous les malheurs et tous les vices pour empêcher les nations de s'éclairer ».

Même si la « perfectibilité » de notre espèce et de ses mœurs était déjà l'objet de sourires indulgents — ces fameux sourires, plus que des sarcasmes, — l'optimisme de Germaine ne se laissait pas entamer. Dès lors, elle invitait la littérature à devenir républicaine et à favoriser, autant que possible, « les progrès de l'esprit ». Les ennemis qu'elle dédaignait, c'étaient le despotisme et la démagogie.

M<sup>me</sup> de Staël jouait ainsi les sergents recruteurs. Elle encourageait les écrivains à militer pour les Lumières. Leur première tâche serait de combattre cette « fatigue de l'inachevé » qui est la conséquence des espérances

décues. Plus tard, on appellerait cela « ne pas désespérer Billancourt ». Toutefois, vers la fin du livre, Germaine évoquait le temps où « la vie n'avait point encore démenti ses promesses ». Elle avait, au passage, qu'il faut chercher, dans les plaisirs de la pensée, quelque secours contre les blessures du cœur.

**L**ES blessures du cœur... M<sup>me</sup> de Staël les éprouve trop souvent par la faute de Benjamin Constant. Elle était née le 22 avril 1766. L'Europe ne l'avait pas deviné, mais, entre 1786 et 1789, ce vieux continent avait abrité la naissance de quatre personnages très singuliers : Germaine d'abord, et ensuite Benjamin (1767), François René de Chateaubriand (1768), Napoléon Bonaparte (1769). Ces quatre contemporains avaient eu des relations difficiles et, parfois, tourmentées. Chateaubriand durerait davantage que les autres. Il fallait bien que le vicomte eût le loisir de terminer ses *Mémoires d'outre-tombe*... La baronne fit la connaissance de Benjamin Constant à la veille de l'automne 1794. Elle le mit dans son lit et l'entraîna dans son parti. Ils passèrent l'hiver ensemble, dans le château de M. Necker, à Coppet, sur le lac Léman. Hiver sentimental, hiver philosophique. On écrivait. On discutait. M. Necker se mêlait aux conversations.

Cela ressemblait à des vacances, malgré les tumultes de l'époque. Mais ce bonheur et cette sérénité seraient vite assombrés, car Benjamin Constant s'empres-sa de tromper M<sup>me</sup> de Staël. Il alla de coup de foudre en coup de foudre. Avec

ses conquêtes — épouses et maîtresses, — on pourrait composer une chanson : Jenny, Isabelle, Wilhelmine, Charlotte, Julie, Anna, Amélie, Juliette. Et j'en oublie sûrement. Cependant, ni les scènes de ménage ni les crises de jalousie n'empêchèrent le travail en commun. Le commerce intellectuel de Germaine et de Benjamin fut moins agité que leur commerce sentimental.

Ils méditaient ensemble — souvent à Coppet — sur les moyens de tirer la France des malheurs où l'avaient jetée le despotisme des rois et les excès de la Révolution. Quelques ouvrages naquirent de ces réflexions qui précédaient ou suivaient les orages de l'amour. Il y eut notamment *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France*.

M<sup>me</sup> de Staël écrivit ce texte en 1798, avec le concours de Benjamin Constant, mais elle le rangea dans ses tiroirs et le laissa inachevé pour entreprendre son essai sur la littérature. Benjamin prolongea leur réflexion commune à travers les *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*.

**H**ENRI GRANGE, l'éditeur et le préfacier de ces *Fragments* (jusqu'à présent inédits), fait valoir qu'il mêlent « un plaidoyer en faveur de la République [et] un pamphlet contre celui qui l'a assassinée ». On y retrouve les clartés souveraines de Benjamin Constant. Parient des peuples qui applaudissaient Napoléon, il notait que ces derniers paraissent « travailler à la fois à s'étourdir par leurs acclamations et à se dédommager par leurs raileries, et pressentir eux-mêmes l'époque où le prestige [serait] passé ». Benjamin avait commencé cet ouvrage vers 1795. Il en poursuivit la rédaction jusqu'en 1810. Quand les écrivains se dégoûtent de leurs républiques imaginaires, ils se consolent avec des constitutions.

(1) *Littérature et politique*, œuvres de Benjamin Constant, « Bibliothèque de la Pléiade ».



# Le pari manqué de Toussaint

Après trois exercices littéraires rigoureux et couronnés de succès, le jeune romancier n'a pas réussi la Réticence

LA RÉTICENCE  
de Jean-Philippe Toussaint.  
Editions de Minuit, 160 p., 65 F.

Jean-Philippe Toussaint poursuit, depuis son premier livre, *La Salle de bain*, paru en 1985, un projet littéraire qu'on pourrait, si les comparaisons n'étaient pas toujours trompeuses, rapprocher de celui de Mondrian en peinture. Il s'agit de dépasser l'art d'écrire de tout ce qu'il peut avoir d'ancêtre, de réalisme, d'historique ou de social, pour ne laisser subsister que l'essentiel — et du même coup le sublimer, — le mouvement de l'esprit, la perfection harmonique, l'abstraction grammaticale, la trace infime qui signale le face-à-face de l'homme avec l'absolu — une ride sur l'océan, une petite grimace qu'on fait à la mort, une image ou une équation qu'on arrache au chaos universel.

Autant dire que chacun des romans du pascien Toussaint est écrit sur le fil du rasoir, que son entreprise affronte des périls extrêmes, et qu'à faire ainsi le vide, de manière aussi radicale, on prend le risque d'y tomber. Après trois exercices d'équilibre littéraire si rigoureux, si réussis que les lecteurs n'ont pas manqué de saluer la performance de l'artiste, Toussaint vient de choir avec *La Réticence*. Ça ne vaut ni qu'on l'accable ni qu'on brûle ce qu'on avait adoré dans *Moniteur* ou dans *Appareil-photo*. En revanche, il paraît intéressant de comprendre pourquoi l'arc s'est brisé les ailes. Il n'y a pas d'histoire dans la



Jean-Philippe Toussaint : un surprenant aveu

*Réticence*, seulement un jeu de figures. Celles-ci sont organisées autour d'un centre, le narrateur, qui débarque à Sasuelo à la fin du mois d'octobre, en compagnie de son tout jeune fils, et qui décide d'aller rendre visite à l'un de ses amis, un nommé Biaggi, qui habite une villa en dehors du village. Mais le narrateur éprouve aussi une incompréhensible réticence à faire cette visite qu'il remet sans cesse, qu'il transforme en expéditions périphériques autour de la villa, ou en éfraction nocturnes, tantôt se sentant épié et menacé par Biaggi, tantôt imaginant des scénarios dramatiques pour tenter d'expliquer l'absence de son ami. Autour de cette valse-hésitation, qui prend des allures de cauchemar, s'effectuent des mouvements

mépris de moi pendant huit mois. Moi, cela faisait trente-trois ans maintenant que je ne me leurrerais plus sur ma nature, car je venais d'avoir trente-trois ans oui, c'est l'âge où finit l'adolescence. » Toussaint a trente-trois ans.

On voit bien où le romancier veut en venir : à nous faire accepter l'absence d'une histoire anecdotique pour mieux nous faire pénétrer, comme par ricochet, dans une histoire infiniment plus mystérieuse, angoissante, essentielle. Celle de l'affrontement, sans cesse différé, repoussé, avec la vie d'adulte et ses règles. Mais à force de détours, de réticences, de manières, aussi élégantes, subtiles et parfaitement écrites soient-elles, de tourner autour du pot, le lecteur finit, lui, par se lasser et par s'enfuir. La retenue de Toussaint lui devient une punition. Et, du coup, les petits clins d'œil d'encouragement que lui prodigue l'écrivain — ces délicieuses propositions relatives par exemple, où l'antécédent s'amuse à se promener très loin du pronom relatif, — après l'avoir fait sourire, l'agacent comme des coquetteries, comme des ornements qui ne feraient que mieux souligner le vide du théâtre.

Une fois encore, il ne faut pas dramatiser ce dérapage. Toussaint a essayé d'explorer une voie nouvelle de l'expression romanesque. Il est tombé dans une impasse. Une impasse de Toussaint vaut mieux que les réussites les plus éclatantes de la plupart de ses confrères, c'est l'injustice de la littérature.

Pierre Lepape

## HISTOIRE LITTÉRAIRE Benjamin l'inconstant

Suite de la page 17

Ce succès inouï équivaut à brancher Constant sur une des plus grosses fortunes de l'Europe. *« De quel aller à tout »,* dira-t-il dans *Adolphe* au chapitre 7. Avec la rage qu'il tient de se faire entendre, à peine débarqué à Paris, il envoie trois lettres aux *Notre-Dames* politiques de Suard, où il exprime ses sentiments et ceux de Germaine sur la longue lacheté de la Convention. Il n'admet pas, pour comble, qu'elle veuille imposer dans les prochaines assemblées la présence de deux tiers de ses membres. Il a eu par bonheur la prudence de ne pas signer des écrits qui déplaisaient furieusement aux gens en place : il

peut toujours ainsi nier en être l'auteur.

En Suisse, il a forcément entendu parler de l'épouvantable misère que connaissent les quartiers du travail à Paris, les faubourgs Saint-Jacques, Saint-Marcel et Saint-Antoine. Le numéraire y est inconnu et l'assignat ne cesse de tomber. La mortalité dans l'hiver 1794-1795 atteint un chiffre décuple des années ordinaires. Les suicides se multiplient et un rapport de police est devenu célèbre, décrivant une veuve qui, avant de sauter dans la Seine, a solidement ficelé contre elle son petit garçon de dix ans pour l'entraîner silencieusement dans la mort. Le louis vaut 2 000 francs-papier, et Benjamin Constant découvre avec ravissement les acquisitions de terrains que l'on peut faire en France avec les revenus suisses. Il ne se connaît plus et dit à sa famille : *« C'est le Pérou ! »*

Quand il voit Barras recourir aux coups de canon en plein Paris le 13 vendémiaire pour convaincre les royalistes de renoncer à leurs intentions, il se fait aussitôt couvrir par une incroyable lettre de Germaine à Barras où elle ne peut se retenir de lui parler du *« culte »* (sic) que Benjamin porte à un si grand homme. Autrement dit, il est désormais résolu, face à quelque problème que ce soit, de soupeser calmement les chances des uns et des autres afin de ne pas se tromper dans son choix et d'opter pour le futur gagnant, quel qu'il soit.

L'épouvantable Babeuf...

François Mauriac, faute d'informations, s'imaginait Benjamin Constant comme suit : *« Un éblouissant jeune homme »* grand, blond, mince, danger public pour les vertus mondaines. En fait, le Benjamin Constant de 1794 (vingt-sept ans) a déjà une légère voussure du dos et un petit ventre bedonnant, une blennorrhagie contractée à Londres et mal soignée lui a laissé un regard trouble, et il lui faut pour lire des bécoteries ténues.

On peut compter que Benjamin Constant ne se laisse pas oublier du public dans l'obsession permanente qui est la sienne de parvenir, tout Suisse qu'il est, à quelque grand poste gouvernemental français. En 1796, c'est son libelle *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier* l'année suivante, des *Réactions politiques*, avec une adjonction de

dernière heure sur l'épouvantable Babeuf et ses Egaux qui contestaient la légitimité même de la propriété. Avec quel soulagement Benjamin Constant verra Babeuf, qui, derrière les grilles de sa cage, a tenté vainement de se donner la mort, traité, inerte et sanglant, jusqu'à la planche de la guillotine !

Mais M<sup>me</sup> de Staël l'ennuie beaucoup. Suspectée, et non sans raison, de faire rentrer illégalement des émigrés, elle a été prise discrètement par le Directoire de s'éloigner de France. Benjamin Constant l'a d'abord défendue, et même a renforcé les liens entre eux en lui plantant dans le ventre un troisième enfant — cette future duchesse de Broglie dont la chevelure rousse dénoncera la paternité. Puis il s'est exaspéré et lui a reproché de ne pas savoir choisir entre un mari imbécile, calameux et déshonoré et lui-même, qu'elle aurait d'ailleurs — quelle surprise ! — presque *« ramené »* par de mauvais conseils en placements. Comme il ne s'agit que d'argent, l'affaire s'arrange vite, et Benjamin Constant reçoit de sa maltresse 34 000 francs en numéraire, ce qui, pour l'heure, arrange tout.

Au renouvellement dictatorial de 1799, Sieyès reparait. Celui qui Robespierre appelait *« la taupe »* et qui laisse entendre qu'un régime comportant sans cesse des coups doit faire place à une gestion régulière. Il précise même que, excellent pour tirer lui-même la charrette, il ne vaut rien dans un attelage et, entré au pouvoir le 16 mai 1799, le 14 juillet, il y introduit à ses côtés, pour la police, Fouché, le plus efficace sans doute des adversaires de Robespierre en thermidor et dont le passé précédent était d'un terroriste implacable. On peut donc s'attendre avec lui à du nouveau et, selon Benjamin Constant, dans le bon sens. Le bruit court d'ailleurs qu'un nouveau gouvernement se prépare où M. Constant aurait sa place.

Mais tout à coup, le 14 décembre, le bruit se répand que *« Buonaparte »*, que l'on croyait emporté en Égypte, a soudain débarqué à Fréjus le 9 octobre. Il y a fait une rapide escale, le temps d'apprendre que la situation militaire est rétablie et qu'il va pouvoir se présenter comme l'homme de la paix (le 9 octobre, c'est un mois juste avant le 18 brumaire : 9 novembre). Il sera à Paris dans la nuit du 15 au 16. Benjamin Constant, qui se vante dans ses souvenirs d'avoir vu

Sieyès *« tous les jours »* jusqu'au 14 brumaire, va le trahir dès cette date.

Un changement de scène absolu. Il y aura un simulacre de République et l'autorité sera toute dans la main du général. Quel bonheur ! *« On donnera sans doute beaucoup aux propriétaires, en droit et en force armée. »* Le 20 brumaire, les délégations seront rendues aux fournisseurs et, la semaine suivante, le projet d'impôt sur la fortune sera aboli.

« Son amitié vous abaisserait »

Mais Germaine sera assez vite un peu déçue du général à qui elle s'est naturellement proposée pour quelques divertissements amoureux et qui n'a pas donné suite à ses avances. Du moins pour plaire à Joseph avec lequel Germaine demeure très liée. Bonaparte donne une place à Benjamin dans son tribunal en décembre, mais Constant y joue à l'opposant et Bonaparte le congédie dès le début de 1802. M<sup>me</sup> de Staël aura été choquée elle-même du pamphlet lancé en 1814 par Benjamin Constant contre une France en agonie. *« Vous n'êtes pas français, Benjamin »,* lui écrivait-elle écorchée. Elle ne l'était pas davantage, mais pareille attitude la révoltait. Jusqu'en 1811, elle a encore tenté sa chance auprès de l'empereur à l'occasion de la naissance du roi de Rome.

Quand Napoléon revient de l'île d'Elbe, il se souvient de ce que, à coup sûr, Benjamin Constant lui a fait lire en 1810 et qui est, en somme, la preuve, sous ses yeux, de l'habileté que démontre Benjamin Constant à faire crier *« Vive la République ! »* à des gens qui l'étranglent. Ce Constant l'amuse, et il lui offre d'entrer dans son tribunal. Le 31 mars 1815, Benjamin Constant écrit dans son journal : *« Les intentions seront libérales, la pratique sera despotique. n'importe. »* Rien n'est plus édifiant sur la loyauté du personnage.

Dans le numéro 153 de son *Cours familier*, le vieux Lamartine de soixante-quinze ans glisse ces quelques lignes sur Benjamin Constant, *« oracle des puritains de la liberté »* : *« Appelé d'un signe aux Tuileries, il s'était mué à la seconde en salarier du tyran, offrande de bruit, nécessaire d'argent, sceptique d'idées. Son amitié vous abaisserait... »*

Henri Guillemin

# SADE

Un livre d'une touchante et constante beauté.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Donatien Alphonse François, marquis de

# SADE

Maurice Lever



Fayard

914 p.  
198 F

A personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Didier Sénécot, Lire

Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le : cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crépu, La Croix

Une aventure des plus exceptionnelles survient aujourd'hui à Sade : 177 ans après sa mort, le voici non seulement fondu dans l'histoire mais expliqué par elle, par la volonté et le plaisir d'un historien. Maurice Lever.

Arlette Farge, Libération

La nouvelle biographie de l'auteur de "Justine" fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

# FAYARD

BEAUCHESNE ESSAIS

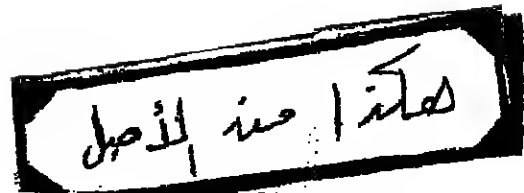
**LA VIE LA MORT**  
CHANTS PRÉCAIRES  
par  
CÉSÉ MERTENS  
La mort chantée  
par  
les poètes  
160 pages 150 FF  
BEAUCHESNE  
22, rue de Valenciennes - 75011 PARIS

TARDI  
**MORT**  
A CREDIT  
de Louis-Ferdinand CELINE  
Illustrations de  
Jean-Michel Callant

432 P. 712 Dess. 240 Frs.

سكنا من الحلال





# Les ambiguïtés d'un centenaire

Les « Années Rimbaud », célébration du centième anniversaire de la mort du poète, viennent de s'achever. Non sans avoir accumulé les paradoxes...

Toute célébration comporte sa part d'enflure et de ridicule. Celle de Rimbaud, qui vient de s'achever, n'a pas échappé à cette règle. L'enflure a des conséquences : le nom et l'œuvre du célèbre, tout en clignotant partout, de Marseille à La Villette, de Charleville à Aden, tout en faisant grand bruit, s'évanouissent, se disloquent, perdent sens, dans l'air social et médiatique de la fête. Mais la célébration manifeste aussi le décalage qui existe inévitablement entre sujet célébré et célébrants. Le premier, par définition, ne peut guère donner un avis, qui encombrerait d'ailleurs les seconds !

Dans le cas des « Années Rimbaud » — pluriel de pur artifice

destiné à faire croire que l'anniversaire de la mort du poète va nous faire pénétrer dans une ère durablement poétique, — ce décalage prend des allures particulières, paradoxales. Comment célébrer officiellement celui qui passe pour un symbole de la révolte absolue ? Comment élever une statue à celui qui rêve de les déboulonner toutes ? On n'a pas même oublié d'en ériger : celles qui trônent à Charleville depuis 1927 et devant la Bibliothèque de l'Arsenal à Paris ne suffisant pas à notre malheur... Comment enfin proclamer une foi quelconque en la poésie l'année de la mort de celui qui fit taire si ostensiblement la poésie en lui ? Comme l'écrit Pierre Michon

deos Rimbaud le fils (Gallimard, voir « Le Monde des livres » du 8 novembre) : « Rimbaud e le don d'enfermer ceux qui l'approchent... »

Meis remonons d'abord le paradoxe à de justes proportions. L'image de l'absolue révolte est le principal poncif attaché au nom de Rimbaud. Le poète n'appartient à personne, c'est-à-dire à tout le monde : copropriétaires du domaine public, les célébrants, dont la sincérité n'a pas à être, a priori, remise en cause, sont donc fondés à accomplir leur tâche.

Il faut aussi s'arrêter un instant sur les particularités du « cas Rimbaud ». En 1985, avec le centenaire de la mort de Victor

Hugo, c'était la France républicaine qui s'auto-célébrait, légitimement : il y avait une cohérence. S'il s'agissait de Baudelaire ou de Mallarmé, qui sont les deux autres grands phares poétiques du dix-neuvième siècle, la fête n'aurait pas pris cette allure, ni cette ampleur. L'homme des *Illuminations*, lui, suscite toujours cet engouement un peu suspect, un peu court surtout et simplificateur. Comme il arrive souvent, les emballages sont à la mesure de méconnaissances diverses, de confusions : Rimbaud en est, en cette année de célébrations, le principal victime.

De ces célébrations, le livre d'Alain Borer constitue, sur un

plan qui n'est pas du tout celui du spectacle bruyant, qui est celui du plus grand sérieux, comme le point d'orgue. Élevé avec la rigueur maniaque du philétiste, le monument de mille cinq cents pages d'Alain Borer (voir l'entretien de l'auteur avec André Velter) nous éperpille comme un symptôme. Imaginez-vous un tel monument dédié à Mallarmé ou Baudelaire ? L'œuvre, telle que l'a conçue Borer, n'est concevable que pour Rimbaud. Ce rêve de parfaite continuité entre la vie et l'œuvre et sa conséquence — la parfaite équivalence établie entre chaque mot écrit et prononcé par le poète, — le refus de toute hiérarchie à l'intérieur du corpus rimbaldien,

donne de l'auteur du *Bateau ivre* une image particulière. Image dans laquelle la grandeur de l'œuvre — quelques dizaines de poèmes et de lettres, *Une saison en enfer*, les *Illuminations* — et le génie du poète se perdent au profit de la stature mythique de « l'homme aux semelles de vent », dont le moindre mot prend ainsi valeur de parole sacrée.

Formulons un souhait : que, les lampions de la fête éteints, le bruit apaisé, les mille cinq cents pages du Borer-Rimbaud digérées, l'œuvre, quel qu'en soit l'exact contour, d'Arthur Rimbaud retrouve le chemin du splendide isolement dans lequel il faut encore et toujours apprendre à la lire.

Patrick Kéchichian

## Les albums d'Arthur

Deux ouvrages de Claude Jeancolas indispensables aux rimbaldolâtres

### LE DICTIONNAIRE RIMBAUD

de Claude Jeancolas.

Bailly, 426 p., 198 F.

### LES VOYAGES DE RIMBAUD

de Claude Jeancolas.

Bailly, 318 p., 435 F.

Claude Jeancolas, historien d'art et journaliste, commissaire de l'exposition « Voyages de Rimbaud » au Musée Rimbaud de Charleville, publie coup sur coup chez le même éditeur deux ouvrages indispensables pour tous les rimbaldolâtres. Pour les rimbaldomaniaques amoureux de cartes et d'estampes, le superbe album de photographies est une invitation au voyage irrésistible. Plus de trois cents clichés d'époque pris sur les lieux où Rimbaud vécut, les villes aimées et quittées, les déserts, et les trop rares autoportraits de la fin, presque indéchiffrables.

On y trouve la gare de Charleville telle que la vit Rimbaud dans ses premiers rêves de départ, le Bois-d'Amour où il bavardait avec son ami Delahaye, les quartiers de Paris où il séjournait, la rue de Buci et la rue Séguier, le port de Londres et les plages de Chypre et les déserts du Harar. Toutes les images d'Aden, de Padang et de Batavia sont très prenantes. On ne peut plus fantasmer l'enfance rimbaldienne sans ce beau volume qui ne coûte pas plus cher qu'un aller simple en chemin de fer pour quelque obscure coin de province française.

Les rimbaldophones apprécieront certainement, du même auteur, le dictionnaire de la langue concoctée par Arthur à partir du français, de l'argot parisien, du patois ardennais, de l'anglais. Sans compter les nombreux mots de langue amharique dont Rimbaud parseme sa correspondance. Le dictionnaire est suivi d'une enième édition des poésies, où sont imprimés en italiques tous les mots recensés par le dictionnaire. On relève des noms communs et d'autres qui le sont moins : « déleurer », « absconculer », « hanneronner », ainsi que l'« hydrolat lacrymal » et le « wasserfall ». Les noms propres ne le sont pas toujours, comme celui de Catulle Mendès.

D'autres sont émuants, comme celui de Djami, le serviteur de Rimbaud à Aden, à qui il laissa un héritage arrivé trop tard, ou celui de Vitalie Cuif, épouse Rimbaud, mère d'Arthur, dont souvent l'image reste un peu floue et trop rugueuse. On pourra toujours estimer telle ou telle définition trop courte ou sans lumières, souhaiter d'autres entrées, etc. N'importe : tel qu'il est, ce dictionnaire est fort utile et l'auteur ne refusait pas de nouvelles éditions, au besoin.

M. B.

## L'adieu à Rimbaud

Suite de la page 17

— Cette « œuvre-vie » reste-t-elle en attente de miracle ? Faut-il déjà place aux inédits qui, un jour, pourraient sortir de l'oubli ?

— Rimbaud fait dire à Jésus : « Vous autres, si vous ne voyez (point) des miracles, vous ne croyez point... ». Les textes de Rimbaud ont été publiés au gré des découvertes successives, au cours de ce siècle, jusqu'en 1965, en vrac : selon le principe chronologique, tout inédit serait immédiatement inséré, et non pas adjoint. Ainsi vient en son temps un petit poème inédit, fragment d'opéra bouffe, ou une seconde version de la *Rivière de Cassis*, le dessin complet de *Varaine pendu*, ou le manuscrit original d'un *Cœur sous la souane*, récemment retrouvés. Nous avons aussi quelque plaisir à ne pas publier le *Baron de Faldèche*, attribué à tort à Rimbaud, ni cette fameuse carte postale de Rimbaud à Delahaye, qui était un feu : d'établir, en somme, vraiment l'œuvre que Rimbaud nous a laissée. Un siècle après sa mort, Rimbaud reste à découvrir. Et sans doute l'édition du premier centenaire pourra-t-elle encore s'enrichir. Les chercheurs ont plus d'avenir que les fous-saies.

— Vous venez de mener à bien une entreprise qui durait vous hâter depuis des années. Comment réalisez-vous collectivement un rêve personnel ?

— Vingt ans d'annotations quasi quotidiennes de mon exemplaire de « La Pléiade » l'ont fait disparaître, à mon insu, préparant cette édition sans vraiment me l'avouer. Ce sont les rêves inévités qui s'accomplissent le plus sûrement. Mais celui-là ne pouvait se réaliser que collectivement. La « tradition » concevait de vestes « tentatives d'annotations » des « œuvres » de Rimbaud, dans lesquelles le Grand Annotateur, celui qui sait tout sur Rimbaud, allait infléchir de sa vision « l'œuvre » entière qu'il embrassait. Le Grand Annotateur est mort. Il n'est donné à personne de pouvoir annoter sérieusement « tout » Rimbaud. J'ai fait appel aux spécialistes indiscutables, représentant différents courants de pensée, de plusieurs continents, différentes générations même. Puis l'ensemble des interventions a été communiqué aux vingt collaborateurs afin que chacun puisse compléter ou contester l'autre. Rimbaud n'appartient à personne, bien que l'on ait envie de le garder pour soi...

— La publication de cette « œuvre-vie » marque-t-elle le point d'orgue de votre engagement rimbaldien, ou bien le point d'arrivée, l'adieu ?

— L'adieu, radieux. »

Propos recueillis par

André Velter

## Le « Rambo » d'Aden

Pas moins de deux ministres français, MM. Dumaeu (affaires étrangères) et Lang (culture), entourés de plusieurs personnalités gouvernementales yéménites, ont, début novembre, inauguré, à Aden, l'Espace culturel et poétique franco-yéménite, dit Maison Rimbaud.

### ADEN

de notre envoyé spécial  
« Tout ce monde pour nous ! », s'écria M. Monique Lang en arrivant à l'ancienne Compagnie Bardet, qui employa et logea Arthur Rimbaud lors de son séjour adénien (1880-1891). Mais, lueuse sur les toiles des immeubles, la foule bruyante aperçue par l'épouse de notre ministre de la culture était réunie là uniquement parce que la Maison Rimbaud jouxte le stade où se jouait au même moment un match capital pour les supporters locaux : Yémén-Bahreïn.

Qui plus est, « Rimbaud » se transcrit et se prononce en arabe exactement comme « Rambo », et certains Adénites, ayant eue doute lu rapidement le journal, crurent à l'ouverture d'un centre consacré au héros du pire cinéma américain.

Les clemenceurs célébrant le premier but yéménite couvrirent les voix des ministres et des poètes, bien qu'ils se soient enfermés dans une pièce sans air pour y échanger des discours et des vers, au lieu de les délivrer sur la terrasse un peu mieux ventilée, d'où Rimbaud et tant d'autres avant nous purent contempler un vieux minaret blanc, la mer Rouge violette et les crêtes noires de l'ancien volcan dans lequel Aden est bâtie.

Rimbaud, on le sait, n'eut pas de mois assez durs, dans ses misères, pour « l'effroyable trou d'Aden », où « les parois du cratère empêchent l'air d'entrer », où il n'y a « pas une seule feuille », « pas une goutte d'eau douce », où il fait « une chaleur excessive ». Bref, le pauvre Arthur vécut là « un réel cauchemar », « sans journaux ni bibliothèque », au milieu « de bédouins du lieu parmi lesquels on devient un imbécile total en peu d'années » [1].

### Un vaste travail de traduction

Cependant, nos rimbaldologues ont, en bien cherchant, trouvé deux bouts de phrase qui, à leurs yeux, ont ébahi ces impitoyables constations : « Si j'étais fort méloïde, je descendrais à Aden, qu'est un pays civilisé » (lettre d'Abyssinie, 10 janvier 1893). « Le grand chahur d'Aden me ferait du bien » (20 février 1891, neuf mois avant la mort de Rimbaud, survenue à Marseille).

Du coup, le « roc effroyable » d'Aden a été mué pour nos rimbaldiens en un « lieu intense, fait d'â-pic sombres et de lumière violente » et, en mars 1990, deux mois avant l'union des deux Yémènes, les autorités, alors marxistes, d'Aden avaient accueilli en éhû un colloque de rimbaldophiles arabes et français (le Monde des livres) du 30 mars 1990).

Depuis lors, notamment grâce à l'entregent de l'écrivain d'origine irakienne Cheouki Abdelmir (devenu diplomate sud-yéménite, puis yéménite depuis la réunification), le chambre de commerce d'Aden, occupante, à partir de 1968, de l'ex-siège de la société Bardey, a cédé la splendide salle à

ponibles, jusques aux bandes dessinées de Chiavelli (Ed. Der-gaud).

On est resté pantois de voir que les dévôts de Rimbaud, inspireurs de cette virée adénite dont on ne peut contester l'originalité, n'avaient pas songé à présenter également au public yémé-

d'autant plus bienvenu que la principale librairie adénite ne diffuse actuellement aucune œuvre en arabe de ou sur Rimbaud.

A-t-on craint que les horreurs écrites, qu'on le veuille ou non, sur Aden par Rimbaud ne suscitent quelque réaction des visiteurs yéménites ? Une certaine frivolité française paraît plutôt devoir être incriminée. Il paraît que l'erreur va être réparée mais l'effet négatif du premier jour restera. Que n'aurait-on pas dit si des Arabes avaient organisé à Paris une manifestation sur un de leurs auteurs ayant vécu en France, sans avoir la délicatesse d'y présenter les versions françaises de son œuvre ?

### Eddie Murphy en version française

En somme, heureusement que le public auquel s'intéresse, en principe, prioritairement le nouvel Espace franco-yéménite a occupé de ballon le jour de l'ouverture de la Maison Rimbaud ! Mais ces jeunes gens auraient pu être là car, même illettrés — et c'est une constatation à laquelle on peut se livrer dans l'ensemble du monde arabe contemporain — ils montrent souvent un intérêt réel et parfois des dispositions étonnantes pour l'art poétique, un art ayant chez eux de solides racines datant d'avant même l'Islam.

Le soir de l'ouverture officielle, toutefois, les rimbaldomanes transportés à Aden donnaient une audition franco-arabe de poésie. On s'attendait donc qu'elle eût lieu dans la Maison Rimbaud, située en plein centre. Point du tout ! Elle était organisée à la périphérie, dans le principal palace adénite, entre plantes vertes, fonctionnaires et projecteurs...

Oubliés d'ailleurs, nos jeunes amateurs de ballon et de poésie, ce soir-là, n'ayant d'autre ressource que d'envahir le cinéma de plein air Reine-de-Saba, où l'on projetait un célèbre film américain, le *Fic de Beverly Hills*, avec Eddie Murphy. En version française, c'est vrai, mais sous-titrée en arabe...

Souhaitons quand même bonne chance à l'Espace Rimbaud, avec l'engagement de nous enquérir, dans un an ou deux, de sa destinée.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Le Dictionnaire Rimbaud, de Claude Jeancolas (voir l'article de Michel Braulieu ci-contre).

(2) Pour le moment, dans le cadre du projet Maison Rimbaud, la France a essentiellement financé les missions à Aden de Serge Sautreau, poète, essayiste, producteur à France-Culture depuis 1985.

\* « Le Monde sans visa » publiera, dans son édition du samedi 16 novembre, un reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur Aden.

\* A bien entendu à Chartres, sous le patronage de l'UNESCO, une exposition sur le thème « Vitrac et architecture du Vitrac ». Techniques, beaux-arts et art de vivre sont présentés à l'aide de nombreuses photos et documents ainsi que grâce à l'audiovisuel. Le commissaire de l'exposition est l'ethnologue José-Marie Bal (jusqu'au 20 avril 1992, Centre international du vitrac, 5, rue Cardinal-Pie, 28000 Chartres, tél. : 37-21-65-72).



Vue d'Aden vers 1890 (anonyme)

arcades du rez-de-chaussée et promit d'en faire autre, par le suite, pour les deux étages supérieurs.

En attendant le réalisation de cette promesse et la concrétisation de projets français (2) ou franco-yéménites (transfert à l'Espace poétique du centre culturel français d'Aden, création avec des Yéménites d'une Alliance française, etc.), l'inauguration ministérielle a été marquée par une présentation, dans la salle libérée, de la plupart des ouvrages en français de Rimbaud ou sur Rimbaud, actuellement dis-

nite le travail de traduction, non négligeable, réalisé par les Arabes et d'ailleurs mis en évidence à Paris, début 1991, par une bonne petite exposition de l'Institut du monde arabe, « Rimbaud-Aden... aller-retour ».

De l'Egyptien Ramsès Younan (traducteur, en 1949, d'une *Saison en enfer* à Rimbaud et la *Commune*, de Pierre Gascar (mis en arabe, en 1989, par le Syrien Abdelbari Ayoun El Soud), en passant par les traductions de *Lettres d'Aden* par le Libanais Charbel Dagher en 1986, le choix ne manquait pas et aurait été

## Une « caravane » sur les traces du solitaire

La Caravane des poètes a emmené en Orient, du 21 octobre au 9 novembre 1991, un groupe d'écrivains — Jean-Pierre Cham-bon, Abdelmir Chawki, Pascal Cullerier, Fernand Garnier, Paoli Kabbel, Nicole de Pontcharra et Serge Sautreau — sur les traces d'Arthur Rimbaud. Ils ont parcouru les principales étapes de son errance : de Chypre, Alexandrie (où ils furent rejoints par Alain Joffroy, Jacques Lacarrière, Abdelwahab Meddeb et Kadhim Jihad, traducteurs de Rimbaud en arabe), Le Caire et Aden (où les retrouvèrent Yves Bergeret et le poète éthiopien Kiflé Selessié).

Ce voyage d'hommage a aidé à mesurer la vitalité de l'influence de Rimbaud sur la littérature arabe, pour laquelle il demeure l'incarnation de la modernité poétique. Les poètes de la caravane ont pu rencontrer les écrivains, les étudiants et les journalistes

des pays traversés. Ils ont collecté, à cette occasion, des textes, qui seront ajoutés au journal de bord tenu pendant ce voyage. Cela débouchera sur une publication, complétée par les travaux de la photographe Maryvonne Arnaud, du peintre Guerrem et du cinéaste David Carr-Brown, qui les accompagnent.

Le colloque d'Aden, qui avait permis, en mars 1990, d'identifier la maison Rimbaud, est à l'origine de cette tentative d'écriture collective.

Ce projet, réalisé sous la direction de Nicole de Pontcharra, avec l'aide de Fernand Garnier, directeur du CREARC de Grenoble, a obtenu le soutien du ministère de la culture (dans le cadre de l'année Rimbaud), du ministère des affaires étrangères, de mécènes privés — dont la FNAC —, ainsi que le patronage de l'UNESCO.

Emmanuelle Nunez



ACTUALITÉS

# Traduire la poésie

Consacrées cette année à la traduction de la poésie, les Huitièmes Assises de la traduction littéraire se sont déroulées en Arles les 9, 10 et 11 novembre sous l'égide de l'ATLAS. Les débats et ateliers qui se sont tenus durant ces trois journées ont confirmé la valeur et l'intérêt de ces assises. Elles ont le mérite de rassembler des professionnels qui, la plupart du temps, travaillent dans un certain isolement.

Un débat sur un point difficile, mais moins technique qu'il n'y paraît — la traduction de Rilke — a permis de mesurer, sur un auteur précis et essentiel, certains des problèmes que pose le passage d'un poème d'une langue à l'autre. C'est Claude Vigée qui a le mieux, le plus sereinement parlé de son travail sur les poèmes de Rilke : « Faire de la traduction une sorte de remerciement ; c'est par gratitude que j'ai traduit Rilke ; la clef est la gratitude. »

Deux prix ont été remis au cours de ces assises : le prix Nelly-Sachs est allé à Nata Minor pour sa version d'Eugène Onéguine, de Pouchkine (Seuil), et à Didier Laroison, traducteur des poèmes du Brésilien Carlos Drummond de Andrade (Gallimard) ; le prix Halperine-Kaminski de la Société des gens de lettres a également couronné une traductrice de littérature brésilienne, Maryvonne Lapouge-Petorelli, pour sa version de *Diadorim*, de João Guimarães-Rosa (Albin-Michel). Enfin, les Éditions Arcaze 17, de Saint-Nazaire, ont présenté un volume d'hommage à Laure Bataillon, fondatrice des assises, décédée en 1990 : *Traduire, écrire* (124 p., 89F).

P. K.

# Passage en revues

Idées, histoire, sociétés

Le nouvel ordre mondial qui s'organise après l'effondrement de l'Union soviétique du modèle stalinien sera-t-il marqué par une suprématie, sans réel partage, du mode capitaliste, considéré comme « naturel » ? « Le monde est-il un marché ? » s'interroge *Actuel Marx*, publication théorique, issue du Centre de philosophie politique, économique et sociale du CNRS, la régulation libérale est-elle en mesure d'assurer, comme elle le prétend, une croissance harmonieuse et pacifique de l'humanité ?

Pour les contributeurs de la revue, la réponse est clairement et massivement négative. Samir Amin maintient les effets profondément dévastateurs du libéralisme planétaire pour le tiers-monde. René Passet analyse les effets désastreux d'une régulation purement marchande sur la situation écologique de l'humanité. Pour la réflexion, l'étude la plus enrichissante est celle que Renato di Ruzza, économiste de l'université de Grenoble, consacre à l'idée même de marché dont il montre qu'elle est tout à la fois vide et mystificatrice ; le marché ne révèle réellement ni les besoins ni la rareté, mais, tout au plus, la demande solvable et la rareté par rapport à celle-ci (*Actuel Marx*, n° 9, PUF, 224 p., 100 F.).

Cette même question du coût humain du capitalisme et de sa prétention à s'universaliser se retrouve dans l'article que Margaret Manale consacre dans *Études* à la réunification de l'Allemagne sous le titre « La RDA existe-t-elle encore ? ». Malgré les efforts financiers importants

consentis par le gouvernement de Bonn, l'ancienne Allemagne de l'Est est en train de se vider, dans la douleur, le chômage, le ressentiment, du meilleur de sa substance : « Depuis l'ouverture du Mur en novembre 1989, l'Est a perdu plus d'un demi-million de personnes, et cette saignée continue à raison de cinq mille personnes par semaine... La manière dont l'économie ouest-allemande impose son hégémonie produit donc des traumatismes, dont les conséquences individuelles et sociales sont encore imprévisibles. Pour une grande partie de la population de l'Est, le Mur est encore là. » (*Études*, novembre 1991, 148 p., 50 F.).

L'Homme et la Société a consacré un important numéro spécial à la situation des femmes. On est bien loin « des gloses larges et vagues sur la condition féminine », comme le dit le directeur de la revue, Jean-Pierre Leirir, à travers des exemples concrets pris dans différents pays, différents types de civilisation, comment les femmes sont des enjeux politiques — dans l'affirmation de la supériorité civilisatrice de l'Occident par exemple, ou dans la stratégie de reconquête catholique — et comment elles sont, en même temps, des actrices dans la recomposition du champ social où elles inventent leur propre statut (*L'Homme et la Société*, L'Harmattan, n° 99-100, 254 p., 140 F.).

*Gradiva*, revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie, présente un texte de son fondateur,

Michel Leiris, mort il y a un an. Il s'agit du dossier de candidature — rédigé en août 1967 — que l'écrivain-anthropologue, alors maître de recherche au CNRS, avait présenté pour devenir directeur de recherche. Autobiographie scientifique donc, mais à des fins administratives — ce qui confère à cet écrit inédit un certain humour. De manière moins anecdotique, « *Titres et travaux* » permet de préciser les articulations, serrées, étroites, précises, que Leiris castrait entre son travail scientifique et son activité proprement littéraire. Parant de lui, ce qui n'est pas habituel, à la troisième personne, Leiris écrit : « La poésie étant son intérêt majeur, il se trouvait dans les dispositions les plus adéquates pour étudier la langue initiale des Dagens de Sanga et procéder, par la suite, à l'analyse stylistique des textes recueillis... En revanche, il lui paraissait indéniable que son expérience de l'observation ethnographique l'a aidé dans ses tentatives de description de soi-même : n'est-ce pas, outre l'influence d'une cure psychanalytique, l'habitude de prendre en face des phénomènes humains une position d'observateur qui lui a permis de se faire le témoin, extérieur en quelque sorte, de ce qui se déroulait en lui ? » L'administration a bien reçu le message. Leiris a été nommé directeur de recherche au CNRS en janvier 1968 (*Gradiva*, Jean-Michel Place, 124 p., 80 F.).

P. L.

**BERNARD BESRET CONFITEUR**  
De la contestation à la sérénité



**Vingt ans après Boquen, Bernard Besret parle.**

"Étonnant, déroutant, dérangeant."  
— Claude-François Julien/Le Nouvel Observateur

"A la fois credo et confession, récit d'un itinéraire et interrogation sur l'avenir."  
— Robert Solé/Le Monde

COLLECTION PAROLES VIVES  
ALBIN MICHEL

**Centre Georges Pompidou**  
Espace séminaire dirigé par Christian Descamps  
21 et 22 novembre 1991 Débats publics à 21 h petite salle.

**"FEMME ET PHILOSOPHIE"**  
avec F. BALIBAR, A. BERTRAND, M. LE DEUFF, G. FRAISSE, D. LA PLANE, M. LEBOVICI, L. MACLEAN, G. MORALI, J. PEIFFER, M. TORT

vient de paraître aux Éditions du Centre Georges Pompidou  
"FRONTIÈRES ET LIMITES"

# Le CLES de Strasbourg

Un rendez-vous des Yougoslaves

Est-Ouest, Nord-Sud, Orient-Occident, la fin de la Mittel-Europa... Les médianes et les diagonales, qui traversent arbitrairement les territoires, forment de bizarres géométries dans les têtes et dans les œuvres des écrivains. C'est pourquoi Christian Salmon, qui dirige le CLES (Carrefour des Littératures Européennes de Strasbourg) depuis cette année, a voulu ces panachés, qui sont la sève non seulement des littératures étrangères, mais aussi de la pensée des intellectuels et des citoyens. Le fait même de réunir autour de Juan Goytisolo, l'Espagnol de Barcelone, de Paris, d'Alme-

ria et de Marrakech, le Turc Nedim Gürsel, le Hollandais Cees Nootboom, le Franco-Yougoslave Alexandre Popovic, le Grec Chelmonas était lourd de symboles ; tout comme l'interrogation que se posaient mutuellement les Portugais José Saramago et Almeida Faria, l'Argentin Juan José Saer, l'Espagnol Julian Rios — « Qui découvre l'Autre ? », — tandis qu'Eduardo Lourenço nous demandait comment sortir de cette Europe introvertie (le titre de son dernier livre, éd. A.M. Métailié).

« La mémoire pour l'être humain est un peu l'appendice perdu dans

une vie antérieure », affirmait Joseph Brodsky, le Russe des États-Unis, rendant hommage à Danilo Kis, que Strasbourg avait souverainement ignoré jadis lorsqu'il y avait enseigné à son arrivée en France au début des années 60 et qui, à l'article de la mort, était encore en train de traduire les poèmes du prix Nobel 1987. Il était venu dire que l'essentiel était de se « sauver de l'oubli [del le non-existence], Et, en ce lendemain d'anniversaire d'Octobre, alors qu'il garde en lui la mémoire de toutes les pierres, de tous les canaux de sa ville, il nous disait : « Je ne retournerai pas à Pétersbourg... »


Sortout, Strasbourg fut, cette année, un rendez-vous irremplaçable pour des Yougoslaves qui voulaient encore s'appeler ainsi et qui aille part ailleurs n'auraient pu se rencontrer. Qui auraient eu peur même de s'adresser la parole dans un pays qui, dans une sorte de fête païenne, ne cesse de tuer l'Autre. L'occasion, par exemple, fut donnée à Stojan Cerovic de faire connaître *Vreme*, un hebdomadaire d'information de Belgrade créé l'an dernier, qui est devenu le centre de l'opposition libérale à la guerre et à tous les nationalismes : « Si vous voulez, on peut comparer *Vreme* à un journal qui aurait été pro-jug en Allemagne dans les années 30... Dans cette guerre entre deux fascismes, nous refusons de nous plier à la haine. » Contre la guerre qui a dit pas son nom, *Vreme* nous emmenait loin des littératures...  
N. Z.

En L'Espagnol Francisco Ayala prix Cervantes 1991. — L'écrivain espagnol Francisco Ayala, quatre-vingt-cinq ans, a obtenu le prix Cervantes 1991, la plus prestigieuse récompense littéraire de langue espagnole. Il a publié une cinquantaine de livres, romans, essais critiques et sociologiques. En 1982, il publie le premier tome de ses mémoires, sous le titre *Souvenirs et oublis*. En 1983, il remporte le Prix national de littérature en Espagne avec le deuxième tome, *Exil*, et, en 1985, il obtient le prix des lettres espagnoles.

Rectificatif. — Une erreur de transmission a faussé le sens d'une phrase dans l'article de Pierre Drouin : « A gauche, c'est où ? » (« Le Monde livres-Idées » du 8 novembre). Il fallait lire : André Gorge « verrait bien qu'un nouveau socialisme consiste à restreindre le champ où peut s'exprimer la rationalité économique ».

LES PARADIS PERDUS V

**LES GRANDES FÊTES D'AÔÛT (1938)**



**JACQUES DARCANES**

Les Éditions de l'Unité

« Un des plus grands écrivains français vivants » — Oly Jenson

DISTRIBUTION disquette 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

PIERRE LEPAPE.  
DIDEROT.  
UN ESPRIT UNIVERSEL,  
LE PREMIER DES MODERNES,  
UN INTELLECTUEL D'AUJOURD'HUI.

456 pages,  
145 F.

Pierre Lepape  
**DIDEROT**

Grandes Biographies Flammarion

Femmes  
exemplaires,  
mystiques,  
extatiques...  
Troublantes  
saintes  
amoureuses.  
"Extases féminines"  
Jean Noël Vuarnet.

HATIER

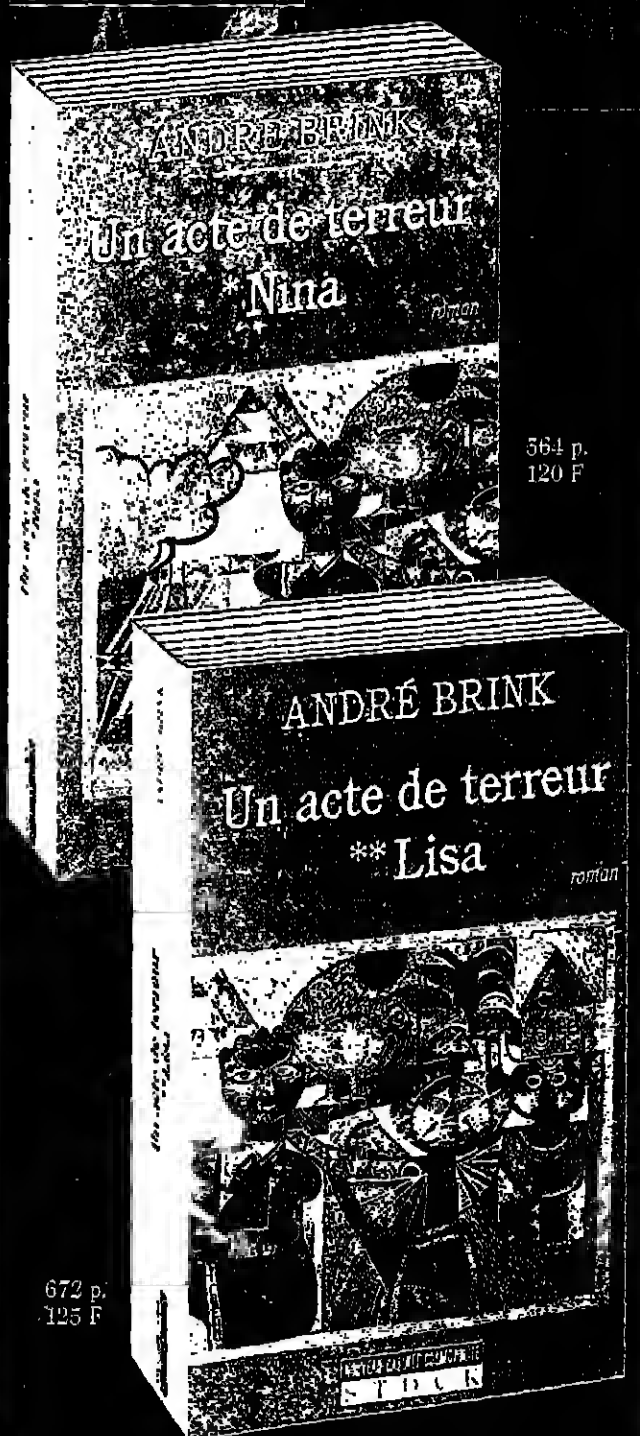
هكذا من أجل



Un grand livre d'amour et de rage, une réflexion sur la violence comme moyen de changer le monde.



NOUVEAU CABINET COSMOPOLITE  
STOCK



Un Tolstoï sud-africain.

Bernard Rapp, Caractères

Egalement parus dans la  
Bibliothèque cosmopolite  
Stock

Le mur de la peste.  
Un turbulent silence.

Stock

# Ainsi parlait Nietzsche

Dans la pensée contemporaine, un cataclysme porte le nom de Nietzsche, dont on est encore loin de mesurer les conséquences. Ce philosophe, le plus déconcertant qui soit, suscite cet automne une série d'études très diverses. En outre, tandis que s'achève dans un en la publication des *Œuvres complètes* chez Gallimard, bon nombre de textes sont réédités dans les collections de poche. Difficile à force d'être simple, provocante et décapante, fluctuante et diverse aussi, la pensée de Nietzsche n'a pas fini de faire naître enthousiasmes et répulsions, malentendus et manipulations, mises au point et polémiques. L'ensemble que nous publions souligne quelques aspects des débats qui se poursuivent autour de cette fracture des temps modernes.



## Contre Hitler et Heidegger

Dès 1935, Karl Löwith, élève du maître de Fribourg, réfutait la lecture nazie de Zarathoustra ou de la Volonté de puissance

**NIETZSCHE : PHILOSOPHIE DE L'ÉTERNEL RETOUR DU MÊME**

de Karl Löwith.  
Traduit de l'allemand par Anne-Sophie Arestup.  
Calmann-Lévy, 318 p., 140 F.

Lorsque, en 1987, le passé nazi de Heidegger est une fois de plus remonté à la surface, on a un peu parlé d'un de ses anciens élèves, le philosophe juif allemand Karl Löwith qui, lui, avait choisi l'exil et le combat. L'autobiographie de ce dernier (*Ma vie en Allemagne avant et après 1933*) sortit d'ailleurs en 1988 (Hachette). Elle ne fit guère plus de bruit que n'en avait fait, en 1969, la publication d'une de ses études intitulée *De Hegel à Nietzsche* (Gallimard). Sans doute Karl Löwith n'est-il pas un penseur médiatique. Il n'en reste pas moins un théoricien original, qui sait joindre la clarté à la profondeur. La traduction de son grand ouvrage sur Nietzsche, que nous proposons aujourd'hui, Calmann-Lévy, devrait permettre au public français de s'en rendre enfin compte.

Ce livre est en effet doublement important. D'une part pour sa valeur historique : ayant été publié en 1935, il constitue l'une des premières lectures proprement philosophiques de Nietzsche, fondée sur la décision - beaucoup moins évidente à l'époque qu'aujourd'hui - de considérer celui-ci comme un penseur, non comme un poète ni comme un prophète. D'autre part, ce livre permet d'entrevoir les raisons pour lesquelles, dans les années suivantes, Löwith crut nécessaire de rompre non seulement avec l'idéologie nazie mais aussi avec le tour que, depuis *Être et Temps* (1927), prenait la pensée de Heidegger. Et il constitue encore, de ce point de vue, un utile contrepoint à la lecture de Nietzsche proposée par le « maître de Fribourg », ainsi qu'aux implications politiques de cette lecture.

Revenons au début des années 30. À l'époque, Nietzsche est encore peu ou mal compris. On voit en lui un homme de lettres, un disciple atardé de Schopenhauer, une sorte de dandy en proie aux maladies « fin de siècle ». Dans le meilleur des cas, un psychologue subtil, un marxiste incisif. Et puis, sur fond de III<sup>e</sup> Reich, des universalitaires allemands entreprennent de le « nazifier ». Ils font de lui le prophète de la race nordique, le héros d'un monde dominé par la force, le chantre de la « volonté de puissance » et du « surhomme » (Baudouin).

Contre ces divers contresens, Karl Löwith commence par opérer un retour aux textes mêmes de

Nietzsche. Il rappelle la nécessité de lire ceux-ci avec prudence, il montre comment la pensée du philosophe, conséquence d'une expérience vitale, évolue avec les années. Il en souligne les contradictions, les lacunes, l'inachèvement. Et, avec humilité, s'abstient de répondre aux questions auxquelles Nietzsche lui-même n'avait pas répondu.

Comprendre un philosophe ne veut pas dire le faire entrer de force dans le carcan d'un système préétabli. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, la pensée nietzschéenne d'avoir, comme toute pensée forte, sa structure propre. Encore faut-il ne pas se tromper sur celle-ci. Le grand livre de Nietzsche, comme le montre Karl Löwith, n'est pas la *Volonté de puissance*, recueil posthume de fragments arbitrairement rassemblés. C'est le *Zarathoustra*, dont le mérite est de livrer la théorie la plus importante du philosophe : celle de l'Éternel Retour.

C'est sur ce point précis que Löwith, dès 1935, se sépare de celui qui fut son professeur (bien qu'il soit à peine plus âgé) et qui

est alors le recteur très nazi de l'université de Fribourg : Martin Heidegger. Ce dernier a ignoré pas l'importance du thème de l'Éternel Retour chez Nietzsche. Mais il n'y voit qu'une tentative - selon lui ratée - pour renverser la métaphysique. Bientôt Heidegger va affirmer que la philosophie de Nietzsche ne constitue que l'aboutissement suprême de cette dernière, autrement dit du « nihilisme », autrement dit encore de « l'oubli de l'être ». Contresens que reprendront, après lui, des générations de heideggeriens pieux, surtout en France.

Le livre de Karl Löwith propose le fil d'une autre lecture. Non, Nietzsche, dont la pensée s'écroule dans une critique radicale du platonisme, n'est pas un métaphysicien comme les autres. Non, il ne s'est pas laissé enfermer dans le nihilisme, même s'il a été un moment tenté par celui-ci. Sans doute sa volonté de penser l'Être sous une catégorie nouvelle - celle de l'Éternel Retour - se heurte-t-elle à une difficulté majeure : l'insurmontable contradiction

entre l'homme et le monde, entre la volonté de puissance et la nécessité d'accepter le destin (*amor fati*). Dépasser l'homme, d'une part ; se reposer dans l'éternité du « midi », de l'autre : si intenable qu'elle soit, cette double injonction ouvre cependant, à la pensée, un territoire nouveau qu'aucune métaphysique, aucune idéologie politique ne saurait annexer.

En exposant pour la première fois ces quelques thèses, Karl Löwith s'écarterait donc des interprétations de Nietzsche dominantes en son temps. Du fait que, depuis la seconde guerre mondiale, celle de Heidegger se soit durablement imposée en Europe, il peut être salutaire, aujourd'hui, de relire Löwith pour se rappeler que d'autres chemins sont possibles. Et qu'il y eut aussi, dans l'Allemagne des années 30, des philosophes assez courageux pour sacrifier leur carrière à ce qu'ils estimaient être la vérité. Löwith préfère l'exil aux honneurs. Il est permis, aujourd'hui, de préférer « son » Nietzsche à celui de ses adversaires.

Christian Delcampagne

## Et bientôt «La Pléiade»...

Après l'« édition grise », Gallimard prévoit l'entrée du philosophe dans sa prestigieuse bibliothèque



« On en est à présent la publication des œuvres complètes de Nietzsche dans l'« édition grise » que publient les éditions Gallimard ».

Marc B. de Launay. - Il ne manque plus qu'un volume de fragments posthumes, à paraître en octobre 1992, qui datent de juillet 1882 à l'hiver 1883-1884, c'est-à-dire la période qui suit immédiatement la rédaction du *Gai Savoir*. Ce moment correspond, d'une part, au travail préalable à *Zarathoustra*, et, d'autre part, à une réélaboration de l'instrument critique constitué, dans le langage de Nietzsche, par la « sémantique ». Ce volume contiendra aussi une centaine de pages où Nietzsche résume sa propre pensée à l'intention de Lou Andreas-Salomé, dont il vient de faire la connaissance et de tomber amoureux.

D'autre part, nous réimprimerons les volumes manquants. En effet, l'édition a commencé en 1965, et des lecteurs se plaignent, à juste titre, que certains tomes ne soient plus disponibles.

Avez-vous révisé certains volumes déjà publiés ?  
- Bien sûr. Il a fallu revoir

certaines apparitions critiques, car la perspective proprement philologique adoptée par les éditeurs scientifiques, Colli et Montinari (entre-temps décédés tous les deux), a évolué en fonction même de ce qu'ils mettaient au jour par leur relecture des manuscrits et, surtout, par leur datation rigoureuse.

Peut-on dire que cette datation a modifié l'interprétation de Nietzsche ?

- C'est certain. Premièrement, la place de *Zarathoustra* est considérablement relativisée. Ce n'est plus ni le livre principal ni l'aboutissement de l'œuvre de Nietzsche. Deuxièmement, on le sait, la *Volonté de puissance* apparaît comme un projet que son auteur a fini par abandonner à l'automne 1888. Enfin, on a pu pénétrer vraiment au cœur de la manière dont Nietzsche écrivait et composait la plupart de ses ouvrages, qui sont des montages, au sens propre, d'aphorismes. Une certaine dynamique de l'écriture et du style primera sur la réflexion systématique. Ce qui

donne inévitablement une coloration esthétique à cette pensée.

- Qu'en est-il de l'édition des œuvres dans « La Pléiade » ?

- Elle va débuter en 1994. Cinq volumes sont prévus, qui paraîtront dans l'ordre chronologique des œuvres de Nietzsche. Cette édition de « La Pléiade » reprendra, en la révisant, toute l'édition grise, avec en outre des textes de jeunesse ne figurant pas dans l'édition actuelle. L'appareil critique strictement philologique sera restreint au profit d'une annotation plus philosophique. Sur tout, il y aura un index des matières, qui permettra au lecteur de circuler à travers les milliers de fragments posthumes, ainsi qu'un index des noms. Par ailleurs, la typographie de « La Pléiade » autorise à publier les fragments posthumes en même temps que les textes auxquels ils se rapportent. On évitera ainsi, des volumes constitués uniquement de fragments ».

Propos recueillis par

François Azouvi  
► Marc B. de Launay assurera l'édition de Nietzsche dans « La Pléiade ».

هكذا في الحق

Des juifs

HOSOGAM



LIVRES • IDÉES  
DOSSIER

PHILOSOPHIES  
par Roger-Pol Droit



# Un mauvais garçon ?

idée qu'elle est bonne», comme aurait dit Coluche, qui passera bientôt, au train où vont les choses, pour un nietzschéen averti.

Evidemment, on peut ne pas aimer Nietzsche, avoir une sorte d'allergie envers ses manières d'être, d'écrire, de penser, de danser. Encore faut-il, pour s'y attaquer, ne pas passer à côté et en avoir saisi à peu près l'essentiel.

Ce n'est pas le cas ici, dans l'ensemble. Ce recueil est consternant. On y voit, de page en page, des auteurs intelligents, habituellement habiles, ayant déjà à leur actif des ouvrages estimables, commettre à propos de Nietzsche tant de contresens, et de si grossiers, qu'on ne sait s'il s'agit d'une inquiétante ignorance ou d'une maladroite mauvaise foi. Détailler les erreurs naïves et les arguments

tendancieux serait excessivement long. Il faudrait se demander, par exemple, comment on peut encore croire que l'Eternel Retour « me par définition » l'idée de progrès, alors qu'il ne s'agit jamais d'un retour au même. Il faudrait se demander aussi comment on peut encore penser que la « brute blonde » a dans l'imaginaire de Nietzsche une existence physique. Il suffira de s'en tenir aux principales perspectives. Il y en a trois.

L'INCOHÉRENCE, d'abord. Nietzsche serait absurde, inconsistant, malaisé à combattre ou trop aisé à citer, parce qu'il énonce, d'une page à l'autre, des affirmations contraires. On a presque honte d'avoir à rappeler que Nietzsche doit se lire comme un multiplicateur de points de vue. La bonne question n'est pas : ce qu'il dit ici (du christianisme, de la morale, du pessimisme, etc.) est-il vrai ou faux ? Il ne s'agit pas non plus de se demander : cela, le pensait-il vraiment ? Est-ce, sur ce point, son jugement ultime, définitif, absolu ?

La seule interrogation est : de quel lieu, dans quelle perspective, à partir de quel point de vue cet énoncé donné est-il pertinent ? Du fond de la vallée, nul ne considère la rivière qui y serpente du même oeil qu'au sommet. Du haut de la montagne, personne n'a la même perspective — ni sur les fonds brumeux ni sur les sommets eux-mêmes. Ces changements d'optique, ce « perspectivisme », peuvent donner le tournis. Mais ils n'ont rien à voir avec des contradictions proprement dites, et moins encore avec une pensée déglutée capable, ou coupable, de n'importe quoi. Tout élève de terminale comprenant cela aisément, il est inquiétant que des professeurs d'université n'aient pas encore entendu cette bonne nouvelle.

Le danger, ensuite. Bien sûr que Nietzsche est dangereux — au même titre que l'alcool, le delta-plane ou la plongée sous-marine. Ou encore dieux et diables. Ce n'est pas sans motifs qu'il se compare lui-même à la dynamite — chacun sait qu'elle peut soulever

des montagnes ou terroriser des innocents. Sa dynamite ? La provocation. L'outrance est sa façon d'être sérieux, l'excès sa mesure, la démesure sa méthode. C'est pourquoi la pire des lectures de Nietzsche — dont ce livre donne plus d'un exemple — consiste à le prendre au pied de la lettre, à lui rogner les métaphores et à conclure de là que, décidément, il n'est ni compréhensible ni fréquentable. Cette façon de faire est la pire parce qu'elle va totalement à l'encontre du geste du philosophe artiste, mais aussi parce que c'est précisément en prenant certaines phrases de Nietzsche au pied de la lettre que les nazis ont cru pouvoir l'annexer.

Le devenir, enfin. Il est frappant que la grande majorité des contributions à ce recueil considèrent Nietzsche comme un bloc, une unité, un corps, ou un corpus, figé. L'évolution interne de Nietzsche, son rapport intime au nihilisme et au dépassement du nihilisme, sont fort peu pris en compte, aussi bien dans les analyses de ses relations à la rationalité, à l'illusion, à l'idée de décadence, que dans les études, plus intéressantes, consacrées aux diverses cautions que les réactions françaises ont voulu, notamment autour de Maurras, trouver dans certains de ses textes.

ALORS, pourquoi ne sont-ils pas nietzschéens ? Il n'y a que deux réponses. La première est évidente : parce qu'ils n'ont pas lu Nietzsche, ou pas lu le livre, faute de vouloir ou de savoir, ce qui est finalement indifférent. La seconde réponse est qu'en fait il n'y a pas de nietzschéens, sauf par malentendu ou par crispation dogmatique. Nietzsche lui-même n'était pas plus « nietzschéen » que Marx ne fut marxiste. Sans doute pourrions-nous se demander, pour finir, s'il convient vraiment de s'attarder sur un ouvrage raté, finalement trompeur et surtout inutile, alors que tant de vrais livres restent inévitablement de côté. Malgré le noble conseil de Zarathoustra, il faut parfois « être un chasse-mouches ».

## POURQUOI NOUS NE SOMMES PAS NIETZSCHÉENS

de Alain Boyer, André Comte-Sponville, Vincent Descombes, Luc Ferry, Robert Legros, Philippe Raynaud, Alain Renaut, Pierre-André Taguieff, Grasset, coll. « Le collège de philosophie », 308 p., 120 F.

TOUTS comptes faits, ce Nietzsche est un mauvais garçon. Malin, rusé, subtil, certes. Mais décidément incohérent : on trouve sous sa plume tout et son contraire. A chaque citation on peut en juxtaposer une autre, signée Nietzsche elle aussi, disant sur le même sujet exactement l'opposé de la première. Voyez, jeunes gens, ce prétendu penseur est un auteur aberrant. Il est insaisissable, irrationnel, monstrueux. Prenons garde ! La raison n'est pas seule atteinte : la République est en danger, la vertu est menacée. Citoyens, méfions-nous !

Car cet agité fantasque, dérangé, mégalo-mane, irascible, n'est pas seulement illogique. Il est aristocrate jusqu'au bout des ongles, viscéralement antidémocrate. C'est simple : il est ou ne peut plus réactionnaire ! Et immoral avec ça. Et violent, de surcroît. Rendez-vous compte : il n'aime pas les faibles, ni la pitié, ni les petites lâchetés du confort. Sans doute ne sait-il pas aimer du tout. Il vante les barbares, et annonce la guerre. Il flirte avec l'inhumain et rêve du surhumain. Bref, il dérange.

C'est une affaire entendue. On ne soulignera jamais assez — oyez, belle jeunesse — que ce Nietzsche, si abondamment vanté naguère, est un individu extrêmement dangereux. Antichrétien, antisocialiste, antisémite, répétons-le. Cela est assuré. Mais ce n'est pas tout. En plus, il est suspecté de plusieurs autres délits. Lesquels exactement ? Racisme, fascisme, antisémitisme ; goût immodéré pour la hiérarchie ; prédilection pour le mensonge, l'illusion, l'ap-

parence ; attirance vers la force brutale, la cruauté, la domination. Allons, si Hitler offre à Mussolini une édition de Nietzsche reliée cuir, est-ce bien un hasard ?

Ce genre de remarques organise un volume collectif intitulé *Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens*. On vient d'en faire un résumé rapide, ironique peut-être, mais qui ne trahit pas l'essentiel des quelques positions communes aux huit auteurs. Un bandeau rouge, entourant l'ouvrage, avertit qu'il s'agit d'une « génération philosophique ». Longtemps après que les « nouveaux philosophes » ont disparu, une génération-marketing s'attaque donc à Nietzsche.

Vous ne voyez pas pourquoi ? Allons, ce n'est pas si difficile. Il y a déjà quelque temps, Luc Ferry et Alain Renaut avaient inventé un amalgame nommé « Pensée 68 » englobant sans vergogne des auteurs et des problématiques aussi dissemblables que Bourdieu ou Lacan, Deleuze ou Derrida. Des références maîtresses des années 60 et 70, que reste-t-il ? Grossièrement, on pourrait imaginer un très naïf constat de ce genre : Marx est perdu de vue, c'est le moins qu'on puisse dire. Freud résiste encore, mais il est isolé dans la réserve des Mohicans lacaniens. Heidegger, depuis l'affaire Farias et la redécouverte de ses compromissions avec le nazisme, en impose moins. Nietzsche, seul, jouit encore d'un important crédit.

Si l'on pouvait montrer que les grands héritiers français de Nietzsche (Foucault et Deleuze, et, à d'autres titres, Derrida) ont eu un mauvais maître, se sont compromis avec un faux philosophe, un penseur kitsch et loufoque, un délinquant maléfique, un irresponsable véneux, etc., que nous serait-il permis d'espérer ? On verrait comment notre génération, un temps égarée, « renoue avec l'existence », « exige de la rationalité » (oui, ancestrale !). On verrait le débat démocratique revenir à l'argumentation serrée, et les progrès de la modernité triompher des forces obscures. « En voilà une belle affaire ! »

## Des juifs attirés

Au début du siècle, nul intellectuel juif n'a pu ignorer l'œuvre nietzschéenne



DE SILS-MARIA A JÉRUSALEM  
Nietzsche et le judaïsme. Les intellectuels juifs et Nietzsche.

Sous la direction de Dominique Bourrel et Jacques Le Rider. Cerf, 274 p., 100 F.

« Fou furieux qui, les yeux échevillés, la bouche écumante, avec des gestes sauvages, éjacule un flot de paroles étourdissantes », « tantôt écarte d'un rire fou, tantôt lance des injures oratoires » : tel est Nietzsche pour l'écrivain juif Max Nordau en 1894. Mais à la même époque Chaim Weizmann, qui n'est pas encore le premier président de l'Etat d'Israël, recommande à son épouse la lecture roborative de Zarathoustra ; David Frischmann le traduit dès 1900 ; Martin Buber « tombe sous l'emprise » de l'ouvrage, qu'il lit, relit, commente et dont il traduit la première partie en polonais ; en 1909, c'est en yiddish qu'en sont traduits les chapitres introductifs ; les fondateurs du sionisme polémiquent entre eux pour savoir si le surhomme est l'équivalent du *zaddik* ; l'amitié de Max Brod et de Kafka se noue autour d'une dispute sur Nietzsche ; et Freud n'échappe pas non plus à la nécessité de se situer par rapport au prophète de Sils-Maria.

Réception foisonnante, polivalente chez les intellectuels juifs, et cela très tôt, dès 1874-1875 (1). A certains sionistes, Nietzsche offre

l'exemple d'un renversement fécond des valeurs bourgeoises de la vieille Europe ; il sert de révélateur à leur judaïsme contestataire en même temps qu'il leur fournit un « brevet de germanité ». Mais à un Daniel Halévy, à un Victor Basch, autrement assimilés à la culture de leur pays, Nietzsche apporte une pensée élitiste qu'il suffit de dégager de sa gangue antijuive et trop allemande parfois pour qu'elle soit intégrée à l'histoire universelle de la philosophie. Autre écho chez Kafka, dont la fascination pour les juifs d'Europe de l'Est au détriment de ceux de l'Ouest, pour la culture yiddish, s'alimente à la polarité nietzschéenne Apollon/Dionysos.

Nietzsche sert ou bien de repoussoir ou bien de pôle attractif ; mais nul, parmi les intellectuels juifs, ne l'ignore ou ne l'évite.

A l'extrême dispersion du spectre de cette réception répond d'abord le flou de la notion d'intellectuel juif. Qu'y a-t-il de commun entre Ahad Ha'am, Léon Blum, Martin Buber et Kafka, sinon l'expression « intellectuel » juif ? Même si ce n'est pas leur objet principal, les études ici rassemblées offrent en prime un panorama digne d'intérêt sur l'extraordinaire éclatement, corrélatif d'une extraordinaire vitalité, du judaïsme européen au début du siècle. Dans cette configuration historique si particulière, marquée par la fin du rêve de l'émancipation calme, par la naissance de l'antisémitisme laïc et du sionisme, il n'est pas étonnant, mais il est instructif que cette

doctrine complexe, si féconde en ruptures de perspectives, se soit prêtée à tant d'appropriations diverses. Que Nietzsche ait pu jouer un rôle non négligeable dans le devenir-juif d'auteurs de la pointe de Rossetzweig, de Scholem ou de Buber, voilà qui jette tout autant de lumière sur la situation de l'intelligentsia juive que sur la puissance des thèmes nietzschéens.

Le paradoxe — à moins que ce ne soit la conséquence de tout cela — est que cette réception s'effectue pour une large part en contournant les thèses de Nietzsche sur les juifs et sur le judaïsme. La complexité de la réception juive du nietzschisme n'est donc pas non plus sans rapport avec l'ambivalence de Nietzsche à l'égard du judaïsme, qu'il loue et bafoue tour à tour dans des propos bien connus. Le temps n'est plus du Nietzsche pré-nazi, forgé en grande partie par la peur du philosophe et grâce à un montage d'aphorismes ; mais l'image d'un Nietzsche philosémitique n'est pas moins simplificatrice, même si elle est plus généreuse.

La réalité, telle qu'elle sort de quelques-uns des textes de ce volume, est sans doute autre : dans l'antijudaïsme de Nietzsche, il entre plus de philhellénisme que d'antisémitisme proprement dit, lequel ne semble pas avoir été vraiment son fort. Et surtout, il y a chez lui une ignorance abyssale des juifs — traités bien souvent au niveau du stéréotype — et du judaïsme : celui de son temps, certainement, mais aussi celui de l'Ancien Testament. « Le Juif en tant que tel reste introuvable, il n'est au mieux que la limite négative du chrétien, quand il n'y est pas purement et simplement réduit ». Pour Nietzsche, en fait, ce sont Jésus et Paul qui sont les juifs les plus juifs.

Plus d'une intelligence pouvait sortir étourdie de ce dernier coup du philosophe au marteau.

F. A.

(1) La comparaison avec le monde anglo-saxon est étonnante. Cf. Richard Schacht, « Nietzsche's coming of age », *The Times Literary Supplement*, 11 octobre 1991.

AVEC L'ARRIVÉE DES DEUX DERNIERS VOLUMES, VOUS NE POURREZ PLUS DIRE QUE VOUS NE SAVIEZ PAS.



Enfin, l'essentiel est là : une nouvelle organisation des connaissances, l'accès rapide à tous les domaines du savoir, l'efficacité de la synthèse.

THÉMA, encyclopédie thématique en 5 volumes, 1.250 thèmes. 499 francs chaque volume ou 2.290 francs la collection complète en librairie.

THÉMA

L'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.

H.-O. ROTERMUND  
HÔSÔGAMI  
ou la petite verole aisément

La corruption des épidémies dans la société japonaise de l'époque Edo et l'élaboration des éléments formateurs du culte rendu au « dieu de la variole ».

MAISONNEUVE ET LAROSE

سكتا من الحاد



Présentation des nouveautés Hiver 91-92  
histoire et beaux-arts

des éditeurs français, anglais, américains,  
italiens, allemands, japonais et russes.

SUR

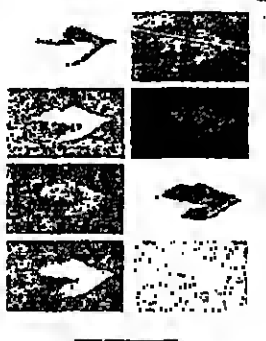
## LA RUSSIE DES TSARS

jeudi 21 novembre de 18 h à 21 h.

Librairie GALIGNANI

224, rue de Rivoli 75001 Paris  
face au jardin des Tuileries

## PAROLES D'AMOUR



328 pages, 120 F

Nous avons  
voulu parler  
d'amour...

A. Comte-Sponville, P. Drevet,  
A. Garreta, J. Hassoun,  
C. Juliet, J. O. Majastre,  
E. Morin, I. Pennacchini,  
P. Sansot, E. Thomas, Wolinski...

Planning familial de l'Isère  
SYRON  
ALTERNATIVES

## LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD  
RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX II  
TEL: 43 57 74 74

 <b>ALBERT BEAUVAIS</b> <b>"TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE"</b> Mémoires d'un résistant 128 pages 24,50 F	 <b>JACQUES JOUARD</b> <b>"LA FOURMILLÈRE INSOLITE"</b> Et si les fourmis descendait de la lune ! 182 pages 80,20 F	 <b>H.H. NATHALIE WATT</b> <b>"à l'image de la rivière"</b> 80 pages 48,50 F
 <b>RAYMOND VITRUVÉ</b> <b>"BÉCASSINE, ŒUVRE LITTÉRAIRE"</b> Commentaires et résumés des 25 albums 128 pages 68,60 F	 <b>LUC PRINCELLE</b> <b>"VIVE LES ANGLAIS!... C'EST TOMBÉ RUE ARISTOTE!"</b> Une enfance dans la 2ème guerre mondiale 288 pages 121,30 F	 <b>NATHALIE BOEUF</b> <b>"LE BLEU DE MES RÊVES"</b> 48 pages 48,50 F
 <b>RAYMOND VITRUVÉ</b> <b>"BÉCASSINE, ŒUVRE LITTÉRAIRE"</b> Commentaires et résumés des 25 albums 128 pages 68,60 F	 <b>ELVIRE LAINE</b> <b>"BANDAMA"</b> Aventures au bord du fleuve Bandama en Côte d'Ivoire 208 pages 89,70 F	 <b>GEORGES BRIET</b> <b>"POEMEXPRESS"</b> 32 pages 44,30 F
 <b>CHRISTIAN VIVICORSI</b> <b>"OPÉRATION TERRE NEUVE"</b> Une nouvelle planète pour un monde meilleur 40 pages 40,00 F	 <b>MAURICE POYARD</b> <b>"DE LA LIBERTÉ... À L'ENFER NAZI ET À LA DÉLIVRANCE..."</b> 96 pages 54,90 F	 <b>DOMINIQUE BOUIX</b> <b>"SOMBRES PENSÉES"</b> 48 pages 44,30 F
 <b>DENISE ROTH-PELCE</b> <b>"MERCI À TOUS"</b> Mémoires d'une enseignante 80 pages 49,60 F	 <b>PARVANEH BAHMANI DOREH</b> <b>"VOUS-NOUS-MOI"</b> Contes irakiens 160 pages 71,70 F	 <b>YVARINE GIGNAT</b> <b>"RACONTE MOI L'AMOUR"</b> 80 pages 55,90 F
 <b>JEANINE MIGIEU</b> <b>"LA ROSE ET LE CHARDON"</b> Contes dans un jardin merveilleux 120 pages 62,30 F	 <b>JACQUELINE MICHEL-GRUYER</b> <b>"LE CHÈVREFEUILLE"</b> Saga dramatique d'après-guerre 272 pages 128,80 F	 <b>IDIER BOQUET</b> <b>"LE REVEIL DE LA MUSE"</b> 128 pages 67,50 F

**BON DE COMMANDE**  
 Je commande à la Pensée Universelle  
 Titre : \_\_\_\_\_  
 Mon Nom : \_\_\_\_\_ Mon Adresse : \_\_\_\_\_  
 Je joins : F. pour exemplaires  
 + 14,00 F par livre pour le port.

LA RAGE D'ÉCRIRE !

LIVRES • IDÉES

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# L'immémorial Segalen



depuis peu d'années. Un voyageur qui n'est pas à la recherche des coutumes rares ou pittoresques, mais qui se dépouille des préjugés et des croyances de sa culture propre pour mieux pénétrer celle de l'autre. Un écrivain pour lettrés, dont le cercle des lecteurs s'agrandit lentement, sûrement, au rythme naturel des découvertes d'une postérité qui trouve en lui une approche d'une formidable modernité. Une recherche de l'autre qui est un approfondissement intérieur, un exotisme qui est, selon sa définition, une « esthétique du divers » qui en fait le contemporain de Lévi-Strauss plus que de Pierre Loti.

En 1899,  
élève de l'École  
de santé navale

« Je naquis. Le reste en découle... »  
Ce détachement appliqué qui préside à la première phrase de l'au-

tobiographie squelettique de Victor Segalen, ces quelques pages qu'il compose en 1915, et qu'il intitule pompeusement *Essai sur moi-même*, sont comme une déclaration ironique à l'égard de toute biographie. Alors qu'il a détruit lui-même son journal. Pourtant, la vie de Victor Segalen est indissociable de son œuvre et l'épaisse biographie que vient de faire paraître Gilles Manceron, le petit-fils du plus proche ami du poète, qui complète l'importante étude de Henry Bouillier parue la première fois en 1961 (1), est un précieux éclairage, une mise en perspective de l'œuvre et de sa genèse. A cause même de sa minutie, de son extrême richesse, de sa surabondance de détails et de notes, le travail de Manceron passionnera ceux qu'intrigue l'existence de ce grand voyageur, de cet initiateur-initié à un ailleurs qu'il n'est jamais qu'une recherche vers ce qu'il appelle « le pays du réel ».

Né à Brest en 1878, médecin militaire, écrivain, poète, essayiste, romancier, ethnologue, admirateur de Huysmans et de Rimbaud, ami de Claude Debussy, d'Edmond Jaloux, de Remy de Gourmont et de Rachilde, mais aussi de Pierre Loti et de Claude Farrère, comme lui officier de marine, mais dont il déteste le goût de l'exotisme, Victor Segalen sera sans cesse partagé : marin qui déteste la mer, fonctionnaire de la colonisation qui abhorre cet esprit « colonial » qu'il considère comme responsable de la perte des anciennes croyances et de la décadence des peuples, amoureux de sa femme et d'autres, mais formidablement machiste et dépourvu de sens de la paternité, écrivain élitiste mais prêt à faire la tournée des académiciens Goncourt au moment de la publication (à compte d'auteur) des *Immémoriaux*, passionné par la Chine, dont il va littéralement nourrir son œuvre, mais repoussant toute sa vie, avant de partir pour la Polynésie, à Tahiti, où il va tout à la fois découvrir l'émerveillement de « l'exotisme » et la mort lente de la culture polynésienne d'où il tirera son premier roman, *Les Immémoriaux*, méconnu jusqu'à sa réédition (Pion, collection « Terre humaine », 1957), tragédie d'un peuple qui a perdu le sens du sacré sans que s'éveille la conscience morale et, en même temps, récit allégorique de sa propre transformation intérieure. Longtemps après, c'est avec nostalgie qu'il se souviendra de ces moments : « Je t'ai dit avoir été heureux sous les tropiques, écrit-il de Chine, huit ans plus tard, à Henry Manceron. C'est violemment, vrai. Pendant deux ans en

Polynésie, j'ai mal dormi de joie. J'ai eu des réveils à pleurer de joie du jour qui montait. » Surtout, envoyé aux îles Marquises en août 1903 pour régler les affaires de Paul Gauguin mort trois mois plus tôt, il va découvrir dans cette rencontre posthume avec le peintre un maître en art et un maître à penser : « Il était aimé des indigènes, qu'il défendait contre les gendarmes, les missionnaires, et tout ce matériel de « civilisation » meurtrière. Il appréciait aussi aux derniers Marquisiens qu'on ne pouvait les forcer à suivre l'école. Ce fut un peu le dernier soutien des anciens cultes » (Gauguin dans son dernier décor et autres textes de Tahiti, Fata Morgana, 1986). En trois chapitres, Gilles Manceron nous restitue toute l'importance de cette rencontre posthume avec le peintre dont on liquide sans respect les reliques et les peintures « sans valeur » ainsi que la recherche, à Aden, de Rimbaud. Rimbaud, qu'il évoque dans le *Double Rimbaud* (Fata Morgana, 1986), ce visionnaire qui écrivait le *Bateau ivre* sans avoir jamais vu la mer.

SEGALEN a forgé le néologisme d'« exotisme » pour désigner ces voyageurs-nés sensibles à l'exotisme tel qu'il l'entendait et qui n'a rien à voir avec le déplacement géographique, puisqu'il s'agit pour lui d'arriver à la résurrection d'un monde à travers l'imaginaire et l'écriture. Quand il va choisir, après une sérieuse initiation à la langue chinoise, de partir pour la Chine, qui sera pour lui son continent littéraire et où il rencontrera Paul Claudel, dont il admire *Connaissance de l'Est* et dont le sépare un catholicisme qu'il abhorre, il note, dès son arrivée à Singapour, qu'il trouve trop exotisme et trop mercantile : « Il me faut savoir, outre ce qu'apparaît le pays, ce que le pays pense. » Mais là, ajoute-t-il, je ne sais rien du tout, et puis, il ne pense peut-être pas. Il décharge et il charge. Il pèse et il jauge. Singapour est un musée facile pour voyageurs. » Il précisera qu'il n'est pas question pour lui de renoncer à son point de vue d'Occidental ou de s'assimiler : « Au fond, ce n'est ni l'Europe ni la Chine que je suis venu chercher ici, mais une vision de la Chine. Celle-là, je la tiens et j'y mords à pleines dents. »

VOYAGEUR, il n'a rien d'un travelling writer, et pourtant, au cours de ses deux traversées de la Chine, de 1909 et de 1914, il a pu parcourir le pays dans presque toute son étendue (« Il ne s'agit point de dire ce que je pense des Chinois (je n'en pense à vrai dire rien du tout), mais ce que j'imagine d'eux-mêmes : et non point sous le simulacre d'une forme vive et réelle, au-delà de toute réalité, de l'œuvre d'art »). Romanier, il refuse l'anecdote comme toutes les formes classiques des genres littéraires existants pour composer le *Fils du Ciel* (Flammarion), un « livre roman non historique » à propos de l'empereur Kouang-Siu le fils de Tseu-Hi étranglé sur ordre de sa maman raconté par l'annaliste qui a pour mission de retracer les faits et gestes de l'empereur. Avec René Lévy (Gallimard, coll. « L'imaginaire ») et ses interminables chevauchées autour de la Cité interdite, on reste, comme l'auteur, fasciné par le personnage de Maurice Roy, le jeune homme de dix-neuf ans qui, pendant des mois, comme Schéhérazade, va alimenter un Segalen délibérément crédule, prisonnier volontaire des affabulations dont il va nourrir ses interrogations.

Le mystère de la fin de Victor Segalen ne sera peut-être jamais élucidé : découvert le 23 mai 1919, mort depuis deux jours, son Shakespeare à la main, dans la forêt bretonne, après une série de dépressions et de désintoxications de l'opium, il sera enterré sans autopsie. Condamné à attendre longtemps une œuvre posthume que l'antipathie – jamais explicitée – de Saint-John Perse fera tarder jusqu'à sa mort.

(1) Victor Segalen, de Henry Bouillier. Marceur de France, 1961. Nouvelle édition revue et corrigée 1986. Une édition de la *Correspondance* de Segalen doit paraître l'an prochain dans la collection « Bouquins », de Robert Laffont.

**OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?**

Écrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
**LE MONDE DU LIVRE**  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
☎ (1) 43.25.77.04  
Code Minutal : 3815 MDL